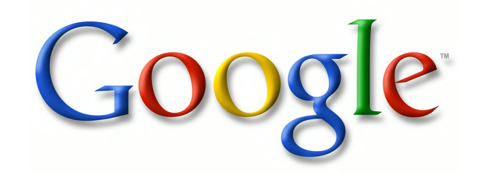




Delbare.

HISTOIRE

DES

MINISTRES-FAVORIS

ANCIENS ET MODERNES.

On trouve chez les mêmes Libraires :

MÉMOIRES DU DUC DE SAINT-SIMON, nouv. édit., mise en ordre et augmentée de notes; par F. LAURENT, professeur au Collége royal de Charlemagne. 6 vol. in-8°. . . . . 36 fr.

Les mêmes, papier vélin. . . . . 72 fr.

HISTOIRE

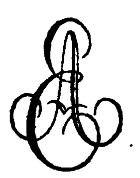
DES

MINISTRES-FAVORIS

ANCIENS ET MODERNES.

. . . . Présent le plus funeste
Que puisse faire aux Rois la colère céleste.

François-Thomas Delbare



PARIS,

A. ÉGRON, imprimeur-libraire, rue des Noyers, n° 37;
E. GIDE, libraire, rue Saint-Marc-Feydeau, n° 20.

JANVIER 1820.

AVIS
DE L'AUTEUR.

Il a paru piquant d'écrire l'*Histoire des Favoris anciens et modernes*, lorsque la France, stupéfaite, voit un ministre jouir d'une inconcevable faveur, et que, chez un peuple qui se croit appelé à goûter les fruits d'une sage liberté, un homme, que ne recommandent ni un génie éminent, ni de grands services rendus à l'Etat, réalise tous les excès de pouvoir attribués aux vizirs de l'Orient.

En parcourant cette biographie abrégée des ministres coupables qui ont usurpé le sceptre, on pourra juger si le régulateur suprême, qui régente aujourd'hui la France, ressèmble à ceux qui s'élevèrent, au premier rang, par le talent ou par l'intrigue, par des vertus ou par la bassesse. Il sera curieux d'établir un parallèle entre le favori moderne

et ses illustres devanciers, et de prononcer qui, d'eux ou de lui, aura remporté le prix de la cupidité, de la souplesse et de la perfidie.

Si l'on nous reprochait qu'il y a de la cruauté à mettre sur la sellette un homme comblé de toutes les faveurs, et à le faire descendre des marches du trône : sans entrer dans des considérations trop sérieuses, nous répondrons que la chute d'un favori n'est plus aussi dangereuse pour lui qu'elle l'était autrefois. Nos pères, peu policés, ne badinaient point avec les ministres tombés du faîte des grandeurs : une étroite prison, un prompt jugement, un supplice cruel..... je n'achève pas, terminaient une vie passée dans les illusions de la vanité et du pouvoir. La haine du peuple poursuivait l'épouse, les enfans, et jusqu'aux parens du prévaricateur; ses biens étaient dévolus au trésor public; et le mépris, la misère, accablaient ceux qui, peu de temps avant, nageaient dans l'opulence, et devant qui s'inclinait la foule craintive.

Mais aujourd'hui, nous sommes de meilleures gens : nous nous contentons d'assaillir d'épigrammes et de chansons le *pauvre diable* que la fortune trahit ; et, au bruit des sifflets, il se retire dans un hôtel modeste, qui n'a coûté qu'un million ; ou bien, son Excellence, pour se consoler, visite paisiblement quelques-uns de ses châteaux situés dans les plus belles provinces de la France ; et, comme on a accoutumé les Français à n'estimer que l'argent, on appelle Monseigneur, qui jouit d'une immense fortune, *une illustre victime*.

Si nous avons cherché, dans cet ouvrage, à inspirer l'horreur pour les favoris, nous avons évité avec soin de montrer de la partialité. La plupart du temps, nous avons raconté les événemens sans y mêler nos réflexions, parce que nous pensions que c'était au lecteur à les faire, selon la manière dont il serait affecté. Les faits, d'ailleurs, parlent d'eux-mêmes : l'historien n'a pas besoin de les commenter.

Il existait déjà une *Histoire des plus illustres Favoris*, par *Pierre Dupuis* : elle nous a beaucoup servi ; mais, comme elle se terminait au maréchal d'Ancre, et que le style en était trop vieilli pour être supportable, nous avons jugé que, dans les circonstances présentes, une histoire plus complète et mieux écrite ne pourrait manquer d'exciter un intérêt général. Nos vœux seront remplis, si elle devient utile à ceux qui, tourmentés par la soif des grandeurs, vont

...... au Louvre adorer la Fortune.

HISTOIRE

HISTOIRE
DES
MINISTRES-FAVORIS
ANCIENS ET MODERNES.

AMAN,
SOUS ASSUÉRUS.

Au livre d'*Esther*, chap. III, IV, V, VI, VII.

« Assuérus éleva Aman, fils d'Amadath, qui était de la race d'Agag; et le trône sur lequel il le fit asseoir était au-dessus de tous les princes qu'il avait près de sa personne. — Et tous les serviteurs du Roi qui étaient à la porte du palais fléchissaient les genoux devant Aman et l'adoraient, parce que l'Empereur le leur avait commandé. Il n'y avait que Mardochée qui ne fléchissait point les genoux devant lui, et qui ne l'adorait point. — Et les serviteurs du Roi qui commandaient à la porte du palais lui dirent : « Pourquoi n'obéissez-vous point « au commandement du Roi comme tous les autres ? » — Et après lui avoir dit cela fort souvent, voyant qu'il ne voulait point les écouter, ils en avertirent Aman, voulant savoir s'il demeurerait toujours dans cette ré-

solution, parce qu'il leur avait dit qu'il était Juif. — Aman ayant reçu cet avis, et ayant reconnu par expérience que Mardochée ne fléchissait point les genoux devant lui, et ne l'adorait point, entra dans une grande colère. — Mais il compta pour rien de se venger seulement de Mardochée; et ayant su qu'il était Juif, il aima mieux entreprendre de perdre toute la nation des Juifs qui étaient dans le royaume d'Assuérus.

« La douzième année du règne d'Assuérus, au premier mois, appelé *nisan*, le sort, qui s'appelle en hébreu *phur*, fut jeté dans l'urne devant Aman, pour savoir en quel mois et en quel jour on devait faire tuer toute la nation juive; et le sort tomba sur le douzième mois, appelé *adar*. — Et Aman dit au Roi Assuérus: « Il y a un peuple dispersé par toutes les provinces de votre « royaume, divisé d'avec lui-même, qui a des lois et « des cérémonies toutes nouvelles, et qui, de plus, « méprise toutes les ordonnances du Roi. Et vous savez « fort bien qu'il est de l'intérêt de votre royaume de ne « souffrir pas que la licence le rende encore plus inso- « lent. Ordonnez donc, s'il vous plaît, qu'il périsse, et « je paierai aux trésoriers de votre épargne dix mille « talens. » — Alors le Roi tira de son doigt l'anneau dont il avait accoutumé de se servir, et le donna à Aman, fils d'Amadath, de la race d'Agag, ennemi des Juifs, et lui dit: « L'argent que vous me promettez sera pour « vous; mais pour ce qui est du peuple, faites-en tout « ce qu'il vous plaira. » — Au premier mois, appelé *nisan*, le treizième jour du même mois, on fit venir les secrétaires du Roi, et l'on écrivit, au nom du Roi As-

suérus, en la manière qu'Aman l'avait commandée, à tous les satrapes du Roi, aux juges des provinces et des différentes nations, en diverses langues, selon qu'elle pouvait être lue et entendue par chaque peuple; et la lettre fut scellée avec l'anneau du Roi, et envoyée, par les courriers du Roi, à toutes les provinces, afin qu'on tuât et qu'on exterminât tous les Juifs, depuis les plus jeunes jusqu'aux plus vieux, jusqu'aux femmes et aux petits enfans, en un même jour, c'est-à-dire le treizième jour du douzième mois, appelé *adar*, et qu'on pillât tous leurs biens. — C'est ce que contenait cette lettre du Roi, afin que toutes les provinces sussent son intention, et qu'elles se tinssent prêtes pour ce même jour. — Les courriers envoyés par le Roi allaient en grande hâte, de tous côtés, pour accomplir son commandement. Aussitôt cet édit fut affiché dans Suze; le Roi et Aman étant en festin, et tous les Juifs qui étaient dans la ville fondant en larmes.

« Mardochée, ayant appris ceci, déchira ses vêtemens, se revêtit d'un sac, et couvrit sa tête de cendres. Il criait à haute voix au milieu de la place de la ville, et faisait paraître l'amertume de son cœur. — Il vint, en pleurant, jusqu'à la porte du palais; car il n'était pas permis d'entrer dans le palais du Roi étant revêtu d'un sac. — Dans toutes les provinces, les villes et les lieux où ce cruel édit du Roi avait été envoyé, les Juifs faisaient un grand deuil parmi les jeûnes, les cris et les larmes, plusieurs se servant de sac et de cendre au lieu de lit. — En même temps, les filles d'Esther et ses eunuques vinrent lui en apporter la nouvelle; et elle fut

toute consternée en l'apprenant. — Elle envoya une robe à Mardochée, afin qu'il la prît au lieu du sac dont il était revêtu; mais il ne voulut point la recevoir. — Elle appela donc Atach, eunuque que le Roi lui avait donné pour la servir, et lui commanda d'aller trouver Mardochée, et de savoir de lui pourquoi il faisait cela. — Atach alla aussitôt vers Mardochée, qui était dans la place de la ville, devant la porte du palais. — Et Mardochée lui découvrit tout ce qui était arrivé, et de quelle sorte Aman avait promis de porter beaucoup d'argent dans les trésors du Roi, pour la mort des Juifs. — Il lui donna aussi un exemplaire de l'édit qui était affiché dans Suze, pour le faire voir à la Reine, et pour l'avertir d'aller trouver le Roi, afin d'intercéder pour son peuple. — Atach étant retourné, rapporta à Esther tout ce que Mardochée lui avait dit. — Esther, pour réponse, lui ordonna de dire ceci à Mardochée : « Tous les serviteurs du Roi « et toutes les provinces de son empire savent que qui « que ce soit, homme ou femme, qui entre dans la salle « intérieure du Roi, sans y avoir été appelé par son « ordre, est mis à mort infailliblement à la même heure, « à moins que le Roi n'étende vers lui son sceptre d'or, « pour une marque de clémence, et qui lui sauve ainsi « la vie. Comment donc puis-je, maintenant, aller « trouver le Roi, puisqu'il y a déjà trente jours qu'il ne « m'a fait appeler? » — Mardochée, ayant entendu cette réponse, envoya encore dire ceci à Esther : « Ne croyez « pas qu'à cause que vous êtes dans la maison du Roi, « vous pourriez sauver seule votre vie, si tous les Juifs « périssaient; car si vous demeurez maintenant dans le

« silence, Dieu trouvera quelque autre moyen pour dé-
« livrer les Juifs, et vous périrez tous, vous et la maison
« de votre père. Et qui sait si ce n'est point pour cela
« même que vous avez été élevée à la dignité royale,
« afin d'être prête à agir en un temps comme celui-ci? »
— Esther envoya faire cette réponse à Mardochée:
« Allez, assemblez tous les Juifs que vous trouverez dans
« Suze, et priez pour moi. Ne mangez point et ne buvez
« point pendant trois jours et pendant trois nuits, et je
« jeûnerai de même avec les femmes qui me servent;
« et après cela, j'irai trouver le Roi, contre la loi qui
« le défend, et sans y être appelée, en m'abandonnant
« au péril et à la mort. » — Mardochée alla aussitôt exé-
cuter ce qu'Esther lui avait ordonné.

« Le troisième jour, Esther se vêtit de ses habits royaux, et étant allée dans la salle intérieure de l'appartement du Roi, qui était devant sa chambre, elle s'y arrêta. Il était assis sur son trône, dans l'alcove de sa chambre, tout vis-à-vis de la porte même de sa chambre. — Et ayant vu paraître la Reine Esther, elle plut à ses yeux, et il étendit vers elle le sceptre d'or qu'il avait à la main. Esther, s'approchant, baisa le bout du sceptre d'or; et le Roi lui dit: « Que voulez-vous, Reine Es-
« ther? Que demandez-vous? Quand vous me deman-
« deriez la moitié de mon royaume, je vous la donne-
« rais. » — Esther lui répondit: « Je supplie le Roi de
« venir aujourd'hui, s'il lui plaît, avec Aman, au festin
« que je lui ai préparé. — Qu'on appelle Aman, » dit
le Roi aussitôt, « afin qu'il obéisse à la volonté de la
« Reine. » Le Roi et Aman vinrent donc au festin que

la Reine avait préparé. — Et le Roi lui dit, après avoir bu beaucoup de vin : « Que désirez-vous que je vous « donne, et que me demandez-vous? Quand vous me « demanderiez la moitié de mon royaume, je vous la « donnerais. » — Esther lui répondit : « La demande et « la prière que je vous fais est : que si j'ai trouvé grâce « devant le Roi, et s'il lui plaît de m'accorder ce que « je demande, et de faire ce que je désire, le Roi vienne « encore, avec Aman, au festin que je leur ai préparé, « et demain je déclarerai au Roi ce que je souhaite. » — Aman sortit donc, ce jour-là, fort content et plein de joie; et ayant vu que Mardochée, qui était assis devant la porte du palais, non-seulement ne s'était pas levé pour lui faire honneur, mais ne s'était pas même remué de la place où il était, il en conçut une grande indignation; et dissimulant la colère où il était, il retourna chez lui et fit assembler ses amis avec sa femme Zarès; et après leur avoir représenté quelle était la grandeur de ses richesses, le grand nombre de ses enfans, et cette haute gloire où le Roi l'avait élevé au-dessus de tous les grands de sa cour et de tous ses officiers, il ajouta : « La Reine Esther n'en a point aussi « invité d'autres que moi pour être du festin qu'elle a « fait au Roi; et je dois encore, demain, dîner chez elle « avec le Roi. Mais, quoique j'aie tous ces avantages, « je croirai n'avoir rien fait, tant que je verrai le Juif « Mardochée demeurer assis devant la porte du palais « du Roi. » — Zarès, sa femme, et tous ses amis, lui répondirent : « Commandez qu'on dresse une potence fort « élevée, qui ait cinquante coudées de haut, et dites au

« Roi, demain au matin, qu'il y fasse pendre Mardo-
« chée; et vous irez ainsi plein de joie au festin avec le
« Roi. » Ce conseil lui plut, et il commanda qu'on pré-
parât cette haute potence.

« Le Roi passa cette nuit-là sans dormir, et il commanda qu'on lui apportât les histoires et les annales des années précédentes; et lorsqu'on les lisait devant lui, on tomba sur l'endroit où il était écrit de quelle sorte Mardochée avait donné avis de la conspiration de Bagathan et de Tharès, eunuques, qui avaient voulu assassiner le Roi Assuérus. — Ce que le Roi ayant entendu, il dit : « Quel honneur et quelle récompense Mardochée « a-t-il reçus pour cette fidélité qu'il m'a témoignée? » Ses serviteurs et ses officiers lui dirent : « Il n'en a reçu « aucune récompense. » — Le Roi ajouta en même temps : « Qui est dans la salle du palais? » Or, Aman était entré dans la salle intérieure du palais du Roi, pour le prier de commander que Mardochée fût attaché à la potence qu'il lui avait préparée. — Ses officiers lui répondirent : « Aman est dans la salle. » Le Roi dit : « Qu'il entre. » Aman étant entré, le Roi lui dit : « Que « doit-on faire pour honorer un homme que le Roi dé- « sire de combler d'honneurs? » Aman pensant en lui-même et s'imaginant que le Roi n'en voulait point honorer d'autre que lui, lui répondit : « Il faut que l'homme « que le Roi veut honorer, soit vêtu des habits royaux, « qu'il monte sur le même cheval que le Roi monte, « qu'il ait le diadême royal sur sa tête, et que le pre- « mier des princes et des grands de la cour du Roi tienne « son cheval par les rênes; et que marchant par la place

« de la ville, il crie : « C'est ainsi que sera honoré celui « qu'il plaira au Roi d'honorer. » — Le Roi lui répondit : « Hâtez-vous donc ; prenez une robe et un cheval, « et faites tout ce que vous avez dit à Mardochée, Juif, « qui est devant la porte du palais. Prenez bien garde « de ne rien oublier de tout ce que vous venez de dire. » — Aman prit donc une robe royale et un cheval ; et ayant fait prendre la robe à Mardochée, dans la place de la ville, et l'ayant fait monter sur le cheval, il allait devant lui et criait : « C'est ainsi que mérite d'être ho- « noré celui qu'il plaira au Roi d'honorer. » Mardochée revint aussitôt à la porte du palais, et Aman s'en retourna chez lui en grande hâte, étant tout affligé et ayant la tête couverte. — Il raconta à Zarès, sa femme, et à ses amis, tout ce qui lui était arrivé ; et les sages dont il prenait conseil, et sa femme, lui répondirent : « Si ce « Mardochée, devant lequel vous avez commencé de « tomber, est de la race des Juifs, vous ne pourrez lui « résister, mais tomberez devant lui. » — Lorsqu'ils lui parlaient encore, les eunuques du Roi survinrent et le forcèrent de venir aussitôt au festin que la Reine avait préparé.

« Le Roi vint donc avec Aman pour boire avec la Reine. — Et le Roi lui dit encore, ce second jour, dans la chaleur du vin qu'il avait bu : « Que me demandez- « vous, Esther, et que désirez-vous que je fasse ? Quand « vous me demanderiez la moitié de mon royaume, je « vous la donnerais. » — Esther lui répondit : « O Roi, « si j'ai trouvé grâce devant vos yeux, je vous conjure « de m'accorder, s'il vous plaît, ma propre vie et celle

« de mon peuple, pour lequel j'implore votre clémence ; « car nous avons été livrés, moi et mon peuple, pour « être foulés aux pieds, pour être égorgés et exterminés. « Et plût à Dieu qu'on nous vendît au moins, et hommes « et femmes, comme des esclaves ! Ce mal serait suppor- « table, en quelque sorte, et je me tairais, en me con- « tentant de gémir ; mais maintenant nous avons un « ennemi impitoyable, dont la cruauté retombe sur le « Roi même. » — Le Roi Assuérus lui répondit : « Qui « est celui-là, et qui est assez puissant pour oser faire « ce que vous dites ? » — Esther lui répondit : « C'est « cet Aman que vous voyez, qui est notre cruel adver- « saire et notre ennemi mortel. » Aman entendant ceci, demeura tout interdit, ne pouvant supporter les regards ni du Roi, ni de la Reine. — Le Roi, en même temps, se leva tout en colère ; et étant sorti du lieu du festin, il entra dans un jardin planté d'arbres. Aman se leva aussi de table, pour supplier la Reine Esther de lui sauver la vie, parce qu'il avait bien vu que le Roi voulait le perdre. — Assuérus étant revenu du jardin planté d'arbres, et étant rentré dans le lieu du festin, trouva qu'Aman s'était jeté sur le lit où était Esther ; et il dit : « Comment ! il veut faire violence à la Reine, même en « ma présence et dans ma maison ! » A peine cette parole était sortie de la bouche du Roi, qu'on lui couvrit le visage. — Et Harbona, l'un des eunuques qui servaient d'ordinaire le Roi, lui dit : « Il y a une potence de cin- « quante coudées de haut dans la maison d'Aman, qu'il « avait fait préparer pour Mardochée, qui a donné un « avis salutaire au Roi. » Le Roi dit : « Qu'il y soit

« pendu tout à cette heure. » — Et Aman fut pendu à la potence qu'il avait préparée à Mardochée, et la colère du Roi s'apaisa. »

La fin d'Aman devrait être, pour tous les ministres favoris, quelque puissans qu'ils soient, une terrible leçon ; et Racine, dans sa tragédie d'*Esther*, a eu raison de mettre dans la bouche de Mardochée ces beaux vers qui sont si vrais et si justement admirés :

Que peuvent contre lui (contre Dieu) tous les Rois de la terre?
En vain ils s'uniraient pour lui faire la guerre :
Pour dissiper leur ligue, il n'a qu'à se montrer ;
Il parle, et dans la poudre il les fait tous rentrer.
Au seul son de sa voix, la mer fuit, le ciel tremble.
Il voit comme un néant tout l'univers ensemble ;
Et les faibles mortels, vains jouets du trépas,
Sont tous, devant ses yeux, comme s'ils n'étaient pas.
S'il a permis d'Aman l'audace criminelle,
Sans doute qu'il voulait éprouver votre zèle.
C'est lui qui, m'excitant à vous oser chercher,
Devant moi, chère Esther, a bien voulu marcher.
Et s'il faut que sa voix frappe en vain vos oreilles,
Nous n'en verrons pas moins éclater ses merveilles.
Il peut confondre Aman, il peut briser nos fers
Par la plus faible main qui soit dans l'univers.

Nous aurons souvent lieu de remarquer, dans l'histoire des favoris, que leur chute est amenée par les moyens mêmes sur lesquels ils croient davantage appuyer leur pouvoir.

APELLES,

SOUS PHILIPPE, AVANT-DERNIER ROI DE MACÉDOINE.

Démétrius, Roi de Macédoine, avait laissé, en mourant, son fils Philippe, encore enfant. Ce jeune prince fut confié à Antigone, qui avait épousé sa mère, et qui gouverna l'Etat avec toute la justice et la générosité qu'on pouvait attendre de lui. Mais Antigone mourut, laissant Philippe âgé de quatorze ans, auquel il nomma plusieurs tuteurs, parmi lesquels se trouva un nommé Apelles. Cet homme, abusant de la faveur de son maître, entreprit, contre les traités d'alliance qu'ils avaient faits avec le Roi, de réduire les Achéens à la même condition que les Thessaliens, qui se gouvernaient, en apparence, selon leurs lois, mais qui, dans le fait, étaient soumis à celles de Macédoine, et forcés d'obéir aux ordres des grands et des courtisans. Il commença par mettre à l'épreuve la patience de ce peuple, en permettant aux Macédoniens d'ôter à ceux des Achéens qui étaient dans l'armée, le butin qu'ils pouvaient faire sur les ennemis, et de les faire sortir de leurs logemens, lorsqu'ils y trouveraient leur commodité. Lui-même les faisait châtier, sur les moindres plaintes qu'il en recevait, et souffrait impatiemment qu'on voulût parler en leur faveur. Il s'imaginait qu'accoutumés à souffrir ses injus-

tices sans pouvoir lui résister, ils endureraient facilement tout ce qu'il plairait au Roi de leur ordonner; mais une troupe de jeunes Achéens, indignés de sa tyrannie, alla trouver Aratus, et lui découvrit le dessein d'Apelles. Aratus, dans l'intention de prévenir le mal, s'adressa au Roi, et lui présenta les plaintes de ce peuple. Le Roi promit d'y mettre ordre, et défendit de rien faire, concernant les Achéens, sans l'avis de leur magistrat. Mais Apelles, se voyant traversé par Aratus et son frère, qui avaient un grand crédit parmi les Achéens, et qui étaient favorisés du Roi, résolut de les perdre. Pour cela, il chercha dans l'Etat ceux qui leur voulaient du mal et qui avaient des sentimens contraires aux leurs, en matière de politique. Il les attira par toutes sortes de moyens, les insinua dans les bonnes grâces du prince, auquel il fit comprendre qu'en s'attachant si fort à Aratus, il serait obligé de s'en tenir au traité qu'il avait fait avec les Achéens, et qu'au contraire, en le laissant agir lui-même, et en s'assurant de ceux qu'il avait fait venir de tous côtés, il ferait ce qu'il jugerait le plus avantageux à l'Etat. Le Roi se laissa persuader. Apelles, pour éloigner Aratus, proposa et vint à bout de faire élire un de ses amis pour commander aux Achéens. Il travailla ensuite à la ruine des deux Aratus par les moyens suivans:

Amphidamus, capitaine des Eléens, avait été fait prisonnier de guerre à Thalamis. Ayant été amené, avec les autres prisonniers, à Olympia, il demanda à parler au Roi. Il lui proposa de rendre les Eléens ses amis et ses confédérés. Le Roi le crut, et le laissant aller sans

rançon, le chargea de dire aux Eléens que, s'ils voulaient faire un traité d'alliance avec lui, il délivrerait tous leurs prisonniers, garantirait leurs terres des ravages des gens de guerre, et leur conserverait leurs libertés et leurs biens exempts de toute charge. Les Eléens rejetèrent ces propositions. Apelles en prit occasion de calomnier Aratus. Il l'accusa, auprès du Roi, d'être la cause de l'insolente réponse des Eléens, de les avoir séduits et de les avoir détournés du dessein qu'Amphidamus leur avait proposé.

Philippe, irrité, fit venir les deux Aratus, et chargea Apelles de leur reprocher leur conduite. Aratus supplia le Roi de ne point croire à de faux rapports; il dit que le devoir d'un prince juste et bon était d'entendre les accusations, mais aussi de se mettre en garde contre les accusateurs; qu'il était de toute justice de faire venir ceux qui avaient entendu parler de la trahison dont on les accusait, et qu'Apelles devait produire celui qui les avait calomniés. Le Roi promit de ne rien précipiter et de s'informer de tout, avant de rien conclure.

Il se passa quelques jours sans qu'Apelles avançât rien qui pût fortifier son accusation, et un événement imprévu servit à faire reconnaître l'innocence d'Aratus. Pendant que Philippe ravageait le pays des Eléens, Amphidamus leur devint suspect; ils résolurent de l'arrêter et de l'envoyer en Etolie. Celui-ci, en ayant eu avis, se retira d'abord à Olympia, et de là alla trouver le Roi. Aratus, apprenant qu'Amphidamus s'était échappé, vint, tout joyeux, supplier Philippe d'interroger Amphidamus sur la vérité du fait dont il était accusé,

Le Roi trouva cette proposition fort juste, fit appeler Amphidamus, et reconnut la calomnie d'Apelles. Il rendit toute son affection à Aratus, et, dès ce jour, Apelles vit décliner son crédit auprès du Roi. Cependant la crainte de troubler la tranquillité publique, et la grande autorité que ce favori avait usurpée dans son État, forcèrent Philippe à le ménager et à céder en beaucoup de choses.

De son côté, Apelles, malgré la découverte de sa fourberie, n'en poursuivit pas moins le dessein qu'il avait formé d'éloigner du prince tous ceux qui pouvaient lui nuire. Taurion, qui avait une charge dans le Péloponèse, lui faisait ombrage. Il s'y prit, pour le perdre, d'une façon toute contraire : il ne cessa de faire son éloge auprès du Roi, et lui conseilla de lui donner un emploi dans son armée, où il le servirait encore mieux. Apelles fut cru, et disposa ainsi de l'importante charge qu'avait Taurion. Il essaya de faire ôter aussi à Alexandre la charge de capitaine des Gardes, pour en pourvoir un de ses amis; et il y eût réussi, s'il n'eût point mal à propos entrepris de nouveau de perdre Aratus.

Le Roi, qui manquait d'argent et de vivres pour son armée, assembla le conseil des Achéens, et se servit d'Aratus pour en obtenir tout ce qui lui était nécessaire, rejetant sur Apelles tout ce qui avait été fait contre eux. Ce moyen lui réussit, et il reçut de la part des Achéens de grands témoignages d'affection. Il s'occupa alors de lever une armée de mer. Apelles, qui ne pouvait s'y opposer, et qui ne pouvait souffrir la diminution de sa grandeur, et moins encore le mépris que le Roi faisait

de lui, se ligua avec Léontius, commandant des Rondeliers (1), et Mégaléas, un des premiers secrétaires du Roi, pour traverser ses desseins. Il s'engagea, lui, d'aller, sous quelque prétexte, dans la Chalcide, empêcher que les vivres ne fussent portés au camp du Roi. Ce qu'il fit, en effet, et ce qui réduisit Philippe à une telle extrémité, qu'il fut contraint d'engager sa vaisselle d'argent.

Léontius, corrompu par Apelles, pour hâter la ruine de son maître, ne s'endormit pas non plus. Le Roi lui ayant commandé, au siége de Céphalenia, de faire entrer ses Rondeliers dans la ville par la brèche, il empêcha la prise de cette place, en corrompant, à son tour, les principaux de ceux qui commandaient sous lui; ce qui obligea le Roi de se retirer avec honte et dommage.

Cependant, malgré les artifices d'Apelles et de ses complices, le Roi, aidé de ses alliés, vint à bout de très-grandes entreprises; et, pour rendre grâces aux Dieux de tant de prospérité, il donna un festin général aux chefs de son armée. Mégaléas et Lontius n'y montrèrent aucun signe de joie, et ne laissèrent pas d'y boire comme les autres. Au sortir du festin, ils attaquèrent Aratus de paroles, puis lui jetèrent des pierres et en vinrent aux armes; ce qui mit le trouble dans le camp. Le Roi, ayant ouï le bruit, envoya pour apaiser la sédition, et savoir ce que c'était. Aratus vint le lui dire, et d'autres le lui confirmèrent. Philippe en témoigna un grand ressentiment. Léontius se retira; mais le Roi fit venir Mégaléas et Crinon, et leur reprocha vivement leur insolence. Ceux-ci, loin d'en demander pardon, dirent qu'ils ne

(1) Soldats armés de petits boucliers ronds.

cesseraient qu'ils ne fussent vengés d'Aratus ; ce qui mit le Roi en une telle colère, qu'il leur fit payer sur-le-champ une amende de vingt talens, et les envoya en prison.

Léontius, averti de la disgrâce de Mégaléas, vint insolemment trouver le Roi à la tête de ses Rondeliers, et lui demanda qui avait été assez hardi pour mettre la main sur Mégaléas. Philippe, d'un ton ferme, répondit que rien n'avait été fait sans son commandement. Léontius se retira, tout étonné de voir le Roi plus résolu qu'il ne se l'était imaginé.

Philippe, ne pouvant plus souffrir l'insolence de ces hommes, fit juger Mégaléas. Aratus représenta aux juges les trahisons de l'accusé et de ses complices ; il rappela leurs crimes, la conjuration d'Apelles, et mille infâmes perfidies, dont il donna de si fortes preuves, que Mégaléas et les autres criminels, n'ayant pu répondre, furent tous condamnés. Crinon fut retenu en prison, et Mégaléas fut délivré, après que Léontius eut répondu pour lui.

Quoique traités trop favorablement, Léontius et Mégaléas ne perdirent pas de vue leurs trahisons. Ils voulaient faire connaître au Roi le pouvoir qu'ils avaient de le troubler, et faire croire aux soldats qu'ils étaient innocens de ce dont on les avait accusés. Leurs partisans eurent soin de remontrer aux Rondeliers qu'ils étaient seuls exposés, tous les jours, à la mort, pour la conservation du reste de l'armée ; qu'ils ne pouvaient plus, désormais, après la disgrâce de leurs chefs, espérer aucune récompense, et que le butin même leur était ravi : ce qui ne se pratiquait chez aucune nation.

Ces discours et d'autres semblables échauffèrent telle-

ment les esprits des soldats, qu'ils se divisèrent en troupes et allèrent, en armes, faire violence aux principales maisons du Roi, brisèrent les portes du palais, et commirent mille autres excès. La ville fut toute troublée. Le Roi accourut en diligence apaiser cette sédition militaire. Léontius, qui vit échouer tous ses artifices, et qu'il n'y avait plus de sûreté pour lui auprès du Roi, se retira vers Apelles, après lui avoir envoyé plusieurs de ses confidens pour l'engager à venir à la cour. Apelles n'avait pas cru pouvoir y être en sûreté; mais il faisait dans la Chalcide tout ce qu'il pouvait imaginer pour augmenter son autorité, dont il prévoyait la ruine. Il faisait croire aux peuples de ce pays que le Roi ne faisait rien que par son ordre, et qu'il ne prenait aucune connaissance de ses affaires; espérant ainsi établir partout l'opinion qu'il était le seul ministre agissant dans l'Etat. Il y réussit en partie; car tous ceux qui exerçaient les principales charges dans la Macédoine et la Thessalie, ne communiquaient qu'avec lui, et ne recevaient d'ordre que de lui. Il y a plus, les villes de la Grèce, dans leurs décrets, ou dans la nomination de leurs magistrats, considéraient fort peu la personne et les intérêts du Roi, mais bien Apelles et sa grandeur : tant il avait imprimé dans tous les esprits qu'il était le seul ministre qui pouvait tout. Aratus ne manquait pas d'avertir souvent le Roi des entreprises d'Apelles; et ce prince sentait toute la conséquence des outrages qu'il en recevait; mais il résolut de dissimuler quelque temps, et de ne découvrir ses desseins à personne. Apelles, ignorant ce que le Roi voulait faire, ne douta plus que rien ne lui serait plus

difficile, lorsqu'il serait auprès du Roi. Il partit de la Chalcide pour venir à la cour assister Léontius. Lorsqu'il arriva à Corinthe, Léontius, Ptolomée et Mégaléas, qui avaient les principaux commandemens dans l'armée, firent tant, qu'une partie de la milice alla au-devant de lui, comme elle aurait pu faire pour le Roi. Quand il fut entré dans la ville, il alla à la cour, et crut être, suivant sa coutume, reçu dans le cabinet le plus secret du Roi; mais un huissier eut ordre de lui dire d'attendre dans une anti-chambre, parce que le Roi ne pouvait le recevoir. Apelles, troublé de cette nouveauté, voulut se retirer. Ceux qui l'avaient accompagné s'éloignèrent peu à peu, et il n'avait plus que ses esclaves quand il alla chez lui. Cependant Apelles s'approcha du Roi, mais par honneur seulement, et le prince ne lui tint que des discours ordinaires; car, dès qu'il était question d'affaires importantes, il avait ordre de se retirer. Toutefois le Roi, ayant une expédition à faire dans la Phocide, le mena avec lui, moins pour s'en servir que pour l'empêcher de mal faire. Mégaléas quitta la cour, abandonnant Léontius, qui était sa caution envers le Roi, alla à Athènes, où l'on ne voulut pas le recevoir, et se retira à Thèbes.

Le Roi, s'étant rendu par mer à Sicyone, alla voir Aratus, avec lequel il passait les jours entiers. Il ordonna à Apelles d'aller à Corinthe; et ayant appris la fuite de Mégaléas, il envoya les Rondeliers que commandait Léontius, à Tryphila, et sitôt qu'ils furent partis, il fit arrêter Léontius lui-même, et lui commanda de payer les vingt talens dont il était caution pour Mégaléas. Les Rondeliers, instruits de la détention de leur capitaine,

envoyèrent vers le Roi lui dire que si Léontius avait été arrêté pour quelque crime, ils le suppliaient de ne le pas juger en leur absence; qu'autrement ils ne le pourraient pas souffrir; mais que si c'était pour la caution de Mégaléas, ils étaient prêts à se cotiser pour le délivrer.

Cette affection trop passionnée des soldats pour Léontius offensa justement le Roi, et hâta le supplice de ce commandant. En ce moment, les Rhodiens faisaient une trêve avec Philippe, et les Etoliens traitaient de la paix avec lui. Pendant les négociations, on lui apporta une lettre de Mégaléas qui exhortait ces derniers à ne point traiter; il leur disait que les affaires du Roi étaient en désordre, et qu'il n'avait aucun moyen de soutenir la guerre. Il ajoutait à cela quelques injures qui montraient son animosité contre la personne du prince.

Philippe, étonné de ces lettres, dit qu'il fallait s'adresser à l'auteur de tout le mal, qui était Apelles. Aussitôt il le fit arrêter, lui, son fils et un jeune garçon qui servait à ses plaisirs, et il les fit conduire sûrement à Corinthe. Il fit poursuivre Mégaléas, qui, averti et prévoyant sa ruine, se tua lui-même. Peu de jours après, Apelles, son fils et le jeune garçon furent étranglés en prison. Ptolomée, qui restait seul de cette cabale, fut jugé par les Macédoniens, condamné à mort et exécuté.

C'est ainsi que ce Roi, après avoir tant différé, se défit de ces brouillons qui entretenaient le trouble dans ses Etats, et cela pour ce misérable Apelles, qui, ne pouvant souffrir de compagnons de sa faveur, s'embarrassa dans des factions où lui et ses amis trouvèrent leur ruine.

HERMIAS,

SOUS ANTIOCHUS-LE-GRAND, ROI DE SYRIE.

SELEUCUS-CALLINICUS, Roi de Syrie, eut deux enfans. L'aîné, qui portait son nom, lui succéda. Le second, nommé Antiochus, se retira dans le nord de l'Asie. Seleucus ayant été tué par une insigne trahison, le royaume échut à Antiochus, qui le divisa en plusieurs gouvernemens. Il confia l'Asie en-deçà le mont Taurus, à Achéus, la Médie à Molon, et la Perse à Alexandre son frère. Molon et Alexandre, se voyant absolus dans leur satrapie, résolurent de se révolter contre le Roi, espérant attirer à eux toutes les provinces auxquelles ils commandaient, et entraîner Achéus dans leur parti. La jeunesse du Roi, et son peu d'expérience dans la guerre, les encourageaient dans cette résolution. Mais le principal motif qui la leur avait inspirée était la crainte qu'ils avaient de la barbare cruauté d'Hermias, le seul ministre puissant près d'Antiochus. Cet Hermias était Carien; il avait paru à sa cour, sous le règne de Seleucus. Ce prince, allant faire la guerre vers le mont Taurus, l'avait laissé pour gouverner ses Etats pendant son absence. Ce grand pouvoir l'avait rendu insolent. Il s'attacha à éloigner du Roi toute personne qui avait de

l'autorité. Son humeur rude et barbare se manifestait par les sévères châtimens qu'il faisait souffrir pour des fautes légères qu'il exagérait par de détestables inventions. Il se montrait juge inexorable, même sur les fausses accusations dont il faisait accabler ces innocens.

Le Roi, à la nouvelle de la rébellion de Molon, ayant assemblé son conseil, Epigènes, qui était fort éloquent, et qui avait une grande autorité parmi les gens de guere, fut d'avis d'y mettre promptement ordre, et que pour cela le Roi y allât lui-même en personne. Il dit que la présence du prince ferait retirer ceux qui auraient promis au rebelle dc se joindre à lui, ou que s'ils étaient assez téméraires pour attendre, le Roi, accompagné comme il serait, les rangerait, par la force, à leur devoir.

Epigènes avait à peine achevé d'opiner, qu'Hermias, tout en fureur, dit ; « C'est aujourd'hui qu'il paraît bien « qu'Epigènes est depuis long-temps traître à l'Etat. « Peut-on le louer d'un conseil qui tend à livrer la per- « sonne du Roi entre les mains de ses ennemis? » Et jugeant avoir réduit Epigènes au silence, par ces paroles foudroyantes, il persuada au prince de faire la guerre au Roi Ptolomée, dont le faible courage promettait peu de résistance, et il ajouta que, pendant ce temps-là, on aviserait aux moyens de réprimer les rebelles. Tout le conseil fut de son avis, et l'on chargea de la guerre contre Molon, Xénon et Théodotus.

Hermias, en persuadant à son maître de faire la guerre en plusieurs lieux, voulait le rendre faible et le tenir dans une perpétuelle agitation; il espérait se rendre ainsi

nécessaire, se conserver dans les grandes charges qu'il avait, et à faire oublier les crimes énormes dont il craignait le juste châtiment.

Pour décider davantage le Roi à faire la guerre à Ptolomée, il lui fit lire une fausse lettre d'Achéus, qui lui donnait avis que le Roi de Syrie l'engageait à se faire déclarer Roi de la province dont il était gouverneur, lui promettant tout ce qui lui serait nécessaire, argent, vaisseaux et munitions. Cette lettre produisit sur l'esprit d'Antiochus tout l'effet qu'Hermias en attendait.

De son côté, Molon se préparait à résister aux lieutenans qu'on envoyait contre lui. Il souleva les peuples en sa faveur par de fausses lettres qu'il fit courir, et qu'il disait venir de la part du Roi. Elles étaient remplies de menaces et conçues de manière à lui gagner les esprits. Molon s'étant en outre acquis, par de grands présens, le secours de ses voisins, résolut d'aller au-devant de Zénon et de Théodotus. Ceux-ci, étonnés de le voir si près d'eux, se retirèrent dans les villes, le laissant maître de tenir la campagne avec une grande armée.

Le Roi, averti du succès de Molon, voulut quitter son entreprise contre Ptolomée pour courir au danger le plus pressant. Mais Hermias, s'obstinant dans son dessein, lui persuada d'envoyer Xénetas, Achéen, avec d'amples pouvoirs. Il lui dit qu'il était honteux pour un Roi d'aller, en personne, contre des sujets rebelles; qu'il y avait au contraire de l'honneur à acquérir à combattre les Rois. Antiochus crut Hermias, qui le mena comme il voulait. Mais, pendant son voyage, ayant appris la mort

et la déroute entière de Xénetas, et les grandes conquêtes que Molon faisait à la suite de cette victoire, Antiochus, voyant qu'il était menacé de la perte d'une partie de son Etat, laissa son entreprise de la Syrie, et pensa sérieusement à sauver les provinces révoltées. Il assembla son conseil; Epigènes dit qu'on aurait dû suivre son premier avis; qu'il ne fallait plus différer, que les ennemis faisaient de grands progrès, et que le Roi devait y aller en personne. Hermias injuria Epigènes, et chercha à le rendre suspect. Il conjura le Roi de ne point quitter imprudemment son dessein de la Syrie, ce qui offensa Antiochus et plusieurs de son conseil. Aussi, l'avis d'Hermias fut-il rejeté, et celui d'Epigènes suivi. La guerre contre Molon fut résolue.

Hermias changea alors de discours; il se rangea à l'avis d'Epigènes, et parut faire tout pour l'exécuter. L'armée étant à Apamée, quelques troupes se révoltèrent, faute de paiement. Hermias prit de là occasion pour parler au Roi qui, craignant une révolte générale de son armée, parut tout troublé. Il lui fit voir ce qu'il devait à ces gens de guerre, lui promit d'apaiser la révolte et de payer les soldats, pourvu qu'il lui accordât qu'Epigènes ne fût point du voyage. Il lui dit qu'il n'y avait pas d'apparence de rien faire de bien dans une expédition si importante avec deux personnes aussi animées l'une contre l'autre que l'étaient Epigènes et lui.

Le Roi reçut fort mal cette imprudente demande d'Hermias; car il voulait avoir près de lui Epigènes, qu'il aimait pour sa valeur. Mais il n'était pas libre dans

ses sentimens. Hermias, secondé par les trésoriers, par les capitaines des gardes et par les valets de chambre du Roi qui étaient ses créatures, possédait le Roi tout entier. Aussi, obtint-il ce qu'il désirait : Epigènes eut ordre d'aller à Apamée. Ceux du conseil furent tout étonnés du pouvoir d'Hermias. Ils eurent compassion du Roi, et craignirent aussi pour eux-mêmes, en voyant que leur fortune dépendait de lui. Les soldats, au contraire, ayant été payés, eurent les yeux sur Hermias comme sur l'auteur de leur joie. Ils lui témoignèrent qu'il devait attendre d'eux toute faveur et toute assistance. Hermias, se voyant affermi par la terreur qu'il avait inspirée aux grands et par la faveur que lui portaient les gens de guerre, fit marcher Antiochus avec son armée. En même temps, il se servit d'un nommé Alexis, gouverneur du château d'Apamée, pour corrompre un des pages d'Epigènes, et faire mettre dans ses papiers une fausse lettre que Molon était supposé lui écrire. Alexis vint soudain trouver Epigènes; il lui demanda s'il n'avait point reçu de lettre de Molon, ce qu'Epigènes nia en colère. Alexis entre aussitôt de force dans son cabinet, fouille dans ses papiers où il trouve la fausse lettre, et, sans autre information, tue Epigènes. Cet horrible assassinat fut tellement déguisé au Roi, qu'on lui persuada qu'Epigènes avait été justement tué. Toute la cour effrayée n'osa rien dire, quoiqu'on connût fort bien l'auteur de cette action détestable.

Cependant le Roi poursuivait son entreprise contre Molon : étant venu à Liba, il assembla son conseil pour résoudre par quel chemin il pourrait plus commodément

joindre Molon qui était aux environs de Babylone. Hermias fut d'avis qu'il fallait continuer de marcher le long du Tigre, parce que l'armée se trouverait assurée d'un côté par ce fleuve, et de l'autre par deux rivières, le Lycus et le Capros. Xeuxis, qui avait toujours devant les yeux l'exemple d'Épigènes, ne put cependant s'empêcher de dire librement son avis, et de prouver que celui d'Hermias était plein d'inconvéniens et entièrement dangereux. Il soutint qu'il fallait passer le Tigre, qu'autrement ce serait se perdre et mourir de faim; mais qu'en passant cette rivière, il ne doutait pas qu'une bonne partie des peuples qui suivaient de force le parti de Molon, se rangeraient du côté du Roi quand ils le verraient approcher.

Cet avis de Xeuxis fut suivi. L'armée, divisée en trois corps, passa le Tigre en trois endroits différens, et se trouva près des ennemis qui ne s'y attendaient pas. Molon, n'osant hasarder une bataille contre son Roi, résolut de le surprendre la nuit. Mais, comme il s'y préparait, il eut avis que dix des siens l'avaient quitté pour instruire le Roi de son dessein : ce qui l'obligea de se retirer, et cette retraite remplit son camp d'un si grand effroi, qu'il eut peine à retenir son monde.

Le Roi, de son côté, disposa son armée pour le combat. Il prit le commandement de l'aile droite, et donna celui de la gauche à Hermias et à Xeuxis. Molon, défait sans ressource, se tua lui-même.

Le Roi, ayant pardonné à ce qui restait de l'armée de Molon, alla à Séleucie. Là, Hermias, selon son humeur, traita durement cette ville, et, par diverses accu-

sations, la condamna à une amende de mille talens, bannit les magistrats, et châtia, par de cruels supplices, quelques-uns des plus séditieux. Le Roi essaya d'adoucir cette cruauté d'Hermias, il se contenta de cinquante talens, et reçut Séleucie en grâce. D'un autre côté, enflé d'une victoire aussi grande qu'inespérée, Antiochus résolut de ruiner quelques princes voisins qui avaient encouragé les rebelles, et voulut commencer par Artabase, le plus puissant de tous. Hermias, trouvant dans cette entreprise beaucoup de danger, ne l'approuvait point, et conseillait de reprendre le premier dessein contre Ptolomée. Mais quand il sut que la Reine était accouchée d'un fils, il changea de conseil. Comme il croyait que le Roi courait risque de sa vie contre ses barbares voisins, ou qu'il se présenterait dans cette guerre une occasion pour lui d'abréger ses jours, il se promit qu'après la mort du Roi, il serait nommé tuteur de son fils, et qu'il serait ainsi long-temps maître absolu de l'empire.

Le Roi entra donc dans le pays d'Artabase, qui, se sentant trop faible pour résister, fit une paix très-avantageuse. Après ce traité, le médecin Apollophanes, qui était dans les bonnes grâces du Roi, voyant qu'Hermias usait trop insolemment de sa fortune, et que la vie du Roi et la sienne étaient en danger, choisit son temps pour parler à Antiochus. Il le supplia d'agir avec résolution, lui conseilla de se défaire d'Hermias, le plus audacieux de tout son royaume, et lui fit comprendre que s'il différait, il éprouverait le sort de son frère Séleucus. Il ajouta que le mal était instant; mais que le

remède était prompt et facile, et qu'il fallait l'employer s'il aimait sa femme et son fils.

Le Roi vit bien que son médecin haïssait Hermias, mais il le remercia d'avoir été assez hardi pour se découvrir si ouvertement contre lui. Apollophanes conçut bonne espérance des paroles du Roi, et se sentit encouragé. Antiochus, après y avoir réfléchi, dit au médecin qu'il ne fallait pas en demeurer là, que les effets devaient suivre, et qu'il était résolu de le seconder. Apollophanes forma son projet avec ses confidens; il le communiqua au Roi, et lui montra ce qu'il fallait qu'il fît. Antiochus feignit d'être malade d'un vertige qui ne lui permettait pas de voir beaucoup de monde; et, de l'avis du médecin, il fit dire à ceux qui le voyaient à toute heure, qu'ils eussent à ne point venir de quelques jours; mais qu'ils pourraient le visiter l'un après l'autre. Ces visites séparées chez le Roi donnèrent au médecin moyen de se concerter avec ses partisans. Quand tout fut bien disposé, Apollophanes ordonna au Roi, vu l'air frais du matin, d'aller, dès le point du jour, à la campagne. Hermias ne manqua pas de se trouver à l'heure pour accompagner le Roi, ainsi que ceux qui étaient de la partie. Quand on fut en pleine campagne, Antiochus feignit d'avoir besoin de se retirer à l'écart pour quelque nécessité. Hermias demeura seul avec ceux qui accompagnaient le Roi. Ceux-ci, au signal convenu du prince, tuèrent Hermias sans aucune résistance. Antiochus, délivré des fortes appréhensions qu'il avait d'être trahi par Hermias, revint en son royaume avec son armée. Ce ne fut, dans toutes les villes par où il passa, qu'accla-

mations des peuples, qui bénissaient le Roi d'avoir purgé son Etat de cette peste; car Hermias était tellement en horreur dans tout l'Empire, que les femmes et les enfans d'Apamée accablèrent à coups de pierres la femme et les enfans de ce misérable favori.

ELIUS SEJAN,

SOUS L'EMPEREUR TIBÈRE.

Séjan était fils de Séius Strabo, chevalier romain. Il servit, étant jeune, C. César, neveu d'Auguste. Il s'acquit dans la profession des armes une certaine réputation; et son père le présenta à Tibère, en le priant de l'associer à la charge de colonel des gardes prétoriennes. La vigilance et la vivacité de Séjan plurent à ce prince, qui jugea qu'il pouvait se servir de lui dans ses plus grandes affaires. Il voulut qu'il accompagnât Drusus, qu'il envoya pour réduire ceux qui s'étaient révoltés dans la Pannonie. Séjan, dont la faveur ne faisait que de naître, s'appliqua à faire croire qu'elle était due à sa ferme résolution d'avancer le service du prince et le bien de l'Etat; mais il nourrissait dans son âme une ambition démesurée et un amour pour le luxe qu'il manifestait par sa dépense et par ses profusions en meubles magnifiques, en tableaux, en festins et bâtimens. Etant devenu seul commandant des gardes prétoriennes, il les

fit loger dans un quartier de la ville, pour les avoir, dans le besoin, à sa disposition; représentant à Tibère que des soldats écartés vivaient toujours sans discipline. Cette action lui concilia l'amour des soldats. Il les visitait souvent, les appelait tous par leur nom, caressait les capitaines, entretenait les uns d'espérances, et les autres de présens. Il crut avoir peu fait que d'avoir gagné les gens de guerre, s'il n'obtenait une égale autorité parmi les gens de justice. Il intrigua donc auprès du Sénat, et fit pourvoir ses amis de commissions et de charges. Tibère devint pour lui si facile, qu'il ne pouvait rien lui refuser; souvent il prévenait ses demandes; il alla jusqu'à l'appeler, dans le Sénat, *le compagnon de ses travaux*. Il commanda que sa statue fût élevée dans les places publiques, révérée aux théâtres, et portée à la tête des légions. Séjan, pour faire perdre à Tibère l'affection du peuple, s'étudia à tourner son caractère à la sévérité et à la cruauté : ce qu'il n'eut pas de peine à faire, et ce dont il tira un grand avantage, apaisant et maniant l'esprit de l'Empereur à sa volonté. Les dignités et les charges se distribuaient à sa recommandation. Il suffisait de lui être allié pour les emporter. Il avait nommé deux proconsuls d'Afrique, Lépidus et Blæsus; et, pour se décharger de la malveillance de celui qui serait exclus, il renvoya au Sénat le choix du plus capable. Lépidus jouissait d'une grande considération; mais Blæsus était oncle de Séjan : le premier sentit tout le désavantage de la concurrence; il s'excusa sur une indisposition et sur ses affaires. Le Sénat le prit au mot; et Blæsus ayant fait semblant de refuser la charge, les flatteurs crièrent

qu'aucun autre que lui ne la devait avoir. Lorsque Blæsus eut, non pas défait, mais repoussé les troupes de Tacfarinas, Tibère commanda aux légions de le saluer comme *imperator*; il lui accorda, de plus, l'honneur du triomphe, qui n'appartenait qu'à celui qui avait remporté une victoire entière; et il n'eut pour cela d'autre raison que l'amour qu'il avait pour Séjan, son neveu. Le crédit de ce favori fit entrer au Sénat Junius Otho, qui n'avait jamais fait d'autre profession que d'enseigner aux écoles. Séjan s'en servit pour perdre C. Silanus, proconsul d'Asie, qu'il accusa de concussions, et que Tibère fit condamner au bannissement. Le feu ayant pris au théâtre de Pompée, et Séjan, par l'ordre qu'il y mit, l'ayant éteint, Tibère le loua, en plein Sénat, de sa diligence; et le Sénat, pour plaire au prince, ordonna que la statue du favori serait élevée auprès du théâtre.

L'Empereur avait un frère, nommé Germanicus, qu'il haïssait, parce qu'il était aimé du peuple, et qu'il était fils de Drusus, partisan de la liberté: d'un autre côté, Séjan avait une grande jalousie de Drusus, fils de l'Empereur. Tibère pressa Séjan de se défaire de Germanicus, et Séjan résolut de perdre Drusus, qui offusquait sa grandeur. Germanicus étant de retour de Germanie, l'Empereur l'envoya en Sclavonie, et lui donna pour lieutenant Cneius Pison, homme violent et méchant, avec pouvoir de traverser les desseins de son général. On dit que Séjan lui donna par écrit l'ordre de faire mourir ce prince: Pison ne fut pas long-temps à l'exécuter. Germanicus fut empoisonné, traîna quelque temps, et mourut peu après. Avant

de mourir, il dit à ses amis de quelle manière on avait avancé sa mort; il les conjura de la venger, et pria fort instamment sa femme Agrippine de se modérer, de céder au temps, et de prendre garde, lorsqu'elle serait à Rome, de ne point donner de jalousie à ceux qui avaient plus de pouvoir qu'elle. Agrippine, qui était pleine de fierté, n'eut garde de rechercher la faveur de Tibère par Séjan. Le peuple donna de grands témoignages d'amour pour la mémoire de Germanicus. Le deuil public et les caresses qu'on fit à sa femme, quand elle revint à Rome, furent telles, que Tibère ni l'Impératrice n'osèrent sortir de leur palais. Pison, qui avait empoisonné le prince, arriva peu après à Rome : le lendemain de son arrivée, on l'accusa de la mort de Germanicus, et l'on pria Tibère de prendre connaissance de cette affaire. Pison, qui craignait le Sénat, le désirait. Tibère, qui savait qu'il n'avait été que l'instrument du parricide, voulut traiter l'affaire sans éclat. Séjan, auteur de toutes les ruses et méchancetés qui se faisaient à la cour, prétendit que Tibère ne devait pas s'en mêler; car s'il condamnait Pison, il élevait l'orgueil d'Agrippine; et s'il le déclarait innocent, on dirait que la faveur avait opprimé la justice. Il dit qu'il fallait envoyer le tout au Sénat; que si Pison y était condamné, on attribuerait ce jugement à la famille de Germanicus; et que s'il était absous, le blâme en resterait aux sénateurs. Séjan parla à Pison; il l'assura de l'impunité de tous les autres crimes, pourvu qu'il gardât le secret sur celui-ci; il lui fit entendre que Tibère était obligé de se

sauver. L'affaire fut donc portée au Sénat, où elle fut débattue de part et d'autre avec beaucoup de chaleur. Pison vit toute la haine qu'il avait excitée contre lui; et le second jour il put juger, par la froideur de Tibère, qu'il n'avait pas beaucoup à espérer. Séjan, néanmoins, l'entretenait dans l'idée que Tibère agirait quand il serait temps; mais Séjan s'inquiétait peu de la perte de Pison, pourvu qu'il ne parlât pas de l'ordre secret: tout ce qu'il craignait, c'est que Pison se voyant condamné, ne se plaignît au Sénat du jugement, et ne parlât, sinon contre Tibère, au moins contre lui. Mais Pison, en considération des enfans qu'il laissait, étouffa son ressentiment; il écrivit à Tibère, le supplia de prendre soin d'eux, et se tua ensuite lui-même.

La mort de Germanicus avait été aussi agréable à Séjan qu'à Tibère: car si l'Empereur craignait de n'être pas absolu, le favori désespérait, de son côté, de disposer de l'Empire, tant que Germanicus vivrait. Séjan avait pour maxime de nourrir toujours la défiance dans l'esprit de Tibère, afin qu'il n'eût de confiance qu'en lui: il se défit ainsi de toutes sortes de personnes, princes, sénateurs, préteurs, et philosophes même, puisqu'il fit bannir le stoïque Attalus, qui était d'une intégrité parfaite. Un poète ayant tenu quelques propos libres contre lui, fut mis à mort, sous prétexte que, sans respect pour la qualité de Roi, il avait injurié Agamemnon dans une tragédie.

Le Sénat, comme nous venons de le dire, avait ordonné qu'on éleverait la statue de Séjan sur le théâtre de Pompée, que Tibère faisait rebâtir. Cremutius Cor-

dus, indigné de cette injure faite à la mémoire de Pompée, s'écria que *c'était ruiner et non rétablir le théâtre, et mettre Séjan au-dessus des Romains.* Cordus, très homme de bien, fut accusé; on le mit en jugement, et l'on trouva qu'il n'avait pas assez loué César et Auguste, qu'il avait fait trop de cas de Brutus, et qu'il avait nommé *Cassius*, *le dernier homme des Romains.* Les accusateurs de Cordus étaient des créatures de Séjan. L'accusé se défendit courageusement; et, quoiqu'il fût assuré de perdre la vie, il fit un discours grave et sérieux, qui ne servit qu'à le satisfaire lui-même; car, après l'avoir fait, voyant que Séjan ne changeait point de résolution, et ne voulant pas s'abaisser à lui demander la vie, il se laissa mourir de faim. Séjan fit avertir le Sénat de la résolution de Cordus, et l'on agita la question de savoir *si l'on pouvait empêcher les accusés de se faire mourir.* Les livres de Cordus furent brûlés, et depuis ils furent plus recherchés.

Drusus, fils de Tibère, témoignait en toutes occasions la haine qu'il portait à Séjan; car il ne pouvait souffrir que son père préférât les conseils de cet homme à tous les autres. Il ne cessait de dire à sa femme, qui le trahissait, et à tous ses amis, qui le trompaient, que *peu s'en fallait que Séjan ne fût le collègue de son père.* Drusus était fort colère, surtout quand on touchait à son autorité. Un jour, ne pouvant plus supporter l'audace de Séjan, qui voulait s'égaler à lui, il leva la main en le menaçant; Séjan se mit en défense, et présenta la sienne pour parer le coup: Drusus

lui donna un soufflet, et quelques auteurs prétendent que Séjan frappa Drusus. Séjan ne se plaignit point; mais il résolut de se venger : il en trouva le moyen, en gagnant Livia, femme de Drusus. Livia était belle; elle consentit aux poursuites de Séjan, qui, la possédant tout entière, lui fit naître le désir d'être femme d'Empereur, ce qu'il espérait devenir. Ils résolurent donc tous deux d'empoisonner Drusus, non dans un repas, mais dans une médecine, afin de le faire mourir plus lentement, et de couvrir leur méchanceté. Livia employa son médecin Endenius, qui était son ami particulier, et quelques-uns disent son amant. Séjan gagna Lygdus, eunuque et un des principaux confidens de Drusus. Ce prince, sans se défier, prit la médecine de la main de Lygdus : le poison fit son effet sans qu'on soupçonnât rien, et le secret ne fut découvert que huit ans après par la femme de Séjan. Tibère était si haï, qu'on crut qu'il avait fait mourir Drusus de sa propre main. On disait que Séjan lui avait persuadé que son fils, pour régner, avait résolu sa mort, et l'avait averti de prendre garde, quand il dînerait chez lui, de ne pas boire le premier trait qu'on lui présenterait; et qu'en effet Tibère prenant la coupe, l'avait passée à Drusus, qui, de honte et de crainte, avait avalé le poison.

Séjan joignait à sa cruauté et à son ambition, une insatiable avarice; quelques auteurs ont écrit qu'il était héritier de tous ceux qui mouraient sans enfans: ce fut là la cause de la mort de Lépida, noble et généreuse dame romaine, et de l'augure Lentulus. La pro-

sédure contre Lépida fut étrange : on l'accusa d'adultère, de poison et de supposition d'enfant, quoiqu'il y eût vingt ans qu'elle vécût séparée de son mari. Tibère dit qu'elle avait consulté les Chaldéens sur sa vie et sur sa maison. Les dépositions furent faites par quelques esclaves ; ce qui n'empêcha pas qu'elle ne fût condamnée au bannissement : Lépida mourut ensuite de chagrin. Sextus Marius avait une jeune fille fort belle : Tibère la désira. Le père l'emmena dans une de ses maisons de campagne, pour la soustraire à ses désirs ; mais, pour les faire revenir, on les accusa d'inceste. La jeune fille engagea son père à prévenir le supplice, et ils se tuèrent l'un l'autre. Tibère et Sejan héritèrent de Marius, qui était fort riche.

Séjan, débarrassé de Germanicus et de Drusus, crut que rien ne pouvait plus s'opposer à sa tyrannie et à son ambition ; mais il ne tarda pas à s'apercevoir que la succession à l'empire était, d'après les vœux du peuple, dévolue aux enfans de ces deux princes ; et comme tout lui avait réussi jusqu'alors, il pensa qu'il pourrait s'en défaire aisément. Il fit croire à Tibère que ses ennemis voulaient profiter de la mort de son fils ; et qu'Agrippine mère des deux enfans était résolue de régner. Ils arrêtèrent donc de la faire mourir avec eux. Mais l'exécution de ce projet était difficile ; Agrippine était défiante et connaissait les ruses de Tibère et de Séjan. Toute la ville était pour elle, le peuple l'aimait passionnément ; toutefois Séjan ne laissa échapper aucune occasion de la perdre. En voici une entr'autres qu'il crut avoir trouvée.

Au commencement de chaque année, on sacrifiait un bœuf à Jupiter pour le salut du prince. Les pontifes, et les prêtres, pour flatter Tibère, recommandèrent aux dieux Néron et Drusus, enfans de Germanicus. Tibère s'en offensa et demanda aux pontifes s'ils avaient été sollicités par Agrippine pour faire ces prières. Quoiqu'il sût d'eux qu'elle n'y avait pas pensé, il ne laissa pas de se plaindre au sénat; il blâma l'ambition de ces jeunes gens, et dit qu'elle était dangereuse. Séjan fit encore plus de bruit que Tibère; il prétendit que tout était perdu si on ne mettait point de différence entre le prince et ses parens; qu'on allait entrer dans une guerre civile; que l'ancienne liberté allait se réveiller; que le parti d'Agrippine était formé, et qu'il en fallait faire mourir promptement un ou deux. Il désignait, par ces derniers mots, Caïus Sillius et Sabinus. Le consul Varron, misérable flatteur de Séjan, accusa Sillius et sa femme du crime de lèse-majesté. Sillius, se voyant accablé, se tua lui-même, et sa femme fut bannie. Séjan croyait, par le moyen de ces crimes, se pousser à l'Empire. Livia, veuve de Drusus, qui se lassait d'être sa concubine et voulait avoir le nom de femme légitime, l'excitait sans cesse à cette entreprise. Séjan fit tout ce qu'il put pour se défaire d'elle, mais il se vit réduit à de telles extrémités que, pour contenter cette femme, il supplia l'Empereur de consentir à leur mariage. Il lui présenta un mémoire auquel Tibère répondit d'une manière ambiguë. Séjan se fiait plus à son ambition qu'aux belles paroles de Tibère; il n'était pas d'ailleurs sans inquiétude sur l'affection que le

peuple portait à la maison de Germanicus. Il renouvela donc dans l'âme de l'Impératrice l'animosité qu'elle avait contre Agrippine. L'Impératrice, excitée par Séjan, par sa confidente Mutilia Prisca et par Julius Posthumius, qui vivait avec celle-ci, et qui tous deux étaient gagnés par Séjan, ne manqua pas de représenter à Tibère combien l'avancement d'Agrippine l'inquiétait, et elle parvint à augmenter la défiance de l'Empereur. D'un autre côté, Séjan avait des gens apostés qui entretenaient la vanité d'Agrippine, et lui faisaient concevoir la douce espérance de régner. Agrippine se montrait très-sensible à leurs discours, et la jalousie de Tibère s'en accroissait de plus en plus. Cependant comme il craignait d'être accusé d'impiété ou d'ingratitude, s'il attaquait Agrippine, il s'arrêta d'abord à perdre ses amis et ses parens. Claudia Pulchra, sa cousine, fut accusée d'adultère, puis de charmes et de poison contre Tibère. Domitius Afer, homme vénal, entretenu par Séjan, fut l'accusateur; et, malgré les plaintes violentes qu'Agrippine adressa à Tibère, elle fut condamnée et reléguée, et son accusateur fut loué et mis au rang des premiers orateurs.

Tibère étant allé à Naples, se fit accompagner par Séjan qui, le possédant presque seul, faisait ses affaires avec plus de sûreté et moins d'envie. Il recevait seul les paquets et était le seul arbitre des dépêches. Pendant ce voyage, il arriva un accident qui servit beaucoup Séjan. Comme Tibère dînait dans une grotte, la voûte tomba, tua quelques officiers, et eût écrasé l'Empereur sans le secours de Séjan qui le couvrit

de son corps. Dès lors la confiance de Tibère fut sans bornes, et Séjan voulut en profiter pour lui persuader de se défaire de Néron, fils aîné de Germanicus, et le plus près de la succession. Ce jeune prince n'avait pas assez de prévoyance. Chatouillé de sa grandeur future, il ne put retenir quelques paroles qui offensèrent Tibère, et lui inspirèrent de la jalousie. Toutes les actions du prince furent épiées; sa maison le fut aussi; le secret de son lit était même su : sa femme le trahissait. Elle rapportait à Livia tout ce qu'elle pouvait découvrir; Livia le redisait à Séjan, qui anima contre Néron son frère Drusus, en lui donnant l'espoir du premier rang, quand son aîné serait abattu. Drusus, irrité contre Néron, qu'Agrippine, leur mère, aimait mieux que lui, écouta Séjan, qui avait un double but, celui de perdre les deux frères ensemble.

On persécuta plus qu'auparavant les amis de Germanicus. De ce nombre était Titus Sabinus, chevalier, qui témoignait une grande affection à Agrippine et aux siens. Séjan chercha toutes sortes de moyens pour le perdre. Quatre préteurs briguaient alors le consulat. On n'y pouvait parvenir que par la faveur de Séjan; mais on ne pouvait obtenir cette faveur qu'en lui fournissant des moyens de se venger de ses ennemis. Ces quatre préteurs résolurent donc de perdre Sabinus pour plaire à Séjan. Latiaris, un d'eux, fut l'espion; les trois autres servirent de témoins. Cet espion s'insinua dans l'amitié de Sabinus, qui lui découvrit son amour pour les enfans de Germanicus, sa haine pour Séjan, et quelque chose de semblable pour Tibère. Latiaris rapporta aux trois autres

les discours de Sabinus. Ceux-ci complotèrent de l'entendre eux-mêmes, et se cachèrent sous un faux plancher pour ouïr tout ce que Latiaris tirerait de Sabinus. Ils l'entendirent, en effet, se plaindre du *gouvernement tyrannique et insolent*, et attribuer à Séjan *toutes les misères publiques et particulières*. Ces méchans rapportèrent tout à Tibère, qui était à Caprée, et qui revint incontinent à Rome, où il surprit étrangement les esprits. Sabinus fut aussitôt arrêté et étranglé, sans qu'on lui donnât le temps de se défendre. Les délateurs, abandonnés par Tibère et Séjan, qui les méprisaient, moururent misérablement. Toutefois Tibère remercia le Sénat d'avoir délivré la république d'un tel ennemi; et il ajouta qu'il passait sa vie dans la frayeur et le tremblement, la conjuration de ses ennemis le tenant toujours en peine.

Vers ce temps-là, le Sénat reçut des lettres de Tibère contre Agrippine et ses enfans. On n'y accusait les enfans que de débauches; mais on y reprochait à sa mère son orgueil et son opiniâtreté. On délibéra sur ces lettres, et les opinions furent diverses. Junius Rusticus fut d'avis d'aller lentement dans cette affaire, afin de donner le temps à Tibère de changer de résolution. Le peuple, qui souffrait impatiemment de voir les deux jeunes princes traités comme des criminels, en accusa Séjan; il porta par la ville les effigies d'Agrippine et de Néron, et s'attroupa autour du palais, en criant que les lettres étaient fausses et supposées. La pétulance du peuple fut telle, qu'il fit le procès à Séjan; il forma tumultuairement un sénat, où le plus hardi ayant recueilli les voix de ses

compagnons, prononça contre lui le *jugement de mort*. Les satires et les vers critiques coururent ensuite dans Rome contre Tibère et Séjan. Cette action fut de mauvais augure pour le favori; elle fit voir à l'Empereur que sa majesté y était offensée, que le peuple foulait aux pieds son autorité, et cherchait un maître. Aussi ne fut-il pas long-temps sans en tirer raison. Séjan le fit résoudre d'exterminer Agrippine et ses enfans, en accusant la mère d'avoir voulu aller par les temples de Rome embrasser les statues d'Auguste, pour soulever le peuple, ou de se retirer avec ses enfans en Germanie, pour les rendre maîtres des légions. Néron fut relégué en l'île de Pontia; puis, pour éviter la mort, il se tua lui-même. Drusus fut confiné dans une prison, où il vivait misérablement, ayant mangé jusqu'à la bourre de son matelas. Agrippine fut envoyée en l'île de Pandataire, où elle eut de vives appréhensions de la mort. Elle fut, dans cet exil, inhumainement outragée par l'officier qui la gardait. Un jour, il la battit si brutalement, qu'il lui fit sortir un œil de la tête; et, à quelque temps de là, il l'étrangla.

Tibère et Séjan se virent ainsi hors de crainte de ceux que Germanicus avait laissés : mais l'empereur entra alors en grand soupçon de Séjan; il s'imagina qu'il pensait à l'empire; et voyant que le sénat en faisait plus de cas que lui, son amitié se convertit en crainte, il redouta son ambition et se proposa dès lors de le perdre. Mais il ne voulut rien précipiter ni s'en découvrir à personne. Il y allait de sa vie d'en agir autrement. Le premier soupçon qu'avait conçu Tibere de l'ambition de Séjan

lui était venu lors de son projet de mariage avec Livia, veuve de Drusus. Le second lui fut inspiré par la ruine de la maison de Germanicus, qui ne laissait plus personne qui pût s'opposer à Séjan. L'excès de puissance que ce favori avait sur le sénat et dans les finances, le nombre d'esclaves qu'il avait à sa suite, l'état où il tenait Drusus et Caïus César, ses artifices pour l'éloigner lui-même de Rome et le tenir captif; enfin la violente poursuite qu'il faisait du tribunat, tout cela fit une si vive impression sur l'esprit du prince, qu'il se servit de toutes sortes de ruses pour abattre cette grande puissance. Il commença par le faire son collègue au consulat : personne ne lui avait été associé à cette dignité, sans qu'il lui arrivât malheur. Tibère flatta Séjan plus qu'auparavant. En écrivant au sénat, il l'appelait souvent *son ami*, *mon Séjan*. Il lui faisait ériger des statues. Ce consulat pour cinq ans étourdit l'ambition de Séjan qui entretenait toujours Tibère dans l'oisiveté et les voluptés. Sa grandeur, sa puissance absolue, la vie sale et débordée de Tibère lui arrachaient parfois des paroles indiscrètes qui causèrent sa ruine. *Je suis empereur de Rome*, disait-il, *et Tibère prince de l'île*. Il fit représenter des jeux où l'on se moquait de la tête pelée de Tibère. L'empereur eut l'air de ne faire attention ni à ces propos, ni à ces jeux; mais il pensait à assurer sa vengeance.

Sur la nouvelle que les Frisons, peuples d'au-delà le Rhin, avaient rompu la paix et défait quelques légions, l'épouvante fut si grande dans Rome, que l'on courut aux temples de la Clémence et de l'Amitié, qu'on pria

de ramener dans la ville Tibère et Séjan, dont les statues étaient auprès de celles de ces deux divinités. Tibère s'approcha de Rome sans y entrer, à cause d'une prédiction qui le menaçait de mort, s'il entrait. Cette prédiction anima les complices de Séjan, qui le sollicitèrent de ne plus différer. Tibère, de son côté, se consultait, et n'osait s'ouvrir à personne. Séjan, aveuglé par sa prospérité, croyait que Tibère ne songeait qu'à passer son temps à Caprée. Il y avait cinq ans qu'il y demeurait. On ne parlait plus de lui à Rome que comme d'un prince qui ne régnait plus, et qui ne voyait et n'entendait que par l'organe de Séjan. Ce ministre tenait les esprits des peuples à sa discrétion, soit par la crainte, soit par l'espérance, soit par les bienfaits. Ceux qui servaient Tibère dépendaient de lui; ceux au contraire qui le servaient ne tenaient qu'à lui, en sorte qu'on rapportait à Séjan tout ce que faisait Tibère.

Séjan avait des hommes prêts à tout exécuter; Sénèque les appelle *ses dogues, qui n'étaient apprivoisés que pour lui, qui étaient cruels aux autres, et qu'il ne nourrissait que du sang de ses ennemis.* Tibère n'osant donc l'attaquer ouvertement, le flattait pour mieux le tromper. Il voulut le faire tribun, et il écrivit au sénat que *sans Séjan, le grand corps de l'empire tomberait, et que Séjan était l'oracle de ses desseins.* Le sénat qui ne pensait à rien moins qu'à ce qui arriva ensuite, imagina toutes sortes d'honneurs pour Séjan. Il ordonna que le nom de Tibère et le sien seraient sur la même ligne, dans les édits et inscriptions, que leurs siéges seraient sur le même rang aux théâtres et aux temples,

que leurs statues seraient élevées partout, et qu'on irait au-devant de l'un et de l'autre quand ils viendraient à Rome. Tibère n'était pas fâché de ce que le Sénat faisait pour Séjan, parce que tous ces honneurs le rendaient plus insolent et plus odieux. Il accorda même à son fils la dignité de pontife. Mais peu après se sentant plus fort, il leva le masque de la dissimulation, il donna cette dignité à Caligula, ennemi de Séjan. Il commanda au sénat d'absoudre un proconsul que Séjan avait accusé. Il loua publiquement Caligula, et fit connaître qu'il voulait le déclarer son successeur. Un jour, en écrivant au Sénat, il nomma Séjan sans en faire aucun éloge; enfin, il envoya un édit portant défense de faire des sacrifices à aucun homme vivant, ni de décerner aucune sorte d'honneur à Séjan. Celui-ci eut alors quelques présages de sa ruine. Le théâtre où il recevait les salutations du peuple se rompit. Lorsqu'il revenait du Capitole, les gardes, en fendant la presse pour gagner les devants, tombèrent du haut des escaliers d'où l'on précipitait les criminels. On vit dans l'air un globe de feu tel qu'on en avait vu un à la mort d'Auguste et de Germanicus. Mais personne ne pouvait croire que Séjan fût si près de tomber d'une si haute fortune. Malgré ces mauvais présages, on ne laissait pas de l'appeler *le compagnon de Tibère, non-seulement au consulat, mais à l'empire du monde*. Tibère, pour connaître les dispositions de la ville, écrivait souvent à Séjan et au sénat, tantôt qu'il se portait bien, tantôt qu'il était à l'extrémité. Par ces feintes, il jugeait de la joie ou de la tristesse de ceux qui tenaient à lui ou à Séjan. Il pria le Sénat de

lui envoyer un des consuls avec une escorte pour le conduire en sûreté; et, comme il croyait la conjuration très-étendue contre lui, il fit préparer des navires pour prendre la fuite; il avait des sentinelles sur des rochers pour l'avertir de ce qu'ils découvriraient.

Séjan, apprenant qu'on avait vu fumer la tête d'une de ses statues, commença à se troubler. Il la fit rompre, et l'on en vit sortir un serpent : il ne méprisa pas ce prodige; il fit un sacrifice à lui-même, comme il avait coutume de faire. Tibère, continuant ses ruses, fit courir le bruit qu'il voulait élever Séjan à la première charge de l'empire; il fit partir en même temps Nevius Sertorius Macron, avec ordre de présenter ses lettres au Sénat, pour se saisir de la personne de Séjan. Macron vint secrètement à Rome, et communiqua le sujet de son voyage au consul Memmius Régulus, et non à son collègue, créature de Séjan. Il trouva Memmius disposé à faire la volonté de Tibère. Ce consul convoqua le Sénat pour le lendemain, au temple d'Apollon, pour traiter d'affaires importantes. Macron rencontra Séjan, qui n'y était pas encore entré; et le voyant surpris de ce qu'il ne lui avait point apporté de lettres de Tibère, il lui dit à l'oreille : *Je vous apporte le pouvoir de tribun.* Ces paroles remirent Séjan : ses amis le surent et s'en réjouirent. Macron présenta ses lettres au Sénat, fit placer des soldats autour du temple, et promit, de la part de Tibère, des récompenses à ceux qui le serviraient bien. Tibère parut, dans ses lettres, tremblant et inquiet : au commencement, il parlait de la perfidie de son serviteur Séjan,

puis de son pouvoir démesuré, et finissait en priant de faire le procès à deux sénateurs, amis de Séjan; et en ordonnant, d'une manière ambiguë, qu'on *veillât sur les actions* de ce ministre. L'Empereur craignait encore tant le crédit de son favori, qu'il ne disait pas un seul mot de le faire mourir. On remarqua qu'à la lecture des lettres de Tibère, il n'y eut pas un sénateur qui ne saluât Séjan, et ne s'offrît pour le servir. Mais quand on vit l'esprit du prince changé, on changea aussi : ceux qui étaient éloignés du favori le regardaient de travers, ceux qui en étaient près s'en éloignaient. Le consul Regulus l'appela, et Séjan ne s'avança point; il l'appela une seconde fois, en lui tendant la main : *Venez ici, Séjan*, lui dit-il. *M'appelez-vous ?* reprit Séjan. *Oui*, dit le consul. Séjan s'avança, et à l'instant Lacon, capitaine du guet, et les tribuns militaires se mirent devant lui, pour l'empêcher de sortir. Cet événement arriva le 18 octobre et dans la dix-huitième année de l'empire de Tibère.

Le consul, pour éviter la longueur d'une délibération qui eût pu donner le temps aux amis de Séjan de se remuer, demanda à un sénateur son avis sur les lettres de Tibère. La sénateur le dit librement et courageusement, et approuva la résolution de Tibère : cet avis fut adopté par toute la compagnie, et l'on mena Séjan en prison. Le consul l'y accompagna lui-même; et l'on vit ceux qui avaient fait des sacrifices au favori, qui l'avaient adoré, se moquer de lui et l'accabler d'outrages. Le peuple, ne pouvant se saisir de lui, se jeta sur ses statues, les abattit, les traîna dans les rues, et

les mit au feu pour les fondre. Séjan ne fut pas plutôt en prison, qu'il fut jugé, condamné et mis à mort : ses biens furent confisqués ; son corps fut traîné par la ville, et misérablement déchiré; ses trois enfans furent mis en prison ; sa fille, qui était promise à Claudius, fut déshonorée par le bourreau avant d'être tuée ; les deux autres, qui étaient encore tout petits, furent étouffés : on attacha ces trois corps au gibet. La femme de Séjan, affligée et outrée de douleur, se retira dans sa maison, où elle écrivit un discours sur la mort de Drusus, qu'elle envoya à Tibère, et puis se tua. Les prisons furent remplies des amis de Séjan : les uns furent condamnés à mort, les autres bannis, et tous privés de leurs charges.

Telle fut la fin misérable d'un homme qui avait réuni sur sa tête toutes les faveurs et toutes les grandeurs; qui, pendant seize ans, eut un pouvoir absolu dans l'Empire; qui commandait à tout le monde, et dont les ordres allaient partout, et étaient exécutés autant et plus que ceux de l'Empereur.

PÉRENNIS ET CLÉANDER.

L'Empereur Commode, quelques années après avoir été élevé à l'Empire, prit en affection un Italien, nommé Perennis, qui avait une grande réputation dans les armées : il le fit capitaine de ses gardes prétoriennes.

Perennis, abusant du jeune âge de ce prince, le laissa corrompre par toutes sortes de délices; et lui, se chargeant des affaires de l'Empire, commanda avec une autorité absolue. Son avarice et son ambition, soutenues d'un si grand pouvoir, le portèrent à acquérir des biens avec tant d'avidité, qu'il ne laissa passer aucune occasion de les accroître. Il calomnia les plus puissans et les plus riches, et les rendit si odieux à l'Empereur, que ce prince en fit mourir quelques-uns par la main du bourreau, et en chassa d'autres de sa cour. Ce qui acheva de perdre entièrement Commode, qui avait toujours un peu résisté aux mauvais desseins de Perennis, ce fut ce qui se passa à l'égard de Lucilla, sœur de l'Empereur. Elle avait épousé en premières noces l'Empereur Lucius Verus; après sa mort, cette veuve jouissait des marques de l'Empire, même quand elle fut devenue l'épouse de Pompeianus. Commode lui laissa ces honneurs, et lui permit d'avoir un siége au théâtre; mais quand il eut épousé Crispine, Lucilla fut obligée de céder le premier rang et toutes les autres marques de grandeur : elle en fut si affligée, qu'elle résolut de se porter à toutes sortes d'extrémités. Comme son mari était fort aimé de Commode, elle ne voulut rien lui découvrir de ses desseins; mais elle s'en ouvrit à Quadratus, qu'elle entretenait, et ensuite à d'autres sénateurs. Tous résolurent de faire tuer Commode par l'un d'eux, nommé Quintianus, jeune homme plein de courage et d'audace. Il crut qu'il pourrait exécuter son dessein à l'entrée de l'amphithéâtre, en excitant une sédition. Il s'arma d'un poignard, alla sur le lieu, et voyant venir l'Empereur,

il alla à lui pour le tuer, en disant à haute voix, et montrant son poignard : *Le Sénat vous envoie ce poignard*. Mais avant qu'il pût approcher de l'Empereur, il fut arrêté par les gardes, et tué sur-le-champ. Perennis profita de cette occasion pour persuader à Commode de faire mourir les principaux du Sénat ; il lui fit entendre qu'il ne fallait pas souffrir qu'aucun parût s'élever au-dessus des autres. Il fit si bien, que, non-seulement tous ceux qui étaient soupçonnés d'avoir su cette conspiration furent exécutés, mais aussi Lucilla, sœur de l'Empereur. Alors il gouverna plus absolument que jamais ; il amassa de grands trésors, et travailla ainsi à se frayer un chemin à l'Empire. Afin de tenir toute la puissance dans sa main, il obtint que ses enfans, qui étaient encore fort jeunes, seraient faits généraux des armées qui étaient en Dalmatie ; de son côté, il corrompit les bandes prétoriennes, en leur faisant d'abondantes largesses.

Les Romains avaient coutume de célébrer tous les ans des jeux en l'honneur de Jupiter Capitolin. L'Empereur était, à ces jeux, placé dans un lieu plus élevé que les autres. Tout le peuple était alors assemblé. Il parut sur le théâtre un homme habillé en philosophe, et tenant un bâton à la main. Il s'arrêta au milieu du théâtre, et, commandant de la main qu'on fît silence, il dit : *Il n'est pas temps, Empereur, de faire des comédies ni des jeux publics. L'épée de Perennis est tirée pour vous couper la gorge ; et si vous n'y mettez ordre, le péril est proche, vous êtes mort. Il faut vous hâter. Vos armées, conduites par ses en-*

fans, sont contre vous. Toute la garde est pour lui: vous êtes perdu. Soit que l'Empereur ajoutât foi à ces paroles, soit que l'horreur du projet le surprît, il demeura quelque temps sans parler. Quelques-uns des grands y ajoutaient foi; mais ils dissimulèrent. Pérennis fit arrêter cet homme et le fit brûler vif comme un imposteur et un furieux. Dès ce moment, les ennemis de Pérennis, ne pouvant plus supporter son arrogante tyrannie, commencèrent à travailler à sa ruine. Leur intention était de conserver l'Empereur et d'exterminer Pérennis et ses enfans. On suscita donc quelques soldats qui firent voir à Commode de la monnaie d'argent qui avait d'un côté la figure du fils de Pérennis. Cela fut fait si adroitement, que l'Empereur la vit sans que Pérennis en fût averti. Les soldats découvrirent tous les desseins de Pérennis et de ses fils. L'Empereur ne s'endormit pas sur ces avis, et auparavant que Pérennis se doutât de rien, il envoya de nuit quelques soldats qui lui coupèrent la tête. Il dépêcha aussitôt en déligence vers ses fils, pour s'en défaire avant qu'ils sussent ce qui s'était passé. Ceux-ci reçurent de Commode des lettres pleines de bonté. Il leur commandait de venir à Rome, en leur disant qu'il avait intention de se servir d'eux aux plus grandes affaires de l'empire. Ces fils, voyant leur desseins retardés, obéirent à regret; mais comme ils se confiaient sur le grand crédit de leur père, qu'ils croyaient encore vivant, ils se mirent en chemin. Ils ne furent pas plutôt arrivés sur les frontières de l'Italie, qu'ils furent tués par l'ordre de l'Empereur.

Après la mort de Pérennis, il parut sur le théâtre de la fortune un nommé Cléander, Phrygien de nation, de très-basse extraction, et de cette espèce d'esclaves qui se vendaient publiquement. Il fut d'abord valet de chambre de l'Empereur, puis il épousa sa concubine, nommée Démostrasia. Il parvint à un tel degré de puissance, qu'il faisait impunément mourir tous ceux qui s'opposaient à ses volontés. Il vendait toutes les charges, celles de sénateurs, de la guerre, et les principaux commandemens des armées. Il remplissait le Sénat de banqueroutiers, de partisans et de gens de néant. Il fit vingt-cinq consuls en une seule année : ce qui ne s'était jamais fait avant lui, et ce qui ne se vit point après lui. Il amassa ainsi de grands biens, dont il aidait Commode et ses concubines, et avec lesquels il faisait bâtir des palais et des établissemens pour la commodité publique. Un des principaux moyens dont il usa pour se rendre maître de l'Empire, fut celui qui le perdit. Il jugea qu'après quelque mauvaise année, il y aurait disette de blés : il en fit une telle provision, qu'il affama l'Italie. La peste se joignit encore à ce fléau. Cléander pensa qu'il gagnerait la faveur du peuple et celle des soldats, sur lesquels il avait un grand empire, si, dans un instant, il leur fournissait des blés ; mais il en arriva autrement : car le peuple de Rome, qui le regardait comme la cause de sa misère, commença à murmurer et à semer de mauvais bruits sur lui dans les théâtres. Commode s'étant retiré à la campagne, à cause de la peste, ce peuple sortit furieux de la ville, alla trouver l'Empereur et demanda la tête de Cléander, ennemi de l'Etat.

Cléander, voyant sa ruine comme inévitable, pour empêcher que le bruit ne parvînt jusqu'à l'Empereur, commanda à la cavalerie de la garde de courir sur ce peuple mutiné. Il y en eut beaucoup de tués; le reste fut poursuivi jusque dans Rome, où la cavalerie en tua encore beaucoup d'autres. Ce qui émut tellement la ville, que les habitans montèrent sur les toits des maisons pour se défendre avec des pierres et des tuiles. La cavalerie fut, à son tour, mise en déroute et presque toute écrasée. Pendant cette petite guerre civile, Commode était plongé dans les plaisirs. Cléander était si puissant et si redouté, que personne n'osa parler à l'Empereur de ce qui se passait. Enfin Fadilla, sa sœur, qui avait plus d'accès qu'un autre auprès de lui, ne pouvant plus souffrir une trahison si grande et si manifeste contre le public, se jeta à ses pieds toute éplorée et les cheveux épars, et lui dit : « Vous êtes en très-grand danger « de la vie. Vous ignorez tout ce qui se passe, non-« seulement dans l'Empire, mais près de vous et dans « votre palais. Nous sommes sur le point de périr. « C'en est fait du peuple romain. Votre armée est à « demi défaite, et, ce qui est plus horrible, vos es-« claves vous traitent plus cruellement que les barbares. « Vos plus grands ennemis sont ceux à qui vous avez « fait le plus de bien. C'est Cléander qui est votre enne-« mi capital. Il a mis les armes à la main à vos gardes « et au peuple de Rome, et les a commis l'un contre « l'autre. Le peuple l'a en horreur. La milice est pour « lui et contre vous et contre votre peuple. Rome est « toute remplie du sang de vos sujets; et si vous n'y

« mettez ordre, la fureur des uns et des autres tom-« bera sur vous. Prévenez ces maux par la mort de « Cléander, cet ennemi public. »

En finissant ce discours, Fadilla déchira sa robe; plusieurs des assistans, animés par ces paroles, effrayèrent tellement l'Empereur, qu'il s'imagina la mort présente. Il manda Cléander, et le fit tuer pendant qu'il était en chemin pour venir lui parler. Sa tête fut attachée au bout d'une pique, et montrée au peuple et à l'armée. Ce spectacle apaisa la sédition, car les soldats s'arrêtèrent en voyant la tête de celui pour lequel ils combattaient sans ordre de l'Empereur, et le peuple se sentit soulagé et vengé par la mort de celui qui l'opprimait. L'Empereur et le peuple n'en demeurèrent pas là. Les deux enfans de Cléander furent tués, ainsi que tous ses amis; leurs corps furent traînés par la ville, surtout celui de Cléander, qui fut enfin jeté dans les cloaques.

PLAUTIEN,

SOUS L'EMPEREUR SÉVÈRE.

Plautien, aimé de l'Empereur Sévère, était de basse naissance, et eut des commencemens fort misérables. Dans sa jeunesse il fut puni pour plusieurs crimes. Ce qui le fit parvenir par la suite à la grandeur, c'est qu'il était du même pays, de la même ville que l'Em-

pereur, c'est-à-dire Africain. Selon quelques-uns, il était son parent; et selon d'autres, seulement connu de lui dans sa jeunesse, pour l'avoir servi dans de très-infâmes plaisirs. Sévère, de naissance basse et misérable comme Plautien, lui donna de grands biens; il lui abandonna toutes les confiscations, et lui confia une partie du maniement de l'État. Plautien, abusant de cette grande faveur, exerça toutes sortes de cruautés, même envers les grands. L'amour que l'Empereur lui portait fut si extraordinaire, qu'il voulût que Marcus-Antoninus son fils épousât la fille de Plautien. Antoninus obéit en apparence à son père, mais il fit connaître combien ce mariage lui déplaisait, par la haine qu'il porta à sa femme et à sa belle-mère: il menaçait tous les jours la première qu'il la tuerait, elle et son père, sitôt qu'il serait parvenu à l'Empire. Cette femme ne manqua pas d'avertir Plautien son père, de la mauvaise volonté de son mari. Plautien jugea qu'il y allait de sa vie s'il ne prévenait ce jeune prince farouche et cruel, et qu'il était à la veille de son malheur, l'Empereur étant vieux et souvent malade. Beaucoup de choses chatouillaient son ambition; ses richesses excessives, le commandement absolu qu'il avait sur les gens de guerre, les plus grandes charges, et enfin la façon même dont il était vêtu. Il avait toutes les marques d'une magistrature absolue, et se rendait formidable dans quelque lieu qu'il allât. Ceux qui le rencontraient n'osaient le regarder, et détournaient les yeux de dessus lui; il était précédé d'officiers qui avertissaient le peuple de se retirer et de détourner la vue. Ce faste insupportable inspira quelque

jalousie à l'Empereur. Il l'avertit cependant de modérer cette insolence, qui pourrait lui nuire. Plautien supporta ces remontrances si impatiemment, qu'il résolut d'aller plus avant et de revêtir la pourpre. Il avait pour confident et pour créature un tribun nommé Saturninus. Il le fit appeler un soir, et ayant fait sortir de sa chambre tous ceux qui y étaient, il lui dit : L'heure est venue de me donner un témoignage assuré et entier de ton amitié. Tu as aujourd'hui le choix ou de parvenir au degré où je suis, et de succéder à ma grande autorité, ou de mourir incontinent, pour ne vouloir pas faire ce que je désire de toi. Il ne faut pas que la grandeur de l'entreprise t'étonne, ni que le nom d'Empereur t'inspire de la terreur. Il faut que tu te gouvernes ainsi : Tu entreras dans la chambre où reposent les princes ; lorsque les gardes se lèveront tu les tueras l'un et l'autre. Tu peux faire cela sans résistance ; je n'ai plus rien à te commander. Va au palais de ces princes, comme ayant à leur communiquer quelque chose de ma part qui importe à leur Etat. Tu y entreras facilement par ce moyen, et tu exécuteras ainsi ma volonté. Tu te dois assurer que comme tu prendras ta part du péril, tu entreras aussi en part de l'honneur qui nous en viendra.

Ces paroles étonnèrent le tribun, mais elles ne l'étourdirent pas. Comme il voyait sa mort certaine s'il refusait l'entreprise, il feignit de l'accepter volontiers. Il salua Plautien comme Empereur, et lui demanda son commandement par écrit. Plautien, aveuglé par son ambition et sa rage, le lui donna, et chargea le tribun

de l'avertir dès qu'il aurait tué les deux princes, afin qu'il fût dans le palais avant que personne sût qu'il avait usurpé l'Empire. Le tribun alla au palais, et traversa les gardes sans difficulté; mais il reconnut qu'il ne lui était pas facile de tuer lui seul les deux princes, logés dans des chambres différentes. Il alla trouver l'Empereur et lui fit dire par un des huissiers, qu'il avait à lui communiquer un secret important pour sa vie. Le tribun eut ordre d'entrer. Il dit à l'Empereur qu'il était venu pour le tuer, par ordre de Plautien; qu'il était aussi chargé de tuer Antoninus, et qu'il avait par écrit la preuve de ce qu'il avançait; il la tira en effet de son sein. Il ajouta qu'il avait accepté cette détestable entreprise, dans la crainte qu'un autre cruel et ambitieux ne l'eût acceptée, et qu'il y fallait mettre ordre promptement.

Le tribun, en découvrant à l'Empereur cette horrible conjuration, fondait en larmes. Sévère avait peine à le croire, tant il aimait Plautien; il s'imaginait aussi que c'était un artifice de son fils, qui voulait du mal à Plautien et à sa fille. Il fait donc venir Antoninus, lui conte l'affaire, et le reprend aigrement de cette détestable calomnie. Antoninus ignorant entièrement ce dessein, jure qu'il n'en a aucune connaissance. Le tribun, très-assuré, montra de nouveau le commandement par écrit de Plautien, et voyant le grand danger où il était de la vie, à cause de l'amour extrême de Sévère pour son favori, s'avisa de demander à ces princes, qui étaient incertains de ce qu'ils devaient faire, qu'ils lui permissent de sortir du palais pour dire

à un confident d'aller trouver Plautien, et de l'avertir que son commandement était exécuté; qu'il était sûr qu'il viendrait aussitôt, pensant trouver le palais vide, et que c'était là le seul et vrai moyen de découvrir la trahison. Les princes trouvèrent l'expédient bon. Le tribun chargea un des siens d'aller trouver Plautien, de lui donner avis de l'exécution, et que le palais étant sûr, il y pouvait venir. Plautien, qui attendait ces nouvelles avec inquiétude, prit courage, se fit armer sous sa robe, et alla droit au palais, où les gardes croyant qu'il avait quelqu'affaire importante à communiquer aux Empereurs, le laissèrent entrer. Le tribun vient audevant de lui, le salue comme Empereur, et le prend par la main, feignant de le mener à la chambre où il croyait trouver les corps des deux princes. L'Empereur Sévère avait chargé quelques gardes de se saisir de Plautien dès qu'il serait entré dans la chambre. Plautien entra donc, mais en voyant les deux princes vivans, il s'écria qu'*il était trahi*. Sévère lui reprocha son ingratitude, les grands biens et les honneurs qu'il avait reçus de lui. Plautien, au contraire, rappela les longs services et sa fidélité avec tant de véhémence, que peu s'en fallut que l'Empereur ne fût séduit par ses paroles. Mais Plautien, en s'agitant, laissa voir ses armes sous sa robe. Antoninus, tout furieux et depuis long-temps animé contre lui, lui dit : J'entends que tu me répondes à ces deux points : Tu es venu à nous le soir sans être mandé, et puis que veut dire cette cuirasse? A-t-on jamais ouï parler de venir au palais ainsi armé? Alors il commande au tribun et aux autres qui étaient là, de

le tuer comme ennemi public. Ce qui fut aussitôt exécuté, et son corps *fut exposé par les rues, à la risée du peuple.*

RUFIN, STILICON ET EUTROPIUS.

L'EMPEREUR Théodose, sur la fin de son règne, éleva aux plus grandes dignités un Gaulois nommé Rufin. Cet homme acquit un tel pouvoir, qu'il fit mépriser à Théodose tous les grands de sa cour, et qu'il eut toute sa confiance. Il y avait alors dans l'Empire deux grands capitaines Timasius et Promotus, qui avaient rendu des services signalés. Rufin, impatient de les voir estimés du prince et des gens de bien, crut qu'il fallait les éloigner. Un jour il attaqua Promotus dans le conseil, et l'offensa si grièvement, que Promotus le frappa. Rufin, tout sanglant, alla trouver l'Empereur qui, tout en colère, dit qu'il mettrait ordre à de pareilles insolences, et traiterait comme ils le méritaient ceux qui ne changeraient pas de manière avec Rufin. Celui-ci ne se contenta pas de cela; il persuada à l'Empereur d'envoyer Promotus commander une armée en Thrace. Pendant qu'il était en chemin, Rufin le fit assassiner. Cette action atroce et préjudiciable à l'Etat, ne nuisit en rien à Rufin. Il fut, au contraire, désigné Consul, et poursuivit la ruine de Tatianus, et de Proclus, père et fils, qui n'avaient

d'autre tort que d'avoir administré avec intégrité. Il fit déposer Tatianus, puis il lui suscita un délateur et se fit nommer seul juge souverain de l'accusé. Proclus s'était retiré; mais Rufin jugeant qu'il était capable de porter atteinte à son autorité, exigea que Tatianus, son père, lui écrivît pour le faire revenir. Proclus obéit, comparut et fut aussitôt arrêté. Tatianus eut ordre d'aller dans son pays et de n'en point sortir, et Proclus fut condamné à mort.

L'Empereur ayant appris ce jugement, dépêcha à Rufin un ordre de surseoir à l'exécution; mais celui qui était porteur de l'ordre obéit plutôt à Rufin qu'à l'Empereur : il feignit d'être arrivé trop tard, et lorsque Proclus était déjà exécuté.

Ce fut à peu près vers ce temps que Théodose eut avis que l'Empereur d'Occident, Valentinien, avait été tué, par suite d'une conjuration tramée par Eugène. Résolu de venger cette mort, il nomma Timasius pour commander l'armée sous ses ordres, et pour son lieutenant Stilicon, qui avait épousé Serena, fille de son frère. Il désigna, en même temps, Arcadius, son fils, pour son successeur à l'Empire, et le laissa pour gouverner l'état pendant son absence : mais comme Arcadius était encore jeune, il mit Rufin auprès de lui, pour le conduire dans le maniement des affaires ; et il emmena avec lui son autre fils Honorius. Ses armes furent heureuses : Eugène périt dans la guerre, et Théodose vint à Rome, où il déclara aussi Honorius Empereur, et Stilicon lieutenant général de l'armée et tuteur de son fils. Ce prince ayant ainsi réglé ses affaires, et laissé

Honorius pour gouverner l'Italie, l'Espagne, les Celtes et toute l'Afrique, retourna à Constantinople, où il mourut. Ainsi, Arcadius et Honorius, enfans de Théodose, se trouvèrent, après la mort de leur père, Empereurs de nom, mais, dans la réalité, Rufin eut toute la puissance en Orient, comme Stilicon l'eut toute en Occident. Ces deux favoris gouvernèrent l'un et l'autre empire avec la même audace et la même licence. Tous les différends et tous les procès se terminaient par argent; celui qui en donnait le plus obtenait ce qu'il désirait : on vendait le repos aux villes et aux provinces; mais la paix était plus onéreuse aux peuples que la guerre. Les plus grandes terres étaient abandonnées à ces deux favoris, parce que ceux qui les possédaient craignaient d'être accablés par une fausse accusation. Les charges et les magistratures étaient également vendues à prix d'argent, et c'étaient eux seuls qui en profitaient. Les deux princes, stupides et sans esprit, ignoraient l'état de leur empire, et ne savaient ni ne croyaient que ce qu'il plaisait à Rufin et à Stilicon de leur dire. Cette autorité absolue fit penser Rufin à l'Empire : pour y parvenir, il projeta le mariage de sa fille avec l'Empereur Arcadius. Quelques officiers de la maison du prince, créatures de Rufin, furent chargés de le lui proposer. Quoique ce projet fût nouvellement entré dans l'esprit du ministre, cependant le bruit en était déjà répandu d'avance à la cour et dans tout l'empire : tant l'autorité de Rufin était grande, tant l'on croyait que rien ne lui était impossible! Pendant qu'il travaillait à la réussite de ce projet, il exerça, pour plaire à l'Empereur, une violence signalée.

Lucien, fils de Florentius, tout-puissant sous l'Empereur Julien, s'était jeté dans les bras de Rufin, et lui avait donné de grandes terres, pour avoir sa protection. Rufin se crut obligé de le servir auprès de l'Empereur. La charge de comte de l'Orient étant venue à vaquer, elle lui fut donnée. Lucien s'en acquitta en homme sage, et l'exerça sans aucune considération de personnes : ce fut ce qui causa sa ruine; car ayant refusé Encherius, oncle de l'Empereur, qui lui demandait une chose injuste, il fut tellement noirci auprès du prince, que celui-ci s'en plaignit à Rufin, qui l'avait mis dans cette charge. Rufin, sans rien dire à personne, part en diligence, et va à Antioche, où il fait prendre Lucien, l'oblige à se défendre, quoiqu'il ne fût pas accusé, et le fait cruellement mourir. Rufin, craignant que cette mort n'émût toutes les provinces de l'Orient, fit bâtir à Antioche, afin d'amuser le peuple, ce superbe portique qui a duré tant de siècles. Il revint ensuite à Constantinople, avec le dessein d'exécuter le mariage de l'Empereur et de sa fille : mais il fut trompé. L'eunuque Eutrope, qui était bien auprès de l'Empereur, lui proposa la fille de Promotus, qui était très-belle. Arcadius l'ayant vue seulement en peinture, déclara qu'il n'en voulait point d'autre. Ce mariage se ménagea si secrètement, que Rufin n'en eut aucun avis; et l'Empereur dissimula si profondément sa résolution, que son ministre crut que les préparatifs étaient pour sa fille; le peuple même, qui s'en réjouissait, y fut aussi trompé. Mais quand l'Empereur eut dit où il fallait porter les présens de noces, Rufin et ses créatures furent tout

étourdis. Rufin songea dès-lors aux moyens de perdre Eutropius : tel était l'état de l'Empire en Orient.

Stilicon était sous Honorius le maître de l'Occident, il s'affermit bien autrement que Rufin; car il fit épouser sa fille Marie à l'empereur. Son pouvoir prit de ce mariage un accroissement prodigieux; il disposa des armées en maître, il retint en Italie les meilleurs soldats et renvoya en Orient les inutiles. En affermissant ainsi sa fortune il affaiblissait celle de Rufin qui voulait s'égaler à lui; il fit courir le bruit qu'il irait en Orient pour prendre le même soin de l'Etat d'Arcadius qu'il prenait de celui de son frère; puisque l'empereur Théodose lui avait recommandé l'un et l'autre. Rufin tâcha de rompre ce voyage, il faisait néanmoins tout son possible pour affaiblir l'État d'Arcadius, et il se servait pour cela d'un des plus méchans hommes de l'empire. C'était Antiochus, fils de Musonius, l'un des plus savans hommes de son temps, qu'il fit proconsul de Grèce. Il donna la garde des Thermopyles à Gérontius dont il faisait servir les conseils à la ruine de l'Etat. Comme il savait qu'Alaric était mécontent de ce qu'on ne lui donnait pas un plus grand emploi, et qu'il n'avait d'autre commandement que celui que Théodose lui avait laissé sur quelques barbares, il lui fit dire sous main d'approcher ses troupes des Thermopyles d'où il ferait dans peu de notables progrès. Alaric entra en effet dans la Grèce où Gérontius le laissa pénétrer et qu'il ravagea cruellement. Il prit Athènes, entra de force dans plusieurs villes, se rendit maître du Péloponèse et de Lacédémone, et tout cela à l'aide de Gérontius qui lui rendait fa-

elle tout ce qu'il entreprenait. Ceux qui ne connaissaient pas le dessein de Rufin, lui donnaient de moment en moment avis de cette invasion de la Grèce; mais Rufin qui croyait que plus l'empire serait faible et affligé, plus il lui serait facile de l'envahir, se gardait bien de mettre ordre à tant de misères. Stilicon voyant que tout allait à une ruine inévitable, résolut de venir avec une armée en Achaïe et de chasser les barbares du Péloponèse, ce qu'il eût facilement exécuté s'il ne se fût pas abandonné aux voluptés du pays, aux femmes, aux comédies, aux bateleurs, pendant que les soldats harcelaient le reste des barbares. Ainsi il retourna en Italie sans avoir rien fait; il n'y fut pas plutôt arrivé qu'il avisa au moyen de faire mourir Rufin; et voici comment il y parvint. Il persuada à l'empereur Honorius que l'empire de son frère Arcadius était perdu s'il ne lui envoyait une bonne armée pour en chasser les barbares qui commençaient à s'y établir; l'empereur trouva cette proposition juste et l'exécution nécessaire. Stilicon nomma Gaynas pour commander ces troupes et lui donna en même temps des instructions sur la manière de faire mourir Rufin; Gaynas entreprit cette expédition, donna avis à Arcadius qu'il était près d'entrer dans ses états avec le secours de son frère, et avançant toujours arriva près de Constantinople. L'empereur Arcadius apprit ces nouvelles avec une grande joie; persuadé par Gaynas de sortir de la ville pour voir ses troupes dans la campagne, il y alla ayant Rufin à son côté; ces troupes saluèrent l'empereur à l'ordinaire, mais après le mot que leur dit Gaynas ils se jettèrent sur Rufin qu'ils déchirèrent en pièces.

L'un lui emporta un bras, l'autre une jambe et un autre la tête; il y en eut qui par risée portèrent une de ses mains par la ville, demandant de l'argent, comme pour rappeler que Rufin en avait exigé de tout le monde. Stilicon, pour se défaire ainsi de lui, s'était servi d'Eutropius qui avait une grande autorité à la cour d'Arcadius, et qui l'eut toute entière après cette action violente: car il s'empara d'une partie des grands biens de Rufin; quelques courtisans s'emparèrent de l'autre. La femme et les filles de ce favori s'étaient retirées dans une église, comme dans un asile; Eutropius leur donna sa parole qu'il ne leur serait rien fait, mais qu'elles iraient à Jérusalem pour y finir leurs jours. Eutropius, que l'exemple de Rufin aurait dû rendre plus sage, usurpa dans l'Etat la principale autorité et éloigna tous ceux qui pouvaient la lui contester; il s'attaqua sans sujet à Timasius, ce capitaine dont nous avons déjà parlé. Il y avait un méchant homme nommé Bargas, de très basse extraction, banni de son pays pour ses crimes, et qui s'était retiré à Sardes; l'humeur joviale de ce Bargas plut à Timasius; il le prit en affection et lui donna quelques charges dans l'infanterie, il le mena même avec lui à Constantinople, ce qu'on trouva fort mauvais. Eutropius reconnut que Bargas était un instrument très propre pour perdre Timasius son protecteur: il le corrompit et parvint à l'engager à accuser Timasius d'avoir dessein d'attenter à la vie de l'empereur pour régner à sa place. Bargas en produisit de fausses lettres, l'empereur fut juge de cette accusation. On trouva mauvais qu'un méchant homme comme Bargas fît perdre l'honneur et la

vie à Timasius qui avait bien servi l'Etat. L'empereur se déporta de ce jugement et le commit à Saturninus et à Procope : Saturninus était un fort honnête homme, mais tellement attaché aux intérêts de ceux qui gouvernaient qu'il ne pouvait rien faire qu'à leur volonté ; mais Procope, gendre de l'empereur Valens, était d'un esprit indépendant et disait tout ce qu'il pensait : il ne put s'empêcher de dire à Saturninus qu'il ne fallait pas souffrir *qu'un infâme fût l'instrument de la ruine d'un homme de bien.* Néanmoins Timasius fut relégué en un lieu fort misérable et stérile, d'où l'on ne pouvait jamais sortir une fois qu'on y était entré ; c'était une campagne vaste, inhabitée, sans arbre, sans aucune retraite, et sablonneuse au point qu'on n'y pouvait reconnaître aucun vestige de ceux qui y voyageaient. Bargas ne tarda pas à suivre Timasius, car, étant devenu à charge à Entropius, celui-ci le fit accuser par sa femme, ce qui fut cause de sa mort.

Cependant la puissance d'Entropius croissait de jour en jour, ses richesses égalaient celles de l'empereur, il avait par tout l'Orient des gens affidés qui lui donnaient avis de l'état des villes et des provinces, et de la fortune des particuliers ; sur ces avis il attaqua Abundantius qui avait de grands emplois : le premier mal qu'il lui fit fut de lui ôter ses charges ; puis il le fit chasser de la cour et reléguer enfin à Sidon en Phénicie pour y passer le reste de ses jours. Cet homme éloigné, il ne restait plus personne à Constantinople qui pût traverser ses desseins ; tout ce qui le tourmentait c'était la puissance de Stilicon en Occident : il ne pouvait souffrir qu'elle

s'étendit jusqu'à lui : pour lui prouver qu'il n'en avait point où il était, il fit ordonner en plein sénat et sous l'autorité d'Arcadius, que Stilicon était ennemi de l'empire. Cela fait, il envahit l'Afrique qui était du partage d'Honorius et l'unit à l'empire d'Orient; mais cette entreprise n'eut pas un long succès. Stilicon résolut de recouvrer cette province et en vint à bout par le moyen du frère même de celui qui l'avait enlevée pour Arcadius. La haine entre Eutropius et Stilicon augmenta de jour en jour, ils travaillèrent l'un l'autre à qui ferait plus de mal; ils avaient un grand nombre des plus méchans des deux empires, et par leurs calomnies et leurs pernicieux artifices, ils faisaient venir toutes les richesses de l'Orient et de l'Occident. L'autorité de Stilicon paraissait plus assurée par le mariage de sa fille avec son maître; Eutropius ne tenait pas par ce lien. Les grands des deux empires souffraient impatiemment cette domination. Gaynas, qui avait rendu quelques services et qui était fâché que tout le bien et toutes les grandeurs allassent à Eutropius, communiqua son dessein à Tribigilde, homme fort courageux, et qui avait un commandement en Phrygie; celui-ci, furieux contre Eutropius, entreprit de les brouiller. Il alla dans son gouvernement; il y amassa tout ce qu'il avait de troupes, ravagea tout par où il passa, et fit tant de progrès que l'Asie fut en péril. L'empereur Arcadius, stupide et sans aucune connaissance de la subversion de son empire, ne mit de lui-même aucun ordre à ces commencemens; il se reposa tout entier sur Eutropius, qui destinait Gaynas et Léon à la répression des rebelles. Léon eut

ordre d'aller en Asie, et Gaynas en Thrace et dans l'Hellespont: ce Léon était sans vertu et n'avait pour lui que d'être le confident d'Eutropius. Gaynas devait s'opposer à Tribigilde; mais voyant l'occasion belle pour exécuter ce qu'ils avaient projeté, Tribigilde et lui, il se conduisit tellement qu'il donna le temps à Tribigilde de ruiner le pays, sans qu'on pût découvrir sa trahison. Léon même et ses troupes furent mis en déroute sans qu'on en devinât la cause; Eutropius quoique bien averti, ne put découvrir les menées de Gaynas, qui étant en Phrygie, écrivit à l'empereur Arcadius qu'il ne lui était plus possible de défendre l'Asie contre Tribigilde, à moins qu'il ne lui remît entre les mains Eutropius seule cause de tous les maux de l'empire. Arcadius, faible et sans courage, se contenta d'ôter les charges à Eutropius et de lui ordonner de se retirer. Eutropius ne crut pas trouver de meilleur asyle qu'une église; mais Gaynas pressant et disant que Tribigilde ne mettrait bas les armes qu'à la mort d'Eutropius, celui-ci fut tiré de son asyle et envoyé en Cypre, avec l'assurance qu'on ne le ferait pas mourir. Gaynas s'opiniâtra à demander la vie de ce misérable avec tant de violence que le conseil de l'empereur fut contraint de manquer de parole à Eutropius; on le fit revenir à Constantinople, et de là on le mena à Chalcédoine, où il fut étranglé.

De son côté, Stilicon, voyant les mauvaises intentions de ceux qui gouvernaient Arcadius, eut aussi l'ambition de régner : pour cela, il traita avec Alaric, roi des Visigoths, afin d'avoir son assistance. Il

voulait, disait-il, accroître l'empire de son maître de la province d'Illyrie, qui était du partage d'Arcadius. Comme il pensait à faire cette conquête, Stilicon se vit contraint de se retourner contre quatre cent mille Allemands, Celtes, et autres nations, qui remplissaient tout de terreur, et qui voulaient envahir l'Italie. Stilicon vint jusqu'à Pavie, ramassa tout ce qu'il put de forces, et mit toute cette armée en déroute. Cette victoire signalée haussa son courage, et peu s'en fallut que la milice ne le reconnût Empereur.

Après cette expédition, il continua ses desseins sur l'Illyrie; mais quelque affaire étant survenue, il retourna à Rome, où il trouva Serena, sa femme, qui avait persuadé à l'Empereur de prendre pour seconde femme leur fille Thermantia, la première femme d'Honorius étant morte sans enfans. En passant à Ravennes, Stilicon reçut les ambassadeurs d'Alaric, qui était ou feignait d'être mécontent, et qui, suivant son dessein, s'était approché d'Italie. Stilicon s'étonna en apparence, laissa les ambassadeurs à Ravennes, et vint en diligence à Rome, pour délibérer avec l'Empereur et le Sénat sur ce qu'il y avait à faire. Alaric demandait une grande somme d'argent, qu'il disait avoir employée aux expéditions qu'il avait entreprises, prétendait-il, par l'ordre de Stilicon. On agita, dans le Sénat, si on ferait la guerre à Alaric, ou si on le contenterait : l'avis général était pour la guerre; Stilicon, au contraire, était pour la paix, et son avis fut suivi par le petit nombre de ceux qui n'osaient lui être contraires. Il dit qu'Alaric n'avait rien fait que par l'ordre d'Honorius; et il

fit voir, par des lettres qu'il produisit, que son intention avait été d'étendre son empire. Il rejeta la faute sur sa femme Serena, qui avait voulu conserver les deux Empereurs en paix. Lampadius, un des principaux du Sénat, indigné de cette lâche résolution, s'écria : Ce n'est pas une paix, mais un traité d'esclaves. Cette parole l'obligea de se sauver dans une église, de peur de quelques mauvais traitemens. Stilicon retourna à Ravennes ; l'Empereur, persuadé par Serena, qui craignait qu'Alaric ne le surprît dans Rome, ville peu sûre et mal munie, voulut aussi y aller pour voir son armée. Stilicon, qui n'était pas en bonne intelligence avec sa femme, empêcha ce voyage de tout son pouvoir. Il alla jusqu'à faire faire une sédition militaire, à dessein d'en détourner l'Empereur ; mais ni Stilicon, ni ses confidens, n'y purent réussir. Pendant qu'Honorius était en route, il apprit la mort de son frère Arcadius. Stilicon le vint trouver à Bologne, pour aviser à ce qu'il fallait faire dans cette circonstance. Il voulut aller en Orient, pour établir Théodose le jeune, fils d'Arcadius, qui était en bas âge et avait besoin de tuteur. Honorius voulut y aller aussi pour la même cause ; Stilicon lui remontra les difficultés que présentait ce voyage : il lui dit qu'il n'y avait point d'argent pour un si grand dessein ; qu'il ne fallait pas laisser l'Italie et le reste de l'Empire à la fureur de Constantin, qui était à Arles ; qu'il fallait engager Alaric à lui faire la guerre ; et, que pour lui, Stilicon, il était à propos qu'il allât en Orient avec ses pouvoirs impériaux, pour faire reconnaître le nouvel

Empereur. Honorius crût Stilicon, et lui accorda tout ce qu'il désirait. Cependant, celui-ci ne faisait aucuns préparatifs; il ne faisait pas même marcher les troupes qu'il devait mener avec lui : car il craignait qu'avant de partir, les capitaines ne voulussent voir l'Empereur, et ne l'avertissent de beaucoup de choses contre lui. Il n'ignorait pas qu'il y avait près de l'Empereur un nommé Olympius, son ennemi, qui entretenait son maître de tout le mal qu'il pouvait inventer contre lui, et qui lui avait fait croire que Stilicon voulait aller en Orient pour faire mourir le jeune Théodose, et proclamer Encherius, son fils. Cet Olympius fit plus : il excita une grande sédition militaire dans l'armée qui était à Pavie; un grand nombre des principaux chefs y furent tués. Stilicon, averti, et se défiant de l'humeur inconstante d'Honorius, n'osa s'approcher du lieu où il était. Olympius, qui avait l'oreille de l'Empereur, tira de lui un ordre aux gens de guerre qui étaient à Ravennes, pour arrêter Stilicon : celui-ci l'ayant su, se sauva, de nuit, dans une église. Le jour venu, les soldats entrèrent dans cette église; et jurèrent à l'évêque qu'ils n'avaient point d'ordre de le tuer, mais de le garder. Néanmoins, il n'en fut pas sitôt dehors, qu'on apporta un autre ordre de le faire mourir, pour avoir trahi l'Empire. Encherius, son fils, se sauva, et se retira à Rome. Comme les soldats traînaient Stilicon pour le faire mourir, ses amis et ses domestiques firent un effort pour le sauver; mais Stilicon offrit volontiers sa tête à ceux qui le tuèrent.

Ainsi finit ce favori, qui commanda vingt-trois ans les armées de l'empereur Honorius.

CONSTANTIN MÉSOPOTAMIEN,

SOUS L'EMPEREUR ALEXIS-L'ANGE COMNÈNE.

L'Empereur Alexis l'Ange fut un des plus méchans princes de l'Empire d'Orient. Parvenu au trône par le meurtre de son frère Isaac, il se laissa tellement dominer par ceux qui l'entouraient, qu'en peu de temps ils amassèrent de grands biens par la vente des offices, gouvernemens et principales charges de l'Etat. L'impudence alla si loin, qu'on en vendit à des Scythes et à des Syriens, qui en donnaient plus d'argent que les naturels du pays. L'impératrice Euphrosine, qui voyait ces désordres, dit tout haut, ou qu'il fallait les empêcher, ou que l'argent de ces charges devait venir au profit de l'Empereur, et non pas à des particuliers. Elle proposa à Alexis l'Ange, comme un bon ministre pour la reformation de l'Etat, Constantin Mésopotamien, qui avait eu quelque autorité sous Isaac. Elle n'ignorait pas, cependant, que son mari n'aimait pas Constantin, parce que tout ce qui avait été fait par son frère ne lui avait jamais plu, et qu'il haïssait ceux qui avaient eu quelque commandement sous lui. Toutefois elle eut assez de pouvoir pour persuader à l'Empereur que Constantin était

l'homme qu'il lui fallait. Il lui confia donc la conduite de l'Empire. Constantin devint tout-puissant; il fit tous les établissemens qu'il voulut; et connaissant combien l'Empereur oubliait facilement ceux qui avaient quelque pouvoir près de lui, il s'attacha à ne pas le perdre de vue. Ceux qui se virent disgraciés par le crédit qu'obtenait de jour en jour Constantin, trouvèrent ce grand changement fort étrange. Ils ne pensèrent point à se venger du nouveau favori, mais de l'impératrice qui l'avait introduit. Quoique cette résolution fût hardie et périlleuse, ils allèrent, un jour, trouver l'Empereur au moment où il montait à cheval pour faire un grand voyage. Ils lui représentèrent l'honneur qu'avaient quelques-uns de lui être liés par le sang; qu'ils avaient acquis de grands biens à son service; qu'ils ne pouvaient plus souffrir que son honneur et celui de l'Empire fussent souillés par la vie impudique de sa femme, et qu'il était à craindre que, dans la fureur qui la possédait, elle n'attentât à sa vie pour envahir l'Empire en faveur de son ami. Ils lui désignèrent celui dont ils entendaient parler. C'était un nommé Batazes, que l'Empereur avait adopté. Ce prince, sans s'informer davantage de la vérité, ordonna à un de ses gardes d'aller tuer Batazes en Bythinie, où il commandait une armée. Ce garde exécuta l'ordre, rapporta la tête de Batazes à l'Empereur, qui la fit jeter à terre, lui donna des coups de pied, et proféra quelques paroles que l'histoire n'a pas cru devoir répéter.

Euphrosine pensa de son côté à ce qu'elle avait à faire: ayant été accusée d'adultère, elle craignait non seule-

ment d'être chassée du palais, mais elle voyait sa mort comme présente; elle s'adressa donc à tous ceux qui avaient quelque crédit auprès de l'empereur. Alexis l'Ange était si irrité de cette accusation, qu'il ordonna une information: il fit donner la question à des femmes de l'impératrice, interroger ses eunuques et ensuite il la fit sortir du palais, vêtue tout simplement et accompagnée seulement de deux pauvres servantes; il l'envoya sur une barque dans un monastère vers le Pont. Ceux qui avaient accusé cette princesse n'avaient pas cru que l'empereur irait si loin; repentans de leur action, ils résolurent d'employer tous les artifices possibles pour adoucir l'esprit de l'empereur en faveur de l'impératrice. Constantin Mésopotamien se joignit à eux pour opérer cette réconciliation: il fit le plus grand effort et eut un tel succès que l'empereur tira sa femme du monastère et lui donna une plus grande autorité qu'auparavant. Ce retour de l'impératrice enfla l'esprit de Constantin et le rendit si insolent qu'il ne voulut souffrir auprès de l'empereur que ceux qu'il y mettait lui-même; il refusa comme au-dessous de lui, une des plus belles charges de la cour qu'il avait exercée du vivant du dernier empereur; de lecteur qu'il était dans l'église, il voulut être fait diacre, dignité ecclésiastique qui l'élevait beaucoup. Le patriarche de Constantinople, à la prière de l'empereur, fit ce que désirait Constantin. Cet homme dissimulé fit dire à Alexis que sa nouvelle dignité l'obligeait à quitter le palais et les affaires; que les canons ne permettaient pas aux ecclésiastiques de se mêler des affaires civiles, et qu'il ne désirait pas unir deux choses in-

compatibles. Alexis, qui ne pouvait se passer de lui, contraignit le patriarche de le mettre au-dessus des canons, en l'autorisant de servir tout à la fois Dieu et l'empereur.

Peu de temps après, Constantin fut fait archevêque de Thessalonique, dignité qui le pouvait mettre à couvert de toutes sortes de poursuites s'il se fût retiré du maniement des affaires. Mais son esprit ambitieux, ennemi du repos et avare à l'excès, ne lui permit pas de rester dans les bornes de sa charge ecclésiastique : il croyait qu'il ne serait plus rien s'il n'avait d'un côté l'église, et de l'autre le palais de l'Empereur, pour dominer les deux ensemble. Comme il était obligé de se trouver aux assemblées ecclésiastiques et aux offices de l'église, qui lui emportaient une bonne partie de son temps, et qu'il ne pouvait être auprès de l'Empereur, il chargea ses deux frères de ne pas le perdre de vue afin que pendant son absence, personne ne s'insinuât dans les bonnes grâces de ce prince, très-inconstant dans ses affections. A son retour de Thessalonique, il gouverna l'Empereur si absolument, que rien ne lui était impossible. Sa faveur augmenta encore par les mesures qu'il prit pour assoupir la révolte de quelques grands. Les ennemis de Constantin, qu'il avait chassés de la cour, et traités depuis comme esclaves, crurent que sa faveur, quelque grande qu'elle fût, était comme une habitude du corps qui ne peut pas rester long-temps la même. S'étant donc unis en assez bon nombre, ils allèrent trouver l'Empereur, auquel ils représentèrent le tort que lui faisait Constantin son favori ; quoique leur discours fût appuyé sur d'assez faibles

raisons, il ne laissa pas de faire impression sur l'esprit du prince. Ils se servirent d'un nommé Michel Stryphinus, officier de mer, le plus avare de tout l'empire, que Constantin avait fort persécuté, en lui retranchant beaucoup de droits de sa charge, sur lesquelles il faisait de grands profits. La violence de cet accusateur fut telle que l'Empereur abandonna Constantin, sans trop vérifier les accusations; on alla même jusqu'à délibérer si on ne le destituerait pas de son archevêché sans l'entendre. Le patriarche de Constantinople, soit par ordre de l'Empereur, soit par la haine qu'il portait à Constantin, le fit déclarer dans une assemblée de prélats, indigne de l'archevêché de Thessalonique, et en fit dresser un acte qu'il remit au gouverneur de cette ville pour l'exécuter. Cette action, quoique injuste et sans fondement légitime, tourna à la gloire de ceux qui en étaient les auteurs, tant la haine que l'on portait à Constantin était grande. Ses ennemis après ce rude coup n'eurent pas de peine à consommer sa ruine; aussi en peu de temps lui et ses deux frères furent-ils honteusement chassés; leurs biens leur furent ôtés, et ils se virent réduits à un misérable état.

MAIO,

GRAND-AMIRAL DE SICILE, SOUS GUILLAUME Ier, SURNOMMÉ LE MECHANT. (1153.)

Guillaume Ier, fils de Roger, Roi de Sicile, s'acquit, dans les commencemens de son règne, le surnom de *Grand*, par ses conquêtes, ses grandes actions et son courage. Mais la longue paix dont il jouit ensuite fit reconnaître en lui des vices énormes, une infâme avarice et de barbares cruautés. L'Italie le surnomma alors le *Méchant*. Ce Roi se laissa gouverner par un nommé Maio, le plus méchant homme de son royaume. Cet homme était fils d'un vendeur d'huile, de la ville de Barri, dans la Pouille. Il fut d'abord notaire du palais, puis chancelier, et enfin grand-amiral. Il avait beaucoup d'esprit, était très-éloquent, fort dissimulé, adonné à toutes sortes de vices, et surtout aux femmes. Son plus grand plaisir était de faire enlever les filles et les femmes des plus illustres maisons du royaume. Maio, se voyant au-dessus de tous les grands et très-puissant auprès de son Roi, eut une telle confiance dans sa faveur et dans ses artifices, qu'il s'imagina pouvoir parvenir à la royauté. Il communiqua une partie de son dessein à Hugues, archevêque de Palerme, homme d'un grand esprit et fort artificieux. Il l'attira dans son infidélité. Tous deux contractèrent une sorte d'alliance qu'ils jurèrent sur la sainte

hostie, qu'ils partagèrent entre eux, suivant la coutume du temps et du pays. L'archevêque fut dès lors appelé au service du Roi, et employé près de sa personne. La première chose qu'ils jugèrent convenable de faire fut, d'exterminer tous les grands qui pourraient entraver leur dessein. Les seigneurs les plus à craindre étaient les comtes de Loritello, cousin du Roi, de Policastro et de Squillace. Maio résolut de commencer par eux l'exécution de sa conjuration. Le Roi était allé à Messine, et de là, passant la mer, il vint à Salerne, où le comte de Loritello et les autres barons se rendirent pour le saluer. Maio, sachant leur arrivée, prépara contre eux l'esprit du Roi, et fit si bien que le prince ne les voulut point voir. Le comte se retira indigné de cet affront. Quelques jours après, le Roi retourna à Palerme de si mauvaise humeur, qu'il ne voulut plus voir personne que Maio et l'archevêque. Il ne fut pas plutôt arrivé en Sicile, qu'il eut avis qu'il y avait dans la Grèce une armée préparée pour envahir la Pouille. Tout le pays en fut étonné, et l'ambition extraordinaire de Maio fit craindre une guerre civile et une guerre étrangère. Le chancelier et le comte de Policastro commandaient, pour le Roi, une puissante armée destinée à empêcher la descente des ennemis dans la Pouille, et à contenir le peuple dans le devoir. Cette circonstance servit à Maio pour persuader au Roi que Robert, comte de Loritello, aspirait à la royauté, et se vantait que le Roi Roger, son oncle, l'avait choisi pour lui succéder, en cas que son fils se rendît indigne de la couronne. Il dit qu'il fallait aller au-devant de ses desseins, et fit mander, par

le Roi, au chancelier d'attirer à Capoue le comte de Loritello, de l'arrêter et de l'envoyer, sous bonne garde, à Palerme. Le comte connaissait les artifices de Maio; mais, rassuré par la bonne volonté du peuple, il alla jusqu'aux portes de Capoue. Là, ayant eu avis des desseins formés sur sa personne, il s'en retourna dans la Pouille. Peu après Maio parvint, par ses menées, à diviser les troupes du chancelier et du comte de Policastro. Il espérait ruiner ce comte, et semer la mésintelligence parmi les chefs; et il réussit si bien, que le chancelier lui écrivit que le comte de Policastro était l'auteur de toutes les séditions; que le comte de Loritello, sur l'avis de Policastro, s'était échappé; qu'il y avait entre eux de grandes menées contre l'Etat, et du danger à leur confier le commandement d'une armée. Maio présenta au Roi ces accusations sous un jour encore plus odieux : il lui dit qu'il ne fallait plus douter que ces deux comtes ne fussent criminels de lèse-majesté. Il lui fut d'autant plus facile de persuader le Roi, que Guillaume, en parvenant à la couronne, avait conçu, contre ses proches et ses alliés, des soupçons dont il n'était pas encore guéri. Le comte de Policastro fut donc mandé par le Roi, remplacé à l'armée par un autre seigneur, et mis en prison. Après cela, le Roi se renferma dans son palais, et y resta plusieurs mois, sans communiquer avec d'autres que Maio et l'archevêque. Ce genre de vie extraordinaire donna lieu à quelques séditions et au bruit qui courut en Sicile et dans la Pouille, que le Roi était mort. Sur ce bruit, le comte de Loritello se rendit maître de quelques places mari-

times; Robert, de Surrente, qui prétendait, par droit de succession, à la principauté de Capoue, leva des troupes, et fut reçu dans la ville de ce nom. L'empereur de Constantinople traita avec le comte de Loritello pour le recouvrement de la Pouille, et envoya à Brindes une armée de mer avec tout l'équipage nécessaire.

La nouvelle de ces rébellions vint à Palerme. Le Roi écrivit aux grands qui ne s'étaient pas révoltés, pour les contenir dans leur devoir. Maïo, de son côté, avança son dessein, et s'en découvrit à quelques-uns. Il y avait alors à Palerme un seigneur courageux, homme de conseil, ennemi de toute nouveauté, nommé le comte de Montescaglioso. Maïo jugea ce comte propre à son dessein; il le mit dans la disgrâce du Roi. Le comte était gouverneur de Néeto, de Sclafani et de Calatanisseta, en Sicile. Néeto était plus important, comme place forte et bien peuplée. Maïo trouva moyen de faire naître de la jalousie dans l'esprit du Roi, contre le comte, et de lui faire ôter Néeto. Le comte, offensé de se voir privé, contre toute justice, d'une retraite si sûre, résolut de se venger. Maïo, averti du mécontentement du comte, le fit venir en secret, lui protesta qu'il avait fait son possible pour empêcher le Roi de lui ôter cette place, blâma la folie du prince, bref, assura le comte que, dans peu de temps, il n'y aurait plus aucun grand dans le royaume, et qu'il le savait du Roi lui-même. Il lui fit entendre qu'il fallait prévenir cette résolution en exterminant ce tyran, et ne pas souffrir qu'un royaume si florissant eût à gémir d'une telle barbarie. Le comte écouta attentivement le discours de Maïo, et jugea où

il tendait. Enfin, après avoir dissimulé quelque temps, il dit franchement à Maïo que tout dépendait de lui; que le peuple croyait que le Roi ne faisait rien sans son avis; qu'il fallait publier les faiblesses d'esprit et les cruautés du Roi, et en demander vengeance au peuple; que, par ce moyen, le pays serait délivré de la tyrannie de ce prince. Le comte s'offrit d'aider à cette délivrance. Cette résolution plut fort à Maïo; il découvrit au comte que l'archevêque et plusieurs autres étaient de cet avis, et qu'après la mort du Roi, ils avaient décidé de le choisir, lui Maïo, pour souverain; ce qu'il avait toujours refusé, se sentant trop faible pour un si pesant fardeau. Il ajouta, ce qui était bien loin de sa pensée, qu'il était plus à propos que le fils fût mis à la place du père. Le comte, qui connaissait la fourberie de Maïo, répondit que les grands ne souffriraient jamais le fils à la place du tyran, parce qu'il aurait sans doute les mêmes inclinations; et il dit que Maïo n'aurait pas de peine à se faire reconnaître Roi, parce qu'on était accoutumé à lui rendre toutes sortes d'honneurs et à lui obéir, depuis quelques années. Maïo se découvrit alors, et dit au comte qu'il ne tiendrait qu'à lui s'il voulait y employer son crédit. Le comte promit à Maïo de l'assister de tout son pouvoir, et tous deux s'engagèrent par sermens. Mais le comte pensait à toute autre chose qu'à ce qu'il promettait; car il jugeait très-indigne de voir un infâme, le fils d'un vendeur d'huile, élevé à la royauté par une aussi détestable trahison. Il avait résolu qu'aussitôt que Maïo aurait tué le Roi, il vengerait à l'instant cette mort sur Maïo lui-même, et conserverait ainsi le royaume

au fils aîné du Roi. Il ne pouvait cependant se résoudre à laisser faire Maïo, et il pensa à le tuer dans les bras même du Roi, s'il ne pouvait en avoir raison autrement. Il communiqua son dessein à quelques amis très-résolus, qui entrèrent dans le palais de Maïo pour l'assassiner ; mais, sur une nouvelle qui vint en ce moment de l'arrivée de plusieurs galères, ils n'exécutèrent point leur entreprise, parce qu'ils crurent que cela pourrait apporter quelque changement dans les affaires. Le comte, craignant que Maïo n'eût quelques soupçons, vint le trouver et lui dire qu'il avait envoyé ses gens chez lui, pour que, de là, ils entrassent dans le palais du Roi, et exécutassent leur dessein ; et que, sans l'arrivée de ces galères, le Roi serait mort. Il n'eût pas sitôt achevé, qu'on vint avertir Maïo que le comte était entré dans son palais, avec une bonne troupe de soldats, pour le tuer. Maïo rejeta cet avis, en disant qu'on ne lui en voulait pas.

Pendant ce temps, le Roi fut informé que Barthélemi Gressulitto s'était révolté contre lui, et s'était emparé du château de Butera ; qu'un grand nombre de mécontens se rendait à lui, et que les principaux de l'île étaient tout disposés à la rébellion. Le Roi envoya à Butera le comte Eberard, sage et fidèle, pour persuader aux rebelles de quitter les armes. Ceux-ci répondirent qu'ils n'en voulaient point au Roi, mais qu'ils désiraient qu'il connût les trahisons de Maïo, de l'archevêque de Palerme, contre lui et contre l'Etat ; que s'il faisait mourir ces traîtres par l'ordre de la justice, ils se rendraient à lui, et

lui obéiraient comme auparavant. Le comte Eberard rapporta fidèlement ces discours : le Roi en eut horreur ; mais ne pouvant se résoudre à faire mourir un homme qu'il avait élevé si haut de la poussière, et croyant, de plus, qu'il y allait de son autorité de faire rentrer les rebelles dans le devoir, il s'abandonna plus que jamais aux conseils de Maïo, et se déclara contre le comte Eberard, mais remit à s'en venger à un autre temps. Cependant, le comte de Montescaglioso alla trouver les rebelles à Butera; ce qui excita une grande sédition, à Palerme, contre Maïo. Le peuple demanda le comte de Policastro, injustement retenu en prison ; Maïo, ne pouvant résister, délivra le comte par ordre du Roi ; et le peuple s'apaisa. Mais cette sédition augmenta le nombre des rebelles à Butera : on craignit un soulèvement général. Le Roi sortit de Palerme, menant avec lui le comte de Policastro. Il alla assiéger Butera, qu'il ne put forcer ; mais, de l'avis du comte de Squillace, les assiégés entrèrent en traité. Il fut convenu que le comte de Montescaglioso sortirait du royaume avec tous les siens, et que le château serait remis entre les mains du Roi : la rébellion fut ainsi assoupie en Sicile. Le comte de Montescaglioso alla à Messine, pour passer de là dans la Pouille.

Le chancelier, à l'instigation de Maïo, vint, dans ce même temps, trouver le Roi, et accusa de plusieurs crimes le comte de Squillace, qui fut mis aussitôt en prison, où il mourut peu de temps après, sans autre forme de procès. Le Roi, voulant passer

dans la Pouille avec une puissante armée, fit arrêter à Messine le comte de Montescaglioso, qui se retirait, suivant le traité. Il mit en déroute les Grecs, qui étaient venus pour envahir son état, prit leurs chefs, qu'il envoya à Palerme, et de là mena son armée devant Barri, dont les habitans avaient démoli son château. Ce peuple, voyant le Roi puissant, se rendit sans résistance; mais le Roi, indigné de la ruine de son château, donna deux jours aux habitans pour emporter leurs biens, et rasa la ville. Cette sévérité épouvanta tellement le comte de Loritello et les rebelles, qu'ils abandonnèrent tout pour se sauver. Robert de Surrente, qui était dans Capoue, les suivit; mais, en passant une rivière, il fut arrêté par le comte Richard, l'un des rebelles, qui, contre la foi donnée, le livra au Roi: il fut conduit à Palerme, où, par ordre de Maïo, on lui creva les yeux. Le comte de Montescaglioso eut le même sort, et fut condamné à une prison perpétuelle. Plusieurs grands du royaume furent retenus en divers lieux: les uns eurent les yeux crevés, les autres furent honteusement fouettés, et tous cruellement traités dans des prisons obscures, le tout par l'ordre et le conseil de Maïo, qui, pendant ce temps, abusait des femmes et des filles des grands seigneurs. Cet homme, qui ne pensait qu'à son projet, jugea qu'il ne pouvait rien faire, tant que le comte de Squillace serait en vie. Comme il n'avait rien à lui reprocher, il chercha tous les moyens de l'accabler par des calomnies. Ce comte allait souvent à la chasse, bien accompagné,

selon la coutume des grands de Sicile. Un jour, Maïo fit croire au Roi qu'il s'était retiré pour entraîner avec lui une partie du royaume. Le Roi envoya après le comte, qui revint et fut aussitôt arrêté, puis eut les yeux crevés et la langue coupée. Maïo, après la mort de ce seigneur, pensa qu'il n'y avait plus personne qui pût le traverser en ses desseins. Il corrompit le peuple par des largesses; il donna les charges aux principaux, pour les opposer à la noblesse; il confia le gouvernement de la Pouille et de Naples à Simon le sénéchal, son parent, et fit son frère général de l'armée de terre. Il accordait des faveurs aux gens de guerre étrangers, rendait des honneurs extraordinaires aux ambassadeurs des princes, et disposait de tous les bénéfices, sans que le Roi s'en mêlât.

Cependant, le comte de Loritello travaillait ceux de la Pouille, où il faisait des courses et ravageait les terres. Le Roi se vit obligé d'y aller, et parvint à y mettre ses ennemis en déroute. Il prit Richard Mandra, l'un des chefs, et un évêque, qu'il fit mener à Palerme, où il les fit mourir. Ce fut alors que Maïo jugea qu'il n'y avait plus d'obstacles à son dessein. Il commença par rendre le Roi ridicule et inepte aux yeux du peuple; il lui imputait toutes les cruautés qui avaient été faites depuis quelques années. Si le Roi commandait quelque chose d'un peu sévère, il le faisait savoir au peuple, et en empêchait l'exécution. Ce fut lui qui fut cause que les Sarrasins se rendirent maîtres d'Aphrodise en Afrique, que le

Roi tenait des conquêtes de son père ; il empêcha que cette ville assiégée ne fût secourue de vivres, le revenu de la Sicile ne pouvant pas, disait-il, y suffire.

Il découvrit toute son ambition, en faisant voir la couronne et toutes les marques de la royauté qu'il avait préparées, du consentement de la Reine qui trahissait le Roi son mari, et s'abandonnait honteusement à ce favori. Il alla jusqu'à faire tenter le pape Alexandre III, par toutes sortes de présens, pour qu'il privât le Roi de son état, et lui en donnât l'investiture. Après tant de trahisons et de perfidies si publiques, il ne se trouva personne assez hardi pour l'accuser : on avait devant les yeux les exemples funestes de tous ceux qui avaient voulu s'opposer à ses desseins. Mais quelques grands de la Pouille, indignés d'une si cruelle tyrannie, résolurent de brouiller l'État plus que jamais; ils firent défense d'obéir à Maïo et à ceux qui étaient mis par lui dans les charges. Ils renouvelèrent leur premier dessein de poursuivre Maïo jusqu'à la mort, ou de le chasser du royaume. Les comtes Jonata, d'Aquila, d'Acera et de Gravina, cousin de la Reine, étaient à la tête de l'entreprise. Mario Burello, gentilhomme fort vaillant et très éloquent, fit déclarer en faveur de leur parti la ville de Salerne sa patrie. Il n'y avait que la Sicile qui fût en paix, parcequ'il n'y restait plus aucun grand pour résister à Maïo, si ce n'est le comte Sylvestre, proche parent du Roi, homme de peu de sens et fort timide : quoique ce seigneur approuvât la révolte de la Pouille,

il n'osa jamais se prononcer malgré la promesse qu'il en avait faite. Le comte Créonese, espérant que ceux de la Pouille le vengeraient de l'enlèvement de sa fille fait par Maïo, ne voulut pas se déclarer sitôt. Les nouvelles de tous ces mouvemens étonnèrent le favori, il engagea le Roi à écrire aux villes qui ne s'étaient point ouvertement déclarées, de persister dans leur devoir. Mais les choses en étaient au point que ces lettres quoique du Roi, furent publiquement déchirées comme venant de Maïo. Celui-ci voyant le peu d'effet de ses artifices, eut recours à d'autres: il écrivit à son frère, lieutenant pour le Roi dans la Pouille, de promettre double paye aux soldats, afin d'embaucher par ce moyen ceux des ennemis. Informé que Simon le Sénéchal, son cousin, s'était retiré dans un château-fort de peur des barons, il envoya l'evêque de Mazara dans la Pouille, pour tâcher de faire croire à ces peuples toute autre chose de lui que ce qu'ils en publiaient; mais cela lui réussit mal, car l'évêque le trahissant découvrit à ces peuples une infinité de méchancetés et de cruautés, de celui qu'il était chargé de justifier; et le pays en fut troublé davantage. Ce qui étonna bien plus le favori ce fut la révolte de la Calabre, qui jusqu'alors avait été très soumise; il crut qu'il fallait y envoyer une célèbre ambassade; il choisit pour cela un jeune gentilhomme nommé Bonello, qui avait de grandes alliances en Calabre, et qui avait toutes sortes de belles qualités; pour l'engager davantage à le servir dans cette occasion, il lui promit sa fille en mariage: il voulait aussi par cette promesse le détourner de l'amour qu'il portait à la comtesse de Molisi,

jeune veuve, fille naturelle du Roi Roger. Il fit faire défense à qui que ce fût d'aller voir cette dame, et mit des gardes devant son palais pour en empêcher l'entrée, tant à Bonello qu'à tous autres. Bonello, indigné de cette violence, la dissimula, donna parole à Maïo d'épouser sa fille et de l'assister dans l'affaire de Calabre; ce qu'il fit; il exhorta les Calabrois à ne point manquer de foi à leur Roi, en suivant l'exemple de leurs voisins : il voulut ensuite excuser quelques actions de Maïo. Mais un gentilhomme du pays, entendant les louanges de Maïo avec impatience, adressa ainsi la parole à Bonello : « Je « ne sais si c'est à bonne intention ou par folie, que « vous vous efforcez de défendre un traître public, en « voulant le faire passer pour innocent, lui qui est le « plus méchant et le plus scélérat des hommes. On par- « donnerait ces louanges à un criminel qui espérerait « avoir l'impunité de ses crimes, à un misérable qui « croirait être tiré de la misère, à un ambitieux qui « voudrait être élevé aux honneurs, à certains nobles « qui ont dépouillé toute sorte de honte, hommes in- « fâmes par leurs crimes et ceux de leurs ancêtres, à « qui il sied bien de louer ce Maïo. C'est à de telles gens « à le servir, à le flatter, à suivre son parti. Mais vous! « c'est de quoi nous sommes étonnés. Pensez à vos « aïeux. Ils vous ont laissé de grands biens, de grandes « terres où il y a beaucoup de noblesse. Croyez-vous « pouvoir la protéger, pendant que vous serez lié avec « l'ennemi capital des gens de bien? Considérez la juste « cause de tant de peuples, de tant de seigneurs, de « tant de villes; et je suis sûr que vous ne soutiendrez

« plus celui qui ne respire que la désolation du pays, « la mort des plus courageux, et le sang des innocens; « celui qui, par une ingratitude monstrueuse, n'a d'autre « but que de ravir l'Etat et la vie à celui qui l'a élevé « à une si haute fortune. Sera-t-il dit que vous vouliez « couvrir par votre bonté une vie si cruelle, si infâme? « Pouvez-vous consentir à ce que votre Roi, à qui vous « avez juré fidélité, soit privé de son royaume et de la « vie, pour servir un notaire, un greffier, un vendeur « d'huile? La vie, l'honneur de notre Roi et la liberté « du pays sont entre vos mains. Puisque la lâcheté de « tant de gentilshommes, que ce méchant a ruinés, « vous a réservé un triomphe qui sera à jamais dans la « bouche des hommes, il ne faut plus attendre : le « temps est venu. Les occasions ne se présenteront ja- « mais si à propos. Maïo ne croira pas qu'un homme « qu'il a choisi pour son gendre, aime mieux le public « que lui. Il faut donc en délivrer le pays. Et ne vous « imaginez pas qu'il se présente personne pour venger « sa mort. Au contraire, vous en serez loué à jamais, « et vous en recevrez des récompenses. Pour garantie « de cette parole, nous vous promettons pour femme « la comtesse de Catanzaro, dont vous connaissez les « biens, les grandes terres qu'elle possède, et les princes « qu'elle a refusés. »

Ce discours et la promesse du mariage eurent un tel pouvoir sur l'esprit de Bonello, qu'il résolut d'exécuter ce conseil, afin d'acquérir le titre de conservateur du pays. Cependant Maïo, avant d'en venir à l'exécution de son dessein, voulut consulter l'archevêque de Pa-

lerme, avec lequel il était étroitement lié; il lui demanda à qui appartiendrait, après la mort du Roi, le gouvernement du royaume, la garde des enfans du Roi et des trésors, et par quels moyens il faudrait prévenir la sédition du peuple. Il ajouta qu'on ne pouvait jeter les yeux sur une personne plus capable et plus digne que lui, parce qu'il connaissait l'Etat et l'avait gouverné, pendant plusieurs années, avec autant de force que d'autorité. L'archevêque fut d'un tout autre avis. Il remontra que ce n'était pas un bon moyen d'apaiser le peuple, que de se déclarer ainsi ouvertement; qu'il serait plus à propos, pour assoupir ou éviter les séditions qui suivent d'ordinaire de si grands changemens, que le gouvernement fût mis dans les mains des prélats, sur lesquels il ne pourrait tomber aucun soupçon. Cette opposition de sentimens brouilla ces deux esprits, et Maïo en vint aux injures avec l'archevêque. Il lui dit qu'il lui ferait perdre les bonnes grâces du Roi qu'il avait acquises par son moyen, et qu'il rompait l'amitié qu'ils avaient scellée par de grands sermens. Maïo commença à persécuter l'archevêque; il corrompit ses valets pour empoisonner leur maître. Cependant il eut avis du traité de Bonello avec les Calabrois et de la promesse de mariage avec la comtesse de Catanzaro. Il détesta l'ingratitude de ce gentilhomme qu'il avait choisi pour son gendre et qu'il aimait comme son fils. Comme il pensait aux moyens de se venger de lui, Bonello arriva en Sicile. Il apprit la fureur où était Maïo depuis qu'il savait ce qui s'était passé en Calabre. Il s'arrêta, et écrivit à Maïo qu'il avait rangé les Calabrois à leur

devoit, et qu'ils promettaient de lui obéir; qu'il avait appris que, contre son espérance, il devait être cruellement récompensé d'un service si signalé; qu'il avait dessein de se dédire du mariage qui lui avait été si solennellement promis; et que ce qui le piquait le plus, c'était d'être ainsi traité par Maïo, qu'il regardait comme son seigneur, son père et son unique protecteur. Cette lettre remit entièrement l'esprit de Maïo. Il blâma, comme calomniateur, celui qui lui avait donné cet avis. Maïo répondit à Bonello qu'il ne croyait point ce qu'on lui avait mandé; que le mariage promis s'exécuterait: il le pressait de venir sans crainte. Bonello vint à Palerme; il fut reçu à bras ouverts par Maïo, à qui il rendit compte de sa négociation. De là Bonello alla voir l'archevêque Hugo, qui était fort malade. Il lui découvrit au vrai ce qu'il avait fait en Calabre et le dessein qu'il avait. L'archevêque l'excita à ne pas abandonner une si généreuse résolution; il lui dit qu'il fallait se hâter; que d'ordinaire les plus glorieux desseins se ruinent par trop de lenteur. Maïo ne pouvait vivre en repos tant que l'archevêque vivait. Impatient de voir que le poison qu'il lui avait fait donner ne faisait point d'effet, il changea de plan. Il se remit bien avec l'archevêque; il envoya souvent s'informer de l'état de sa santé. Il alla le voir lui-même plusieurs fois; et, s'ouvrant plus qu'auparavant, il lui témoigna le déplaisir qu'il avait de sa longue maladie; il lui dit qu'il avait fait préparer une médecine très-propre à son mal; il le supplia de la prendre, et de ne plus résister à la prière de ses amis. Cette médecine était un poison si actif,

qu'il pouvait faire mourir un homme sur-le-champ. L'archevêque, qui connaissait la perfidie de Maïo, le remercia et s'excusa sur sa faiblesse, qui ne lui permettait pas de rien prendre. Maïo renvoya la médecine chez lui ; il exprima à l'archevêque tout le chagrin qu'il avait de ce qu'il ne voulait pas suivre son conseil, et lui dit que son opiniâtreté rendrait son mal long et fâcheux. Ces faux complimens durèrent jusqu'à la nuit, que Maïo pensa à se retirer. L'archevêque fit, en ce moment, donner avis à Bonello de la belle occasion qui se présentait d'exécuter son entreprise. Bonello ne manqua pas d'avertir ses gens ; il les exhorta à avoir bon courage ; il leur dit que le temps était venu de servir la patrie. Il les partagea en différentes rues, afin de ne pas manquer son coup, et monta le premier à cheval. Maïo se retira aussi à cheval de chez l'archevêque ; il avait avec lui celui de Messine. Dès qu'il fut parti, l'archevêque Hugo fit fermer les portes de son palais, pour attendre en sûreté le succès de l'exécution. Maïo s'approchait du lieu où Bonello l'attendait, lorsque son secrétaire, faisant retirer tous ceux qui étaient près de lui, lui dit à l'oreille de se garder, cette nuit, des embûches de Bonello. Maïo, fort étonné de cet avis, aperçut aussitôt Bonello, et cria à haute voix : *Oh! le traître! qu'on l'arrête!* Bonello, s'entendant appeler traître, mit l'épée à la main, poussa son cheval, et lui dit qu'il en avait menti ; et passant aussitôt près de lui, il donna de l'épée sur sa tête, et, en se retournant, ajouta que c'était pour venger la noblesse, dont il avait juré la ruine. Il déchargea ensuite un autre coup, dont Maïo

tomba mort de son cheval. L'archevêque de Messine se sauva; le secrétaire fut très-blessé. Bonello, ne pouvant sur l'heure informer le Roi de son action, et craignant sa colère, se retira avec les siens au château de Caccabo. Le bruit courut aussitôt par la ville que Maïo était mort. Tout le peuple en témoigna sa joie. Plusieurs accoururent et virent le favori étendu sur le pavé. Ils lui dirent mille injures, lui donnèrent des coups de pieds par la tête, lui tirèrent la barbe poil à poil, puis déchirèrent son corps en pièces et le traînèrent par les rues. Le Roi, qui fut d'abord très-affligé de cette mort, déclara, quelques jours après, que Maïo était un traître. Il fit arrêter son frère, son fils, son secrétaire, et confisqua leurs biens.

PIERRE BROSSE,

SOUS PHILIPPE III, ROI DE FRANCE.

(1276.)

Pierre Brosse ou de Broche, né en Touraine, de basse condition, vécut à la cour de saint Louis, et devint ensuite chirurgien de Philippe-le-Hardi. Il sut si bien gagner les bonnes grâces de son maître, qu'il fut fait son chambellan, et se gouverna de manière que tous les grands, les prélats et autres, de quelque qualité qu'ils fussent, lui faisaient à l'envi de grands présens, afin d'obtenir des grâces et des faveurs du Roi. Les uns s'of-

fensaient de ce qu'un homme de si basse extraction fût parvenu à une si haute fortune; les autres le craignaient, parce qu'il faisait agir le Roi comme bon lui semblait. En 1276, Louis, fils aîné de Philippe, vint à mourir, non sans soupçon de poison. Brosse fit croire au Roi que la Reine Marie, sa femme, avait part à cet empoisonnement, et qu'elle avait résolu d'en faire autant aux autres enfans issus de sa première femme, afin de faire régner, après lui, les enfans du second lit. Le Roi réfléchit long-temps sur les moyens de découvrir un si grand mal qui était dans sa maison. On l'engagea à en rechercher la source par toutes sortes de voies. On lui dit qu'il y avait à Nivelle, en Flandre, une religieuse qui se mêlait de prédire; que le vidame de Laon et un Sarrazin se vantaient aussi de lire dans l'avenir. Brosse entretenait le Roi de ces chimères, afin de prévenir ceux de qui il désirait savoir d'où provenait ce mal. Beaucoup de gens crurent qu'il avait corrompu ces devins, pour qu'ils désignassent la Reine, et la brouiller par là avec le Roi. Philippe envoya secrètement s'enquérir de la religieuse de Nivelle et du vidame de Laon. On lui rapporta que la religieuse avait un grand nom dans le pays. Le Roi chargea Mathieu, abbé de Saint-Denis, son confident, et Pierre, évêque de Bayeux, cousin de Brosse, par la femme de ce favori, d'aller savoir de la religieuse quelle était la cause de la mort de son fils. L'évêque, partisan de Brosse, prévint cette femme, lui parla avant que l'abbé de Saint-Denis la pût voir, et on ne sait pas ce qu'ils arrêtèrent ensemble. Quand l'abbé vint pour s'acquitter auprès d'elle de sa commission, elle ne

lui dit autre chose, sinon qu'elle avait déclaré à l'évêque ce qu'elle savait, et qu'il était inutile d'en dire davantage. L'abbé, s'imaginant qu'il y avait de la trahison, s'en retourna, fort indigné de la fourbe et de l'artifice de l'évêque. Le Roi l'ayant interrogé, l'abbé répondit que l'évêque de Bayeux l'avait prévenu, et que cette femme ne lui avait voulu rien dire. Le Roi demanda aussitôt à l'évêque ce qu'il avait appris de la religieuse, et l'évêque répondit que tout ce qu'elle lui avait dit était en confession, et qu'il ne pouvait rien révéler. Le Roi, tout courroucé de cette réponse, renvoya vers la religieuse Thibaut, évêque de Dol, et un Templier, qui firent tout ce qu'ils purent pour la voir, et qui en rapportèrent cette réponse : *Dites au Roi qu'il ne croie pas les mauvaises paroles qu'on lui dit de sa femme : car elle est bonne et loyale envers lui et envers tous les siens.* L'évêque de Dol et le Templier rapportèrent au Roi ce qu'ils avaient appris. Philippe reconnut qu'il avait près de lui des personnes qui n'étaient pas fidèles ; mais il n'en témoigna rien, et dissimula tant qu'il jugea que l'état de ses affaires le voulait ainsi.

On était alors en guerre avec l'Espagne. Philippe fit de grands progrès sur l'ennemi, et prit toute la Navarre. Le Roi d'Espagne pria le comte d'Artois de le venir trouver pour concerter ensemble des affaires entre les deux pays. Pendant qu'ils s'entretenaient, le Roi d'Espagne reçut un paquet de France, où tout le secret de l'Etat était dévoilé. Il dit au comte d'Artois qu'il n'était pas sans amis à la cour de France. Le comte crut que ces avis venaient de la part de Pierre Brosse : il en écrivit au

Roi, qui soupçonna quelques princes et courtisans et non pas Brosse. Mais il arriva qu'un moine, chargé d'un paquet enfermé dans une boîte, tomba malade dans une abbaye, où il s'était retiré comme un passant. Se voyant près de mourir, il pria l'abbé de le venir voir, et de ne remettre qu'au Roi le paquet dont il était chargé. Le Roi reçut cette boîte, et ne voulut l'ouvrir qu'en présence de son conseil. On y trouva un paquet de lettres cachetées du sceau de Pierre Brosse. Les historiens ne disent rien de ce que contenaient ces lettres; mais ils remarquent que le Roi, qui était alors à Melun, retourna aussitôt à Paris, et assembla son conseil à Vincennes; il fit arrêter Brosse, le fit conduire à Paris, et de là à Janville, dans une forte tour. Son cousin, l'évêque de Bayeux, se retira aussitôt près du pape, qui le prit sous sa protection. Brosse ne fut pas long-temps à Janville; il fut ramené à Paris, où son procès fut fait. Quelques barons y furent mandés, pour ouïr les charges dont il était accusé. Il fut condamné à être pendu; ses biens furent acquis et confisqués au Roi. Brosse fut conduit au gibet par le duc de Bourgogne, le duc de Brabant, le comte d'Artois, plusieurs barons et gentilshommes, qui se réjouirent de sa mort à cause de la malignité de cet homme, qui leur avait rendu de très-mauvais offices auprès du Roi. Tous ceux qui avaient été avancés à la cour par son moyen, furent ignominieusement traités et chassés.

THOMAS WOLSEY,

CARDINAL-ARCHEVÊQUE D'YORCK, SOUS HENRI VIII, ROI D'ANGLETERRE.

(1509.)

Thomas Wolsey, né, de très-basse condition, au village d'Ipswic, dans le comté de Suffolk, fut élevé au collége d'Oxford, dont il devint par la suite principal. Là, on lui confia l'institution des enfans du marquis d'Orset, et, en reconnaissance de ses soins pour eux, on lui donna un bénéfice assez médiocre. Il ne fut pas sitôt entré en jouissance de ce bénéfice, qu'il reçut une très-grande injure de milord Paulet, son voisin. On ne sait pas bien quelle fut cette injure; mais, lorsque Wolsey fut parvenu à sa grande fortune, il en eut un ressentiment si vif, que milord Paulet fut contraint de demeurer à Londres, et de chercher à mériter l'amitié de Wolsey par toutes sortes de services. Soit qu'il ne voulût plus paraître dans le pays après cette injure, soit que son esprit le portât à de grandes choses, Wolsey laissa ce petit bénéfice, et se mit au service d'un chevalier, par qui il se fit connaître à Richard Fox, évêque de Wincéstre, principal ministre d'Etat du Roi Henri VII. Cet évêque, qui avait un grand discernement, remarqua dans Wolsey un savoir exquis et une admirable dexté-

rité à traiter les affaires. Il le recommanda si fortement au Roi, qu'il le fit employer dans les choses les plus importantes. Wolsey y réussit si bien, qu'il s'avança à la Cour, fut fait doyen de Lincoln et aumônier du Roi. Mais ce qui augmenta son crédit fut un voyage qu'il fit en Flandre pour traiter, de la part du Roi, avec l'empereur. Le Roi avait l'affaire fort à cœur, et cherchait quelqu'un capable de la faire à son gré. Wolsey l'entreprit et l'exécuta en si peu de temps, qu'il fut de retour au bout de quatre jours, chose qui parut incroyable. Le Roi, en le voyant, et croyant qu'il n'était pas encore parti, se fâcha de sa longueur; mais Wolsey lui ayant montré comment il avait négocié et le traité qu'il avait fait selon son désir, il admira sa diligence, sa dextérité et sa prudence, et depuis il eut une très-grande estime pour lui.

Lorsque Henri VIII fut parvenu à la couronne, Wolsey se rendit fort puissant auprès de lui, en lui conseillant de ne se livrer qu'aux douceurs de la vie. Les grands étaient d'avis que le jeune Roi prît connaissance de ses affaires et assistât à ses conseils, Wolsey seul fut d'un autre avis; il lui dit que son âge ne pourrait pas supporter ce travail d'esprit qui était grand; que les âges de l'homme avaient leur temps et leurs inclinations; qu'il ne fallait pas écouter ceux qui lui persuadaient de se gouverner en vieillard; qu'il fallait qu'il suivît son inclination; que la chasse et toutes sortes de plaisirs lui étaient permis, bienséans et utiles; qu'un de ses ministres-confidens lui en dirait plus tous les soirs, dans une heure, en matière d'Etat, qu'il n'en pourrait ap-

prendre, en beaucoup d'années, avec mille contentions et inquiétudes.

Ce discours, qui était si conforme à l'humeur de Henri, lui fut fort agréable; il prit Wolsey en grande affection, et lui accorda bientôt tout pouvoir. Ce fut Wolsey seul qui parlait de la part du Roi à tous ses sujets, et qui rapportait au Roi toutes leurs requêtes. Les biens, depuis ce temps, lui vinrent en abondance; le Roi lui donna l'administration de l'évêché de Tournay, et le fit successivement évêque de Lincoln, archevêque d'Yorck, chancelier d'Angleterre, puis cardinal et légat *à latere* : à ces dignités, il joignit l'abbaye de St.-Alban, l'évêché de Bath, que Wolsey résigna ensuite pour celui de Dublin, qu'il quitta aussi pour celui de Wincestre, alors le plus riche évêché d'Angleterre. Wolsey prétendit encore plus : il demanda à l'Empereur Charles V l'archevêché de Tolède. Ces avancemens si grands et si extraordinaires, qui se firent néanmoins par degrés, firent murmurer les principaux de l'Angleterre; ils déclarèrent qu'ils ne pouvaient voir un homme nouveau tenir les premières charges de l'Etat, et qu'ils étaient résolus de quitter la cour. L'archevêque de Cantorbery et l'évêque de Wincestre se retirèrent dans leurs diocèses: mais auparavant ils supplièrent le Roi de ne pas souffrir que le serviteur fût plus grand que le maître, et s'élevât présomptueusement au-dessus de lui. Le Roi, qui jugea qu'on voulait parler du chancelier Wolsey, répondit qu'il tiendrait soigneusement la main à ce que le serviteur obéît et

ne se mêlât point de commander, ni de faire la loi. Thomas, duc de Norfolk, le chevalier Lovel et le duc de Suffolk se retirèrent aussi : le dernier, pour n'avoir pu obtenir le remboursement d'une partie des grandes dépenses qu'il avait faites dans son voyage de France, en accompagnant la reine Marie.

L'année suivante, Wolsey fit paraître son grand esprit dans la bonne conduite des affaires. Voyant le Roi sans argent, il rechercha si rigoureusement ceux qui avaient manié les finances, sans avoir égard à la qualité de quelques-uns, qu'il remplit les coffres du Roi, soulagea le peuple d'une infinité de méchans qui l'opprimaient, et fit plusieurs beaux règlemens de justice qui s'observent encore en Angleterre. Dans cette même année, le pape Léon X envoya le cardinal Campeggio, en qualité de légat, en Angleterre, pour demander des secours dans la guerre contre les Turcs. Wolsey, qui ne pouvait souffrir la qualité d'un légat en Angleterre, écrivit au cardinal Campeggio, et lui promit de grands présens, s'il voulait faire en sorte qu'il fût adjoint à sa légation ; qu'autrement, il aurait peine à être reçu en Angleterre. Le cardinal Campeggio, espérant quelque grand avancement, s'il parvenait à faire lever cette difficulté, ne passa pas Calais : il écrivit au Pape de joindre Wolsey à sa légation, s'il voulait qu'il réussît dans son voyage. Le Pape accorda facilement ce qu'il demandait, et Campeggio vint en Angleterre, où il fut reçu avec une pompe fastueuse par Wolsey, qui alla au-devant de lui jusqu'à Douvres. Les deux légats

vinrent trouver le Roi, qui, en présence de Campeggio, remit à Wolsey tout ce qu'il y avait à traiter dans cette légation. Le cardinal romain, jugeant que l'autorité de son collègue étouffait la sienne, et que son séjour était inutile, ou plutôt honteux, en Angleterre; persuadé, d'ailleurs, par les présens du cardinal Wolsey, qu'il importait, pour leur bien commun, qu'il fût près du Pape, s'en retourna à Rome. Ainsi, Wolsey demeura seul légat, avec une autorité telle, qu'avec celle dont le Roi l'avait revêtu, il rangea sous lui le clergé et les grands du royaume.

La paix, que le Roi d'Angleterre fit avec le Roi François Ier, en 1518, et l'entrevue de ces deux princes, furent l'ouvrage de Wolsey. Il fut présent à tous les conseils, comme principal ministre, et ce fut alors qu'il commença à avoir des ennemis : ils parurent dans l'affaire du duc de Buckingam, dont l'exécution, trouvée fort injuste, fut imputée à Wolsey, qui savait le mépris que ce duc avait fait de lui, plutôt qu'à aucune offense commise contre le Roi.

Il avait fallu faire de grands préparatifs pour cette entrevue, qui eut lieu en France, entre Ardres et Guines. Le Roi d'Angleterre avait mandé les grands à Londres, pour aviser à cette dépense : ceux-ci murmurèrent d'un dessein qui avait été résolu sans eux. Buckingham, fier et altier, parla hautement, et dit *qu'il ne voyait point de raison de faire une si grande et si vaine dépense, et qu'il leur était insupportable d'obéir à un homme aussi vil et d'abjecte extraction.* Ce discours fut rapporté

Wolsey, qui le rendit incontinent au Roi, et résolut de se venger par toutes sortes de moyens. Il fit emprisonner le chevalier Golmer, qui s'était donné au duc sans la permission du Roi, et fit que le Roi en reprit fort aigrement le duc. Wolsey crut que, pour affaiblir davantage son crédit, il fallait éloigner l'amiral Havert, son gendre : d'ailleurs, il voulait mal à l'amiral, qui l'avait menacé, à l'occasion de quelques crimes dont il l'avait autrefois voulu charger. Il trouva donc moyen d'envoyer l'amiral, en qualité de gouverneur, en Irlande. Comme il crut que le comte de Northumberland pourrait s'opposer à l'oppression du duc, il le compromit avec le Roi, pour le droit de garde, le fit condamner à une prison de quelques années, et remit la garde entre les mains du monarque. Cela réussit tellement à Wolsey, que le comte tint à très-grande faveur d'être échappé de ses mains.

Le cardinal pensait avoir assuré sa fortune en écartant ainsi les grands d'auprès du Roi; mais les princes et barons qui restèrent, s'assemblèrent à Londres : le duc de Buckingam s'y trouva, avec la résolution de nuire à Wolsey. Wolsey usa d'une si profonde dissimulation par ses caresses, qu'il fit oublier à cet homme peu fin les injures passées; et ayant trouvé moyen d'attirer à lui un nommé Knevet, serviteur et chassé de son service pour ses méchancetés, il s'enquit fort curieusement de la vie du duc. Cet homme lui découvrit ce que Buckingam avait coutume de dire à ses plus confidens : par exemple, que, si le Roi

venait à mourir sans enfans, il chercherait à se rendre maître du royaume, et qu'il ferait une sévère justice de Wolsey, son ennemi capital. Ce rapport enflamma le ministre, et l'excita davantage à la ruine du duc. En faisant d'autres questions à Knevet, il apprit que le duc avait résolu la mort du Roi, sur l'espérance qu'on lui avait donnée qu'il parviendrait un jour à la couronne. Wolsey, réunissant tous ces crimes, alla trouver le Roi, lui représenta le danger où il était et les desseins du duc contre sa personne. Le Roi le manda : il parut à la cour, où Knevet l'accusa des crimes de lèse-majesté. Le duc plaida lui-même sa cause fort courageusement : mais ses juges l'ayant trouvé coupable, le condamnèrent à mourir; ce qui fut promptement exécuté.

L'évêché de Wincestre était tenu par Richard Fox, qui avait avancé le cardinal auprès du Roi. Wolsey, désirant avoir ce grand bénéfice, fit dire à Fox que son âge ne lui permettait plus de remplir les fonctions épiscopales, et qu'étant aveugle, il devait se contenter d'une pension et résigner son évêché. Fox répondit à Wolsey que son avarice, son ambition et surtout son ingratitude, lui étaient insupportables; que, quoique âgé et privé de la vue, il avait assez de jugement pour discerner le bien et le mal, le blanc du noir; que, lorsqu'il avait deux yeux clairvoyans, il n'avait pas bien reconnu son infâme ingratitude; qu'à présent, il la voyait des yeux de l'esprit; qu'au reste, il devait bien prendre garde à lui, et ne pas se mêler de trop d'affaires; que,

voulant tout faire et tout avoir, il avait besoin de plus de prudence. Fox ne se contenta pas de cette réponse sévère ; il se plaignit de Wolsey à tout le monde : sa plainte alla jusqu'au Roi, qui l'aimait. Cet évêque avait à son service un nommé Jean Cok, diffamé pour ses impostures et ses voleries, mais connu pour dire librement de bons mots. Cok prit à cœur l'injure faite à son maître : il la conta au Roi en détail. Il s'informa de la vie privée de Wolsey, et sut de son chirurgien qu'il avait un œil dont il ne voyait pas, parce qu'il avait été mal traité d'une maladie honteuse. Cok eut grand soin de relever cette circonstance, et en fit des risées à la cour : il l'écrivit même à son maître ; mais la lettre fut interceptée par les émissaires de Wolsey, qui fit aussitôt arrêter Cok, et informer contre lui. Cet homme, noirci de crimes, aurait été condamné à mort, sans le crédit de son maître, qui s'employa pour lui. Wolsey ne pouvait être attaqué par un homme plus méchant et plus audacieux ; car ayant été traduit par-devant divers juges, il se défendit avec tant d'assurance, en déclarant effrontément tout ce qu'il savait du cardinal, qu'il ne fut pas puni comme on s'y attendait. Wolsey, qui n'avait rien senti plus vivement que les injures de cet impudent, fut si offensé du jugement, qu'il fit informer de nouveau contre lui : mais le Roi, pressé par les amis de l'évêque de Wincestre, fit publier des lettres d'abolition en faveur de Cok ; et Wolsey ne put l'empêcher. Quand il vit Cok ainsi délivré, il lui fit parler, et le prit à son service. A

peu de temps de là, l'évêque de Wincestre mourut; Wolsey, par le moyen de Gok, eut son testament, qu'il supprima, afin de se rendre maître de tout son bien.

L'autorité de Wolsey devint si grande de jour en jour, que les rois et les princes voisins les plus puissans lui faisaient la cour. Le Roi d'Angleterre, nommé arbitre par l'Empereur Charles V et par le Roi François I[er], pour terminer plusieurs différends très-importans, députa le cardinal Wolsey pour ouïr les parties; mais de nouveaux sujets de discorde étant survenus entre ces deux princes, le cardinal ne put rien terminer. La conférence finie, il alla en Flandre voir l'Empereur, avec une suite de gentilshommes richement parés, si nombreuse, que le Roi de Danemarck et autres princes qui étaient alors à la cour de l'Empereur, en furent émerveillés. La dépense qu'il fit dans ce voyage fut extraordinaire : elle avait pour but de lui concilier la bienveillance de l'Empereur, dont il espérait l'appui pour arriver au souverain pontificat, dans le cas où le pape Léon viendrait à mourir; ce qui eut lieu en effet bientôt après. Le cardinal envoya sur-le-champ à Rome le doyen de Londres, chargé de voir quelques cardinaux de ses amis : mais ce doyen apprit en chemin que le pape Adrien était élu. Le cardinal ne perdit pas, pour cela, l'espoir; il jugea qu'Adrien, qui était décrépit, ne vivrait pas long-temps, et que la fortune lui donnait du temps pour faire sa brigue. Dans cette idée, il persuada à son maître d'aider l'Empereur

contre le Roi de France : mais l'Empereur, de son côté, n'avait d'autre dessein que de flatter et de caresser le cardinal, et il se sentait fort importuné de ses demandes. Lorsqu'il passa en Angleterre pour faire un nouveau traité contre la France, il fit ce qu'il put pour persuader à Henri de manier lui-même ses affaires, sans se laisser gouverner par un prêtre, lui qui n'était plus enfant. Le cardinal était allé au-devant de l'Empereur, suivi de deux comtes, de dix évêques, d'autant d'abbés, de trente chevaliers, de cent gentilshommes, de trente prêtres, et de sept cents de ses domestiques. Ce voyage servit à brouiller les affaires de France, et non à ruiner le cardinal ; car l'Empereur lui promit, par le traité qui eut lieu, une pension pareille à celle que lui faisait le Roi de France. Quelques historiens ont remarqué que le cardinal a été l'auteur de tous les troubles de la chrétienté pendant sa faveur. Il tint en perpétuelle jalousie l'Empereur Charles V, le Roi de France et son maître, qu'il faisait incliner du côté qu'il voulait, tantôt pour Charles-Quint, tantôt pour François Ier. Ces princes jugeaient bien que le cardinal était celui qui fomentait leurs divisions : ils le firent dire au Roi d'Angleterre ; et cependant ils croyaient avoir beaucoup fait pour leurs affaires, s'ils pouvaient le gagner à leur parti : Wolsey se vit donc avec des pouvoirs absolus de son maître, pour décider, d'après lui seul, des différends de l'Empereur et du Roi de France, et juger de leurs prétentions.

En 1532, il fit dénoncer la guerre au roi de France. Il avait besoin d'argent pour entretenir les deux armées

qu'il fit lever, afin de soutenir cette entreprise. Il se chargea de trouver cet argent; mais il se servit de moyens si violens, qu'il aliéna de lui toute l'Angleterre : car il exigea le cinquantième du bien de chacun, et exigea, par un serment très-sévère, la déclaration de la vraie valeur du bien. Le Clergé fut aussi mécontent que les autres Ordres; car il fit informer des facultés de chaque ecclésiastique, et fit rompre un synode qui avait été assemblé, selon toutes les formes, à cet effet; et Wolsey, contre les lois, commanda, comme légat, à tous les évêques, de se trouver à Westminster, où il présida, et fit arrêter un subside pour le Roi. La mort du pape Adrien arriva dans ce temps. Le cardinal reprit sa brigue, tant envers l'empereur, qu'auprès du Roi son maître, pour être élu pape; mais le crédit et l'autorité de l'empereur furent pour Clément VII, de la maison de Médicis. Le cardinal en fut si irrité, qu'il jura de s'en venger. Il rappela aussitôt les troupes que l'Angleterre avait en France, en vertu du traité fait avec l'empereur; il traita sous main, et à l'insu de son maître, avec François Ier. Il envoya en France Winterus, son bâtard, comme un gage de son affection, pour y être instruit à la cour, et y apprendre la langue et les manières de la nation. Pour rompre entièrement avec l'empereur, il se servit, auprès du roi, d'un moyen qui eut de tristes suites.

Henri avait épousé, par dispense du pape, Catherine, veuve de son frère Artur, et tante de l'empereur. Le cardinal savait que ce mariage ne s'était pu faire canoniquement : il mit ce scrupule dans l'esprit d'Henri,

et il l'augmenta, autant qu'il fut possible, par des exemples. Il se servit en outre d'un artifice détestable. Il fit croire au Roi que François Ier avait eu dessein de s'allier avec madame Marie, sa fille; mais que le premier président de Paris, qui s'était trouvé au conseil lorsqu'on en parla, avait dit qu'il n'était pas honorable pour le Roi d'épouser Marie, issue d'un mariage illicite, le roi d'Angleterre n'ayant pu canoniquement épouser la veuve de son frère, et que la succession du royaume serait contestée à cette princesse. Le cardinal avait inventé ce discours, pour porter davantage Henri à la dissolution de son mariage. Le Roi, pour assurer sa conscience, consulta son confesseur, l'évêque de Lincoln, docteur en théologie, et en grande estime. Il lui proposa cette question : Est-il permis, par le droit divin, à un frère d'épouser la veuve de son frère? L'évêque demanda deux jours pour étudier cette question. Le cardinal l'instruisit à fond de l'affaire, et lui proposa la difficulté formée dans le conseil du roi de France. Le docteur répondit donc que ce second mariage était illicite, et qu'il conseillait au Roi de répudier sa femme pour en épouser une autre, dont il eût des enfans, afin d'assurer la succession du royaume.

Dans ce moment, le duc de Bourbon, général de l'armée de l'Empereur, prenoit Rome, où le pape et tous ses cardinaux furent misérablement traités. Le cardinal Wolsey saisit cette occasion de déclamer contre l'Empereur. Il alla trouver Henri, et, d'une voix lamentable, lui représenta que c'était à lui, qui était défenseur de la foi, à venger cette injure; qu'il valait

mieux rompre entièrement avec l'Empereur, que d'abandonner l'Eglise à la violence de son armée. Le Roi, ému, chargea son ambassadeur de dire à l'Empereur qu'il lui dénoncerait la guerre, s'il ne lui donnait la moitié du butin fait à Rome, et s'il ne délivrait le pape et le duc d'Orléans. L'Empereur répondit tranquillement que la prise de Rome avait été faite sans son commandement; que, du reste, il satisferait le roi d'Angleterre.

Le cardinal, voyant que cela n'allait pas si vite qu'il le désirait, écrivit, à l'insu de son maître, au roi d'armes Clarence, comme de la part du Roi, qu'il eût à dénoncer la guerre à l'Empereur; et il fut ensuite assez hardi pour proposer à Henri un second mariage, avant la dissolution du premier. Il lui dit que madame Marguerite, sœur du roi de France, belle et vertueuse princesse, méritait de lui faire entreprendre une si grande affaire; que la reine Catherine, quoique sage et d'une grande maison, n'était plus en âge d'avoir des enfans; que sa gravité espagnole, qui lui faisait fuir toutes sortes de plaisirs, la rendait trop sévère.

Wolsey persuada aussi à Henri de fournir de l'argent à François Ier, pour mener une armée en Italie, et il alla lui-même en France avec tout ce qui était nécessaire pour un si grand dessein, mais avec un faste extraordinaire. Il était accompagné de neuf cents chevaux, de plusieurs grands d'Angleterre, et d'un bon nombre de noblesse. Le cardinal, pour fournir à cette dépense excessive, leva une grande contribution sur l'Angleterre; mais les deniers en furent divertis. Sur les plaintes

des grands et du peuple, le Roi tint une assemblée, où il avoua qu'il avait bien su quelque chose de cette imposition : toutefois le cardinal fut contraint de confesser qu'il en était l'auteur, mais qu'il n'avait eu d'autre intention que le profit du Roi et le bien de l'Etat.

L'Empereur, sachant que Wolsey était l'auteur de tout ce qui se faisait contre lui tant en France qu'en Angleterre, le traita d'une autre façon. Avant la bataille de Pavie, il avait coutume de mettre aux souscriptions des lettres qu'il lui écrivait, *votre fils et cousin Charles;* depuis cette bataille, il se servit d'un secrétaire, et ne mit au bas de ses lettres que son nom simplement, ce qui piqua fort le cardinal. Quand celui-ci fut de retour en Angleterre, François I[er] y envoya M. de Montmorency. Cet ambassadeur fut reçu par le Roi et le cardinal, à Greenwick, avec une très-grande magnificence. Le cardinal y fut honoré comme le Roi même, étant toujours assis à sa droite; ses armes étoient mises sur le même rang que celles du Roi. La ligue que les deux rois formèrent, par son entremise, le fit penser à de hautes entreprises. Il envoya à Rome un de ses protonotaires, chargé d'obtenir du pape la charge de vicaire-général dans la France et l'Angleterre, afin de le récompenser d'avoir été le principal auteur de la ligue formée pour la délivrance du pape. Le pontife remit à accorder cette demande, lorsqu'il serait en liberté.

Malgré toutes ces faveurs, le Roi, pendant que le cardinal avait été en France, s'était vu obsédé par diverses personnes, qui trouvaient que la dissolution de son mariage était difficile à obtenir, et l'exécution de la

guerre dénoncée à l'Empereur, presque impraticable. A son retour, le cardinal avait trouvé le Roi un peu refroidi sur l'article de la guerre. Comme Henri lui imputait ce conseil, Wolsey voulut impudemment en rejeter la faute sur le roi d'armes, et dit qu'il le fallait faire pendre aussitôt qu'il serait de retour. Clarence fut averti de cette résolution, et que le cardinal avait donné ordre de l'arrêter à son arrivée au port. Clarence vint en Angleterre, travesti, et trouva moyen de parler au Roi : il lui montra trois lettres du cardinal, qui le menaçaient de mort, s'il ne dénonçait la guerre à l'Empereur, et dit qu'après cela il n'avait pas osé désobéir. Le Roi, ému de cette imposture, dit que jusqu'alors il n'avait point été roi, et que Wolsey en avait fait la charge.

Le cardinal, en proposant au Roi la dissolution de son mariage, avait bien eu le pouvoir de l'y faire résoudre, mais non pas de lui faire épouser la princesse de France. Henri devint amoureux d'Anne de Boulen, fille d'un chevalier anglais. Le cardinal en fut si étonné qu'il se refroidit dans la poursuite du divorce. Le Roi, au contraire, qui supportait impatiemment les délais dans cette affaire, pressa le cardinal d'envoyer à Rome pour avoir une décision. Le pape, quoiqu'alors fort mal avec l'Empereur, et très-bien avec le Roi d'Angleterre qui l'avait secouru lorsqu'il était assiégé par les troupes de Charles V, ne voulut pourtant pas consentir, les yeux baissés, à ce divorce. Il est vraisemblable aussi qu'il ne voulut pas s'ôter par là tout moyen de réconciliation avec l'Empereur. Il se décida à envoyer deux légats en Angleterre pour connaître de l'affaire ; ces

légats furent le cardinal Wolsey, et le cardinal Campeggio, italien, pourvu de l'évêché de Salisbury que le Roi lui avait donné. Le pape, en dépêchant le cardinal Campeggio, lui remit une bulle qu'il avait fait expédier fort secrètement. Il y déclarait nul le mariage d'entre le Roi d'Angleterre et la Reine Catherine; mais il enjoignit au cardinal de la tenir secrète, et de ne la communiquer qu'au Roi et à Wolsey, sans la publier qu'après une longue procédure et un nouvel ordre de sa part. Il jugea devoir en user ainsi, afin de prendre du temps pour se fortifier contre l'Empereur. Le légat, arrivé en Angleterre, fit voir cette bulle suivant l'ordre qu'il en avait. Il ajouta que le Pape avait dessein de contenter le Roi; mais qu'il fallait observer quelques formalités, sans lesquelles on ne pouvait rien faire de bien assuré. Henri acquiesça à ce que lui dirent les légats; il les pria de voir la Reine pour lui exposer l'affaire. La Reine, offensée d'une si infâme poursuite, après vingt ans d'un mariage fait à la sollicitation du Roi son mari, dont elle avait des enfans, dit franchement au cardinal de Wolsey qu'il était lui seul cause de tout son mal, parce qu'elle n'avait pu supporter son orgueil audacieux, ses sales voluptés et sa tyrannie; que la haine qu'il portait à l'Empereur son neveu avait rejailli sur elle; que cette haine ne procédait que de son ambition effrénée. Le cardinal voulut répondre et représenter qu'il n'était dans cette affaire que simple ministre du Pape; la Reine ne daigna pas l'entendre et lui tourna le dos. Les légats, suivant l'ordre qu'ils avaient

du Pape, travaillèrent lentement au procès de la dissolution. Le Roi pressait impatiemment; la Reine, au contraire, faisait ce qu'elle pouvait pour montrer l'injustice de cette poursuite. Le cardinal Wolsey avait une raison toute particulière pour différer la prononciation de la sentence, car il voyait que son pouvoir, quoique grand auprès du Roi, n'était pas néanmoins capable de le détourner de l'affection qu'il portait à Anne de Boulen, et qu'en cela son crédit paraîtrait fort diminué. Dans ce moment, on apprit en Angleterre que Clément VII était mort, ou du moins fort malade. Le cardinal se mit encore dans l'esprit qu'il pourrait parvenir au pontificat; et le voilà qui cherche à persuader au Roi que le moyen le plus sûr pour obtenir la sentence de dissolution, était de le faire élire pape, et qu'il y parviendrait facilement, tant par lui-même que par le roi de France, l'Empereur étant haï de tout le collége des cardinaux. Le Roi le crut, et, pour réussir, il le chargea de mettre tout en œuvre, à Rome, auprès des cardinaux, dons, promesses, et autres artifices; mais le cardinal se servit d'un très-mauvais moyen : ce fut de persuader secrètement aux membre du sacré collége, que, s'ils ne faisaient pas ce que le roi d'Angleterre désirait, il se joindrait contre eux avec l'Empereur, et que tous deux achèveraient ensemble de les ruiner; mais toutes les menées du cardinal furent vaines, le pape étant revenu en convalescence.

Cependant le Roi, ennuyé de la longue procédure des légats, envoya à Bologne, où était Clément VII, pour le prier de faire terminer l'affaire sans plus tarder, et il

fit dire à l'Empereur qu'il ne pouvait trouver mauvais que l'affaire fût jugée suivant l'avis des théologiens. Le pape, craignant l'Empereur, qui était en Italie, ne voulait pas se hâter, et remit la décision du différent à son retour à Rome. Henri s'aperçut des motifs du pape, et fit sommer les légats de juger le procès : ceux-ci différèrent aussi par des considérations ridicules. Néanmoins le Roi eut la patience d'attendre les longs délais qu'ils fixèrent. Pendant ce temps, le cardinal Wolsey écrivit au pape, pour le prier de se bien donner de garde d'en venir à la décision, parce que le mal qui en résulterait était certain; et le pape rappela le cardinal Campeggio. Henri ne tarda pas à découvrir la perfidie de Wolsey : alors, n'espérant plus rien du côté de Rome, il commanda à ses ambassadeurs, qui y étaient, de revenir, et de ne plus parler de son affaire, et il jura qu'il n'aurait plus de repos qu'il n'eût ruiné le cardinal. Peu de jours après, il lui envoya les ducs de Norfolk et de Suffolk lui redemander les sceaux. Wolsey refusa de les remettre, avant de parler au Roi. Henri lui écrivit aussitôt d'obéir, ce qu'il fit, et Thomas Morus lui succéda dans la charge de chancelier.

Le cardinal n'eut pas plutôt rendu les sceaux, qu'il fut accusé en plein parlement du crime de lèse-majesté. L'accusation fut si vive et si grave, qu'il allait être condamné sans être entendu; mais il y avait dans ce parlement un des confidens du cardinal, nommé Cromwell, qui lui donnait ponctuellement avis de ce dont il était accusé. Le cardinal l'instruisait aussitôt de ce qu'il avait à dire pour sa défense; et Cromwell le défendit en

effet si bien, qu'il détourna l'orage de dessus sa tête.
Il s'acquit par là un honneur qui le porta ensuite à de grandes charges. Mais les ennemis du Cardinal ne lâchèrent pas prise pour cela. Ils s'avisèrent de lui appliquer une loi qui le condamnait à la perte de tous ses biens. Il fut donc chassé de sa maison, ses biens furent saisis par les officiers du Roi, et il fut réduit à demander de quoi vivre à ses amis. On lui donna deux juges pour l'interroger sur les crimes dont il était accusé. C'était d'abord d'avoir été longtemps Légat en Angleterre, sans permission du Roi; ensuite de s'être toujours nommé avant le Roi dans toutes les lettres qu'il avait écrites au Pape et aux Princes étrangers; d'avoir emporté le sceau du Royaume en allant en Flandre traiter avec l'Empereur; d'avoir, à l'insu du Roi, dénoncé la guerre à l'Empereur par un héraut; d'avoir aussi, à l'insu du Roi, député en Italie pour faire de nouvelles alliances avec le duc de Ferrare; enfin d'avoir envoyé beaucoup d'argent à Rome pour corrompre les cardinaux, pendant qu'il briguait le pontificat. Dans sa réponse à ces chefs d'accusation, le cardinal ne se défendit que sur sa légation. Il soutint qu'il avait eu des lettres du Roi qui l'autorisaient à porter le titre de légat, et prétendit que ces lettres ayant été saisies avec tout ce qu'il possédait, il ne pouvait plus les produire, et que, les eût-il encore, il ne les produirait pas. Sur le reste de l'accusation il ne voulut rien dire, il s'en remit à la justice du Roi qu'il avait servi si fidèlement pendant tant d'années. Il se reconnut coupa-

ble puisqu'on voulait qu'il le fût; mais il en appela à la clémence divine pour prendre soin de son innocence. Aussitôt qu'il eut achevé de parler, il fut condamné à mort. On réserva toutefois la prison perpétuelle, en laquelle on pourrait convertir la peine capitale. Ses immeubles, qui se montaient à plus de 12,000 livres sterling de rentes, furent confisqués et appliqués à des colléges. Quoique le Roi eût bien résolu de le faire mourir, il le laissa toutefois un an entier dans un état violent d'incertitude. Il envoyait souvent le visiter, mais de nuit et en cachette, pour l'assurer de ses bonnes grâces, et il lui faisait donner quelques anneaux, avec l'espérance d'être bientôt en aussi grande faveur qu'auparavant. Dans cette grande infortune, Wolsey tomba malade. Le Roi lui envoya son médecin, qui lui rapporta que s'il avait désiré la mort du cardinal, il allait être bientôt content; que dans trois jours il ne serait plus. Le Roi, étonné de cette nouvelle, dit qu'il aimerait mieux avoir perdu 20,000 liv. sterling que le cardinal; et soudain il renvoya son médecin et tous ceux de la cour pour le traiter. Comme on lui dit ensuite que l'esprit était plus malade que le corps, il lui envoya un gentilhomme avec un anneau, pour lui dire que sa colère était passée, qu'il se repentait d'avoir prêté l'oreille à ses ennemis, et qu'il serait en peu de jours près de lui et dans ses bonnes grâces. Ces paroles rétablirent le cardinal, et furent le seul remède à son mal.

Les courtisans qui tenaient auprès du Roi la place que Wolsey avait si long-temps occupée, craignant une réconciliation, travaillèrent pour le faire chasser de

Londres, où il n'avait plus rien à faire. Ils ne voulurent pas l'envoyer dans le diocèse de Wincestre, dont il était administrateur, parce que c'était trop près de la capitale; mais ils le firent aller dans son archevêché d'Yorck. Le conseil lui assigna une fort petite somme par jour, que le Roi augmenta du tiers. Il n'avait pour vivre que le revenu de l'archevêché, qui était de 13,000 écus, somme bien modique, eu égard à ce qu'il avait avant sa disgrâce. Wolsey se conduisit, dans son diocèse, avec tant de douceur et de justice, qu'il gagna tous les cœurs. Il fit paraître dans cette retraite un grand contentement, et parut avoir renoncé à la cour et à toutes les vanités du monde. Pourtant la moindre espérance de retour le faisait penser à changer cette vie privée pour celle qu'il avait menée si long-temps.

Plusieurs écrivains ont pensé que le Roi, par cette alternative de promesses et de froideurs, voulait amener le cardinal à donner sur son divorce une sentence pareille à celle que donna depuis Thomas Craumer, archevêque de Cantorbery; mais qu'ayant perdu l'espoir de l'y amener, il résolut de l'accuser d'un crime tel que, suivant les lois de l'Etat, il dût être puni de mort. On envoya donc le comt Northumberland pour l'arrêter et le mener à Lon uis Wolsey tomba malade en chemin et mourut.

Jamais l'Angleter ui même l'Europe, ne vit un ecclésiastique aussi puissant, après le Pape. Sa famille était composée de plus de deux mille personnes, qui vivaient à ses dépens. Il y avait un comte, plusieurs barons, neuf chevaliers, et grand nombre de gentils-

hommes. Il avait soixante-trois officiers de chapelle, un doyen et un sous-doyen, trente-cinq chantres, une grande musique, composée de treize clercs, douze laïcs et dix enfans de chœur; seize aumôniers des plus doctes du clergé, et autres. Mais il n'y a rien où sa grandeur paraisse davantage que les palais magnifiques qu'il fit bâtir, tels que Westminster et le château d'Hampton-court, le plus beau du royaume, qu'il meubla royalement, et dont il fit présent à Henri. L'Angleterre lui doit aussi deux colléges et une chapelle à Windsor, où est le superbe et riche sépulcre d'Henri III, fait en bronze, aux dépens du cardinal, et qui est resté imparfait (1).

PIERRE DE GAVERSTON,

SOUS EDOUARD II, ROI D'ANGLETERRE.

(1310.)

Edouard II, succédant à son père Edouard Ier, Roi d'Angleterre, se montra peu religieux observateur des ordres qu'il en avait reçus en mourant; car il rappela près de lui Pierre Gaverston, qui avait été banni du royaume. Ce Gaverston était fils d'un gentilhomme de Gascogne, qui avait bien servi Edouard dans de grandes occasions. Le Roi, en re-

(1) C'est par erreur que l'article de Thomas Wolsey se trouve placé en cet endroit; il doit l'être après celui de Pierre Landais, à la date de 1509.

connaissance, avait fait nourrir et élever son fils, dont nous avons à parler, auprès du jeune Edouard, qui devait lui succéder. Pierre Gaverston acquit tant de pouvoir sur le fils du Roi, soit que ses vices lui plussent, soit pour d'autres raisons, que le petit prince méprisa les autres enfans des grands, et n'aima que lui seul. Cette affection prit de si profondes racines dans son âme, qu'il ne fut jamais possible de l'en détourner : elle le porta, comme c'est la coutume des princes, à le combler de biens, et à lui donner les meubles les plus précieux de la couronne, qu'il recevait du Roi son père, et que Gaverston envoya hors du royaume, les croyant plus en sûreté qu'auprès de son maître. Un historien du temps, parlant de Gaverston, dit qu'il était d'une belle taille, d'un jugement vif, fort posé et courageux; ce qui parut en Ecosse, où le Roi l'envoya commander une armée, et où il réprima l'audace des Ecossais. Ses ennemis furent si jaloux de ses succès, qu'ils le firent révoquer. Les faveurs extraordinaires du jeune prince, non encore élevé à la royauté, furent cause que le Roi Edouard, par les instances des grands d'Angleterre, bannit Gaverston à perpétuité, et qu'à sa mort, il défendit à son fils de jamais le rappeler; mais, soit qu'il fît peu de cas des conseils de son père, soit que sa passion pour cet homme fût la plus forte, Edouard ne fut pas plutôt élevé à la couronne, qu'il passa en France, où il épousa Isabelle, fille du Roi Philippe-le-Bel, et en ramena Gaverston.

A son retour, il lui donna de grandes sommes,

que le feu Roi son père avait destinées à la défense de la Terre-Sainte, et l'investit du comté de Cornouailles et de l'île de Man, qui étaient du domaine. Les seigneurs anglais, le jour même du couronnement du nouveau Roi, demandèrent avec instance que Gaverston fût chassé du royaume : Edouard n'y voulut point consentir; mais il promit qu'au prochain Parlement, il les contenterait; et ils n'insistèrent pas davantage. Dans la solennité du couronnement, le chancelier et le grand-trésorier avaient coutume, en Angleterre, de porter devant le Roi le calice et la patène de saint Edouard, quand ils étaient prêtres : il en fut encore ainsi dans cette cérémonie; mais, quant aux autres ornemens de la royauté, la croix, le sceptre, la verge, les éperons, et les deux épées, le Roi les fit porter par d'autres que par ceux à qui appartenait ce droit; et il donna à Gaverston la couronne de saint Edouard, avec laquelle les Rois d'Angleterre ont coutume de se faire couronner. Les grands et le clergé furent très-offensés de voir entre les mains profanes de cet homme une si précieuse relique.

La haine des principaux de la cour ne rendit pas Gaverston plus modéré. Il fit publier un tournoi près du château de Walingford : il s'y trouva un si grand nombre de gens de guerre qui vinrent pour lui faire honneur, qu'il obscurcit alors la gloire de la plupart de la noblesse. Parmi les principaux qui s'y distinguèrent, étaient le comte de Lancastre, Humfrid d'Herfort, Aimeric de Pembrock, et Jean de Varenne. L'arrogance de ce favori devint de plus

en plus insupportable à la noblesse, qui recevait de lui tous les jours de nouvelles insultes. Les grands, voyant que le Roi ne se plaisait qu'avec lui, ne voulait d'autre compagnie que la sienne, et que le royaume était gouverné non-seulement par lui, mais qu'il ne se faisait aucune affaire d'importance, qu'elle ne passât par ses mains, résolurent de le perdre. Ils vinrent trouver secrètement le Roi, et le supplièrent de traiter à l'avenir les affaires de l'Etat par les conseils de ses barons, s'il voulait en empêcher la ruine et la désolation. Le Roi remit à en délibérer au prochain Parlement : les grands s'y rendirent, et demandèrent permission de proposer librement quelques articles utiles à l'Etat, à sa personne et à l'église d'Angleterre. Le Roi, qui se doutait bien que Gaverston serait compris dans ces articles, refusa long-temps cette demande ; toutefois, se voyant pressé par les Etats, il consentit qu'ils proposassent ce qu'ils avaient à lui remontrer, et jura qu'il aurait agréable tout ce qu'ils ordonneraient. Les barons choisirent six évêques et d'autres membres du clergé et des communes, pour rédiger par écrit les remontrances. Gaverston, appuyé de la faveur du Roi, n'était pas plus modéré; il appelait publiquement le comte de Lancastre bateleur ; le comte de Pembrock, Joseph Juif, parce qu'il était pâle; le comte de Warwick, chien d'Ardennes, parce qu'il était basané, et ainsi des autres. Les seigneurs supportaient patiemment ces injures, pour prendre le temps de se venger à propos, et pour des causes plus importantes que celles-là. L'avarice tourmentait tellement Gaverston, que l'argen

pouvait tout sur lui, et le mérite rien. L'argent qu'il amassait, il le donnait à des marchands étrangers, qui le transportaient hors du royaume; et cela fut porté si loin, qu'on craignit que Gaverston n'établît dans l'État des étrangers qui renverseraient les lois, et chasseraient les naturels du pays.

Le Parlement étant assemblé, les articles furent proposés au Roi, qui fut contraint, par importunité, de les confirmer. Après cela, l'archevêque de Cantorbery prononça la sentence d'excommunication contre tous ceux qui contreviendraient à ces articles, et la lecture en fut faite en public. Il y en avait un, entre autres, qui portait que le Roi chasserait les étrangers de sa cour et du royaume, comme le feu Roi son père l'avait ordonné à sa mort; qu'il éloignerait de lui tous les conseillers pernicieux, et qu'à l'avenir, il administrerait les affaires de l'avis des prélats et des grands du royaume. Edouard vit bien où tendaient ces articles, qui lui furent rendus plus clairs par les instances qu'on lui fit de chasser Gaverston comme étranger. Le Roi se vit forcé de le reléguer en Irlande.

Mais il s'ennuya bientôt de l'absence de son favori : il communiqua à ses plus confidens le dessein qu'il avait de le rappeler. Ils lui dirent qu'ils ne connaissaient pas de plus sûr moyen pour cela que de lui faire épouser la sœur du comte de Glocestre, fort aimé des grands du royaume, et que ce serait un acheminement pour le mettre dans les bonnes grâces de la noblesse. Le Roi embrassa ce conseil d'autant plus chaudement, que le comte était de sa garde et qu'il lui était facile de le

faire consentir à tout ce qu'il pourrait désirer. Il fit donc avertir Gaverston de ce dessein. Gaverston revint à la cour, épousa la sœur du comte, et aussitôt après ses noces, il devint plus orgueilleux qu'il n'avait jamais été, méprisant la noblesse, volant l'argent du Roi avec tant de rapacité, que souvent il n'avait pas pour fournir aux dépenses de sa maison; réduisant même la Reine Isabelle à une telle nécessité, qu'elle fut obligée de s'en plaindre au Roi Philippe-le-Bel, son père. Ce qui offensa davantage toute l'Angleterre, ce fut que, depuis son retour, le Roi manqua à tout ce qu'il avait promis au Parlement.

Les violences et l'orgueil de Gaverston réveillèrent de nouveau les barons. Ils pensèrent que leur silence serait la cause de la ruine de l'Etat : mais leur zèle les emporta au-delà du respect dû au Roi; car, en accumulant tous leurs griefs contre le favori, ils allèrent jusqu'à dire au Roi, ou qu'il eût à le chasser de la cour, et à exécuter ce qu'il avait promis, ou qu'ils étaient prêts à se soulever contre lui, comme contre un parjure. Le Roi trouva cette résolution fort extraordinaire. Il avait à combattre l'amour excessif qu'il portait à son favori, et prévoyait une rude tempête de la part de la noblesse : d'un côté, il voyait son épargne épuisée et le peu de pouvoir qu'il avait dans l'Etat; de l'autre, les grands biens que possédaient les barons et les forces de la noblesse. Dans l'embarras où il se trouvait, on lui conseilla de céder pour un temps. Il commanda donc à Gaverston de sortir d'Angleterre, et accorda aux grands que si on le trouvait dans le

pays, il pourrait être arrêté et condamné comme ennemi du repos public. Gaverston passa en France, emportant tous les regrets de son maître : mais la France ne lui fut pas une retraite plus sûre que l'Angleterre; car Philippe-le-Bel, averti de son passage, envoya l'ordre de l'arrêter. Gaverston en eut avis, et se retira en Flandre; mais, ne s'y trouvant pas en sûreté, il résolut de retourner en Angleterre, se confiant dans l'amitié de son maître et dans l'alliance du comte de Glocestre. Il passa donc, accompagné de quelques étrangers, et se présenta, le jour de Noël, au Roi, qui le reçut à bras ouverts, sans considérer ce qu'il avait promis, et les sermens qu'il avait faits. Il le fit demeurer près de lui avec toute sa famille, et passa quelques jours à Yorck avec lui. La Reine, les grands et tout le peuple étaient dans l'étonnement et la tristesse. Les grands s'assemblèrent : le seul respect qu'ils portaient au Roi les retenait; toutefois, ils se décidèrent à endurer toutes sortes d'extrémités, plutôt que de se voir davantage méprisés par cet étranger. Ils disaient entr'eux que, tant que ce favori serait auprès du Roi, la paix ne serait jamais dans le royaume, que le Roi serait pauvre, et la Reine jamais aimée du Roi. Ils élurent donc, pour chef de leur ligue, Thomas, comte de Lancastre, que sa noblesse, ses biens, sa valeur et sa prudence élevaient au-dessus de tous les autres. Ce prince attira à lui tous les grands, hors le comte de Lancastre, qui, étant né de la sœur du Roi, ne voulut pas l'offenser par sa révolte. Les barons envoyèrent au Roi, qui s'était enfermé dans Yorck, pour

le supplier de leur livrer Gaverston, ou de commander, suivant la résolution du Parlement, qu'il eût à quitter le royaume. Le Roi, méprisant cette demande, se retira dans un lieu de sûreté, et alla à grandes journées à Newcastle sur la Tyne, où il resta quelques mois. Les grands, irrités de se voir frustrés dans leur attente, firent un corps d'armée, et marchèrent droit à Newcastle, non pour attaquer le Roi, mais pour se saisir du favori, et le juger selon les lois du royaume.

Au premier effort, ils entrèrent dans le château. Le Roi fut si ému, que, sans égard pour la Reine sa femme, qu'il laissait dans la misère, il embarqua Gaverston avec lui, et se fit conduire en diligence à Scarbouroug, place forte, mais dépourvue de munitions. Le Roi fit ouvrir les portes à Gaverston, et ravitailler promptement la place, pendant qu'il se rendait pour quelques jours à Warwick. Les grands, avertis de la fuite de Gaverston, entrèrent dans Newcastle, arrêtèrent les chevaux, les armes et les meubles du favori, les mirent en lieu de sûreté, et résolurent de le poursuivre en quelque lieu qu'il pût être. Arrivés devant Scarbouroug, ils l'assiégèrent. Les comtes de Pembrock et de Varenne pressèrent tellement les assiégés, qu'en peu de jours, ils amenèrent la place à composition. Gaverston, ne voyant plus moyen d'échapper, se rendit, à condition qu'il obéirait absolument à l'ordonnance de la noblesse : il ne demanda d'autre grâce que de parler une fois au Roi. Ce prince, ayant été informé de cette prise, fit la même demande, et supplia de sauver la vie à ce mi-

sérable, promettant de satisfaire les barons sur tout le reste. Le comte de Pembrock accepta la promesse du Roi, et engagea les grands à ne pas le désavouer. Il s'obligea envers le Roi, sous peine de confiscation de toutes ses terres, de conserver la vie à Gaverston; et en effet il le prit sous sa garde : mais ce ne fut pas pour long-temps; car, pendant qu'il le faisait conduire à Dathington, entre Oxford et Warwick, le comte de ce nom en ayant été averti, survint de nuit avec quelques gens de guerre, tira Gaverston d'entre les mains de ses gardes, et le transporta dans un autre château. Les autres barons furent informés de cet enlèvement. Les comtes de Leicestre, de Warwick et de Hertford délibérèrent sur ce qu'il en fallait faire, et s'il était plus utile de le punir promptement que de le réserver à la volonté du Roi. Il y en eut un dont l'avis entraîna tous les autres : il dit qu'ils seraient blâmés par tout le monde, s'ils laissaient échapper la proie qu'ils avaient si long-temps poursuivie; qu'il fallait penser aux maux que Gaverston avait faits, et à ceux qu'ils avaient soufferts à son occasion; et qu'il était d'avis de le faire mourir sans retard. Gaverston, suivant cette résolution, eut la tête tranchée à Blakelonne. Son corps fut porté aux Jacobins d'Oxford, et gardé plus de deux ans dans l'église, jusqu'à ce que le Roi se souvenant de l'affection qu'il avait eue pour lui, le fit transporter en sa maison de Langley, où il fonda à cause de lui un couvent de Jacobins.

Après la mort de Gaverston, les grands demandèrent au Roi justice sur plusieurs choses qui ne leur

avaient pas été accordées selon la première convention. Comme il n'y avait plus aucun sujet de révolte, ils s'accommodèrent avec Edouard, et lui restituèrent les armes, les meubles et le trésor de Gaverston, trouvés à Newcastle. L'affliction qu'eut le Roi de la mort de son favori, fut modérée par la naissance d'un fils. Cet événement fit sur lui une impression telle, qu'il oublia les injures qu'il avait reçues de sa noblesse, et qu'il lui accorda une grande partie de ses demandes.

HUGUES SPENCER,

SOUS ÉDOUARD II, ROI D'ANGLETERRE.

(1316.)

EDOUARD II ne resta pas long-temps, après la perte de son Gaverston, sans favori. Hugues Spencer, qui avait été nourri près de lui dès son jeune âge, captiva entièrement ses bonnes grâces, et fut en cela aidé de son père, qui portait le même nom que lui. Cette faveur extraordinaire éloigna encore les barons de la cour : mais ce qui les unit tous contre le favori, ce fut la terre de Gomers que Guillaume de Brevi mit en vente, et dont plusieurs grands avaient envie. Spencer, avec le secours du Roi, l'emporta sur eux, et ils en conçurent une telle haine contre lui, qu'ils s'en plaignirent, comme d'une injure, au comte de Lancastre, proche parent du Roi. A cette plainte,

ils ajoutèrent que Hugues avait été cause de la grande défaite arrivée à Esturmelin, et qu'il favorisait le Roi d'Ecosse contre eux. Indignés de n'avoir sur ce point aucune satisfaction du Roi, ils tinrent plusieurs assemblées pour aviser à leurs affaires. Le comte de Lancastre fut encore le chef de leur ligue. Ils s'assemblèrent sous sa conduite à Schireburne, et là ils dressèrent quelques articles pour le bannissement des Spencer père et fils. Au sortir de leur assemblée, voyant qu'ils ne pouvaient se saisir de leurs ennemis, ils pillèrent les biens de tous ceux qui les favorisaient, prirent leurs châteaux de force, et firent mille ravages, jusqu'à la ville de St.-Alban. De là, ils envoyèrent au Roi les évêques de Londres, de Salsbury, d'Eli, d'Hereford, et de Leicestre, pour demander qu'il chassât non-seulement de sa cour, mais du royaume, les Spencer, père et fils, traîtres à l'Etat, et condamnés, sur plusieurs points, par les lois du pays, et qu'il permît, s'il aimait la paix et la tranquillité de l'Angleterre, qu'ils subissent un exil perpétuel et digne de leurs démérites.

Le Roi répondit que Spencer père avait passé la mer depuis peu, et que le fils avait la charge des cinq ports; que l'un ni l'autre ne devaient être bannis avant d'avoir proposé leurs réponses aux accusations dont ils étaient chargés; que ce que les barons demandaient était sans fondement, attendu que les accusés avaient toujours été prêts à répondre suivant les formes de la justice, et d'obéir aux lois du royaume; enfin, qu'il ne voulait pas violer le serment fait le jour de son sacre, en s'accom-

modant ainsi avec eux, qui, par un honteux mépris de sa personne, avaient tant de fois troublé l'Etat, et s'étaient rendus si souvent criminels de lèse-majesté. Cette réponse offensa les barons, au point qu'ils résolurent à l'instant de prendre les armes. Ils vinrent à Londres où le Roi leur permit d'entrer; ils le contraignirent, pour éviter pis, de condescendre à ce qu'ils voulurent. Edouard publia donc un édit qui bannissait les deux Spencer du royaume. Après cela, les barons obtinrent des lettres d'abolition pour tout ce qu'ils avaient fait, et puis se retirèrent.

Il semblait que cette paix devait être de durée; mais il arriva un accident qui fit changer de face aux affaires. La reine Isabelle, faisant un voyage à Cantorbéry, voulut loger au château de Leedes, appartenant à Barthélemi de Bathlemere, un des partisans des barons. Non-seulement l'entrée du château fut refusée à ses fourriers et à elle-même, mais elle fut contrainte de chercher un logement ailleurs. Elle raconta au Roi l'affront qu'elle avait essuyé, et le Roi en fut si offensé, qu'il fit faire une levée de gens de guerre et fit assiéger cette place. Elle fut prise; celui qui y commandait fut pendu; la femme et la famille du maître du château furent envoyées à la tour de Londres, ensuite punies et leurs biens confisqués. Le Roi prit quelques châteaux des barons révoltés. Spencer le fils, averti de ses mouvemens, revint hardiment dans le royaume, se rendit auprès du Roi à qui il conseilla d'envoyer des commissions pour lever des gens de guerre contre les barons qui l'avaient si mal traité peu auparavant. L'armée s'assembla à Glocester. Le Roi y prit la

ferme résolution de se venger. Les principaux barons, se défiant de leurs forces, voulurent tenter la clémence du Roi, et allèrent le trouver. Il les arrêta et les envoya dans la tour de Londres. Les autres indignés prirent les armes, entrèrent dans la province de Glocester, et là jurèrent une guerre mortelle. Ils travaillèrent en effet le Roi de toutes les façons. Mais dans une rencontre furieuse, une partie des barons resta sur la place, les autres furent pris et amenés au Roi, les deux Spencer étant avec lui. Là, de l'avis du comte de Kent, Spencer le père, fut créé comte de Wincester, et les barons prisonniers condamnés à mort et exécutés.

Froissard raconte autrement cette exécution. Il dit que Spencer, ayant eu avis d'une menée contre lui, remontra au Roi que les grands avaient dessein de le chasser de son royaume. Ce qui étonna si fort Edouard, qu'en un jour de parlement il les fit tous arrêter et en fit décapiter jusqu'à vingt-deux des plus puissans, le comte de Lancastre à la tête. Cette exécution attira sur Spencer la haine de tout le royaume, surtout de la Reine d'Angleterre et du comte de Kent, frère du Roi. Spencer ne put douter de la mauvaise volonté de la Reine, qu'il s'était attirée par les indignes traitemens qu'elle recevait de lui. Il travailla si bien à la mettre mal avec le Roi, que ce prince ne la voulut plus voir ni aller où elle était : ce qui dura long-temps.

La Reine et le comte de Kent ayant eu secrètement avis que Spencer tramait quelque chose contre eux, et que le péril était proche, résolurent de passer la mer pour venir en France, et feignirent un pélerinage à

Saint-Thomas de Cantorbéry. Leur voyage fut heureux; en peu d'heures ils arrivèrent à Boulogne. Le Roi Charles-le-Bel, qui régnait alors en France, frère de cette Reine, envoya au-devant d'elle les plus grands de sa cour qui la conduisirent à Paris. Le Roi la reçut fort bien, et l'interrogea sur l'état de ses affaires. Elle l'informa des cruautés et des violences de Hugues Spencer, et lui demanda conseil sur la conduite qu'elle avait à tenir. En lui racontant les injures qu'elle avait reçues, elle fondait en larmes; et le Roi, touché de son état, jura qu'il y mettrait ordre. Il assembla aussitôt son conseil. On y fut d'avis d'assister la Reine, non pas ouvertement, afin de ne pas susciter de guerre contre le Roi d'Angleterre, mais de lui fournir sous main de l'argent.

La faveur et l'arrogance de Spencer augmentèrent, après le départ de la Reine, plus qu'auparavant : les grands, qu'il tenait pour suspects, furent emprisonnés et exécutés à mort sous divers prétextes. Ces exécutions excitèrent ce qui restait de barons, à se liguer contre lui. Ils envoyèrent secrètement dire à la Reine, absente depuis trois ans, que si elle pouvait lever mille hommes de pied et renvoyer son fils en Angleterre, il y aurait moyen de chasser celui qui lui faisait tant d'injures. La Reine en parla au Roi de France son frère, qui, compatissant à son affliction, promit ce qu'elle désirait. Les levées se firent, plusieurs grands du royaume de France se déclarèrent pour passer en Angleterre. Quoique l'affaire se conduisît assez secrètement, Spencer en eut avis. Pour conjurer l'orage qui le menaçait, il envoya de grands présens au Roi de France et à ceux qui l'appro-

chaient. Le Roi changea de dessein, et fit défense, sous peine de bannissement, d'assister la Reine d'Angleterre. Non content d'avoir détourné le coup, Spencer s'avisa d'un plus rude traitement contre la Reine. Il fit écrire le Roi son maître au Pape, pour le prier de sommer le Roi de France, de lui renvoyer sa femme qui s'était retirée sans aucun sujet qui lui fût personnel. Il écrivit aussi aux cardinaux dans le même sens. A ces lettres, il joignit force présens qui eurent un grand effet à la cour de Rome. Le Pape fit ce qu'on voulut. Les ruses de Spencer et l'argent d'Edouard le déterminèrent à mander au Roi de France, que, sous peine d'excommunication, il eût à renvoyer sa sœur à son mari le Roi d'Angleterre. Charles-le-Bel fit voir ces lettres à sa sœur, et lui fit dire de se retirer de son royaume.

La Reine, affligée de ce congé, se vit aussitôt abandonnée des grands : Robert d'Artois fut le seul qui l'aida en cachette, car le Roi avait dit qu'il ferait arrêter sa sœur et ceux qui l'avaient accompagnée; qu'il l'enverrait à son mari, et la remettrait au pouvoir de Hugues Spencer. On conseilla à la Reine de se retirer dans le Hainaut, où elle fut reçue par le comte de ce nom avec beaucoup d'humanité. Jean de Hainaut, frère du comte, promit de la remettre en Angleterre avec le secours de ses amis, qu'il invita à cette entreprise. Cette princesse, accompagnée des seigneurs de Hainaut et d'un bon nombre de gens de guerre, s'embarqua, et aborda heureusement en Angleterre. Elle donna aussitôt avis de son arrivée aux grands du royaume, ses amis. Le comte Henri de Lancastre vint la

trouver. On décida d'aller droit à Bristol, place forte sur la mer, où étaient le Roi, les Spencer, père et fils, le comte d'Arundel, qui avait épousé la fille du favori, et plusieurs autres. La Reine, ayant à côté d'elle son fils, fut reçue avec joie par toutes les villes. On mit le siége devant Bristol : Spencer le père, âgé de quatre-vingt-dix ans, et le comte d'Arundel soutinrent le siége ; le Roi et le jeune Spencer se retirèrent dans le château. La ville fut vivement pressée, et se rendit par composition. La Reine y entra, et y trouva ses enfans, qui étaient sous la garde de Spencer : celui-ci lui fut amené avec le comte d'Arundel, suivant les termes de la capitulation. Isabelle, en voyant ces prisonniers, leur dit qu'elle et son fils leur feraient droit selon leurs œuvres ; à quoi Spencer répondit : *Ah ! madame, Dieu nous veuille donner bon juge et bon jugement, et si nous ne le pouvons avoir en ce siècle, nous l'aurons en l'autre.* Leur procès leur fut fait par les barons de l'armée ; on les chargea de mille crimes capitaux : ils furent condamnés à être traînés, puis décapités, et enfin attachés au gibet ; ce qui fut exécuté à la vue du château de Bristol, où étaient le Roi et le jeune Spencer. Après cette exécution, la Reine poussa si vivement le siége du château, que le Roi et Spencer résolurent de se sauver dans le pays de Galles. Ils se mirent de nuit sur un petit vaisseau mal équipé ; et après avoir été fort battus par la tempête, ils furent rejetés au lieu d'où ils étaient partis. Enfin, découverts par leurs ennemis, ils furent tellement poursuivis, qu'ils furent pris par le seigneur

Henri de Beaumont, anglais, et menés à la Reine et à son fils.

Ce Roi captif et misérable, de l'avis des barons, fut envoyé par sa femme au château de Berche, sous une bonne garde, qui eut ordre de le traiter avec humanité. Spencer fut confié à Thomas Wage, maréchal de l'armée, qui le fit suivre, lié et garotté sur un méchant cheval : deux trompettes le précédaient pour l'annoncer au peuple des villes où l'on entrait. Quand la Reine fut arrivée à Herford, on commença à faire le procès au prisonnier : on lui reprocha tous ses crimes, et il ne répliqua rien. Il fut donc jugé, et condamné par les barons et chevaliers. Aux termes du jugement, il fut traîné sur un bahut par toute la ville, au son des trompettes, puis conduit sur la place publique, et lié à une échelle, afin que le peuple pût le voir de loin. On lui coupa les parties honteuses, qui furent jetées dans le feu, *à cause*, dit l'histoire, *qu'il était accusé de sodomie, et que pour cela il chassa la Reine*. Ensuite, on lui arracha le cœur, qu'on jeta aussi au feu, parce qu'il avait été faux et traître, et que, par ses mauvais conseils, il avait fait mourir les grands de l'Etat, séduit le Roi, qui ne voulait voir sa femme ni son fils aîné, et, sous de faux prétextes, les avait chassés du royaume. Après tout cela, on lui trancha la tête, qui fut portée à Londres : son corps fut mis en quartiers, qu'on porta aux quatre coins du royaume.

Après cette horrible justice, la Reine alla à Londres, où elle fut reconnue de tout le peuple. Quelques amis

de Spencer furent punis de divers supplices. Cependant, le Roi demeurait toujours en prison, attendant ce qu'on ferait de lui. On l'accusa de diverses tyrannies, et on résolut que, n'étant pas digne de gouverner, il serait déposé : ce qui eut lieu. Son fils Edouard III fut couronné à sa place, et régna heureusement. Edouard II mourut quelques mois après en prison, cruellement traité par ceux qui l'avaient en garde.

ENGUERRAND DE MARIGNY,

SOUS PHILIPPE-LE-BEL.

(1314.)

Philippe-le-Bel, tourmenté par les Flamands et ses autres voisins, eut besoin de grandes sommes d'argent pour supporter les frais excessifs de la guerre; et ses revenus ne suffisant pas à la moindre de ses dépenses, il fut réduit à recourir à toutes sortes d'inventions pour faire des fonds et ne pas manquer à la défense de son royaume. Le peuple foulé supporta mal aisément ces charges extraordinaires. Il s'en prit à ceux qui gouvernaient le Roi, sans considérer les embarras où le prince se trouvait. Philippe-le-Bel avait pour favori Enguerrand de Marigny, chevalier d'une bonne maison de Normandie, et si puissant auprès du Roi, que l'histoire de son temps l'appelle *coadjuteur et gouverneur de tout le royaume de France*. Comme il était intendant-

général des finances, c'était à lui de trouver les moyens de fournir à tant de dépenses. Ses expédiens réussirent au gré du Roi; mais aussi ils lui attirèrent la haine du peuple, puis celle des grands, qu'il éloigna de la cour par son arrogance et ses violences insupportables. En 1308, le Roi eut besoin d'argent; il convoqua les barons et les bourgeois des bonnes villes du royaume. L'assemblée se tint au palais, à Paris. Enguerrand, par ordre du Roi, monta sur l'estrade près de lui, et parla long-temps au peuple de la nécessité où se trouvait le Roi, de la révolte du comte de Flandre et de ses Flamands, qui ne voulaient pas obéir ni garder les traités de paix solennellement jurés. Il dit qu'il était besoin d'une subvention pour lever des troupes, afin de réduire les rebelles. Lorsqu'il eut fini de parler, un député de Paris se leva, et dit que ceux de Paris étaient prêts à contribuer, selon leurs moyens, aux frais de la guerre. Les autres bourgeois firent les mêmes offres; et Enguerrand, voyant ces bonnes dispositions, imposa une taille qui parut insupportable et fit murmurer le menu peuple. Les levées qui en furent faites furent sans aucun fruit; car le Roi, ayant rassemblé une grande armée, à la tête de laquelle il se trouva avec ses enfans, fut obligé, par les secrètes menées d'Enguerrand en faveur des Flamands, de revenir avec honte sans avoir rien fait. Les historiens rapportent une autre trahison insigne de ce favori. Robert, comte de Flandre, fut sommé de venir à Paris pour faire hommage au Roi de son comté. Le comte vint en personne et refusa l'hommage, à moins qu'on ne lui rendît les villes de Lille,

Douai et Béthune, suivant la capitulation qui en avait été faite. Il s'appuyait, dans ses prétentions, sur ce que les communes de Flandre avaient remboursé au Roi la somme pour laquelle elles avaient été engagées; somme qu'Enguerrand avait touchée, et qui se montait à six cent mille livres.

Le comte repartit en diligence de Paris, et, ayant levé quelques troupes en Flandre, il assiégea Lille, au secours de laquelle Philippe envoya une bonne armée, où se trouvaient son frère Charles de Valois, son fils Louis, depuis Roi, le comte d'Evreux et Enguerrand de Marigny. Le comte de Flandre leva le siége et se retira, et, au moyen des pratiques secrètes d'Enguerrand et d'une bonne somme d'argent qu'il lui donna, il lui fut accordé une trève d'un an. Ce traité fut fait au grand regret de tous les Français, surtout du comte de Valois, qui, à son retour, accusa Enguerrand de trahison. Mais le Roi excusa son ministre, comme il faisait dans toutes les occasions. Peu après cette vaine entreprise, Philippe mourut en 1314. Cette époque fut le commencement des misères d'Enguerrand de Marigny. Du vivant de son maître personne ne l'avait attaqué, tant il était puissant. Philippe l'avait comblé de biens. Il lui avait donné le comté de Longueville et plusieurs autres grandes terres. Il l'avait fait capitaine du Louvre. Enguerrand, ayant l'intendance des bâtimens du Roi, avait fait bâtir le palais de Paris, où, par une arrogance qui fut alors remarquée, il avait fait faire sa statue à genoux devant celle du Roi, qui était sur le portail du grand degré du palais. Jean de Marigny, son frère, fut

évêque de Beauvais; l'autre, archevêque de Sens, et le troisième, évêque de Cambrai. Aussitôt après la mort de Philippe, et dans le même mois, les grands, et surtout Charles de Valois, oncle du Roi Louis Hutin, ne manquèrent pas de faire paraître la haine qu'ils portaient à Enguerrand, et de se venger. Charles de Valois y était excité par une partie de la noblesse de Picardie et de Normandie; par Ferry de Péquigny, vidame d'Amiens; par Guy, comte de Saint-Paul, et autres. On représenta au Roi et à son conseil les pilleries de cet homme et les intelligences dangereuses qu'il avait dans le royaume, au moyen de tant d'officiers qui étaient dans sa main.

Enguerrand fut donc arrêté par ordre du nouveau Roi, et mis à la tour du Louvre, où Ferrand, comte de Flandre, avait été long-temps. Enguerrand comparut ensuite devant le Roi, qui était accompagné des grands de sa cour. On lui demanda compte de tout l'argent qu'il avait levé sur le clergé et sur le peuple, peu avant la mort du feu Roi, et dont on n'avait rien trouvé dans ses coffres. Comme il dit qu'en temps et lieu il en rendrait bon compte, le comte de Valois le pressa de le rendre à l'heure même. Enguerrand répliqua : « Volon-« tiers, seigneur; mais je vous en ai donné la plus grande « partie, et le reste, je l'ai fait servir au paiement des « dettes de monseigneur votre frère. » Le comte de Valois, offensé de cette réponse, lui dit : « *Certes, de ce « mentez, Enguerrand.* » A quoi Enguerrand répondit : « *Par Dieu, sire, vous en mentez.* » A ces mots injurieux, le comte le voulut poignarder; mais Enguerrand fut éloigné de lui et reconduit en prison. Cette

insolence augmenta la haine que les grands portaient à Enguerrand. Le comte de Valois fit publier que ceux qui savaient quelque chose contre le prisonnier, eussent à venir le déclarer et à donner leurs plaintes par écrit. Il alla ensuite trouver le Roi, et lui remontra qu'il n'était pas raisonnable que ce larron fût emprisonné dans le Louvre, dont il était capitaine. Le Roi permit au comte de faire comme il jugeait le mieux. Enguerrand fut donc transféré au Temple, accompagné d'un grand nombre d'officiers de justice et de peuple, qui prenait plaisir à le voir en ce misérable état. Quelques semaines après, il fut mené du Temple au bois de Vincennes, devant le Roi, qui était accompagné de prélats et de barons. Un nommé Jean Annat, par ordre de Louis, proposa tout ce qu'il y avait de charges contre l'accusé. Il lui reprocha d'avoir volé le trésor du Roi Philippe-le-Bel, lorsqu'il mourut; d'avoir été corrompu par le comte de Nevers, dont il avait pris deux barils d'argent et quelques pierreries, pour opérer le retour de l'armée de Flandre; d'avoir conseillé cette grande taille qui fut levée sur le peuple; d'avoir retenu l'argent que le Roi l'avait chargé de présenter au Pape; d'avoir fait sceller à messire Guillaume de Nogaret, chancelier de France, huit lettres, sans permettre qu'on sût ce qu'elles contenaient; d'avoir rempli toutes les charges de ses créatures et confidens; d'avoir écrit à la comtesse d'Artois qu'elle n'eût aucun égard aux lettres que le Roi lui écrivait, et qu'elle fît ce qu'il lui mandait: qu'il la garantirait contre le Roi; d'avoir conseillé de prendre madame de Poitiers; d'avoir commandé aux trésoriers

et à la Chambre des Comptes de n'avoir aucun égard aux mandemens du Roi, s'ils ne voyaient premièrement son sceau. On l'accusa ensuite d'innombrables concussions, voleries et larcins. On remarqua les dons qu'il avait reçus du Roi, des grands et de toutes sortes de personnes. Enguerrand, ayant entendu ces accusations, demanda qu'il lui fût permis de se défendre. On le lui refusa. On donna seulement à son frère, l'évêque de Beauvais, une copie des chefs d'accusation; après quoi, Enguerrand fut remené au Temple, où il fut durement traité, ayant les fers aux pieds et aux mains.

Il semble que tout ce qu'avait dit Jean Annat contre Enguerrand, n'était pas bien prouvé, puisqu'on recourut à d'autres moyens pour le faire mourir. Il courut un bruit que la femme d'Enguerrand avait fait faire des images de cire, non-seulement du comte de Valois et des autres ennemis de son mari, mais aussi du Roi. Le but de cette femme désespérée était, dit l'histoire, de faire mourir ceux qui étaient représentés par ces images, à mesure qu'elles auraient fondu; et le dessein devait être, dit-on, exécuté dans peu de temps. Le comte prit occasion de faire sentir au Roi l'importance de cette méchanceté; combien le charme était puissant, et combien il était détestable. Il le fit avec d'autant plus de violence et d'artifice, que le Roi ne pouvait lui persuader de consentir à la délivrance d'Enguerraud et à son bannissement en Chypre, jusqu'à ce qu'il lui plût de le rappeler.

Touché de l'horreur du crime et du danger où il croyait être, le Roi abandonna ce malheureux au comte

de Valois, et le pria d'en faire ordonner selon les lois. Le comte, se voyant libre, fit arrêter la dame de Marigny et la dame de Chantelou, sa sœur, une magicienne et un nommé Paviot, auteur de cette sorcellerie. Enfin il se tint à Vincennes une assemblée de barons, pairs et chevaliers, où toutes les charges contre Enguerrand furent soigneusement examinées. Les images de cire furent représentées. Enguerrand fut condamné à être pendu et étranglé; ce qui fut exécuté trois jours après. Il fut mené du Temple au lieu du supplice avec les fers aux pieds. Le peuple le suivait en faisant publiquement des imprécations contre lui, et maudissant le temps où il avait été en charge. Quelques jours après, la magicienne et Paviot furent brûlés, ainsi que les images de cire. Le mari de la magicienne, pour éviter l'ignominie du supplice, se pendit en prison; ce qui rendit l'accusation plus véritable. La femme et la sœur d'Enguerrand furent conduites du Louvre au Temple, où elles furent étroitement resserrées.

Sous le règne suivant, les amis d'Enguerrand obtinrent de Philippe-le-Long de faire enlever le corps, qui était encore au gibet, et de lui accorder les honneurs de la sépulture. Il fut enterré au milieu de l'église des Chartreux de Paris, près de Philippe, archevêque de Sens, son frère.

LE DUC D'IRLANDE,

SOUS RICHARD II, ROI D'ANGLETERRE.

(1377.)

L'AFFECTION et l'amour extraordinaire de Richard II, Roi d'Angleterre, pour le duc d'Irlande, furent la cause de grandes divisions dans ce pays. Les ducs d'Yorck et de Gloocestre, oncles du Roi, déclarèrent ouvertement qu'ils ne pouvaient plus souffrir qu'un seul fût tout le conseil du Roi. Les communautés et les villes d'Angleterre se plaignirent aussi de ce mal. Quelques-uns disaient que l'envie seule animait les oncles du Roi; les autres, que ce prince, étant jeune, ne croyait que les jeunes gens; mais qu'il lui serait plus utile de croire ses oncles que cette *poupée* de duc d'Irlande, qui n'avait jamais rien vu et n'avait jamais été à aucune bataille. Les clameurs augmentèrent, quand les Anglais surent l'entreprise des Français sur leur pays. Ils regrettèrent le Roi Edouard et le prince de Galles, son fils; ils se rappelèrent les grandes conquêtes que ceux de leur nation avaient faites sur les Français, et demandaient où étaient les chevaliers d'Angleterre qui pussent faire quelque chose de généreux.

Les plaintes augmentèrent, quand il fallut lever une taille sur le peuple. On disait qu'il fallait demander à l'archevêque d'Yorck et au duc d'Irlande, les soixante

mille frances qu'ils avaient reçus du connétable de France pour la rançon de Jean de Bretagne. Mais ce qui nuisit beaucoup au duc, et affaiblit son crédit, ce fut qu'ayant épousé la fille du seigneur de Couci, proche parente du Roi, il devint amoureux d'une Allemande, une des demoiselles de la Reine, et fit tant envers le Pape Urbain VI, qu'il obtint, sans cause légitime, la dissolution de son mariage, et épousa cette Allemande. La mère du duc, indignée contre son fils, ne laissa pas de retenir auprès d'elle l'épouse répudiée. Les grands prirent de là occasion de déclamer contre le favori : celui-ci, au contraire, se voyant si avant dans les bonnes grâces du Roi, se souciait peu de ce qu'ils pouvaient dire. Les grands, qui avaient pour chefs les oncles du Roi, firent courir le bruit que la Cour avait dessein de faire lever une autre taille très-haute; cependant on ne pouvait croire, disaient-ils, que le Roi n'eût beaucoup d'argent, vu les grandes exactions qui avaient été faites; qu'il fallait faire rendre compte à ceux qui avaient manié les finances, comme l'archevêque d'Yorck, le duc d'Irlande, et autres. Ce bruit fut si grand parmi le peuple, surtout à Londres, qu'il y eut une sédition. On alla trouver le duc de Glocestre; on le pria de vouloir prendre le gouvernement du royaume, et d'informer contre ceux qui le gouvernaient actuellement. Le duc de Glocestre dit à ce peuple ému : Je sais que votre plainte est juste; je ne puis rien faire moi seul, quoique je sois oncle du Roi; je ne serai pas écouté, car mon neveu a un conseil près de lui, qu'il croit plus que soi-même, et ce conseil le mène comme il veut. Le duc conseilla au peuple de

demander l'adjonction de plusieurs villes, de se plaindre vivement au Roi, de le supplier de prendre garde à son Etat et à la confusion où il était, et de faire rendre compte à ceux qui l'avaient gouverné sous lui.

Les communautés crurent le conseil du duc de Glocestre, et attendirent le jour de la cérémonie de saint Georges, où se devaient trouver les principaux seigneurs, entre autres les deux oncles du Roi. Richard, ayant eu avis de ce dessein, voulut partir de Windsor où se faisait la cérémonie pour aller à trois lieues de là, et ne voir ni n'entendre ce peuple animé contre ses mignons. Mais ses oncles et le comte de Salisbury lui dirent qu'il ne pouvait ni ne devait partir avant d'écouter le peuple, qu'il fallait contenter. Le Roi qui n'entendait pas volontiers les plaintes de ses sujets, pressé et forcé par les grands, fit venir ce peuple. Un orateur parla au prince comme il avait été concerté. Après quoi le Roi ordonna de se retirer, et dit qu'on ne pensât plus à le régler ni à le gouverner; qu'il ne voyait que droit et justice dans son gouvernement et dans ceux qui étaient auprès de lui. Le peuple ému répondit en foule qu'il ne demandait que justice, qu'il la fallait promptement faire; que le Roi ne savait pas tout et ne pouvait pas le savoir, parce qu'il ne s'en informait pas, et que ceux qui le conseillaient ne l'en avertissaient pas. Il ajouta qu'il voulait savoir ce qu'était devenu tant d'argent qu'on avait levé sur lui, et comment ceux qui le gouvernaient l'avaient administré; qu'il fallait changer d'ordre et forcer les agens du Roi à rendre compte aux députés du royaume, dont ses oncles étaient les principaux.

A ces mots, le Roi regarda ses oncles et se tut. Le duc de Glocestre prit la parole, et dit qu'il ne voyait rien que de juste dans la demande du peuple. Le duc d'Yorck en dit autant, de même que tous les prélats et les barons qui étaient présens. Le Roi connut bien alors que c'était une partie faite. Il accorda ce qu'on lui demandait. On donna une assignation aux trésoriers de se trouver à un certain jour; ils n'y manquèrent pas. Simon Burle fut trouvé coupable. Le duc d'Irlande alla le voir, lui conseilla de ne se point mettre en peine et d'aller en prison, lui promettant qu'il ferait bien sa paix, quoiqu'on eût juré sa ruine. Il ajouta qu'à tout événement le Roi était souverain, qu'il lui pardonnerait tout. Burle était résolu de sortir d'Angleterre pour éviter la peine; mais ces promesses l'arrêtèrent. D'ailleurs le duc d'Irlande était également intéressé avec Burle. Celui-ci se présenta donc aux commissaires qui, après avoir examiné ses comptes, trouvèrent qu'il avait volé deux cent cinquante mille francs. Burle fut entendu; il demanda du temps pour se défendre, et fut envoyé à la grosse tour; il fut ensuite jugé à mort, et eut la tête tranchée. Le Roi, dont il était un des confidens favoris, fut très-irrité de cette mort. L'archevêque d'Yorck fut démis de sa charge de grand-trésorier. Il lui fut défendu, par le duc de Glocestre, de ne plus se mêler d'affaires. Sans sa qualité de prêtre, il aurait été exécuté comme Burle. Il y eut en outre des amendes de prononcées contre quelques-uns de ceux qui avaient manié les finances.

Après ces jugemens, on nomma, de l'avis des villes, de nouveaux conseillers pour gouverner le Roi et le

royaume. Le duc d'Irlande qui, de son côté, possédait l'esprit du Roi tout entier, jugea qu'il fallait laisser passer cet orage qui était grand à la vérité, puisque ses amis y avaient perdu l'honneur et la vie. Mais il ne resta pas oisif; il fit des menées dans le pays contre les oncles du Roi. Il fit répandre secrètement que c'était pour parvenir à la souveraineté qu'ils avaient ôté du conseil les principaux et les plus expérimentés, et en avaient fait mourir quelques-uns, et qu'il s'en fallait peu qu'ils ne fussent les maîtres. Ceux qui entendirent ces discours, voulurent savoir si le Roi pensait comme le duc. Le Roi ne le désavoua point, il dit qu'il avait grand sujet de se défier de ses oncles. Ceux du pays de Galles promirent à Richard de faire ce qu'il désirerait d'eux; et le duc d'Irlande, se voyant appuyé, proposa, pour première chose à faire, de châtier ceux de Londres. Il offrit, s'il plaisait au Roi de lui donner sa lieutenance, de mener à Londres quinze mille hommes de guerre, et promit de les mettre à la raison. Le Roi qui voulait se venger de ses oncles, accorda au duc ce qu'il désirait, et lui dit : « Je vous ordonne souverain de mon royaume, afin que vous preniez gens partout où vous les pourrez avoir, et les meniez où vous jugerez à propos pour augmenter notre seigneurie, et afin qu'on voie clairement que tout le royaume m'appartient. Je veux que vous portiez ma bannière, mon guidon, mon étendard et autres enseignes de guerre, que nous faisons porter nous-mêmes lorsque nous sommes en bataille, et que vous punissiez les rebelles qui ne voudront pas obéir. Je crois que ceux qui verront mes bannières se rangeront à notre obéissance. »

Le duc d'Irlande ne fut pas plutôt revêtu de ce pouvoir souverain, qu'il leva des gens de tous côtés pour venger son maître des injures de ses oncles qui troubloient ce royaume et tenaient Londres. L'archevêque d'Yorck, intime confident du duc, conseilla au Roi de persister dans sa résolution, et dit qu'il fallait se délivrer de cette oppression. Les autres amis du duc furent de cet avis, et représentaient que c'était une condition insupportable à un Roi d'être réduit à l'extrémité où ses oncles et les communes l'avaient mis. Il fut donc résolu que le duc marcherait sur Londres avec quinze mille hommes. Les oncles levèrent les armes et se décidèrent à livrer bataille au duc. Ils se mirent en campagne; et ils apprirent qu'il avait disposé son armée pour les combattre, bien qu'il fût averti que ceux qui la composaient ne lui étaient pas tous fort attachés, et qu'il eût, au contraire, des preuves certaines qu'il y avait de puissans ennemis. Quand il sut que les princes approchaient, il consulta ses confidens sur ce qu'il avait à faire, il leur remontra que s'il venait à perdre la bataille et à être pris, il serait honteusement traité et sans espoir de pardon, que par conséquent il avait grand besoin de penser à lui. Pendant qu'il tenait conseil, on vint lui dire que les princes arrivaient en bon ordre: aussitôt les gens du duc se débandent et tournent le dos. Le duc et deux chevaliers se retirent en diligence, et sans avoir tiré l'épée, toute son armée est mise en déroute. Les princes ne voulant pas poursuivre leur pointe, licencièrent leurs troupes.

Le duc d'Irlande fut saisi d'une telle frayeur, qu'il

alla jusqu'en Écosse. Là il s'embarqua, et il se rendit à Dordrecht en Hollande, où, depuis long-temps, il amassait de l'or et de l'argent pour s'y retirer, mais non pas d'une manière si précipitée. Il avait aussi placé à Bruges une grande somme d'argent, dans le cas où ses fonds de Hollande viendroient à lui manquer. Aubert, duc de Bavière, qui avait la garde du comté de Hollande, apprenant comment il avait quitté l'Angleterre, lui signifia de sortir de son pays, autrement qu'il s'assurerait de sa personne. Le duc craignant d'être livré à ses ennemis, se retira à Utrecht où il fut bien reçu. Le Roi de France, qui avait souvent entendu parler de ses affaires, le rechercha, désira le voir, et lui envoya un sauf-conduit avec quelques personnes de confiance qui l'amenèrent. Le duc, après avoir consulté s'il y avait sûreté pour lui, se décida à partir. Il vint donc en France, fut bien vu du Roi, qui en faisait cas et qui lui assigna quelque domaine pour son entretien. Mais par malheur le Roi avait près de lui le seigneur de Coucy, père de la femme que ce duc avait si injustement répudiée. Ce seigneur n'eut point de repos qu'il ne l'eût fait chasser de France, et le duc n'y resta qu'un an, traité avec tout l'honneur qu'il eût pu désirer hors de son pays. Comme il avait témoigné vouloir se retirer en Brabant, ce même seigneur de Coucy écrivit à la duchesse, pour la prier de le recevoir dans son Etat, et de le traiter favorablement. La duchesse y consentit. Le duc fut conduit à Louvain par des gens du Roi, et il y demeura le reste de ses jours avec l'archevêque d'Yorck, banni comme lui.

NICOLAS GARA,

PALATIN DE HONGRIE, SOUS MARIE, REINE DE HONGRIE.

(1385.)

Sous le règne de Marie, fille de Louis Ier, Roi de Hongrie, parut à la cour un nommé Nicolas Gara, d'une assez bonne famille, et qui s'éleva par sa valeur à quelques dignités du pays. La Reine-mère crut ne pouvoir se servir d'un conseil plus fidèle que celui de Gara; et Gara, qui conservait une reconnaissance respectueuse pour le feu Roi son maître, saisit cette occasion de rendre service, disait-il, à la femme et à la fille de celui qui lui avait fait tant de bien. On le vit donc toujours auprès des Reines, pour les fortifier de ses conseils. Au commencement, il ne leur inspira rien que de généreux, rien que de digne de la royauté et d'utile pour le bien du pays. La jeune Reine le prit en telle affection, qu'elle ne voulut plus écouter que lui. Gara, voyant son crédit si bien établi, pensa bientôt à d'autres choses qu'à celles de l'Etat. Il insinua à a Reine qu'il était dangereux de rendre les grands trop puissans; que les révoltes des peuples étaient ordinairement fomentées par eux; qu'il fallait les réduire de manière qu'ils n'eussent aucun moyen de lui nuire; et qu'il fallait le faire surtout pendant sa minorité. Il lui

dit qu'il y en avait dans la cour à qui on devait ôter les charges, parce qu'ils en abusaient, pour les donner à d'autres, plus sûrs, moins riches et plus dépendans de la royauté. Gara, en donnant ce conseil à la Reine, lui fit mille protestations de fidélité. La Reine, trompée, commença à se défier des principaux seigneurs de sa cour, sans sujet et sans juste cause. Les seigneurs, ne pouvant souffrir cette injustice, perdirent peu à peu le respect qu'on rend si naturellement à la royauté. Insensiblement, ils se sentirent portés à la rébellion, et ils prirent pour prétexte la préférence qu'ils voyaient accordée à des hommes d'un rang fort inférieur, et le pouvoir de Gara, qui les avait mis mal dans l'esprit de la Reine, et les avait fait sortir de la cour, pour gouverner lui seul l'Etat : aussi se déclarèrent-ils contre lui seul. Ils prirent les armes, ravagèrent le pays, déclarèrent, par un manifeste, la cause qui les avait soulevés; et, comme il arrive d'ordinaire, firent valoir le bien public : ils allèrent jusqu'à dire tout haut qu'il fallait élire un Roi. Les principaux rebelles étaient l'évêque de Zagrabia, le vaivode de Transylvanie et le gouverneur de la Croatie, que le feu Roi, père de la Reine, avait tirés de l'obscurité : cette considération ne les arrêta point. Ils débauchèrent ceux qu'ils jugeaient pouvoir servir leur dessein. Ils accusaient la Reine de manquer de courage, criaient contre son gouvernement, déclamaient contre la lâche patience des Hongrois, et surtout exagéraient la tyrannie de Gara. Ils lui imputaient plusieurs crimes, et faisaient voir le danger où étaient tous les grands, soit de la vie, soit

de la perte de leurs biens et de leurs charges. Ils tinrent plusieurs assemblées clandestines, où ils proposèrent leurs moyens d'union : ils demeurèrent d'accord d'élire pour Roi Charles, Roi de Naples. Ils jugèrent qu'ils ne pouvaient en nommer un autre plus capable, pour l'opposer à la Reine et à Gara, et qui eût des qualités plus désirables : car il était de la race royale, et petit-fils du feu Roi, tant aimé du peuple. Ils résolurent donc de lui envoyer une ambassade, pour lui faire savoir leur résolution, et choisirent pour cela cet évêque de Zagrabia, qui accepta volontiers la charge.

Pour mieux couvrir leur ligue, ces grands mirent bas les armes, promirent à la Reine de lui obéir, et payèrent les impôts qu'on avait levés sur eux sans leur avis. L'évêque, de son côté, feignit un vœu qu'il était obligé d'accomplir à Rome : il partit donc pour l'Italie, et trouva le Roi Charles à Naples. Il lui fit savoir son arrivée et ce qui l'amenait, et il obtint une audience secrète. Il tint au Roi un discours dans lequel il fit valoir, pour le déterminer à accepter l'offre des grands, la fidélité des Hongrois au sang dont il était issu, et l'inconstance, la perfidie des Napolitains, qui n'aiment, lui dit-il, que la nouveauté et la ruine de leurs princes. Après avoir fini, il communiqua ses pouvoirs et les moyens de trouver de l'argent pour le voyage du Roi et pour les troupes et toute sa cour.

Charles, tout pensif, demanda trois jours pour se décider : de fortes considérations le firent long-temps hésiter ; enfin, le désir de régner sur deux pays l'emporta. Il fit venir l'ambassadeur, lui dit qu'il accep-

tait la couronne de Hongrie, et que dans peu de temps les grands verraient qu'ils n'avaient point vainement espéré en lui. Enfin, après avoir mis ordre à ses affaires dans le royaume de Naples, il s'embarqua et arriva à Zagrabia : il y fut reçu avec joie d'une partie des grands, de la noblesse et du peuple. Il fit savoir à tout le reste du pays le sujet de son arrivée, et attendit qu'on secouât le joug de la Reine et de Gara. Quand il vit le peuple pour lui, et la noblese augmenter de jour en jour auprès de sa personne et abandonner la cour de Marie, il convoqua une assemblée à Bude, où il s'était rendu; et là il fut déclaré Roi. Ceux qui étaient du parti de la Reine, n'osèrent parler, crainte de la mort.

La cérémonie du sacre se fit à l'ordinaire; mais les acclamations n'y furent pas unanimes : car la Reine avait encore quelques partisans; et l'on remarqua qu'après cette cérémonie, la chaleur pour Charles commença à se refroidir. Les Reines se retirèrent dans une maison particulière : Gara fut le seul qui ne les abandonna pas. Marie, qui ne pouvait oublier son malheur, parlait souvent avec lui des moyens de se venger. Gara lui promit d'y penser; il en conféra avec la Reine-mère, qui l'excita à prendre une forte résolution. Gara, recommandant le secret aux deux princesses, leur dit qu'il avait un homme vaillant et hardi qui exécuterait son dessein : cet homme était Blaise Forgatz, assez connu pour sa générosité; il promit de faire tout ce qu'on pouvait attendre d'un homme de cœur. Gara, s'étant enfin décidé à ne plus différer, feignit un ma-

riage pour sa fille, mariage qui ne se pouvait faire sans une grande assemblée de ses amis. Il communiqua à quelques confidens ce qu'il voulait faire. Il dit à la Reine qu'il était bon d'avertir le Roi Charles qu'elle avait reçu des lettres de Sigismond, fils de l'Empereur, à qui sa fille avait été promise, et qu'il était à propos qu'il les vît. Charles, qui ne se défiait plus de ces princesses, voulut prévenir la Reine, et lui dit qu'il l'irait voir. Gara jugea cette occasion favorable à l'exécution de son dessein, et avertit ses amis de se tenir prêts. Forgatz, qui devait faire le coup, lui donna parole de n'y pas manquer. Charles, comme il l'avait promis, vint voir la Reine; celle-ci le fit asseoir à son côté et Gara à l'autre. Gara communiqua au Roi le mariage de sa fille, et la Reine lui fit voir ce qu'elle disait avoir reçu de Sigismond. Pendant que Charles lisait ces lettres, Gara fit signe à Forgatz d'exécuter ce qu'il avait promis, et Forgatz déchargea aussitôt un coup d'épée sur la tête du Roi, qui tomba demi-mort: les Italiens de sa garde accoururent au bruit; mais voyant leur maître demi-mort, ils se retirèrent et cédèrent à la force qui était dans les chambres voisines pour favoriser l'exécution du complot. La Reine-mère fut tellement saisie de peur, qu'elle demeura quelques jours sans parler. Gara alla au palais, y entra de force, et en chassa les Italiens. Ceux qui suivaient le parti de Charles, voulurent prendre les armes, mais ils furent aussitôt repoussés, et se retirèrent. Les partisans de la Reine entrèrent dans le lieu où le Roi était blessé, et le firent porter dans une tour: quelque temps après, il fut conduit

à Wissegrade, où il fut étranglé. Tous les Italiens et amis de ce Roi furent ou tués, ou chassés du pays. Marie fut proclamée Reine, et la mémoire de Charles déclarée en abomination.

Il semblait que Gara et Forgatz, assassin du Roi, n'eussent plus sujet de craindre. Les Reines, pour assurer la tranquillité de l'Etat, résolurent d'aller dans les provinces se montrer aux peuples. Lorsqu'elles étaient sur le chemin de Diocum, le gouverneur de la Croatie fut informé qu'elles arrivaient avec Gara et Forgatz; il assembla aussitôt quelque noblesse et les paysans de son gouvernement; il leur rappela ce qui s'était passé contre Charles, dont il avait été un des confidens, et leur peignit avec de si noires couleurs ceux qui accompagnaient les Reines, qu'il leur fit tous promettre de le suivre. Les Reines et Gara reconnurent aussitôt, à l'abord, que ces gens étaient des ennemis, plus forts et en plus grand nombre que ceux qu'elles avaient, et qu'elles n'étaient pas en état de soutenir cette rencontre. Forgatz, néanmoins, s'abandonnant à son courage fier et hautain, voulut mourir les armes à la main, et fondit sur les ennemis; mais ils l'arrêtèrent tout court, et le tuèrent sous les yeux des Reines. Gara résolut de périr en les défendant; il descendit de cheval, l'épée à la main, pour être plus près d'elles, et fit retirer ceux qui avaient osé arrêter leur char. Cependant, les ennemis lui tirèrent tant de flèches, qu'il en eut le corps tout couvert dans un instant; enfin, il fut approché de si près, qu'en présence des Reines, et quoi qu'elles pussent dire, il fut cruel-

lement tué. Le chariot fut ensuite renversé; les femmes de la suite furent outragées et violées. Le gouverneur de Croatie sépara les Reines, fit mettre la mère dans un sac, et la fit jeter dans la rivière de Bozzola, pour avoir su, dit-il, et conseillé la mort du Roi Charles. La jeune Reine fut étroitement gardée; mais quelque temps après, Sigismond, qui était devenu son mari, la délivra et la vengea cruellement et justement de ce gouverneur.

ALVARO DE LUNA,

SOUS JEAN II, ROI DE CASTILLE.

(1407.)

Alvaro de Luna, seigneur de Canète et échanson du Roi Ferdinand de Castille, eut un fils qui fut laissé, après sa mort, aux soins de son écuyer Jean Dolio. Celui-ci l'entretint jusqu'à l'âge de dix-huit ans. L'archevêque de Tolède, Pierre de Luna, le lui retira et le confia à Gomès Carillo, gouverneur du jeune Roi Jean, qui lui fit avoir entrée dans la chambre du prince. Le pape Benoît, Espagnol, nommé aussi Pierre de Luna, et parent de ce jeune homme, en lui donnant la confirmation, lui ôta le nom de *Pierre* qu'il avait, et le nomma *Alvaro*, comme son père.

Le jeune Alvaro se conforma tellement aux volontés et aux plaisirs du Roi, qu'il gagna toute sa confiance. La Reine Isabelle, qui ne se souciait pas que son fils

prît sitôt connaissance des affaires, trouva bon d'abord qu'il ne s'occupât que de plaisirs. Mais quand elle vit qu'Alvaro persuadait au Roi, son maître, de se mêler du gouvernement, et que son âge lui permettait d'y penser, elle conçut tant de jalousie du favori, qu'elle le chassa de la cour. Alvaro, ne se croyant pas en sûreté dans les Etats de son maître, alla à Avignon, près du pape Benoît. Le Roi montra publiquement tout le déplaisir que lui causait l'éloignement de son favori. Aussi, dès qu'il fut déclaré majeur, s'empressa-t-il de le rappeler auprès de lui; et Alvaro de Luna commença à faire voir quel était son crédit sur l'esprit du Roi. Après lui avoir persuadé que sa mère avait abusé de son gouvernement, il la fit éloigner de la cour, fit chasser quelques grands, et surtout l'archevêque de Tolède, premier conseiller de la Reine. Celle-ci mourut, peu de temps après, de douleur de se voir ainsi traitée.

Alvaro de Luna, novice dans les affaires, se servit, pour principal ministre, de Jean Hurtado de Mendoça, qui avait épousé sa cousine. Tous deux s'accordèrent pour ne faire connaître au Roi que ce qui leur semblait bon. Ils s'avisèrent, pour s'affermir dans leur autorité, de diviser les grands et les conseillers d'Etat, en les faisant servir cinq par quartier, avec ordre, leur quartier fait, de se retirer de la cour. De ce gouvernement, qui avait d'assez faibles fondemens, naquirent plusieurs maux et les jalousies entre les princes et les grands, chacun aspirant au gouvernement, et tâchant d'avoir Alvaro de Luna de son parti.

Le Roi d'Arragon, Ferdinand, oncle du Roi Jean,

avait laissé cinq enfans mâles : don Alphonse, qui fut Roi après lui ; don Jean ; don Henri, prince violent et brouillon ; don Sanche et don Pèdre. Ces enfans demeurèrent près du Roi de Castille, autant à cause de l'étroite parenté qui existait entre eux, que parce que leurs biens étaient en Castille, et qu'ils recevaient de grandes pensions du Roi. Don Jean et don Pèdre étaient unis ; l'archevêque de Tolède, le comte don Frédéric, et Jean Hurtado de Mendoça, avec plusieurs autres grands, étaient de leur parti. Don Henri avait de son côté l'archevêque de Saint-Jacques, don Lopez de Mendoça, le connétable don Ruy-Lopez de Mendoça, l'adelantado Pero-Manriquès, et autres. Les deux partis traitaient avec Alvaro de Luna, qu'ils savaient très-puissant près du Roi ; ce qui causa d'horribles confusions.

Don Jean voulut épouser Blanche, fille du Roi de Navarre ; mais comme ses partisans lui conseillaient de ne pas quitter la cour de Castille, même pour un peu de temps, il pria le Roi de trouver bon que ses noces se fissent chez lui. Mais son frère Henri et ceux de son parti firent en sorte que le Roi commandât à don Jean d'aller en Navarre achever son mariage. Pendant qu'il y était, don Henri rechercha l'alliance de l'infante Catherine, sœur du Roi, et demanda avec elle le marquisat de Villena. Le principal agent dont il se servait dans cette affaire, était Alvaro de Luna, qui, dans la conduite de sa fortune, prenait les avis de Fernand Alonzo de Roblès, comme, pour la direction des affaires de l'Etat, il prenait ceux de Jean Hurtado de Mendoça. Roblès ne conseillait pas ce mariage ; il fit auprès d'Al-

varo tout ce qu'il put pour l'empêcher. Don Henri et ceux de sa faction, comme le connétable, les deux frères Manriquès, en furent si offensés, qu'ils se portèrent à une violence extraordinaire. Ils assemblèrent trois cents hommes de guerre, entrèrent dans Tordesillas, où était le Roi, et, par intelligences, se rendirent maîtres de sa personne. Ils entrèrent dans sa chambre pendant qu'il dormait. Ils trouvèrent Alvaro de Luna couché à ses pieds, et ils se saisirent de Jean Hurtado de Mendoça, qui était dans une chambre du palais. Don Henri dit au Roi qu'il voulait le délivrer de la captivité où le tenait la tyrannie de certaines gens, et qu'il ne faisait rien en cela que pour le bien général de son Etat et de sa personne.

Don Henri, tenant le Roi en son pouvoir, fit en sorte que personne ne l'approchât pour lui dire quel était l'état de sa cour et de son royaume. Roblès eut ordre de se retirer à Léon, où il avait de grands biens; ce qui fâcha beaucoup Alvaro de Luna, dont il était le directeur, quant à sa fortune : aussi fit-il en sorte que Roblès ne s'éloignât pas, sans un ordre exprès du Roi. Don Henri s'aperçut que le Roi était très-mécontent de se voir entre ses mains; il ne voulut pas, à cause de cela, qu'Alvaro de Luna abandonnât la cour; il tâcha, au contraire, de l'attirer à lui par toutes sortes de faveurs. Il le fit membre du conseil du Roi, avec cent mille maravédis d'appointemens. L'archevêque de Tolède donna avis de tout ce qui se passait à Don Jean, et lui conseilla de revenir. Don Jean le crut; mais il écrivit auparavant à Roblès, pour qu'il s'informât d'Al-

varo de Luna quel était le véritable état du Roi. Pendant ce temps, il réunit, avec son frère Don Pedro, un gros corps de cavalerie. De son côté, Don Henri, qui tenait le Roi en son pouvoir, se prépara à s'opposer avec vigueur à ses frères. Don Jean fit un manifeste sur ce qui s'était passé à Tordesillas, et l'envoya dans tout le royaume. Don Henri fit avouer au Roi tout ce qui s'y était fait, et il fut défendu, sous grandes peines, de se joindre à Don Jean. Ce prince envoya d'Olméda vers le Roi, pour savoir ses intentions, et déclarer qu'il était prêt, lui et ses amis, de faire ce qu'il commanderait. Le Roi entendit en public, et en particulier, ses ambassadeurs; il leur dit qu'il était en liberté, qu'il n'avait rien fait contre sa volonté, et qu'il voulait qu'il licenciât ses troupes.

La Reine d'Arragon, mère de ces princes, travaillait à les mettre d'accord; elle conseillait à Don Jean de renvoyer ses troupes; ce qu'elle obtint en partie: mais lui ne put obtenir de voir le Roi. On ne fut pas même d'avis que les deux frères se vissent, avant qu'on eût traité pour eux. Don Henri, pour assurer les suites de la journée de Tordesillas, fit convoquer les Etats, où tout se passa selon ses désirs. Malgré ses déclarations forcées, le Roi, allant à la campagne, s'écartait souvent pour s'entretenir seul avec Alvaro de Luna du dessein qu'il avait de se délivrer des mains de Don Henri, et proposa de se retirer dans une place assez forte, et qui appartenait à l'archevêque de Tolède; mais il conseilla de ne pas se hasarder avec si peu d'apparence de succès. Cependant, le mariage de Don Henri avec

l'infante Catherine, sœur du Roi, se fit tout-à-coup. On donna à l'infante le marquisat de Villena, et on l'érigea pour elle en duché. Don Henri, pour récompenser Alvaro de Luna de la part qu'il avait eue à ce mariage, lui fit donner la ville de St.-Etienne de Gormas. Peu de jours après, Alvaro lui-même se maria avec Elvire Portocarrero, fille de Hernandès Portocarrero. Pendant ces noces, le Roi ne donna aucun signe de joie. Henri et ses partisans en concevaient de l'inquiétude, et faisaient ce qu'ils pouvaient pour le divertir : mais ils ne purent savoir ni du Roi, ni d'Alvaro, quelle était la cause de cette humeur silencieuse. Enfin, ne pouvant plus souffrir sa captivité, le Roi déclara résolument à Alvaro qu'il fallait le délivrer, et qu'il ferait tout ce qu'il lui conseillerait. Don Henri avait envie de l'attirer en Andalousie, où son parti était plus nombreux. Le Roi, sans le contredire, concertait avec Alvaro les moyens de s'échapper. On prit le prétexte de la chasse, où il allait souvent. On convint qu'on partirait, avant le soleil levé, avec ceux qui seraient de la partie; ce qui s'exécuta heureusement. Le Roi se retira d'abord au château de Villava, de là à Talaveira, et puis à Montalban, lieu sûr où il ne pouvait être forcé.

Don Henri, averti de la sortie du Roi, crut qu'il était allé seulement à la chasse, et ne s'en mit pas en peine; mais quand on vint lui dire qu'on avait vu le Roi, non pas chassant, mais se retirant en diligence, il fut fort ému. Il commanda à ses gens de monter à cheval, et il alla assiéger le château de Montalban, de manière qu'on ne pouvait y faire entrer de vivres : seulement don

Henri donna ordre de porter chaque jour ce qui était nécessaire au Roi. Ce prince avertit don Jean de sa retraite, et lui fit savoir comment il était pressé par son frère. L'évêque de Ségovie fut admis à parler au Roi : il l'exhorta à recevoir don Henri, qui ne respirait que pour son service. Le Roi lui répondit que le bien de ses affaires ne lui permettait pas de le recevoir, et qu'il lui ordonnait de lever le siége et de se retirer. Don Henri ne voulut pas obéir : il dit que cet ordre ne venait pas du Roi, mais de ceux qui le possédaient.

Le connétable de Castille, qui était avec don Henri, demanda à parler à Alvaro de Luna. Il y eut quelque différent sur le nombre et la qualité de ceux qui accompagneraient les deux envoyés : enfin le roi le régla. Le connétable parla à part à Alvaro, et lui remontra que le Roi avait fait cette équipée pour lui seul; que jamais don Henri, ni aucun de ceux qui l'assistaient, ne lui avaient donné sujet de conseiller ainsi le Roi; qu'au contraire, il avait reçu toutes sortes de bons traitemens, non-seulement de don Henri, mais des autres grands qui l'entouraient. Alvaro reconnut les obligations qu'il avait à don Henri, et assura que le Roi avait fait cette retraite de son propre mouvement. Après cette conférence, don Henri se retira, leva le siége, et fit supplier le Roi, qu'il pût lui faire la révérence, ce qui lui fut refusé.

D'un autre côté, le Roi sut bon gré à don Jean d'être venu à son secours, bien accompagné. L'archevêque de Séville, qui vint voir le Roi, fut logé au château, parce qu'il était ami intime d'Alvaro de Luna, et Ferdinand

Alonzo de Roblès, qui était son confident, y fut aussi logé. Don Jean, et don Pèdre son frère, firent supplier le Roi qu'ils pussent avoir l'honneur de lui faire la révérence. Alvaro et Roblès, de peur de voir diminuer leur autorité, étaient d'avis qu'il ne les reçût pas; mais le Roi ayant pris l'avis de son conseil, leur manda qu'il les verrait volontiers en partant de Montalban. Ils le saluèrent en effet, eux et les grands de leur parti, et le Roi les accueillit très-gracieusement. Don Jean parla à part à Alvaro, et le pria de faire ensorte qu'il fût quelques jours auprès du Roi, pour quelques affaires d'importance. Alvaro lui répondit qu'il obtiendrait difficilement cette faveur du Roi, parce que les circonstances n'y étaient pas propices.

Cependant don Henri, et l'infante Catherine sa femme, voulurent prendre possession du marquisat de Villena, que le Roi leur avait donné. Les officiers du Roi s'y opposèrent; et l'affaire ayant été renvoyée au conseil, le Roi témoigna qu'il ne voulait point que don Henri eût le marquisat. Alvaro fut d'avis que, puisqu'il lui avait été promis par son contrat de mariage, il était raisonnable de l'en faire jouir; mais Alonzo de Roblès fut pour l'avis contraire, et cet avis fut adopté. On regarda comme un artifice d'Alvaro, qui voulait conserver les bonnes grâces de don Henri, l'opinion qu'il manifesta au conseil.

Depuis ce temps, don Henri fit tout ce qu'il put pour rentrer dans les bonnes grâces du Roi. Il lui envoya sa mère Eléonore, qui était très-affligée de voir son fils aîné contre le Roi: elle ne put rien obtenir, non plus que

Lopès de Mendoça, archevêque de Saint-Jacques, ni tous ceux qui s'en mêlèrent. Ils eurent en vain recours à Alvaro de Luna et à Alonzo de Roblès, qui gouvernaient absolument le prince : ils ne purent fléchir son esprit. Enfin, don Henri fut contraint de licencier ses gens, et le Roi ensuite licencia une partie de ses troupes et de celles de don Juan : il ne se réserva que mille lances pour sa garde. D'Arevalo, où ce traité fut fait, le Roi alla à Almedo, pour tenir sur les fonts de baptême le fils de don Jean, nommé don Carles. Alvaro fut aussi parrain de ce prince avec le Roi. Après plusieurs négociations entre le Roi et don Henri, il fut convenu que ce dernier verrait le Roi. Le jour venu, don Henri fit sa révérence à genoux; et après quelques paroles, le Roi lui dit qu'ils avaient à parler ensemble d'affaires; qu'il y avait une chambre prête pour lui, et qu'il pouvait aller s'y reposer. Alvaro de Luna parla à don Henri jusqu'à la porte de la salle seulement, et il le laissa avec ceux qui étaient chargés de le conduire dans cette chambre. Le lendemain le conseil fut assemblé. On y représenta quatorze lettres par lesquelles on justifiait que don Henri et le connétable, qui n'avait osé venir avec lui, étaient coupables de trahison, pour avoir traité avec le roi de Grenade. Don Henri dit que les lettres étaient fausses; que le connétable était innocent. Garcias Fernand Manriquès fit la même déclaration : malgré cela, don Henri et Manriquès furent arrêtés et mis séparément dans des tours. Les coffres où étaient leurs papiers furent saisis. On donna ordre d'arrêter l'infante, femme de Henri, et le connétable; mais, prévenus de ce qui était arrivé, ils

s'étaient enfuis. On fit saisir les biens du connétable, et de ceux qui s'étaient réfugiés en Arragon; on mit leur argent entre les mains de neuf des principaux de la Cour. Don Jean et Alvaro de Luna étaient du nombre des neuf. Ces deux seigneurs supplièrent le Roi que, puisqu'ils avaient contribué et hasardé leur vie à la prise de don Henri, et à tout ce qui s'était passé depuis, il ne le délivrât point et ne reçût en grâce le connétable, qu'après avoir pris leur avis. Le Roi le leur accorda : il fit plus, sur leur demande, il leur distribua l'argent du connétable, qu'il partagea en dix parts. Il y en eut deux pour don Jean; les huit autres furent également distribuées aux autres seigneurs. L'année suivante, le connétable, quoique les lettres produites contre lui fussent fausses et déclarées telles, fut néanmoins, à la poursuite du procureur-général, privé de toutes ses charges et de tous ses biens. La charge de connétable, la première du royaume, fut donnée à Alvaro; et, pour la lui mieux assurer, on distribua aux principaux seigneurs de la Cour ses rentes et ses gouvernemens. Le roi déclara en même temps qu'Alvaro de Luna serait désormais appelé connétable de Castille et comte de Saint-Etienne. Alvaro témoigna la joie de tant de faveurs, par les présens qu'il fit à toute la noblesse et aux siens. Son crédit auprès du Roi s'accrut tellement depuis lors, que ce prince, voyageant pour des affaires très-importantes, s'arrêta vingt jours dans une bourgade, attendant son favori qui était malade d'une fièvre quarte. La Reine étant accouchée d'un fils l'année suivante, Alvaro de Luna, et l'amiral de Castille,

Alfonze Manriquès, furent ses parrains, et leurs femmes les marraines.

Il y eut pendant ce temps quelques conférences entre les rois de Castille et d'Arragon : le dernier travaillait pour la délivrance de don Henri, son frère. Charles, roi de Navarre, parut dans cette affaire, parce qu'il craignit que don Jean, qui avait épousé Blanche, sa fille, ne prît parti ; d'un autre côté, le roi d'Arragon ordonna à don Jean de le venir trouver, pour assister à une assemblée qu'il désirait tenir, et il le menaça de le déclarer rebelle, s'il n'obéissait pas. Le roi de Castille lui donna donc congé. Don Jean ne fut pas sitôt arrivé près de son frère, qu'il apprit la nouvelle de la mort du Roi de Navarre, son beau-père, à la couronne duquel il succéda à cause de sa femme. Le roi d'Arragon, piqué de ce que le roi de Castille ne voulait point le satisfaire, résolut de publier un manifeste pour justifier les demandes et sa prise d'armes, et il l'adressa à tous les États du royaume. Il y disait qu'il n'y avait personne qui ignorât combien avait été juste et judicieuse la conduite du feu roi Ferdinand, son père, lorsqu'après la mort du roi Henri, son oncle, il avait tenu le gouvernement de Castille pendant la minorité du roi Jean ; que, par les soins qu'il avait pris sa régence avait été fort tranquille : mais qu'après la mort de son père et de la reine Catherine, qui était appelée à partager le gouvernement avec lui, les troubles avaient commencé à cause de l'excessive autorité qu'Alvaro de Luna, qui s'était élevé par toutes sortes de moyens au-dessus de tous les grands de l'État, avait prise auprès du Roi ; que per-

sonne n'approchait du prince sans l'ordre d'Alvaro, qui éloignait de lui ceux qui l'avaient bien servi; qu'il n'y avait que ses deux frères, Jean et Henri, qui pussent empêcher les desseins de Luna; que cet homme, par ses artifices, avait divisé ces deux princes, et, par ses impostures, les avait mis mal auprès du Roi, afin de le posséder sans contradiction; qu'il ne plaçait auprès de sa personne que des gens de basse extraction, entièrement attachés à ses intérêts; qu'il avait réduit don Henri, son frère, à l'état où il était, en faisant rompre au Roi la foi qu'il lui avait donnée, pour le faire venir à la cour; qu'il l'accusait faussement d'avoir des intelligences avec le roi de Grenade; que sa tyrannie avait contraint les plus notables seigneurs de la Cour de se retirer, parce qu'ils n'osaient approcher le Roi sans sa permission; que sa barbarie avait obligé l'infante Catherine de sortir de Castille, pour se réfugier au royaume d'Arragon; que, pendant que cette princesse se dérobait à la persécution d'Alvaro, on lui avait enlevé tout ce qu'elle avait de plus précieux, chose indigne envers la fille et la sœur du roi; qu'Alvaro n'avait pas été plus modéré dans la persécution qu'il avait exercée contre la reine Léonore, sa mère, et contre sa sœur, qu'il traitait comme la femme la plus vile du royaume; que tout ce qu'il y avait d'autorité dans l'Etat, justice, grâces, dons, récompenses, résidaient en lui et étaient à sa disposition; que le Roi avait de très-bonnes intentions et tout-à-fait contraires à ces violences, qui n'auraient pas lieu, si les gens de bien pouvaient l'approcher; qu'Alvaro, avec sa détestable ambition, avait fait casser

les privilèges accordés depuis long-temps à plusieurs villes, pour leur imposer des charges qu'il s'était fait donner par le Roi, sans avoir permis aux députés de ces villes d'être entendus dans leurs plaintes; qu'il avait usurpé, par de mauvais moyens, les plus belles terres du royaume; que l'Etat était en danger, si l'on ne remédiait promptement à tant de maux. Le Roi d'Arragon disait encore qu'étant si proche parent du Roi de Castille, il ne pouvait, en conscience, dissimuler ces désordres, dont il était instruit; qu'il avait envoyé des ambassadeurs pour aviser aux remèdes nécessaires à de si grands maux; mais que cette tentative n'avait eu aucun succès, non plus que l'envoi de la Reine sa femme, dont Alvaro de Luna avait su éluder l'entremise; que puisque le Roi de Castille, son cousin, n'était pas libre d'agir de son mouvement, il était, lui, résolu d'alle le trouver en personne, de lui déclarer tous les désordres de son Etat et les moyens d'y remédier; que le principal remède était d'éloigner Alvaro de Luna, l'auteur de tous ces troubles, ainsi que tous ceux de sa faction. A la fin de son manifeste, le Roi d'Arragon exhortait la noblesse à le venir trouver, bien sûr qu'elle demandera, comme lui, l'expulsion d'Alvaro et de ses adhérens, seul moyen de rétablir la justice opprimée, et de laisser librement agir le Roi dans ses affaires. Ce prince protestait que le seul bien du service du Roi son cousin l'excitait à cette résolution, et disait qu'il adressait ce manifeste comme un gage de sa foi.

Ce manifeste fut en effet adressé à tous les ordres du royaume. Le Roi d'Arragon envoya un gentilhomme au

Roi de Castille, pour lui donner avis de son dessein, et lui dire qu'à la vérité il venait armé, non pour lui faire la guerre, mais pour se garantir de la violence de ceux qui le possédaient, et qui ne pouvaient souffrir la moindre diminution dans leur fortune.

Cependant Alvaro ne s'endormit pas. Il fit assembler les Etats de Castille, qui députèrent vers le Roi d'Arragon, pour protester contre l'entreprise qu'il formait sur le royaume, et lui dire que ce n'était pas le moyen de réformer un Etat que d'y entrer à main armée. Pendant ce temps-là, un secrétaire du Roi d'Arragon, sous prétexte de traiter d'autres affaires à la cour de Castille, avait été envoyé par son ministre au connétable de Luna, pour lui offrir deux grandes terres, Bergia et Magallan, s'il pouvait persuader au Roi, son maître, de mettre don Henri en liberté. Le connétable rejeta cette proposition, et dit qu'il ne recevait rien d'aucun autre prince que de son Roi. Que néanmoins il était prêt à servir le Roi d'Arragon, sans préjudice des affaires de son maître. Le Roi de Castille ne jugea pas convenable de donner pouvoir à don Jean, de traiter avec le Roi d'Arragon, de la délivrance de son frère. Il voulut que cela se fît du consentement des grands, parmi lesquels était le connétable. Les grands résolurent la délivrance de don Henri, et conseillèrent au Roi de le remettre en possession de tous ses biens; ce qui fut fait. On donna à tous ceux qui avaient conseillé la détention de ce prince, une assurance telle qu'ils n'eurent aucun sujet de le craindre après sa délivrance. Les sûretés prises de part et d'autre, le Roi, suivant l'ordre arrêté, fit tirer don Henri du

château de Mora où il était gardé. Avant de sortir, ce prince jura obéissance et service au Roi, comme son vassal et son sujet; ensuite il alla trouver ses deux frères les Rois d'Arragon et de Navarre, qui le reçurent avec une grande joie.

Cependant les procureurs des Etats de Castille, soit qu'ils y fussent poussés par la noblesse, soit aussi que l'oppression fût grande, présentèrent au Roi le cahier de leurs plaintes, en le suppliant de ne le communiquer à aucun des grands qui étaient près de lui. Le Roi néanmoins le fit voir à quelques-uns de ses courtisans, qui, par leurs artifices, éludèrent l'intention des Etats, et firent dresser une ordonnance qui n'eut aucun effet. Ce fut alors que commença la ligue entre les grands qui se jetèrent dans le parti du Roi de Navarre et de don Henri, contre le connétable de Luna. Le Roi fit tout ce qui lui était possible pour exécuter ce qui avait été promis à don Henri lors de sa délivrance, afin qu'il n'eût aucun sujet de se plaindre et de prendre les armes. Il suivait en cela le conseil du connétable, qui craignait d'être accablé par une si puissante ligue.

L'adelantado Pero Manriquès traita pour les Rois d'Arragon et de Navarre, et le prince don Henri avec les principaux de Castille. Le traité fut fait au commencement de l'année 1429. Il était dit dans ce traité, que les Etats et les Royaumes sont heureux lorsque les Rois tiennent près d'eux des personnes qui craignent Dieu et aiment l'honneur de leur maître; que les Rois d'Arragon et de Navarre et don Henri étaient plus obligés que personne de rechercher le bien et l'avantage du Roi de Cas-

tille leur proche parent; qu'ils s'obligeaient de procurer sa grandeur et son bien, et de faire en sorte que personne ne serait appelé près de lui et dans son conseil que par leur ordre et à leur nomination. Le principal auteur de ce traité fut Pierre Manriquès, ennemi capital du connétable, qui fut assez hardi pour dire au Roi de Navarre que le connétable pressait Mincia Tellès de porter des paroles d'amour de sa part à sa sœur Marie, reine de Castille, et que sans doute ils feraient mourir le Roi, afin d'avoir la régence du royaume, la Reine et lui, pendant la minorité du petit prince Henri. Cette ligue n'avait d'autre but que la ruine du connétable et la conservation du Roi de Castille, de son fils et de son royaume. Le Roi de Navarre, pour commencer l'exécution de l'entreprise, vint à la cour de Castille où l'on n'ignorait pas son dessein. Aussi le Roi et le connétable firent-ils ce qu'ils purent pour garantir leur sûreté. Le Roi de Navarre, de son côté, n'était pas sans défiance, en voyant que le Roi de Castille fuyait les occasions de se trouver ensemble pour parler et traiter contre le connétable et les siens. Ces soupçons et ces défiances donnaient à la cour de Castille l'air d'un camp plutôt que d'une cour; car le connétable avait fait venir pour sa défense, outre les cent lances de sa garde, plusieurs de ses amis, et il avait une telle défiance du Roi de Navarre, qu'il refusa de se trouver au conseil qui se tenait quelquefois chez lui, dans la crainte d'y être arrêté. Le Roi de Navarre, de son côté, n'avait pas moins d'appréhension, il n'osait quelquefois mettre pied à terre au palais du Roi. Quand il fut question de les aboucher ensemble, le conseil se

tint en pleine campagne. Le Roi défendit qu'on y portât des armes, et fit dire au Roi de Navarre qu'il désirait qu'il y vînt désarmé.

Cependant don Henri pressait le Roi de lui permettre de le venir trouver; il lui représenta que ses affaires se ruinaient par la mauvaise conduite de ceux qui en étaient chargés, et que sa présence y était nécessaire. Le Roi lui fit savoir qu'il n'était pas besoin qu'il s'approchât davantage, et qu'il lui donnerait toutes sortes de satisfactions. Don Henri ne tint compte de cet ordre; il alla à Ocagne, où le Roi lui fit dire de se retirer. Henri, loin d'obéir, vint près de Valladolid bien accompagné; son frère, le Roi de Navarre, s'y rendit aussi. Enfin, après plusieurs poursuites, ce dernier eut la permission de venir trouver le Roi qui le reçut mal, et ne donna aucun ordre de le loger ni lui ni son frère. Tous deux s'étant rendus au monastère de Saint-Pol, tous les grands du royaume, tant ecclésiastiques que séculiers, vinrent les voir. Le Roi tenait alors sa cour à Simanças. Il avait près de lui l'amiral, le connétable Alvaro de Luna, Roblès et autres. Le principal dessein du Roi de Navarre et des seigneurs qui l'accompagnaient, était de faire éloigner du Roi le connétable et ses créatures. Ils résolurent donc de dresser un écrit pour remontrer au Roi quelle honte ce serait pour lui de se laisser ainsi gouverner par un seul homme qui disposait de tout son royaume, et qui allait tout perdre par ses mauvais conseils. Ils l'engageaient à consulter plutôt tant de grands prélats et de braves et généreux cavaliers qu'il dédaignait. Ce manifeste signalait aussi Alphonse de Roblès,

créature et confident du connétable, et le meilleur esprit qui fût auprès du Roi. Mais plus les ennemis du connétable se montraient ardens à le détruire, et se fortifiaient pour donner plus de poids à leurs plaintes, et plus la passion du Roi augmentait pour Alvaro. Cependant il craignait que ces troubles ne tournassent à la ruine de l'Etat; et, dans l'espèce de perplexité où ils mettaient son esprit, il voulut prendre conseil de François Soria, religieux d'une vie exemplaire. François Soria reconnut que le Roi avait raison d'appréhender la subversion de son Etat s'il n'y apportait promptement remède. Il fut d'avis que, pour s'opposer au mal qui était grand, il fallait que les parties nommassent des commissaires pour régler la forme du gouvernement, et qu'ils se soumissent absolument à ce qui serait décidé. Le Roi communiqua cet avis au connétable et à Periannès et Diégo Rodriguès, deux docteurs de son conseil. Le connétable trouva cet expédient fort dangereux; les docteurs, au contraire, qu'il était bon; et le connétable se vit, comme forcé d'accepter ce compromis. Mais le difficile était de choisir des arbitres. On résolut qu'il n'y en aurait que quatre, deux de la part du connétable et autant de l'autre. Ainsi on commit au jugement de quatre personnes la liberté d'un jeune Roi. Le connétable nomma Alphonse Henriquès, oncle du Roi, grand-amiral de Castille, et Ferdinand-Alonso de Roblès, grand-trésorier. Les princes nommèrent don Louis Gusman, grand-maître de l'ordre de Calatrava, et don Pedro Manriquès, adelantado du royaume de Léon. Jean de Azevedo, prieur de Saint-Benoît, fut nommé sur-arbitre

dans le cas où les opinions seraient partagées, le Roi de Castille promit solennellement de faire observer ce qui serait jugé par ces arbitres. Le Roi de Navarre, son frère, et les principaux du parti promirent la même chose, sous peine de cent mille doubles, moitié pour les juges et l'autre moitié pour la partie qui demanderait l'exécution de la sentence. Le connétable, les amis et tous les grands du parti du Roi, s'obligèrent à la même peine. Les quatre juges qui n'avaient par le compromis que dix jours pour donner leur avis, se réunirent à Duero, lieu convenu de leur assemblée, et de là à Valladolid, où ils discutèrent ce qu'ils avaient à faire.

Ces princes montrèrent, par de bonnes raisons, qu'il fallait chasser de la cour le connétable et les siens. Le connétable, au contraire, se défendait de l'autorité du Roi, qu'il disait blessée en sa personne. Les députés des principales villes des royaumes de Castille et de Léon vinrent trouver le Roi, pour lui dire qu'il n'y avait point de raison de compromettre ainsi la liberté de sa personne; ils le supplièrent de leur vouloir déclarer ses intentions : ce que le Roi fit. Car il les pressa de telle sorte, qu'ils jurèrent de maintenir ce qu'il avait promis. Les arbitres, après avoir mûrement pesé les raisons des uns et des autres, se trouvèrent partagés d'opinions. Ils eurent donc recours au sur-arbitre prieur de Saint-Benoît : ce religieux se trouva fort embarrassé de se voir seul juge d'un pareil débat. Alfonse de Roblès lui donna du courage, en lui remontrant que si l'on ne terminait ces troubles, le Roi était perdu. Le prieur exhorta donc les arbitres à entendre sa messe : le

lendemain, à l'élévation du Saint-Sacrement, il les adjura d'apporter dans cette grande affaire toute la sincérité possible, en leur disant qu'ils devaient en attendre récompense au ciel. La messe dite, les arbitres et le prieur se retirèrent dans une chambre, où ils donnèrent enfin leur avis. Il portait que don Henri et les seigneurs de sa suite, qui n'avaient pas encore vu le Roi de Castille, lui feraient la révérence comme des vassaux à un seigneur naturel; que le Roi accueillerait bien le Roi de Navarre et les autres seigneurs; que l'entrevue se ferait à Rigales, où le Roi se rendrait sans le connétable; que ces seigneurs viendraient sans autres armes que l'épée et le poignard, et cinquante au plus montés sur des mulets, et avec six pages montés sur des chevaux; que le Roi aurait avec lui cent hommes d'armes, pour avoir la force de son côté, et faire voir qu'il était libre; que ces cent hommes seraient commandés par l'amiral, ou par le comte de Bénévent, selon qu'il plairait au Roi, qui promettrait toute sûreté à ces seigneurs. Ce premier jugement fut exécuté par le Roi, quoiqu'avec peu de satisfaction : mais ce qui lui déplut davantage, ce fut la décision des quatre arbitres, qui portait que le connétable et ses créatures seraient éloignés de la cour de quinze lieues, pendant un an et demi. Le Roi ne pouvait revenir de sa surprise, de ce qu'Alonzo de Roblès, confident du connétable, avait souscrit à cette résolution, qui avait été prise en si peu de temps.

Les princes insistèrent pour que Jean de Silva et Pedro d'Acunna, qui demeuraient au palais, se retirassent, en exécution de la sentence des arbi tres. Le

Roi s'y opposa, en disant que, quoique parens du connétable, ils étaient ses domestiques. Le connétable sortit donc de la cour, et obéit à ce qui avait été ordonné. Ceux qui l'avaient fait chasser recherchèrent les moyens de prendre sa place auprès du Roi; mais aucun ne put y parvenir, tant le Roi était constant en son amour pour lui! L'absence ne pouvait rien contre cet attachement, et il n'y avait pas de jour qu'il ne reçût des lettres d'Alvaro, et qu'il ne lui fît réponse. Le Roi de Navarre, non content d'avoir fait chasser le connétable, fit tout ce qu'il put pour persuader au Roi de faire arrêter Alonzo de Roblès, le principal conseiller et le plus hardi ministre dont le connétable s'était servi, et qui avait été avancé par lui. Cet Alonzo, un des quatre arbitres, s'imagina qu'après avoir fait éloigner Alvaro, il pourrait s'insinuer dans l'intimité du Roi; et pour se mettre en crédit, il feignit souvent d'être malade, afin de faire tenir le conseil chez lui; ce qui lui réussit assez, jusque-là que le Roi de Castille et le Roi de Navarre se trouvèrent souvent dans sa chambre. Enfin, plusieurs pressèrent le Roi de Navarre de dire au Roi que Roblès avait des intelligences préjudiciables à la sûreté de son Etat, et qu'il en avait des preuves très-certaines. Le Roi, qui voulait mal à Roblès d'avoir été l'un des juges de son connétable, dit au Roi de Navarre qu'il en était fort mécontent, et qu'il était prêt à exécuter ce qu'on résoudrait à son égard. Roblès fut donc arrêté et mené prisonnier au château de Ségovie, en 1428.

Quand les princes crurent avoir purgé la cour de tous ceux qui pouvaient leur nuire, ils parlèrent de leurs

intérêts. Don Henri rentra dans ses biens et dans la possession du marquisat de Villena. Le Roi de Navarre représenta les grandes dépenses qu'il avait été obligé de faire pour le bien du Roi et du royaume; et on lui donna, ainsi qu'à son frère, une somme considérable pour payer leurs dettes. Le Roi, ennuyé de voir la cour si pleine de courtisans, tant ecclésiastiques que séculiers, leur ordonna à tous de se retirer dans leurs maisons, excepté ceux qu'il nomma pour son conseil. Le Roi de Navarre et don Henri n'eurent ordre de sortir ni de demeurer. Don Henri obtint du Roi une déclaration d'innocence de l'accusation calomnieuse qu'avait portée contre lui un faussaire, qui avait été pendu pour avoir fabriqué de fausses lettres contre lui et contre Ruy Lopès d'Analos, et contre Garcias Manriquès.

Comme le but des princes n'était pas celui du bien public, ils ne furent pas long-temps unis. Le Roi de Navarre et le comte de Castro traitèrent avec le connétable de Luna, pour son rétablissement. Don Henri en fut si mécontent, qu'il en fit publiquement des plaintes. Le Roi de Navarre s'excusa sur ce qu'il avait découvert que quelques-uns traitaient avec le connétable, et qu'une partie de ceux qui avaient supplié le Roi de l'éloigner de lui, l'avaient pressé de le rappeler, et d'être déchargés du serment qu'ils avaient fait d'observer la sentence portée contre lui à Valladolid. Cette poursuite fut si agréable au Roi, qu'il manda aussitôt le connétable. Celui-ci vint accompagné de plusieurs gentilshommes de ses amis, et suivi de quelques

pages magnifiquement vêtus de ses livrées. Le Roi de Navarre et don Henri sortirent avec tous les grands de la cour pour le recevoir : ils l'accompagnèrent jusque chez le Roi, où il fut reçu avec joie. De ce jour Alvaro de Luna rentra au gouvernement des affaires, et fut plus absolu que jamais. Sur la fin de cette année il se fit à la cour de Castille de grandes réjouissances; il y eut des tournois, des bals et des festins. Le connétable y parût des premiers, et y fit une grande dépense.

Cependant les deux frères, le Roi de Navarre et don Henri, faisaient la cour au connétable pour avoir son amitié, l'un au préjudice de l'autre. Le connétable de son côté travaillait à les éloigner tous deux de la cour. Il fit donner à Henri un emploi à la guerre contre les Maures, et au Roi de Navarre ordre de s'en retourner chez lui. Ce dernier, qui faisait plus de cas de ce qu'il avait en Castille que de tout son royaume, prit ce congé pour un bannissement.

Au commencement de l'année 1429, les Rois de Castille, d'Arragon et de Navarre firent ensemble un traité de paix ; le Roi de Navarre se faisant fort d'avoir le Roi d'Arragon, il fut résolu que le Roi de Castille enverrait auprès de lui pour avoir la ratification de ce traité. L'ambassadeur qui pressa ce Roi de le signer, lui dit qu'il n'avait point d'ordre de consentir qu'il y fût rien changé. Le Roi d'Arragon différant de jour en jour sa signature, l'ambassadeur lui remit une lettre de créance de la part du connétable, qui offrait de réconcilier le Roi de Navarre et don Henri, et il s'en retourna sans rien faire ; seulement il emporta deux lettres;

l'une adressée au Roi de Castille, pour l'assurer que la levée de gens de guerre qu'il faisait n'avait aucun but qui pût lui nuire; l'autre au connétable, pour lui dire que le repos de l'Etat voulait qu'on chassât de la cour l'adelantado Pero Mauriquès, auteur de la division des princes, et de tout le mal qui était en Castille.

Les trois Rois avaient des desseins de brouiller: celui de Navarre avait déjà brouillé la Castille; celui de Castille pratiquait, par le moyen du connétable, des menées dans l'Arragon, en entretenant de secrètes intelligences avec don Frédéric d'Arragon, comte de Lune, maltraité du Roi, et avec Alonso Arguello, archevêque de Sarragosse et Castillan. Le Roi d'Arragon découvrit ces menées, surtout celles de l'archevêque, qui, à cause de sa dignité, et sous couleur de religion, persuadait au Roi de garder le traité qui avait été fait, et que la guerre était sa ruine. L'archevêque fut arrêté, et mourut en prison au bout de trois jours. On l'accusa d'avoir entretenu d'étroites intelligences avec le Roi de Castille et son connétable, et de les avoir assurés que le voyage que le Roi d'Arragon ferait en Castille, avait pour but de ruiner le connétable et d'établir ses cousins assez puissamment pour gouverner les affaires. Le Roi de Castille, pour prévenir cet orage, envoya en Arragon se plaindre de ces projets et des menées du Roi de Navarre; il envoya aussi vers ce dernier de semblables plaintes. Le Roi de Navarre répondit qu'il n'avait aucun dessein de faire la guerre en Castille; que, néanmoins, il priait le Roi de considérer qu'il avait auprès de lui des personnes qui fomen-

taient les divisions, afin de régner d'une manière plus absolue; que son principal dessein était véritablement de délivrer la Castille de la servitude où elle était, sans avoir égard aux risques que couraient les grands biens qu'il y possédait.

Le Roi Jean II, qui voulut connaître quels étaient les grands de son royaume qui étaient de la faction de ces rois étrangers, fit publier, par l'avis du connétable, un ordre à tous les seigneurs et gentilshommes de venir lui prêter un nouveau serment de fidélité. Don Henri, le duc d'Ariona et autres ne comparurent pas, parce qu'ils attendaient l'arrivée des étrangers : mais le Roi, pour savoir clairement leurs sentimens, s'avisa de faire écrire, sur une grande peau de parchemin, une formule de serment, au bas de laquelle tous les gentilshommes eurent ordre de mettre leur nom et leur sceau. Ils s'obligeaient, par cet acte, à assister le Roi, selon la coutume d'Espagne, sans fraude, même contre les Rois d'Arragon et de Navarre, sous peine de confiscation de leurs biens sans jugement, et d'aller pieds nus à Jérusalem. Le Roi, de sa part, leur promettait de les garantir de toutes sortes d'oppressions. Le Roi signa le premier, le connétable, le second, puis les autres. Le connétable, se voyant appuyé de la faveur du Roi, qui avait de grandes forces sur pied, conseilla d'aller en avant, et en effet il reçut l'ordre de marcher avec deux mille lances sur les frontières d'Arragon, pour empêcher les Rois d'Arragon et de Navarre de passer en Castille. Les plus grands seigneurs, qui s'attendaient à avoir quelque commandement dans l'armée, furent

contraints d'obéir au connétable; qui, en cette qualité, avait seul le secret du Roi et les ordres de la guerre. Le Roi, de son côté, alla assiéger Péñafiel, où étaient le comte de Castro et le prince don Pedro, frère du Roi d'Arragon. Cette place se rendit par composition. Don Henri, quoiqu'il eût promis fidélité au Roi, alla avec sa femme à Tolède, où il espérait remuer en faveur de son parti, mais où il fut maltraité, et d'où il sortit avec honte : il en fit ses plaintes au Roi, qui les méprisa.

Cependant, les deux Rois entrèrent en armes dans la Castille; don Henri grossit leur armée, en se joignant à eux : celle du Roi de Castille n'était pas moins considérable; et le connétable la renforça encore de mille hommes d'armes, que lui amena Pierre Stuniga. Les biens des Rois, qui consistaient en de grandes terres dans la Castille, furent saisis, confisqués et régis par des commissaires; défenses furent faites à tous ceux qui les avaient en garde de souffrir qu'aucun y entrât de la part de ces princes. Un des principaux de la ville d'Olméda fut pendu, pour avoir fait fermer les portes à ceux qui apportaient l'ordre du Roi de Castille de ne plus obéir au Roi de Navarre. Les deux Rois, irrités de cette action, présentèrent la bataille au connétable; mais celui-ci, étant moins fort qu'eux, se retrancha de manière qu'il ne pût être forcé. Ce fut alors que le cardinal de Foix parut entre les deux armées, et obtint une cessation d'armes pour traiter quelque accommodement. Ceux qui tenaient au parti du Roi de Castille disaient qu'ils défendaient le royaume de leur maître:

Le cardinal demanda que don Henri eût une conférence avec l'adelantado Pierre Manriquès ; ce qui fut accordé : mais ils ne firent rien. Seulement, l'adelantado protesta à don Henri que le connétable et ceux qui étaient avec lui étaient ses serviteurs pour tout ce qui ne blessait point les intérêts de leur Roi ; il ajouta qu'ils espéraient qu'en faisant la guerre pour lui et pour la défense de leur patrie, Dieu les favoriserait. Don Henri répondit par ces mots : *Dieu en fera sa volonté ;* et il se retira. Enfin, après quelques jours de conférence, la Reine d'Arragon, sœur du Roi de Castille, fit une espèce de traité en trois articles. Le premier portait que les biens que le Roi de Navarre avait en Castille, lui seraient conservés ; le deuxième, qu'il ne serait fait aucun déplaisir à don Henri ; et le troisième, que les publications qui se faisaient en Castille contre les Rois d'Arragon et de Navarre, cesseraient. Le connétable dit à la Reine d'Arragon que ce traité lui paraissait fort bon ; mais que n'ayant pas pouvoir de le ratifier, il ferait son possible pour le faire agréer au Roi. La Reine n'insista pas, et se contenta de cette réponse. La difficulté qui suivit fut le désarmement, ou plutôt la retraite : le connétable enfin l'emporta ; et les Rois se retirèrent les premiers. On conseilla au Roi de Castille de ne pas ratifier ce traité : en effet, il commanda de continuer la saisie des biens des princes ; et justement indigné de ce qu'ils étaient entrés à main armée dans ses états, il leur envoya à chacun un héraut pour leur dire qu'ayant su qu'ils venaient en son royaume, il était allé au-devant d'eux les recevoir ; et que, sur l'avis qu'ils s'étaient

retirés en fuyant, il les prévenait qu'il les allait trouver chez eux sous peu de jours. Les Rois répondirent que s'ils avaient à faire à un autre prince que le Roi de Castille, ils traiteraient d'une autre manière; mais qu'étant si proches parens, ils le suppliaient de considérer qu'il avait près de lui des personnes qui semaient la division parmi eux, afin de se rendre plus considérables; que c'était pour cela, et non pour aucun motif d'invasion, qu'ils étaient entrés dans la Castille, sans faire aucune violence; qu'aussitôt qu'ils avaient connu que l'intention du Roi n'était pas d'entendre leurs remontrances, et qu'au contraire, à la sollicitation de ceux qui l'obsédaient, il leur avait déclaré la guerre, ils s'étaient retirés, choisissant une autre voie pour faire entendre au Roi ce qui était son bien; qu'il n'avait pas été bien informé du motif de leur retraite, et qu'il devait mieux connaître leur race généreuse; qu'au reste, il leur ferait trop d'honneur de les vouloir venir voir, et qu'ils le recevraient le mieux qu'il leur serait possible; qu'enfin, cependant, si, par les conseils de ceux qui étaient auprès de lui, il faisait quelque chose qui amenât une rupture, ils feraient eux tout ce qui serait en leur pouvoir pour l'éviter, et n'en viendraient là qu'à toute extrémité.

La Reine d'Arragon et le cardinal de Foix vinrent trouver le Roi, pour le supplier de vouloir donner aux articles la ratification que le connétable et quelques seigneurs avaient promise. Le Roi répondit qu'il en parlerait à son conseil; mais il ne voulut pas même accorder cette ratification aux instances du connétable qui s'y était engagé. Il répondit à la Reine d'Arragon

qu'il fallait qu'il entrât dans l'Arragon, comme le Roi d'Arragon était entré en armes dans son royaume, et qu'il n'y ferait aucun dommage. Cette princesse se retira fort triste : elle fut conduite par quelques seigneurs pendant deux ou trois journées de chemin. Parmi eux était le connétable, à qui elle reprocha fort aigrement de n'avoir pas fait à sa considération tout ce qu'il pouvait.

Dans ce même temps, le Roi fit arrêter don Frédéric, duc d'Ariona, qui venait pour son service avec bon nombre de gens de guerre : il était averti que ce seigneur avait de grandes intelligences avec les Rois ses voisins, et qu'il était un de ceux qui les avaient attirés dans son royaume, pour en faire changer l'ordre du gouvernement, et surtout pour faire chasser le connétable. Après avoir déclaré la guerre aux Rois d'Arragon et de Navarre, Jean II envoya au premier l'évêque de Palerme et le seigneur d'Almaçan, pour lui dire qu'il avait trouvé très-mauvais qu'il se fût entremis dans le différend qu'il avait avec ses sujets; qu'il était indigne d'un prince de favoriser la révolte ; que la guerre cesserait, quand il serait bien sûr qu'il n'aurait plus intention d'assister ses sujets contre lui ; qu'enfin, ne devant compte qu'à Dieu seul de tout ce qui concernait son Etat, il ne reconnaissait, à cet égard, aucune supériorité sur la terre. Le Roi d'Arragon fut fort étonné de ce discours ; et comme il renvoyait ces ambassadeurs à son conseil, ils lui dirent qu'ils n'étaient point chargés de parler à d'autres qu'à lui : alors il leur répondit que le traité qui avait été fait par la Reine Léonore, sa mère, avait été fait sans pouvoir de sa part ;

qu'il n'ignorait pas que le Roi de Castille était libre, et qu'il n'avait d'autre supérieur que Dieu seul; qu'il n'avait point eu intention de se mêler de ses affaires à son préjudice, mais que, par toutes sortes de raisons, il était obligé de secourir ses parens. Ces ambassadeurs étant de retour, le Roi de Castille fit entrer son armée dans l'Arragon; le connétable y joignit ses troupes: mais cette armée, qui était de soixante mille hommes et de dix mille hommes d'armes, après avoir ravagé la frontière et pris quelques châteaux, fut contrainte de se retirer, faute de vivres, et sans avoir rien fait qui fût digne d'elle. Le Roi ordonna au comte de Bénévent de se saisir de toutes les places qui appartenaient à don Henri, et de forcer celles qui ne voudraient pas obéir; ce qu'il fut obligé de faire en plusieurs lieux où don Henri avait mis des garnisons. Le Roi nomma ensuite des capitaines, qu'il laissa sur les frontières d'Arragon et de Navarre. Le connétable supplia instamment le Roi de lui donner la charge des frontières d'Arragon, dont il espérait avec ceux de sa maison rendre bon compte à Sa Majesté. Le Roi le remercia, en lui disant qu'il était sûr de sa fidélité, mais qu'il ne pouvait lui accorder ce qu'il désirait, parce que ses gens étaient harrassés, et qu'ayant besoin de son conseil à tous momens, il fallait qu'il fût près de lui.

Don Henri, irrité de la saisie de ses biens, prit les armes et fit mille maux dans l'Estramadure. Le Roi se trouvant fort embarrassé pour y mettre ordre, le connétable s'offrit d'y servir avec ses gens, et à ses dépens. Cette offre fut si agréable au Roi, qu'il manda à toutes

les villes et à la noblesse du pays d'assister son connétable comme sa personne.

Le Roi d'Arragon, après la retraite du Roi de Castille, se mit en campagne, entra dans son royaume, prit plusieurs places, fit de grands progrès et beaucoup de mal. Jean II, indigné de cet affront, confisqua tous les biens que ces rois et princes avaient dans son royaume; mais comme cette confiscation ne lui était pas assez avantageuse pour s'opposer à une si forte puissance, il assembla les États et leur demanda une subvention pour fournir aux frais de la guerre pendant six mois. Le subside fut accordé, mais ce ne fut pas sans de grands murmures contre le connétable, que plusieurs accusaient d'être l'auteur de ces troubles et de cette nécessité. Celui-ci ne laissa pas, néanmoins, de poursuivre l'exécution de l'ordre qu'il avait du Roi. Il se rendit maître de Trugillo, qu'il emporta moitié de force, moitié d'intelligence.

Le Roi d'Arragon, craignant la grande puissance du Roi de Castille, eut recours au Pape Martin. Il lui fit dire que son intention avait été de conférer avec le Roi de Castille; mais qu'il en avait été détourné par quelques mauvais serviteurs qui étaient près de lui; que le connétable était entré dans son royaume à main armée, et qu'il y avait fait toutes les violences qui se pouvaient imaginer. Il suppliait le Pape de vouloir interposer son autorité. De son côté, le Roi de Castille envoya aussi vers le Pape pour l'éclairer sur sa conduite et lui faire connaître les impostures de ses ennemis. Le connétable, continuant ses progrès, alla devant Montanches,

où don Henri et don Pedro se présentèrent pour lui faire lever le siége. Ils lui déclarèrent qu'ils étaient décidés à livrer bataille, pourvu que le Roi de Castille n'y fût pas. Le connétable leur fit dire qu'il ne désirait rien davantage; il leur manda aussi que le Roi n'était pas présent à l'armée, et que lui était prêt pour le combat. Les princes lui envoyèrent un héraut, qui lui déclara, que leur armée n'étant pas assez forte, ils étaient prêts à se battre en duel avec lui et le comte de Bénévent. Le connétable accepta volontiers ce parti; mais ceux qui étaient près de lui s'y opposaient, en lui représentant que le Roi ne lui avait donné pouvoir que de garder la frontière et de combattre ces princes. Néanmoins le connétable fit appeler le héraut; il lui dit qu'il recevait à grand honneur l'appel qui lui était fait; qu'il se battrait contre don Henri, le plus fort et le plus gros, et le comte de Bénévent contre don Pédro; mais les princes n'osaient accepter le défi. Le connétable insista; il leur donna le choix du camp et des armes, et leur fit proposer, dans le cas où ils ne voudraient pas combattre en pleine campagne, la cour du château d'Albuquerque, dont les portes seraient gardées par les uns et par les autres. Les princes ne pouvant s'y résoudre, la proposition en resta là.

Au commencement de l'année suivante (1430), le Roi, irrité des fréquentes rébellions des princes, résolut de les châtier par toutes sortes de moyens. Le 4 de janvier, il fit publier une déclaration contre don Henri et don Pédro, dans laquelle il se plaignait de leurs fréquentes révoltes, et de ce qu'ils avaient osé soutenir des

siéges contre lui et son connétable. Il leur donna trente jours pour rentrer dans ses bonnes grâces; et il déclara que, passé ce terme, il procéderait contre eux suivant les lois du royaume. Il donna quarante jours à ceux qui suivaient le parti des princes, pour le quitter, promettant de leur faire rendre leurs biens, et déclarant indignes de cette grâce cinq qu'il désigna comme principaux auteurs et instigateurs de la rébellion. Afin de donner plus de force à cette déclaration, le Roi assembla les grands et les députés des villes, et leur demanda leur avis. Les uns pensèrent que, puisque les lois de l'Etat condamnaient tous ceux qui se rendaient coupables de rébellion, on ne devait point faire de différence entre les princes et leurs adhérens. D'autres prétendaient qu'il ne fallait pas aller si vite contre des princes du sang royal, parce qu'il importait que le sang du Roi ne fût pas souillé du crime de révolte, et que la confiscation des biens suffisait. Les procureurs des villes ne voulurent pas opiner sans avoir un pouvoir particulier des villes qui les avaient envoyés. A la suite de cette assemblée, le Roi donna les grandes terres du Roi de Navarre et de don Henri aux principaux seigneurs de sa cour, et conféra au connétable de Luna l'administration de la maîtrise de l'ordre de Saint-Jacques. Ferdinand Diaz de Tolède, qui était du conseil du Roi, refusa les terres de ces princes; il dit qu'il ne lui convenait pas d'être héritier du Roi de Navarre et de don Henri. Le Roi, voulant s'assurer de toutes les places fortes de son royaume, envoya dire par un de ses confidens, à la Reine d'Arragon, qu'il désirait avoir les places

qu'elle avait en Castille. La Reine résista quelque temps; elle consentit enfin que trois places fussent mises entre les mains du connétable; et étant venue elle-même jusque sur la frontière, elle fut, moitié de gré, moitié de force, mise dans le monastère de Tordesillas, comme accusée de fomenter la division entre le Roi de Castille et ses enfans, et de donner à ceux-ci les moyens de lui nuire. Le comte de Foix envoya prier le Roi de trouver bon qu'il entreprît un accommodement entre lui et ses voisins. Le Roi lui fit répondre que les choses en étaient au point que ni lui ni personne n'y pouvait apporter aucun remède. Les Rois d'Arragon et de Navarre, pressés par la puissance du Roi de Castille, lui envoyèrent des ambassadeurs. Le Roi les entendit, le connétable présent. Après qu'ils eurent long-temps parlé, le connétable prit la parole et dit: « Sire, à l'é-« gard de ce qu'ont dit ces ambassadeurs, en présence « de Votre Majesté, qu'il y avait près de vous certaines « gens qui haïssent le Roi de Navarre de haine mor-« telle, Dieu sait, Sire, et Votre Majesté qui m'a élevé « de rien à la grandeur où je suis, si j'ai jamais rien dit « ou fait contre le Roi de Navarre; au contraire, sauf « le service que je dois à Votre Majesté, je suis prêt « à le servir de ma vie, de mes biens et de tout mon « pouvoir. Je puis montrer, par écrit, combien de fois « j'ai travaillé à le remettre bien avec Votre Majesté. « J'en ai les preuves en main. » Le connétable montra en effet des papiers qu'il tenait, et le Roi confirma la vérité de ce qu'il venait de dire. Le connétable, pour prouver que toute la faute était du côté des princes,

déploya leurs lettres qui tendaient à débaucher la noblesse de Castille du service de son souverain, pour suivre leur parti. Le comte de Bénévent prit ensuite la parole, et appuya ce qu'avait dit le connétable. Les ambassadeurs furent quelque temps sans rien faire, le Roi paraissant se refuser à leur donner quelque satisfaction. Enfin ils propposèrent à quelques commissaires une trève qu'ils jugeaient utile au bien des princes. Le Roi, à qui on en communiqua le projet, trouva qu'elle pouvait se faire. Il nomma le connétable et l'archevêque de Saint-Jacques pour aviser aux moyens d'y parvenir. Enfin ils conclurent une trève de cinq ans, par suite de laquelle la reine Léonor fut mise en liberté et en possession de ses biens.

Au commencement de l'année 1431, le connétable épousa Jeanne de Pimentel, fille de don Rodrigue Alonzo-Pimentel, comte de Bénévent. Le Roi, la Reine et tous les grands de la cour assistèrent aux noces. Le Roi et la Reine présentèrent la mariée suivant la coutume des Rois d'Espagne en faveur des grandes dames. La puissance du connétable augmentait de jour en jour. Les grands qui lui faisaient ombrage étaient chassés de la cour; les autres étaient tellement intimidés qu'ils n'osaient en approcher. Le comte de Castro, mandé plusieurs fois par le Roi, n'osa jamais venir, parce qu'il savait apparemment que le Roi n'ignorait pas les intelligences qu'il avait avec ses ennemis. Après plusieurs sommations, on lui fit son procès par contumace, et il fut condamné à mort. Don Jean de Soto-Maior, maître de l'ordre d'Alcantara, ne voulut jamais non plus se

rendre à la cour, malgré les instances que le Roi lui en fit et les assurances que lui donnèrent ses confidens. L'exemple de ce qui était arrivé une fois à don Henri justifiait sans doute assez la défiance de ces seigneurs.

Cependant le Roi se préparait à la guerre contre les Maures. Le connétable offrit de l'y servir avec tous ses amis, ce que le Roi eut fort agréable. Dans le temps de cette expédition, il commanda à son référendaire, Ferdinand Dias, d'arrêter Vanegas, sa femme, ses enfans et un de ses frères qui ourdissaient, contre le connétable et contre son service, quelque trame secrète. Ils furent pris, leurs biens saisis, et ils ne furent délivrés qu'après la guerre qu'on allait faire contre les Maures. Cette guerre eut une fin avantageuse. Dans une seule journée on tua sur la place dix mille Maures, et il n'y eut que peu de chrétiens de tués. Le Roi crut devoir profiter de la victoire, en allant assiéger Grenade, pour y prendre le Roi Maure. Mais le connétable, ou peut-être la crainte de quelque complot de la part des grands, le détournèrent de ce dessein. Il courut un bruit que le Roi Maure avait corrompu le connétable, en lui envoyant une somme considérable, avec un présent de figues et de raisins secs. Malgré ce bruit, la faveur du connétable ne diminuait point. Le Roi lui-même travaillait à assurer sa fortune; car il se mit en campagne pour se saisir de don Diego-Sarmiento, adelantado de Galice, qui était accusé d'avoir eu intelligence avec don Henri et don Pedro. Le Roi, pour ne pas manquer son coup, alla par un chemin et le connétable par un autre. Celui-ci surprit Sarmiento, le mit en sûreté et les

fers aux pieds. On lui fit son procès; il fut convaincu: mais, après avoir été deux ans en prison, il fut délivré. Cet acte de violence fut suivi de beaucoup d'autres, et l'année 1432 fut funeste à beaucoup de personnes distinguées de la cour.

Le connétable fit croire au Roi de Castille que le comte de Haro, don Pedro Fernandez de Velasco, son frère, don Guttières-Gomez, de Tolède, évêque de Palencia, et Fernand Alvarès, seigneur de Val de Corneïa, son cousin, avaient de secrètes intelligences avec les Rois d'Arragon et de Navarre. Le Roi donna l'ordre d'arrêter Alvarès. Le comte de Haro et l'évêque de Palencia, qui en eurent avis, sortirent de la ville en diligence. Le Roi les suivit ainsi que le connétable; ils furent bientôt arrêtés. Le comte de Haro promit de ne point sortir de la cour sans permission du Roi. Le connétable et l'amiral répondirent pour lui, et il fut ainsi délivré. Mais il dut ce traitement à la retraite du comte, son frère, qu'on ne put jamais arrêter. Fernand Pérez de Gusman, seigneur de Hatres, frère de l'évêque de Palencia, et Garcie Sanchez d'Alvarado, principal confident du comte de Haro, furent aussi mis en prison; mais ils y restèrent peu de temps. Le comte de Haro fut même délivré du serment qu'il avait fait. On lui permit de se retirer de la cour. Jean Soto-Maïor, maître de l'ordre d'Alcantara, eut ordre de venir trouver le Roi; mais les violences qu'il voyait le rendirent défiant : il refusa d'obéir, quelque assurance qu'on pût lui donner. Il avertit don Henri et don Pedro de la persécution où il était, et leur livra

Alcantara et autres places qui dépendaient de lui. Le docteur Franco, qui avait été envoyé par le Roi, voyant la révolte du grand-maître, voulut se retirer, mais il fut arrêté et son bagage pillé. Don Henri laissa son frère, don Pedro, à Alcantara, et s'en retourna à Albuquerque, où le grand-maître alla le trouver. Le neveu du grand-maître, nommé Guttières de Soto-Maior, grand-commandeur de l'ordre, ému et affligé du faux bruit qui courait que son oncle était arrêté, à Albuquerque, par le prince Henri, arrêta le prince don Pedro à Alcantara. Le Roi de Castille, averti de cet événement, envoya son amiral demander qu'on lui remît entre les mains don Pedro; mais il ne fut pas obéi. Don Henri, fort étonné de la prison de son frère, crut qu'il le ferait délivrer, en faisant mettre le grand-maître en campagne. Mais don Pedro ne fut pas relâché: il fut au contraire plus resserré par Guttières de Soto-Maior, que divers intérêts faisaient agir: car le Roi lui fit dire, par Jean de Pérez, qu'il lui donnerait tout ce qui serait en sa puissance, même la maîtrise d'Alcantara et tout ce que possédait son oncle, s'il lui voulait livrer don Pedro. D'un autre côté, don Henri lui faisait de grandes offres pour avoir la liberté de son frère; mais comme ces offres étaient suspectes, parce qu'elles paraissaient trop belles, celles du Roi prévalurent, et le traité ayant été conclu, don Pedro fut mis au pouvoir du Roi. Le grand-maître d'Alcantara fut condamné comme rebelle et privé de sa maîtrise. Son neveu fut élu grand-maître à sa place par les chevaliers de l'ordre, et reçut une grande somme d'argent, ainsi qu'il avait été stipulé.

Don Henri, craignant que son frère ne reçût quelques mauvais traitemens du Roi, fit traiter de sa délivrance par celui de Portugal. Il fut convenu que, moyennant la délivrance de don Pedro et du docteur Franco, le château d'Albuquerque et toutes les places fortes que le prince avait en Castille seraient mises entre les mains du Roi. Peu de jours après, on délivra Ferdinand Alvarès de Tolède, seigneur de Val de Cornéja, et l'évêque de Palencia. Ils furent fort bien reçus du connétable, parce qu'ils assurèrent qu'ils n'avaient jamais manqué au service du Roi.

L'année suivante 1434, le Roi, par le conseil du connétable, fit arrêter don Frédéric, comte de Lune, accusé de s'être voulu rendre maître de Séville et de piller les plus riches maisons des marchands. Plusieurs confidens de ce seigneur, et entre autres un cordelier portugais, qu'on regardait comme son principal ministre, furent également arrêtés. Le comte fut enfermé au château de Brassuelos près Olméda. La comtesse de Niebla, sa nièce, vint pour implorer le Roi en sa faveur; le Roi ne la voulut pas voir, et lui fit dire d'aller à Cuellar, et de n'en pas sortir sans son ordre. On arrêta deux des principaux de Séville, comme complices des menées du comte. Ils furent jugés, condamnés à mort et exécutés. Le comte mourut peu de temps après en prison. L'archevêque de Tolède, don Jean de Contreras, y mourut aussi dans le même temps. Les chanoines étant fort divisés sur l'élection de son successeur, le Roi leur manda qu'il entendait que Jean de Cérézuéla, frère du connétable, fût élu. Cette élection eut lieu. Ainsi Alvaro

de Luna vit son frère élevé au plus grand bénéfice, non-seulement d'Espagne, mais de la chrétienté.

Comme il recevait de si grandes marques d'affection du Roi, il cherchait tous les moyens de lui complaire. Pendant la belle saison, le Roi étant allé en divers lieux de son royaume, le connétable le traita, dans plusieurs de ses maisons où il passa le temps, en festins, joûtes et tournois qui se faisaient aux dépens du connétable. La comtesse, sa femme, fille du comte de Bénévent, étant accouchée d'un fils, le Roi et la Reine le nommèrent *Jean*, et le baptême fut fait par l'évêque d'Osma, neveu du Roi don Pedro. Au grand festin qui se fit en cette occasion, le Roi fit manger le connétable à sa table, et donna à l'accouchée un rubis de grand prix et un diamant valant mille doubles.

Sur la fin de l'année, le gouverneur du prince don Henri, fils du Roi, étant mort, cette charge fut aussitôt donnée au connétable. Comme il ne la pouvait exercer, étant obligé d'être toujours auprès du Roi, il mit à sa place un nommé Pedro Manuel de Lando, et il chargea son frère, l'archevêque de Tolède, et Ruy Dias de Mendoça, d'être toujours près de la personne du petit prince.

En 1435, les Rois d'Arragon et de Navarre, et le prince don Henri furent pris dans un combat naval contre les Génois. Cet événement rendit le connétable très-insolent; mais sa joie fut courte, car ils furent aussitôt délivrés par le duc de Milan. Les grands de Castille, qui souffraient impatiemment l'oppression de Luna, désiraient vivement le retour de ces Rois;

et surtout du Roi de Navarre. Ils dépêchèrent vers la Reine Blanche sa femme, pour lui dire que l'absence de son mari était fort préjudiciable à lui et à tous ses amis; que le connétable gouvernait absolument l'Espagne, et y prenait sans contestation tous les avantages dont il pouvait s'imaginer. La Reine, touchée de ce discours, envoya en Italie presser le Roi de Navarre de revenir dans son royaume : mais lui et le Roi d'Arragon étaient si engagés dans la guerre de Naples, qu'ils ne pouvaient quitter sans honte. Cependant, pour ne pas abandonner leurs amis, ils envoyèrent vers le Roi de Castille négocier quelque traité de paix. Leurs ambassadeurs agirent avec tant d'adresse, qu'après plusieurs conférences, la paix se fit, moyennant le mariage de l'infante Blanche de Navarre, avec le prince des Asturies don Henri de Castille. L'accomplissement du mariage fut remis à l'année suivante, parce que les deux fiancés étaient trop jeunes. La paix fut ainsi publiée dans les royaumes de Castille, d'Arragon et de Navarre. Sur la fin de l'année le Roi fit une ordonnance sur l'ordre qu'il voulait mettre dans l'administration de la justice; à la fin de cette ordonnance on remarqua ces mots : *Ces lois ont été faites du conseil de dom Alvaro de Luna, comte de Saint-Etienne et mon connétable de Castille, mon camérier et mon conseiller, et de dom Roderigo Alonso Pimentel, comte de Bénévent, et autres comtes, chevaliers, prélats et docteurs de mon conseil.*

Au commencememt de l'année 1437, le connétable montra tout le pouvoir qu'il avait, en engageant le Roi

à obtenir de la Reine le transport de la terre et forteresse de Montalvan. La Reine tenait à cette place, qui lui venait de la succession de sa mère ; elle fit d'abord une grande résistance ; mais le Roi lui donna en échange un autre bien, dont elle parut se contenter. Après les cérémonies du mariage du prince des Asturies, où le connétable accompagna le prince, le Roi tint un conseil à Nedina del Campo. Le connétable, le comte de Bénévent, le docteur Perianes et Diégo Rodriguez s'y trouvèrent. Le Roi fit venir l'adelantado Pero Manriquès, et il lui dit : *Adelantado, je vous commande pour chose qui regarde mon service, que vous alliez avec le connétable.* Le connétable sortit aussitôt du conseil, suivi de l'adelantado, qui fut arrêté, mis dans une tour, et donné en garde à Gomez Carillo Albruoz. Les enfans et les amis de l'adelantado donnèrent partout avis de cette violence, en disant qu'elle venait certainement de la tyrannie du connétable, et qu'il fallait s'unir pour s'y opposer. Le Roi craignant du trouble dans l'Etat, manda l'amiral, frère de l'adelantado. L'amiral refusa au premier et au second commandement ; il dit qu'il ne pouvait approcher le Roi avec sûreté, s'il ne lui donnait par écrit promesse qu'il ne lui serait fait aucune violence, et qu'il s'en retournerait librement. Le Roi fit cet acte de sûreté, et promit encore davantage. L'amiral vint, traita avec le Roi de la délivrance de son frère : elle lui fut promise ; mais ce que l'adelantado gagna, fut un meilleur traitement et plus de liberté, sans cesser néanmoins d'être gardé par un grand nombre de gens de guerre. L'adelantado ne

fut pas long-temps dans cet état, car s'étant procuré des cordes, il se glissa lui, sa femme et ses deux filles, par une fenêtre, et se sauva sans être reconnu. L'amiral et tous ses amis allèrent le trouver; ils formaient tous une troupe assez nombreuse. Le Roi, instruit de cette évasion, en donna avis par tout le royaume, afin que ceux qui commandaient les places se tinssent sur leurs gardes. Ensuite il se mit en campagne avec son connétable et beaucoup de brave noblesse. Dans ce moment, sept gentilshommes appointés par le connétable, lui déclarèrent qu'ils ne pouvaient plus le servir. Ils lui en firent dire les causes, et qu'ils étaient résolus de se joindre à l'amiral, à l'adelantado et à leurs amis; ce qu'ils firent : leur exemple fut suivi par plusieurs autres. Le Roi était à Roa, rendez-vous de son armée, lorsqu'il reçut une lettre de l'amiral et de l'adelantado, contenant la cause de leur prise d'armes. Cette lettre était toute contre le connétable, et tendait à sa ruine. Ils commençaient par déclarer qu'ils n'avaient pour but que le bien du service du Roi et de son Etat; ils le priaient, avec toute l'humilité possible, de vouloir lui-même gouverner son royaume, et d'appeler le prince son fils dans son conseil; ils disaient que le pouvoir extraordinaire que le connétable avait sur son esprit, était connu de tous les grands; qu'il ordonnait de tout dans son Etat, et qu'il avait sur lui un pouvoir absolu. Ils suppliaient le Roi de ne pas les condamner sans avoir entendu leurs raisons, et de défendre au connétable de se mêler de ce qui les concernait. Enfin ils le conjuraient de penser à ses affaires, et d'éloigner de la

cœur le connétable, ses parens et confidens, et ils promettaient qu'alors ils viendraient trouver le Roi, sans autre assurance, et feraient tout ce qui leur serait commandé de sa part. Le Roi n'eut pas sitôt reçu ce manifeste, qu'il eut avis que le comte de Ledesina et autres seigneurs quittaient son parti pour suivre l'amiral, que les troupes des mécontens grossissaient de jour en jour, et que cette ligue paraissait devoir entraîner des suites plus sérieuses que celle des princes. Le Roi était dans une grande perplexité, parce qu'il n'osait découvrir ses sentimens à aucun des siens, qui étaient tous amis ou créatures du connétable. Aucun d'eux n'avait non plus la hardiesse de donner un bon conseil. Le connétable crut qu'il ne fallait pas laisser le manifeste de ces seigneurs sans réponse. Il en fit faire une au Roi. Ce prince niait formellement tout ce qu'on disait de son connétable, et trouvait très-mauvais la hardiesse dont on avait usé. Il finissait par un ordre aux confédérés, de poser les armes et de se retirer; mais leur parti augmentait de jour en jour. Louis de la Cerda, comte de Medina-Cœli, et autres, surprirent plusieurs places. Le maréchal don Inigo Ortez de Stuniga, que le Roi croyait lui être très-fidèle, se jeta dans Valladolid, qu'il tint pour les confédérés. Plusieurs en firent de même; les uns plus tôt, les autres plus tard, selon les occasions qui se présentaient de s'emparer de quelque place, ou selon ce qu'ils avaient de forces pour paraître en campagne. Le connétable, et son frère, l'archevêque de Tolède, étaient toujours près du Roi et le point de mire des mécontens; ils s'étonnèrent quand ils surent que le Roi de Navarre

et don Henri son frère étaient entrés armés en Castille, sans avoir donné avis de leur dessein. Le Roi les envoya assurer qu'ils étaient les bien-venus, et qu'il les attendait. Le Roi de Navarre vint sans témoigner aucune défiance, accompagné seulement de six chevaux; il laissa son frère à Pennafiel avec leurs troupes. Les deux frères conférèrent ensuite ensemble un jour et une nuit sur ce qu'ils avaient à faire, et se séparèrent. Le Roi se mit en campagne avec trois corps; il commandait le premier, ayant son fils auprès de lui; le second corps était conduit par le connétable et son frère l'archevêque, et le troisième par le comte de Haro. Le prince don Henri, ami des confédérés, manda au Roi de Navarre que s'il pouvait venir le trouver au lieu qu'il lui désignait, ils pourraient concerter les moyens de quelque accommodement. Le Roi de Navarre eut permission du Roi de Castille d'y aller, mais il envoya avec lui le comte de Castro, camerier du connétable.

Le prince don Henri et les confédérés demandèrent, avant toutes choses, que le connétable eût à sortir de la cour, pour laisser le Roi dans sa liberté; les autres, au contraire, déclarèrent que pourvu que le connétable demeurât près du Roi, le reste s'accommoderait aisément. On se sépara sans rien conclure. Le prince don Henri et l'amiral envoyèrent, après cette rupture, appeler en duel, l'un le connétable, et l'autre don Guttières de Soto-Mayor, grand-maître d'Alcantara. Tous deux répondirent qu'ils recevaient à grand honneur le défi, et qu'ils étaient prêts à l'exécuter; mais le Roi l'empêcha.

Il rechercha don Henri pour le dégager de cette ligue, lui promettant de lui rendre la maîtrise de Saint-Jacques et tous ses autres biens. Le prince refusa, et dit qu'il n'avait d'autre dessein que le service du Roi, et que les confédérés n'en avaient pas d'autre. Enfin, quelques religieux montrèrent aux deux partis que le royaume ne pouvait plus subsister avec les divisions qui le travaillaient, que la guerre serait longue, et que la ruine de l'Etat était visible. Le Roi répondit qu'il entendrait volontiers à un accord; les confédérés, auxquels cette réponse fut apportée, en dirent autant. Le Roi déclara au connétable la résolution où il était d'entendre des propositions d'accommodement. Le connétable répondit froidement qu'il était prêt à écouter tout ce qu'il trouverait bon, mais qu'il fallait bien prendre garde à ce qu'on allait faire. Les religieux convinrent du lieu de la conférence. Il s'y trouva, de la part du Roi, le docteur Periannès, Alonzo Perez de Bivero, Fernand Perez de Gusman, et le secrétaire du Roi de Navarre. Il y eut, de la part de don Henri, deux docteurs de son conseil. La conclusion de la conférence fut que le connétable, avant toutes choses, sortirait de la cour, et se retirerait dans l'une de ses maisons pour six mois; que durant ce temps il n'écrirait point au Roi, et ne traiterait aucune chose au préjudice du Roi de Navarre, de ses frères et des confédérés; que ces princes seraient rétablis dans leurs biens; que les places tenues par eux seraient remises à ceux que le Roi ordonnerait, et que les procédures faites tant contre ces princes, que contre les confédérés, seraient déclarées nulles. Le connétable

obéit au traité, et quitta le Roi le 29 octobre. L'archevêque de Tolède, Jean Silva, alfier du Roi, Pierre d'Acuma, Gomez Garillo et plusieurs autres seigneurs et gentilshommes l'accompagnèrent. Le Roi alla d'un côté, le connétable de l'autre; il se présenta devant Tordesillas pour y entrer, mais on ne voulut pas l'y recevoir. De là il alla à Sepalveda, que le Roi lui avait donnée à la place de Cuellar, précédemment remise au Roi de Navarre. Avant de quitter le Roi, le connétable communiqua en secret avec l'amiral, chef des confédérés, lui recommanda ses affaires, et lui promit de prier le Roi de le maintenir dans le même crédit qu'il avait eu près de lui. Le Roi de Navarre et son frère furent fort irrités quand ils surent la trahison de l'amiral. De son côté, le Roi, jaloux de ce qu'ils allaient trop accompagnés, ordonna qu'ils n'iraient plus qu'avec des personnes qu'il nomma. L'amiral, qui craignit le ressentiment de ces princes, trouva moyen de les satisfaire, en leur faisant voir que ses intentions étaient droites, et ne tendaient qu'au bien de l'Etat.

Le conseil que le connétable avait laissé près du Roi, travaillait à le séparer d'avec les princes, qui étaient plus en défiance qu'auparavant. On lui conseilla d'aller souvent à la chasse sans eux, comme un bon moyen de faire une sûre retraite sans troubler le pays. Le Roi exécuta ce projet, et fut suivi de tous ceux qui étaient affectionnés au connétable, et auxquels il avait donné une égale autorité. Les princes, indignés que le Roi se fût ainsi retiré d'eux, le suivirent, mais inutilement. Néanmoins voyant qu'ils étaient forts et qu'il était

dangereux de les offenser, Jean II leur fit demander un sauf-conduit pour quelques-uns de son conseil qu'il avait dessein de leur envoyer, afin de traiter de quelque accommodement. Ces commissaires se réunirent, mais ne purent rien conclure. Les confidens du connétable, qui étaient près du Roi, lui conseillèrent de tenter de se rendre maître d'Avila ; mais celui qui tenait pour le Roi ne voulut pas y consentir, et le Roi en fut très-fâché, parce qu'il jugea que ses ennemis étaient plus puissans que lui dans son Etat.

Après cela le Roi de Navarre, don Henri et les confédérés, lui écrivirent une longue lettre sur le devoir d'un bon Roi. Ils lui dirent que tous ses sujets s'étonnaient qu'il eût remis toute son autorité à son connétable, qui en avait fort mal usé ; que ce ministre n'avait eu d'autre but que de ruiner les grands, en semant la division parmi eux, qu'il avait fait bannir un grand nombre de gentilshommes et s'était emparé de leurs biens ; qu'il en avait fait mourir d'autres, ou laissé dans des maisons obscures accablés de misères ; qu'il avait aussi tyranniquement traité les villes et communautés du royaume ; que le Roi, en se dépouillant de son autorité, avait donné lieu à tant de maux ; que les princes étaient prêts à prouver au Roi les violences du connétable. Il avait fait en sorte que tout le domaine royal et les revenus du Roi fussent à sa disposition, en établissant des trésoriers et receveurs de sa main ; il avait fait fabriquer de la monnaie plus faible que l'essai que le Roi avait ordonné par la résolution de son conseil ; car il avait mandé aux officiers des monnaies qui dé-

pendaient de lui qu'ils eussent à travailler selon ce qu'il avait ordonné. Il avait exigé du peuple, sans aucune nécessité, plusieurs grandes sommes qui avaient tellement appauvri l'Etat, que les rentes du Roi ne se payaient plus. Par ce moyen, il avait amassé des trésors qu'il avait placés partie à Venise, partie à Gênes. Il avait eu l'audace de mettre la main sur l'argent de la croisade. Au préjudice des défenses de jouer aux dés, il avait tiré une somme notable des permissions qu'il avait données, dérogeant par-là expressément aux ordonnances de l'église et du royaume. Les princes accusaient le connétable d'avoir, par de mauvais moyens, fait pourvoir plusieurs de ses parens et confidens des principaux archevêchés, évêchés et abbayes du royaume; d'avoir, par une brutale témérité, déchiré des ordonnances de justice et de finances, parce qu'il n'en avait pas eu connaissance auparavant: d'avoir fait mourir plusieurs personnes, entre autres, le duc don Fradique, parent du Roi, et le comte de Lune, qu'il avait fait empoisonner, etc. Enfin les princes, après plusieurs autres griefs allégués, conclurent par ces mots: *Peut-on dire qu'un Roi soit en liberté, quand il souffre de telles actions d'un de ses sujets?*

Jean II ne fut pas d'avis de répondre à cette lettre, quoiqu'il en fût fort pressé par les partisans du connétable. Les confédérés, qui voulaient faire quelque accord avec le Roi, lui envoyèrent les comtes de Haro et de Bénévent, qui proposèrent six villes pour tenir, dans celle que le Roi choisirait, l'assemblée des commissaires qu'on nommerait. Le Roi refusa ce parti, et dit qu'il voulait qu'on traitât à Valladolid, à condition que don

Gutièrres, archevêque de Séville, et le comte d'Alve, son cousin, se retireraient comme il avait été arrêté.

Cependant le Roi, conservant son affection pour le connétable, le nomma majordome-major de la maison de son fils, charge qui est la première de la maison des Rois et des princes. Mais en cela il eut le déplaisir de voir que Lopez de Barientos, évêque de Ségovie, qui avait été précepteur de ce jeune prince, voulait le quitter et se retirer en son évêché. Avant la tenue des conférences de Valladolid, on convint de part et d'autre que l'on désarmerait partout. Le Roi commença. Le connétable, qui avait ses gens à Escalone, et l'archevêque, son frère, à Illescas, le suivirent, et les confédérés désarmèrent après eux. Le Roi de Navarre et don Henri promirent qu'il ne serait fait aucune violence sur les terres du connétable, mais ils ne voulurent pas donner de sûreté pour sa personne. Néanmoins le Roi, étant à Valladolid, insista tellement pour avoir cette sûreté, que les princes, l'amiral et leurs alliés ne purent la refuser. Il arriva alors un événement qui eut des suites désagréables pour le connétable. Le prince Henri, fils du Roi, sans rien dire à personne, alla au logis de l'amiral, où il resta quelques heures. Le Roi, tous les confidens, et surtout le Roi de Navarre, en furent fort en peine. Ce dernier et quelques autres seigneurs allèrent trouver le jeune prince chez l'amiral, et lui dirent la peine où était le Roi, son père, qui voulait savoir pourquoi il s'était ainsi retiré. Le jeune prince répondit qu'il l'avait fait pour le service du Roi, parce qu'il ne pouvait plus souffrir que l'on admît en son conseil le docteur Périannes, Alonzo-

Pérez de Bivero et Ferdinandès de Villas-Nisal, grands partisans du connétable et ennemis de l'Etat. Il suppliait le Roi de les chasser de la cour, et promettait d'y retourner. La Reine travailla avec tant de diligence, que ces trois personnes furent chassées, et le Roi de Navarre ramena aussitôt le jeune prince à son père. Ce fut alors que don Henri prit en affection Jean Pacheco, fils d'Alonso-Telles Giron, que le connétable avait mis près de lui quand il fut fait grand-camérier. La bonne fortune favorisait tellement Pacheco, qu'il fut fait marquis de Villena et maître de l'ordre de Saint-Jacques. Un de ses frères fut fait maître de Calatrava et seigneur de Tiédrec et de Harvenas. Pacheco se servit du crédit qu'il avait près de son maître pour ruiner le connétable, qui, en le plaçant auprès du prince, avait jeté les fondemens de sa fortune. Il lui persuada de quitter le parti de son père pour suivre le Roi de Navarre et les autres mécontens.

Quand le Roi de Navarre, don Henri, son frère, et leurs associés, virent le prince des Asturies dans leur parti, ils écrivirent au Roi pour lui remontrer encore une fois les grands maux que l'on souffrait sous la tyrannique administration du connétable; ils déclarèrent qu'ils n'entendaient plus tenir les sûretés qui pouvaient lui avoir été données, parce qu'ils voyaient que Sa Majesté était toujours sous l'empire de ce méchant homme. Le conseil du Roi ne fut pas d'avis de répondre à cette lettre, mais de gagner du temps. Cependant il fut décidé qu'on marcherait contre don Henri, qui était à

Tolède, et qui avait maltraité ceux qu'on y avait envoyés de la part du Roi.

Le connétable, prévoyant les maux qui devaient suivre de tant de grands préparatifs, fit supplier le Roi de lui envoyer quelques-uns de son conseil, pour aviser aux moyens d'un accommodement; car il voyait bien que la Reine, les princes et les confédérés ne pensaient qu'à sa ruine et à celle de son frère l'archevêque de Tolède. Le Roi lui envoya six personnes de son conseil. Après qu'on eut consulté tout un jour, il fut résolu qu'avant toutes choses, le Roi devait envoyer sommer le Roi de Navarre et ses amis d'observer le précédent traité. Le Roi envoya aussi vers la Reine et les confédérés, les évêques de Burgos et de Ségovie, et autres de son conseil : leurs instructions portaient que les princes eussent à désarmer; qu'ensuite le Roi nommerait des juges des différends qui existaient entr'eux et le connétable, et de la cause de tant de troubles; que s'ils ne voulaient pas accepter ce parti, ils eussent à déclarer s'ils voulaient s'en tenir au dernier traité; ou bien, qu'on assemblerait les Etats, qui jugeraient les auteurs de tant de maux. La Reine, le Roi de Navarre et les autres ligués répondirent qu'ils n'avaient rien à dire sur aucun de ces partis, que le connétable ne fût hors de la cour. Cette réponse embarrassa le Roi : l'éloignement de son fils l'affligeait; néanmoins, il fit tant, que ce jeune prince le vint trouver, après avoir vu toutefois le Roi de Navarre et la Reine sa mère, qui l'engagèrent à retourner au-

près de son père pour tâcher d'accommoder les affaires. Les princes ligués avaient désiré voir le Roi pour le même objet ; mais le Roi éluda cette proposition, et dit qu'il y allait de sa réputation à s'en tenir à ce qui avait été fait. On regarda le connétable comme l'auteur de cette réponse, et par conséquent comme ennemi de la paix ; ce qui fut cause que l'amiral, le comte de Bénévent et autres déclarèrent une guerre à outrance à Alvaro. Celui-ci, étonné de cette résolution, envoya dire à l'archevêque de Tolède, qui était à Illescas, qu'il eût à venir se joindre avec ce qu'il avait de troupes, parce qu'il était résolu de combattre leurs ennemis. Les princes lui envoyèrent un hérault lui déclarer qu'ils étaient prêts a lui donner bataille à un jour qu'ils désignaient. Le connétable répondit qu'il accepterait le combat volontiers. L'amiral fit dire que l'archevêque de Tolède ayant ravagé quelques-unes de ses terres, il avait résolu de ravager, en présence du connétable et de son frère, la terre de Marqueda, au jour qu'il lui désignait ; et que, s'ils voulaient sortir en campagne, ils décideraient les affaires par un combat. Le Roi s'opposa à ce projet, comme trop incertain et dangereux. L'amiral alla à Tolède, et n'en ravagea pas moins les terres du connétable. L'archevêque ayant eu avis qu'on avait dessein de le surprendre, partit de nuit, et se sauva à Madrid : le prince Henri, qui le poursuivait, ne put l'atteindre ; mais son équipage fut pris et pillé par les gens de guerre. Il y eut, après cela, des rencontres assez considérables, où le connétable eut de l'avantage ; car quelques chefs ennemis furent tués ou

blessés. Don Henri, se sentant trop faible pour résister, demanda du secours à son frère le Roi de Navarre.

Les princes, indignés des bravades qu'ils recevaient du connétable, envoyèrent un héraut au Roi, pour lui signifier qu'ils avaient résolu de faire la guerre au connétable, à qui le conseil du Roi était tout dévoué; ils suppliaient sa Majesté de ne rien ordonner contre leurs personnes et leurs biens; ou qu'alors ils seraient obligés de se servir des moyens permis en son royaume à ceux qui sont opprimés; protestant, d'ailleurs, de vouloir toujours respecter sa personne royale, comme ils y étaient naturellement obligés. Le Roi ne répondit autre chose à ce héraut, sinon qu'il l'avait entendu, et qu'il se retirât. Cependant à quelques jours de là, il envoya une réponse aux princes. Il se plaignait des voies de fait dont ils avaient usé, et disait qu'il avait toujours été prêt à faire justice, non-seulement du connétable, s'il était en faute, mais de tous ceux contre lesquels il y avait eu quelque plainte; qu'il était résolu de conduire lui-même ses affaires; qu'il donnerait sûreté aux personnes qu'ils enverraient pour assister au jugement de ceux qui seraient accusés; que, si ce parti ne leur était pas agréable, ils eussent à en propoposer d'autre; quant à ce qui concernait la plainte contre les conseillers accusés d'être créatures du connétable, il répondait qu'il n'en avait aucun près de lui qu'il ne reconnût très-affectionné au bien de son service; qu'à l'égard des entreprises contre son autorité, le mal venait de la part des princes, puisqu'ils avaient

arrêté les deniers de ses recettes, surpris ses villes et places fortes, volé le plat pays, saisi les paquets et lettres du Roi, sans considérer les conséquences qui devaient en résulter : il reprochait, entr'autres, au Roi de Navarre qu'un des siens avait fait publier des lettres portant ordre à plusieurs gentilshommes de venir le servir.

A la suite de cette réponse, Jean III prit au Roi de Navarre quelques places, que les confédérés reprirent aussitôt. Comme il ne cessait de leur reprocher les maux qu'ils causaient à l'Etat par haine pour le connétable, il leur manda qu'il était prêt à les entendre à Médina, et qu'il leur donnerait là toutes sortes de satisfactions, pourvu qu'ils licenciassent leurs troupes. Les confédérés ne voulant pas entendre parler de désarmer, approchèrent de Médina avec leurs soldats. Le connétable, et son frère l'archevêque, voyant que le Roi n'était pas aussi fort que ses ennemis, vinrent l'y trouver avec ce qu'ils avaient de gens de guerre, et le connétable fit aussitôt une sortie dans laquelle il y eut du monde de tué de part et d'autre. A quelques jours de là, le Roi de Navarre fut informé que le connétable faisait transporter une grande partie de ses meubles à Médina; il conduisit si bien son entreprise, qu'une partie de l'escorte fut mise en déroute, et soixante et dix mulets chargés des précieux meubles de ce favori et de son frère furent pris. Pendant qu'on négociait un traité, le Roi de Navarre traita secrètement avec quelques-uns de Médina, pour se rendre maître de la ville. Ceux qui conduisaient cette affaire

voyant que le connétable et l'archevêque négligeaient de faire eux-mêmes la ronde de nuit, et qu'ils s'en reposaient sur leurs gens, donnèrent avis à ceux du dehors, et ceux-ci, pénétrant dans la ville avec six cents hommes d'armes, ouvrirent une des portes au Roi de Navarre, qui entra avec cinq mille chevaux. Le Roi ne fut pas plutôt averti de cette surprise, qu'il monta à cheval, suivi d'un grand nombre de noblesse et du connétable, et se retira dans une des places de la ville. Instruit que le Roi de Navarre était très-bien accompagné, il dit au connétable que, comme c'était à lui qu'on en voulait, il fallait qu'il se sauvât, parce qu'il n'était pas lui-même assez fort pour se défendre. Le connétable prit donc congé du Roi, suivi de son frère et de plusieurs autres : en se retirant, il rencontra dans la ville les gens de l'amiral, et passant outre sans être reconnu, il se rendit à Escalone.

La cause du mal n'étant plus près du Roi, les confédérés ne firent aucune difficulté de venir le trouver, sans autre assurance que celle que leur donnait l'absence du connétable. Le Roi reçut assez bien ces seigneurs, mais témoigna toutefois son mécontentement de ce qu'on avait pillé la maison du connétable et celles de ses amis. Les Reines de Castille et de Portugal et le Prince des Asturies allèrent aussi trouver le Roi, et demeurèrent avec lui au palais. Le prince commanda à tous les amis du connétable et à tous les officiers qu'il y avait placés, de sortir de la cour. Par suite de cet ordre, l'archevêque de Séville, le comte d'Albe, son cousin; don Lopès de Bariento, évêque

de Ségovie, sortirent de Médina. Dès que le Roi de Castille fut au pouvoir de sa femme et des confédérés, il fit une déclaration publique dans laquelle il reconnaissait que tout ce qu'il avait fait l'avait été par les conseils du connétable et de ses créatures, et que tout ce qu'avaient fait les confédérés était pour son bien particulier et pour celui du royaume en général. Il nomma, d'un commun accord avec le Roi de Navarre et les alliés, pour juges souverains de tout ce qui était à faire, et pour apaiser les troubles, la Reine de Castille sa femme, le prince des Asturies son fils, l'amiral et Garcia Alvarez de Tolède. Tous jurèrent d'observer exactement ce qui serait ordonné par ces juges. Ceux-ci, après une conférence de huit ou dix jours, résolurent que le connétable, cause de tant de maux, s'absenterait de la cour pour six ans, et se retirerait dans ses terres de Saint-Martin-du-Val, ou à Riaca, et pourrait aller de l'une à l'autre, sans se détourner en aucun lieu; qu'il lui était défendu, pendant ce temps, sous quelque prétexte que ce fût, d'aller trouver le Roi, et qu'il ne pourrait même lui écrire sans faire voir un double des lettres à la Reine et au prince son fils. Par suite de cette sentence, tous les gentilshommes qui avaient suivi le connétable se retirèrent dans leurs maisons, et prêtèrent un nouveau serment de fidélité. Le connétable et l'archevêque son frère pouvaient tenir près d'eux cinquante hommes d'armes chacun. Pour sûreté de l'exécution du jugement, le connétable devait donner, pour six années, neuf de ses places, et les confédérés remettre au Roi celles qu'ils avaient surprises.

Le Roi, de son côté, devait leur rendre tous les biens et les charges dont ils avaient été privés. Les dons faits par le Roi depuis le 1er septembre 1438 jusqu'alors étaient révoqués, hors ceux qu'on trouverait justement accordés. Tous ceux qui étaient près du Roi, et reconnus partisans du connétable, devaient sortir de la cour dans un temps fixé, autrement ils ne seraient pas en sûreté. Le Roi de Navarre, don Henri, don Pédro de Stuniga, le comte de Bénévent et les deux Mendoça, devaient nommer ceux qui sortiraient. Les troupes, de part et d'autre, étaient licenciées. Le prince des Asturies disposait librement des charges de sa maison. Ceux qui auraient en garde les neuf places du connétable, les remettraient au pouvoir des confédérés, au cas qu'il n'exécutât pas ce qui était ordonné.

Le Roi, croyant voir dans peu la fin des troubles, confirma la sentence qui était plus honteuse pour lui que contraire au connétable. Celui-ci envoya sa ratification par procureur. La jalousie et la défiance qui se mirent parmi les confédérés, les obligèrent, pour éviter une rupture, de se promettre les uns aux autres de ne rechercher aucune faveur particulière auprès du Roi; néamoins, l'amiral ayant été admis près de lui, parut jouir de plus de faveur qu'aucun autre, ce dont le Roi de Navarre prit ombrage. Le comte de Castro, ami de l'amiral, alla trouver le Roi; il l'assura de sa fidélité, et lui conseilla, pour resserrer l'amitié qui étoit entre eux, de faire deux mariages; l'un entre lui, Roi de Navarre, et Jeanne, fille de l'amiral, et l'autre entre le prince Henri, son frère, et Béatrix, fille du comte de

Bénévent. Le Roi de Navarre trouva ce conseil bon pour sa sûreté, et en résolut l'exécution.

Le connétable, supportant impatiemment d'être éloigné de la cour, travaillait, par toutes sortes de moyens, à troubler l'État, et à diviser les confédérés. D'une part, il intrigua secrètement auprès du Roi de Navarre; de l'autre il traita avec l'amiral et don Jean Pacheco, grand favori du prince des Asturies; mais les deux mariages qui furent exécutés rendirent vaines ses menées, et les confédérés jurèrent dès-lors la ruine entière du connétable. Son frère, l'archevêque de Tolède, étant mort vers ce temps-là, l'amiral demanda l'archevêché pour son cousin Garcia de Osorio, ce qui lui fut accordé, mais le Roi de Navarre le fit donner à l'archevêque de Séville; et Osorio fut obligé de se contenter du siége de cette dernière ville: cela causa quelque froideur entre l'amiral et le Roi de Navarre; mais cette froideur ne les empêcha pas d'avoir l'œil sur les actions du connétable.

L'amiral ayant découvert une menée de don Pedro de Accuna en faveur d'Alvaro, il l'envoya prendre en sa maison, et le délivra peu après. A quelques jours de là, le Roi étant à Toro, on fût averti d'une horrible entreprise conduite par les partisans du connétable. Le dessein était de surprendre, par le moyen d'une mine, le Roi dans son conseil, avec le Roi de Navarre, don Henri, et les principaux confédérés, et de tuer ceux qui empêcheraient que le connétable ne fût auprès du Roi. Le Roi de Navarre et ses amis entrant plus que jamais en défiance, firent partir le Roi du lieu où il était, et le firent aller à Valladolid. Ce changement de résidence

rassura tellement les confédérés qu'ils se relâchèrent jusqu'à consentir au retour de quelques-uns des amis du connétable; mais ils furent observés de si près qu'ils n'eurent aucune autorité auprès du Roi. Ce prince allant de Talavera à Tolède, avec le Roi de Navarre, le prince Henri et autres, le connétable vint à Escalona pour conférer avec ces deux princes; leur traité fut fort secret. Le connétable s'en retourna d'où il était parti, ayant plus que jamais les bonnes grâces du Roi; car sa femme étant accouchée d'une fille, à Escalona, le Roi en fit de grandes réjouissances; il voulut tenir l'enfant au baptême, et la Reine et lui la nommèrent Jeanne. Les princes et leurs amis, pour ôter au connétable l'espérance de retourner près du Roi, firent assembler le conseil où étaient le prince des Asturies et les autres seigneurs ennemis du connétable. Le Roi de Navarre dit à Jean II qu'Alfonse Perez de Bivero, et Fernand Jeannès de Xerès, étaient accusés d'avoir fait de grandes menées contre son service et le bien de l'Etat. Il fut décidé qu'ils seraient arrêtés, et avec eux Jean Manuel de Lande, et Pierre de Lussan, valet de chambre du Roi, leurs complices. On commanda ensuite à tous les officiers du Roi, partisans et amis du connétable, de sortir de la cour, et le Roi prit d'autres officiers de la main de son fils et du Roi de Navarre; il écrivit ensuite à toutes les principales villes de son royaume, qu'il ne s'était rien fait en cela que pour le bien de son service et par son ordre; mais les princes n'en demeurèrent pas là: ils lui firent trouver bon de n'admettre personne à lui parler sans les en avertir; ce qui fut fort exactemen

observé. Ce Roi était si captif que, nuit et jour, ses gardes, qu'on changea aussi, étaient dans sa chambre pour voir ceux qui y entraient ou en sortaient.

En 1444, l'évêque d'Avila, don Louis de Bariento, intime ami du connétable, s'adressa un jour à don Jean Pacheco, favori du prince des Asturies, et lui remontra que son maître était responsable de tout ce qui se faisait contre son père; il lui dit que tout le royaume avait les yeux sur lui, et le regardait comme obligé de le délivrer de cette dure servitude. Pacheco assura l'évêque qu'il n'avait point participé à ces violens conseils, et que le prince était prêt à embrasser toutes les occasions de s'en venger. Le prince des Asturies reçut, en effet si bien les remontrances de l'évêque, qu'il lui promit que dans peu de jours il verrait qu'il n'avait jamais approuvé tout ce qui s'était passé, il feignit d'aller à la chasse pour se séparer des confédérés. Le Roi de Navarre et ses alliés furent fort étonnés de cette résolution, surtout quand ils surent que l'évêque d'Avila était de la partie. Le prince alla à Ségovie, de là à Bonilla, près de Adra où était le connétable. L'évêque d'Avila alla trouver celui-ci, et lui fit part du dessein du prince des Asturies. Le connétable le loua et le trouva juste et généreux; mais il dit qu'il fallait considérer, d'abord, que les forces du prince et les siennes n'étaient pas suffisantes pour résister à celles du Roi de Navarre et de ses amis; secondement que le prince était bien jeune pour pouvoir soutenir une pareille entreprise; et enfin que la menée pouvait être double, que le Roi de Navarre la saurait, puisque Pacheco était de la partie, et qu'il sem-

blait qu'on cherchât les moyens de le ruiner plus facilement. L'évêque répliqua que s'il aimait le bien du Roi et de l'Etat, il devait se réconcilier avec le prince, sans penser à tant de défiances; que l'archevêque de Tolède, et le comte d'Albe seraient de la partie, et qu'ils auraient avec eux les comtes de Haro, de Palencia et de Castagneda, Inigo Lopez de Mendoça, et Pero Alvarez de Osorio: l'évêque ajouta que l'affaire était fort secrète, qu'il n'y avait que lui et Alonso Alvarès, trésorier du prince, qui la connussent. L'archevêque de Tolède fut quelque temps à se déclarer; il attendit à avoir pris possession de son archevêché, et pour faire plus facilement ses affaires, il feignit quelque intrigue avec le Roi de Navarre; mais sitôt que ses affaires furent faites, il se joignit, lui et son neveu, le comte d'Albe, au prince des Asturies, par le moyen de l'évêque d'Avila. Le Roi qui se déplaisait beaucoup dans la captivité où l'avaient réduit les confédérés, ne pouvait s'empêcher de s'en plaindre à ceux avec lesquels il pouvait librement parler. Le comte de Haro, indigné de cette misérable condition, alla trouver le comte de Palencia pour le sonder sur ses dispositions envers le Roi. Cette entrevue ne fut point si secrète que le Roi de Navarre n'en eût avis; il donna l'ordre d'arrêter le comte de Haro; mais celui-ci se sauva au moyen d'un bon cheval. Le comte, indigné de cette persécution, excita toute la noblesse du pays à prendre les armes pour la liberté du Roi. Le comte de Castagneda, et don Pedro Sarmiento se joignirent incontinent à lui avec un bon nombre de cavaliers. Le Roi de Navarre et ses confédérés mirent leurs troupes en campagne;

mais le prince des Asturies qui n'avait pas encore fait connaître ses intentions, empêcha qu'on en vînt aux mains, et proposa quelque accommodement. Cependant l'évêque d'Avila continuait ses conférences avec le connétable; ils avaient trouvé moyen de le voir en secret; mais ces conférences ne purent être si cachées que le Roi de Navarre n'en eût quelque soupçon. Cependant on avait beaucoup de peine à s'imaginer que l'évêque d'Avila, qui s'était montré si publiquement contre le connétable et qui avait été un de ses juges, pût être contre les confédérés. Pour éclaircir les soupçons qu'ils avaient sur le prince des Asturies, le Roi de Navarre et ses alliés l'envoyèrent supplier de se rendre à la cour, à Tordesillas, pour exécuter ce qu'ils avaient tous juré lorsqu'ils étaient à Madrigal. Le prince n'ayant pas l'évêque d'Avila près de lui, il fut résolu, de l'avis de Pacheco, qu'on manderait au Roi de Navarre que le prince irait à la cour pour suivre le dessein pris contre le connétable; mais qu'il communiquerait au Roi sa résolution de le tirer de captivité, et de se joindre pour cet effet avec le connétable, et qu'il ne doutait pas qu'il ne fût assisté dans une si sainte entreprise: le Roi de Navarre fut fort étonné de cette réponse; il le fut bien davantage quand il vit le prince arriver à la cour avec l'évêque d'Avila, de son favori Pacheco, et d'autres gentilshommes. La première chose que fit le Roi de Navarre fut de sommer le prince d'exécuter ce qu'il avait promis pour la ruine du connétable; le prince dit qu'il fallait pour cela s'assembler, et au conseil, il dit qu'il fallait appeler tous ceux qui avaient prêté le même ser-

ment qu'eux, parce que si l'on faisait autrement il pourrait arriver que les absens auraient changé d'avis, et se joindraient au connétable. Ce discours augmenta les soupçons du Roi de Navarre et de ses amis : néanmoins, ils furent contraints de se ranger à son avis ; mais comme Tordesillas n'était pas capable de loger une si grande cour, on résolut de tenir l'assemblée à Arevalo. Le Roi n'avait pas jugé convenable de parler en secret à son fils, parce qu'il lui semblait qu'il était trop jeune pour une affaire si importante ; il n'avait pu le faire avec l'évêque de Ségovie, parce qu'il était épié de si près qu'il n'osait parler à personne, et que personne n'osait lui parler sans ordre de son capitaine des gardes, don Henri, frère de l'amiral ; enfin l'évêque d'Avila trouva moyen de faire connaître au Roi son intention ; mais comme il n'en tira pas l'éclaircissement qu'il désirait, il se fit conduire fort secrètement au Roi qu'il pria de lui dire en peu de mots, ce qu'il désirait de lui. Pourquoi cela ? demanda le Roi. Parce que, reprit l'évêque, je vois que vous êtes mal, je sais le remède qu'il vous faut. Quel est-il ? dit le Roi. Le prince y remédiera, répondit l'évêque ; il a parlé au connétable ; il est d'accord avec lui. Serait-il possible ? reprit le Roi étonné. Je vous en assure, répartit l'évêque ; il faut que vous fassiez le malade, et demandiez le prince, qui vous assurera de ce que je vous dis, et vous le jurera. . . . .

Cela s'exécuta si secrètement, que les gardes et tous ceux qui étaient dans la chambre furent trompés. Le Roi fut aussitôt guéri, et témoigna une joie extraordinaire. Le Roi de Navarre en conçut de grands soupçons,

les gardes lui ayant dit que sans doute il s'était passé quelque chose d'importance dans cette visite. L'amiral questionna l'évêque d'Avila sur ce qui avait été dit dans cette conférence; l'évêque répondit hardiment qu'il n'y avait eu que des discours communs et sans dessein. L'amiral l'avertit de prendre garde à lui; que le Roi de Navarre épiait toutes ses démarches, et le tenait pour suspect. L'évêque répliqua que puisqu'ils étaient assurés du prince, ils n'avaient rien à craindre; qu'il fallait lui obéir et le suivre. Le prince prit congé du Roi son père pour aller à Ségovie, et de là à Arevalo, où se devait tenir l'assemblée. L'évêque d'Avila, et Pacheco, conseil du prince, résolurent que l'évêque irait à Arevalo, ville dépendante de son évêché, qu'il ferait marquer les logis pour le Roi, le prince et leur suite; que le Roi de Navarre serait bien logé dans la ville, mais non pas les siens. Le Roi s'en offensa; il s'imagina que le projet était de l'arrêter; et comme c'était l'évêque qui avait donné cet ordre, il résolut de ne point aller à Arevalo. Le prince, qui s'y rendit, se plaignit de ce que le Roi de Navarre avait manqué à l'assignation. Le Roi envoya l'amiral pour faire ses excuses au prince, et lui dire la cause de son manquement. Il l'invita à une autre assemblée qui se tiendrait à Olmedo. L'évêque d'Avila conseilla au prince de ne répondre que le lendemain, et la nuit il alla chez lui, où était Pacheco, et là il fut décidé qu'on rejetterait cette assemblée d'Olmedo, lieu appartenant au Roi de Navarre, et que d'ailleurs il n'était pas juste de traiter avec ce Roi, puisqu'il y avait quelque espèce d'accom-

modement avec le connétable. Le prince parut goûter ces considérations, et l'évêque lui conseilla de faire dire à l'amiral qu'il ne pouvait pas se trouver à Olmedo sans aller à Tordesillas, où était le Roi son père, que de grandes et importantes raisons l'empêchaient de voir pour le moment. L'amiral fut fort étonné de cette réponse; mais ne voulant pas se retirer sans rien faire ni pénétrer plus avant dans les intentions du prince, il proposa de lui faire mettre par écrit sa résolution, pour le faire voir au Roi de Navarre. Le prince commanda à l'évêque et à Pacheco d'écrire sa volonté, pour la montrer aux confédérés. L'évêque, qui connaissait l'intention du prince de se joindre au connétable, rédigea quelques articles fort injustes, que le Roi de Navarre ne pouvait pas recevoir; et il ajouta exprès à la fin, que l'on aurait égard surtout à l'autorité du Roi, ce qu'on ne pouvait refuser avec justice. L'amiral ayant reçu ces articles, prit congé du prince, et le prince alla aussitôt à Ségovie, avec l'évêque d'Avila et Pacheco; là, ils décidèrent que l'évêque irait trouver l'archevêque de Tolède et le comte d'Alve, pour traiter avec eux, et les attirer au parti du prince, afin de tirer le Roi de captivité. Ce prétexte de la délivrance du Roi était si spécieux, que l'évêque fit plus qu'il ne croyait, car il attira à lui beaucoup de seigneurs qui ne pensaient qu'au bien du Roi.

Le connétable, qui était en continuelle défiance de tous, même de ceux qui prenaient les armes pour la liberté du Roi, désira que l'évêque d'Avila, son confident, mandât ce qui en était au juste de tout ce dessein.

L'évêque l'assura que tout allait bien; que la résolution était prise de délivrer le Roi de la captivité indigne où il était, et pour le bien de lui, connétable. De ce moment celui-ci résolut de faire tout ce que ce parti aurait ordonné. Le prince, assisté d'un bon nombre de noblesse, jugea qu'il fallait s'opposer aux progrès que faisait don Henri en Andalousie. Il alla à Vila, où il déclara ses intentions, et de là écrivit à tous ses amis qu'ils eussent à venir le trouver avec leurs troupes. Il écrivit aussi à toutes les villes de l'Andalousie, et surtout à Ségovie, qu'il était armé pour la délivrance du Roi son père, et qu'ils eussent tous à l'assister dans une si louable et si sainte résolution. Plusieurs grands du royaume se mirent aussitôt en campagne. Le connétable et l'archevêque en firent autant, mais le plus secrètement qu'il leur fût possible. Le Roi de Navarre fut fort étonné de voir le prince et ses amis sous les armes. Il fit ce qu'il put pour paraître aussi fort qu'eux; mais on lui conseilla de faire dire au prince qu'il était prêt avec ses amis à signer les articles que l'amiral lui avait apportés de sa part, quoiqu'ils lui fussent très-préjudiciables. Ce conseil fut suivi de l'exécution, car il envoya vers le prince don Alvaro Garcia de Sainte-Marie, fort estimé à la cour, pour lui présenter les articles signés par le Roi de Navarre et par les confédérés. L'évêque d'Avila demanda une explication sur le dernier article touchant la liberté du Roi, sa rentrée dans la jouissance de tous ses droits et revenus, et la reddition des villes et châteaux que les confédérés tenaient de son domaine. Alvaro de Garcia, qui n'avait point de pouvoir à cet égard, n'osa rien

répondre et prit congé. Sur son rapport, le Roi de Navarre résolut de rompre et de prendre les armes. Ce fut alors que le connétable parut en campagne avec ses amis, et vint trouver le prince, qui le reçut fort bien, comme tous ceux qui avaient dessein de délivrer son père. Les confédérés, dont le Roi de Navarre était le chef, tâchèrent de s'assurer de la personne du Roi, en le menant à Portillo, où il était gardé par le comte de Castro. Cependant les forces du prince augmentaient, et le Roi de Navarre se voyant faible, tâcha de négocier un nouveau traité par l'entremise de quelques religieux. Il consentait à l'entière liberté du Roi, et à la délivrance de ceux de ses officiers qui étaient en prison. Le prince, pendant la négociation, faisait la guerre avec avantage, et le Roi de Navarre craignant d'être surpris, se retira. Ce qui acheva de ruiner ce parti, c'est que le Roi, qui était retenu à Portillo, gardé par le comte de Castro, alla sous prétexte de la chasse à Mogado, où il dîna chez le cardinal de Saint-Pierre, et d'où il ne voulut pas sortir, disant au comte de Castro qu'il pouvait s'en aller où bon lui semblerait. Le prince apprit cette nouvelle avec plaisir, et envoya vers le Roi l'évêque d'Avila, pour savoir ce qu'il désirait faire, et lui proposer de se mettre en campagne, dans l'espoir que sa présence donnerait un grand avantage à leur parti. Le Roi reçut cet évêque avec joie; il le remercia de toutes les peines qu'il avait prises pour son service, et commanda à ses troupes de se mettre en mouvement. Il alla ensuite à Duennas, où le prince son fils et le connétable vinrent le trouver, ainsi que les

principaux seigneurs de ce parti. Le Roi qui avait appris, par ce qui s'était passé, combien il y avait peu de sûreté pour lui dans ses proches, puisque son fils, quoique jeune, l'avait abandonné; que la Reine sa femme, réunie à ses ennemis, avait rendu des jugemens contre lui, et contribué à toutes les persécutions qu'il avait essuyées, pensa qu'il devait, par d'autres liens que des liens naturels, les forcer à lui porter plus d'affection et de respect. Il fit donc un traité avec le prince son fils et la Reine sa femme, comme s'il eût eu affaire à des ennemis publics. La Reine déclara, par ce traité, que le Roi étant son seigneur et mari, tout ce qu'elle pouvait avoir d'honneur au monde résidait dans sa personne; qu'elle devait s'unir à lui et n'avoir qu'une même volonté pour le servir, lui et son royaume. Elle promit aussi et jura qu'à l'avenir elle ne se séparerait jamais de ses intérêts, quelque occasion qui pût se présenter, et quelles que fussent les qualités des personnes qui voudraient la séduire et l'entraîner; qu'elle ne vivrait plus que pour obéir au Roi et pour le servir contre tous. Elle promit ensuite d'assister le Roi, ceux de son parti, et surtout le prince son fils, non-seulement pour rendre au Roi la liberté, mais aussi le gouvernement de son Etat. Elle s'obligea en outre à poursuivre tous ceux qui se montreraient contraires à ce qu'elle promettait, renonçant à tous les traités qu'elle pouvoit avoir faits pendant ces derniers mouvemens. Le Roi, de son côté, sûr que la Reine accomplirait ses promesses, promit de l'aimer, de l'estimer comme elle le mériterait, de la défendre contre toutes personnes, et d'avoir soin

que le prince et les grands de son royaume la servissent et l'honorassent comme la femme de leur Roi. Ce traité fut fait le 16 juin, à Mogado; mais la Reine le souscrivit plutôt par crainte que de bonne volonté. Le Roi de Navarre et don Henri son frère avaient entrepris cette guerre sur la raison assez spécieuse, qu'il valait mieux que le royaume de Castille fût gouverné par eux, qui étaient de la maison et du sang royal, que par le connétable; ce qui aurait infailliblement lieu, s'ils se départaient de leur entreprise. Le Roi de Navarre s'emporta jusqu'à dire : *Que le Roi de Castille s'assure que si nous commençons une fois la guerre, nous y mettrons nos mains jusqu'aux coudes, et nous n'épargnerons personne, quel qu'il puisse être; et qui sera vainqueur règnera.* Ces paroles, quoique hardies, ne firent peur ni au Roi ni au connétable. On les jugea plutôt l'effet du désespoir que de la confiance dans les forces des confédérés. En effet, le Roi de Navarre se retira dans son royaume, et ceux qui l'assistaient mirent bas les armes. Le Roi résolut de poursuivre des gens qui l'avaient tenu si long-temps en captivité. Il prit plusieurs places au Roi de Navarre et à d'autres seigneurs. Le prince des Asturies et le connétable furent envoyés contre don Henri, avec des forces si supérieures aux siennes, qu'il fuyait de ville en ville, craignant d'être pris. Ceux qui le suivaient se rendirent maîtres de la plus grande partie des châteaux dépendant de la maîtrise de Saint-Jacques.

Au commencement de l'année 1445, la Reine de Castille mourut assez subitement pour qu'on soupçonnât

du poison, et l'ouverture de son corps confirma l'opinion qu'on en avait. On en accusa le connétable, qui ne voyait qu'avec peine les desseins de cette princesse pour rendre la liberté au Roi. Cependant le Roi de Navarre et son frère joignirent leurs troupes dans l'intention d'entrer dans la Castille, pour se venger des injures qui leur étaient faites. Le Roi de Castille alla droit où il crut les devoir trouver, et contre son attente on lui ouvrit les portes à Alcala de Henarès. De leur côté, les confédérés firent quelques progrès, prirent Olmedo de force, et firent mourir quelques seigneurs. Le Roi les alla aussitôt assiéger avec son fils et le connétable. Les confédérés jugeant qu'ils ne pouvaient tenir long-temps dans Olmedo, firent parler d'accommodement, et le Roi y entendit volontiers. Il envoya pour traiter le connétable, le comte d'Alve et l'évêque de Cuença, auparavant évêque d'Avila. Les confédérés ne demandèrent qu'à être rétablis dans leurs biens, qu'on leur avait confisqués. Le connétable conseilla de différer de neuf jours la réponse, parce qu'il était assuré que le grand-maître d'Alcantara venait joindre l'armée avec six cents chevaux. L'évêque, qui espérait un bon succès de l'arrivée de ces nouvelles forces, prit sur lui de faire tirer la négociation en longueur. Ce secours arriva le septième jour, beaucoup plus grand qu'on ne l'avait cru, et si à propos, que l'évêque et le connétable changèrent de discours à la conférence, et élevèrent beaucoup de difficultés.

Le Roi de Navarre et ses amis voyant un si grand changement, résolurent d'envoyer encore une fois vers

le Roi, pour lui remontrer qu'il devait aller au-devant du mal qui menaçait son royaume, et que s'il lui plaisait de les entendre en éloignant le connétable, leur ennemi capital et l'auteur de tous les maux de l'Etat, ils étaient prêts à l'aller trouver où il voudrait, et avec si peu de suite, qu'il n'aurait aucun sujet de défiance. Ils lui firent dire qu'ils étaient sûrs qu'ils trouveraient leurs raisons si bonnes et si justes, qu'il se délivrerait, lui et son royaume, de la tyrannique domination du connétable; et que s'ils ne voulaient y entendre, ils étaient résolus d'en faire leurs plaintes au pape, afin que tout le monde connût la justice de leur cause, et qu'on ne leur imputât pas les désordres que la guerre qui s'allumait dans l'Etat allait causer. Le Roi répondit froidement à leur demande, car il n'avait pas intention de les contenter, mais de les combattre; et, en effet, au mois de mai le connétable donna des ordres si justes et si bien combinés, que le Roi resta victorieux et eut plusieurs de ses ennemis tués ou prisonniers. Le prince don Henri, qui avait attaqué le bataillon où était le connétable, fut blessé à la main gauche; et comme il ne fut pas bien traité de sa blessure, la gangrène s'y mit, et il mourut quelques jours après. Le reste des troupes ennemies se retira en divers lieux, fuyant ceux qui les poursuivaient. L'amiral, l'un des chefs des ennemis, fut prisonnier quelques heures, mais celui qui l'avait pris lui rendit sa liberté, et le conduisit jusqu'à une de ses maisons. Le Roi, joyeux de cette victoire signalée, qu'il avait livrée du conseil du connétable, qui y avait été blessé, ordonna de grandes réjouissances par tout

son royaume, et qu'on bâtît au lieu du combat une chapelle en mémoire de cette heureuse journée. Il confisqua ensuite toutes les terres de l'amiral, du comte de Castro, et de tous ceux qui avaient combattu contre lui. Le connétable voyant le Roi de Navarre et tous les confédérés fuyant çà et là sans ressource, conseilla au Roi de ne pas rester en si beau chemin; et en effet, il se fit remettre toutes les places fortes des confédérés, qui se soumirent sans résistance. Le Roi, qui n'était plus retenu par aucune considération, rendit au connétable toute sa faveur et son autorité, et lui témoigna plus de bienveillance qu'auparavant. Mais celui-ci, bien convaincu de la vicissitude des choses humaines, et sachant qu'il n'y a rien de plus inconstant que la faveur de la cour, chercha contre les revers un appui qui lui parût assez puissant; il entretint l'amitié du prince de Portugal, dont il avait eu un secours fort considérable, que le connétable de ce royaume lui avait amené jusque dans la Castille. Il y eut alors un grand changement à la cour, par la retraite du prince des Asturies. Le Roi son père s'était attendu qu'il resterait toujours près de lui; mais soit que ce prince fût mécontent du Roi, soit qu'il fût touché de la ruine de tant de grands seigneurs, qu'on méditait dans le conseil, soit enfin inconstance et légèreté, il se retira. Le Roi envoya aussitôt après lui; mais il ne fut pas possible de le ramener. Pacheco, son favori, et ceux qui l'avaient suivi, s'excusèrent tous, et jurèrent de n'avoir eu aucune part au projet de cette évasion. Comme le prince déclara prendre les intérêts de l'amiral, le Roi lui promit de le recevoir en grâce,

lui et ses amis, pourvu qu'il abandonnât entièrement le Roi de Navarre.

Alvaro, qui songeait à sa sûreté du côté du Portugal, traita à l'insu de son maître avec le connétable de ce pays, pour le marier avec l'infante Isabelle, fille de l'infant don Jean. Le Roi de Castille, qui avait jeté les yeux sur la princesse Radegonde, fille du Roi de France, ayant appris ce dessein par le connétable de Portugal, fut fort étonné qu'Alvaro y eût pensé sans lui en avoir rien communiqué. Mais Alvaro, qui gouvernait le Roi comme il voulait, lui fit trouver bon ce qu'il avait commencé. Cependant le Roi fut d'autant plus sensible à cette action, que l'amour et l'affection qu'il avait eus jusque-là pour le connétable, commençaient à se changer en haine, parce qu'il le voyait en butte à tous les grands, et qu'il le regardait comme la ruine de son Etat. Mais ce pauvre prince était si captif au milieu de ses domestiques, toutes créatures du connétable, qu'il ne pouvait proférer une plainte sans que celui-ci en fût aussitôt averti; et il garda dans son cœur le déplaisir que lui causait ce mariage, jusqu'à ce qu'il pût s'en venger sans danger. Ce prince, faible dans ses résolutions, et qui n'avait fait que changer de servitude, ne pouvait rien refuser au connétable. Il voulait le ruiner, et tous les jours il le comblait de biens et de charges; celle de grand-maître de Saint-Jacques ayant vaqué par la mort de don Henri, le Roi écrivit à ceux qui avaient droit d'élire, qu'ils eussent à choisir le connétable. Dans le même temps, le prince des Asturies supplia le Roi d'ôter la

maîtrise d'Alcantara à Alfonse, fils du Roi de Navarre, parce qu'il avait porté les armes contre son service, et de faire donner cette charge au frère de son favori. Le Roi, pour détacher entièrement son fils du Roi de Navarre, le lui accorda volontiers. Malgré cela, Ils étaient en continuelle défiance l'un de l'autre, et cette défiance était entretenue par leurs favoris.

Le mariage que le connétable avait conclu et qui déplaisait au Roi, ayant été célébré, ce prince conçut un grand amour pour la nouvelle Reine. Il lui découvrit ses plus secrettes pensées et même la haine qu'il portait alors au connétable; il lui dit qu'il avait résolu de l'arrêter, qu'il en avait parlé à un de ses hérauts-d'armes auquel il se fiait entièrement, et il lui expliqua la manière dont il jugeait que cela devait s'exécuter. La Reine lui répondit sur cette ouverture: *Sire, que votre majesté aille à Valladolid, je ferai ensorte là, que la comtesse de Ribadeo parle au comte de Plaisance qui terminera l'affaire à votre contentement.* Ainsi fut résolu entre le Roi et la Reine le projet d'arrêter le connétable.

Dans la confusion où était alors l'Etat de Castille, le Roi de Navarre faisant semblant d'y entrer à main armée, les deux favoris, l'un du Roi, l'autre du prince des Asturies, furent conseillés de faire ensemble un traité secret pour le maintien de leur crédit réciproque. Il fut décidé qu'on commencerait par arrêter l'amiral, les comtes de Bénévent, de Castro, d'Alve et autres. Pour cet effet il fallait ménager une entrevue entre le

Roi et son fils, à laquelle ces seigneurs auraient ordre de se trouver ; mais l'amiral se trouva malade lors de l'entrevue, et le comte de Castro refusa de s'y rendre. Le connétable et Pacheco, alors marquis de Villena, voyant qu'il était fort mal aisé d'assembler tant de grands seigneurs dans un même lieu, jugèrent plus à propos d'arrêter ceux qui y étaient présens. Ils décidèrent donc que le Roi viendrait à Tordesillas et le prince à Villaverde distant de quatre lieues. Les comtes de Bénévent et d'Alve, don Henri, frère de l'amiral, Pierre et Suero de Quinnonès allèrent auprès du Roi. L'évêque d'Avila allait du Roi au prince pour convenir de la manière de l'entrevue. Elle fut ainsi réglée : les deux princes viendraient à mi-chemin du lieu où ils étaient ; le Roi aurait avec lui le connétable et les seigneurs ci-dessus : l'évêque dit à ces seigneurs qu'ils n'iraient point à cheval, mais sur des mules, ce qui leur parut d'un mauvais augure. Le Roi et le prince avaient chacun cent hommes d'armes. Lorsqu'ils furent arrivés au lieu de l'entrevue, le connétable et le marquis de Villena se joignirent et conférèrent assez long-temps ensemble : lorsqu'ils se furent séparés, le Roi commanda d'arrêter le comte de Bénévent, don Henri et Pierre Quinnonès : le prince fit prendre le comte d'Alve et Suero Quinnonès, et tous furent conduits en divers lieux. La détention de tant de seigneurs étonna toute l'Espagne ; les uns la trouvaient juste, les autres en accusaient le connétable, d'autres soutenaient avec plus de raison qu'elle était l'exécution du traité secret entre le connétable et Pacheco qui avaient dessein de gouver-

ner l'Etat sans opposition. L'amiral, à cette nouvelle, se sauva, et plusieurs imitant son exemple allèrent trouver le Roi de Navarre ; celui-ci envoya l'amiral à Naples pour instruire le Roi d'Arragon du mauvais gouvernement de la Castille, et le supplier d'y venir mettre ordre ou d'envoyer des secours.

Les biens de ceux qui avaient été arrêtés ou qui avaient fui furent confisqués sans motif, car aucun depuis le traité fait après la bataille d'Olmedo n'avait manqué à la fidélité jurée au Roi ; tous au contraire l'avaient servi et surtout le comte d'Alve qui avait témoigné au connétable une affection particulière. Le reste de la noblesse jugea de là que le connétable voulait jeter la terreur parmi les grands pour disposer ensuite du Roi à volonté. Les grands qui restèrent libres voyant Alvaro dans une si haute puissance, servirent le Roi avec déplaisir et crainte. De son côté le Roi, connaissant le mal que cet homme faisait, était dans une étrange perplexité ; il n'osait se découvrir à personne, pas même à son fils qu'il savait peu discret et qui avait de bizarres desseins en tête.

Ce prince ayant su de mauvaises nouvelles de ce qui s'était passé contre les Maures, partit de Madrid et alla à Ségovie où il délivra le comte d'Alve et Pierre Quinnonès. Le Roi et le connétable furent fort scandalisés de cette action ; on parla de conclure un nouveau traité entre le père et le fils ; on conseilla au Roi de le faire en pleine assemblée des Etats, et il l'y proposa en effet en deux articles. Le premier portait punition pour ceux qui l'avaient desservi et récompense pour ses fidè-

les sujets ; le second donnait à ceux-ci les biens des prisonniers et de ceux qui portaient les armes contre lui. Les Etats approuvèrent le premier mais non le second article, parce qu'il condamnait des gens sans qu'ils eussent été entendus. Celui qui s'opposa dans les Etats à cette mesure fut interrompu par un membre de l'assemblée qui lui dit qu'il pourrait se repentir de cette opposition. Le Roi fut mécontent de cette interruption et demanda que la délibération fût continuée. Enfin la paix se fit entre le Roi et le prince son fils ; et celui qui avait si bien opiné dans l'assemblée écrivit au Roi une lettre dans laquelle il lui peignait naïvement tous les désordres de l'Etat. Cette lettre fut fort agréable au Roi ; il la lut plusieurs fois et voulut qu'elle fût lue devant le connétable, et qu'on en fît plusieurs copies pour l'envoyer dans tout le royaume. Dans ce même temps, le comte de Bénévent se sauva du château de Portillo où il était prisonnier ; le Roi fut fort fâché de cette évasion, le Roi de Navarre au contraire en témoigna beaucoup de plaisir. Il engagea le comte à faire une guerre cruelle en Castille ; ce que le comte fit en se joignant à quelques troupes qui venaient de l'Arragon.

Cependant le Roi, pressé par la nécessité, fit demander, par le connétable, aux principaux de Tolède, un million de maravédis, qui seraient repris sur toute la ville. Le peuple, qui était en très-grand nombre à Tolède, s'émut tellement à cette demande, qu'en moins de deux jours il fut en armes et courut sus au connétable, qui se retira, ne pouvant s'opposer à sa fureur. Ce peuple assiégea une tour tenue par un des confidens du conné-

table. Il avait dans ses mains la femme du commandant de cette tour, et il allait l'écraser contre les murailles, si le mari ne se rendait. La tour lui fut donc livrée. Cette rébellion fut un acte précurseur de la ruine du connétable, à qui le peuple imputait l'exaction qui y avait donné lieu. Don Pedro Sarmiento en prit occasion pour se rendre maître de Tolède et y détruire l'autorité du connétable. Il devint si puissant et si absolu dans la ville, qu'il en chassa tous ceux qui avaient pour lui la moindre inclination. Le Roi, averti, s'avança en diligence vers Tolède. Sarmiento lui en refusa l'entrée : il lui remontra, au nom, disait-il, de la couronne royale et de toutes les villes du royaume, que depuis plus de trente ans son connétable avait usurpé l'administration de l'Etat; qu'il en avait usé tyranniquement et avec toutes sortes de violences; qu'il avait fait mourir ou bannir plusieurs des principaux de l'Etat; que tout son art avait été de mettre la division entre les villes et les princes, afin que les uns et les autres eussent recours à lui; qu'il avait vendu à deniers comptans les magistratures des villes, partagé avec ceux qui avaient les fermes du domaine du Roi, et réduit ce prince à demander continuellement de l'argent à son peuple et à faire des emprunts. Il suppliait donc le Roi de prendre lui-même le gouvernement de son Etat, de bannir son connétable, l'auteur de tant de maux, de se retirer de devant Tolède, et de réunir son fils, les prélats, les grands et les procureurs des villes, pour entendre, de la bouche de tous les ordres, ce qu'il était nécessaire de faire. Il déclarait que si le Roi refusait cette grâce

à son peuple, ils étaient résolus de se soustraire à son obéissance; que c'était là le sentiment des principales villes de son royaume, qui étaient prêtes à reconnaître, pour leur Roi, le prince des Asturies, son héritier, à qui le royaume appartenait, puisqu'il ne voulait pas faire justice. Le Roi fut fort irrité de cette insolente déclaration de Sarmiento, et n'y fit aucune réponse. Sarmiento, sentant combien il était coupable, persuada à ceux de Tolède de traiter avec le prince des Asturies, qui était alors fort mal avec son père. Ce prince, qui n'avait dans l'esprit que le dessein de brouiller l'Etat, accepta ce parti, et fut reçu dans la ville par Sarmiento. Celui-ci se rendit si odieux par ses exactions, qu'il fut bientôt obligé de se retirer en Navarre, où il mourut d'une paralysie. Le prince des Asturies, par les conseils de l'évêque de Cuença et de Portocarrero, résolut de faire arrêter Pacheco, marquis de Villena, qu'il avait tant aimé. Pacheco en fut averti, et se barricada dans Ségovie. On traita avec lui; il donna sa fille en mariage à Portocarrero, et se retira à Tolède avec son frère. Le prince des Asturies, persistant dans ses desseins de troubler l'Etat, fit sonder tous les grands révoltés, l'amiral et autres. Le Roi et le connétable, qui en eurent avis, firent dire au Roi de Navarre et à l'amiral qu'ils étaient prêts d'accéder à un accommodement qui assurerait la paix et la restitution des biens de ceux qui se rangeraient à leur devoir. L'accord se fit encore une fois. L'amiral fut remis en possession de ses biens, le fils du Roi de Navarre rétabli dans sa maîtrise de Calatrava, et ainsi des autres qui obéirent au Roi. Ce traité,

qui ne dura guère, fut toutefois confirmé, après quelques légères contestations. Le prince alla, avec le Roi et le connétable, à Tolède, où ils furent bien reçus. Le Roi donna le gouvernement de toute la ville au favori, qui prit pour lieutenant don Louis de la Cerda, sa créature. De là le Roi, son fils et le connétable allèrent assiéger quelques villes de Navarre; mais, à la prière de don Charles de Navarre, ils se retirèrent et marchèrent vers Palencuela, où Alfonse Enriquès, fils de l'amiral, s'était fortifié. Comme le connétable allait reconnaître la place, il en sortit un cavalier, serviteur de l'amiral, résolu de prendre ou de tuer Alvaro, qu'il haïssait mortellement. Le connétable, attaqué, ne perdit pas courage; il mit son manteau autour de son bras, et se défendit si vaillamment, que ceux qui l'attaquèrent se retirèrent avec perte. La ville se rendit peu après par composition.

Le connétable, qui cherchait de tous côtés des appuis à sa fortune, excitait le prince de Navarre contre son père, lui promettant l'assistance du Roi de Castille pour le soutenir dans la demande qu'il faisait du royaume. Il espérait que ce prince, après être venu à bout de son dessein par son secours, se croirait obligé de le soutenir aussi lui-même. Mais les choses tournèrent autrement. Car le Roi de Navarre gagna une bataille importante contre son fils, qui fut fait prisonnier, et finit malheureusement le reste de ses jours. Le connétable croyait son autorité si bien établie dans l'Etat de son maître, qu'il ne voyait que la maison de Stuniga qui pût lui nuire, et don Garcia, fils du comte d'Alve, qu'il haït

davantage. C'est pourquoi il persuada au Roi de mettre le siége devant la ville de Piedra, voisine de Beïar, se faisant fort de surprendre, en une nuit, dans cette résidence, don Pedro de Stuniga, sans qu'il pût s'en défier. Mais ce comte ayant témoigné plus de défiance qu'à l'ordinaire, le connétable changea de dessein. Stuniga, ne pouvant plus souffrir à la fin que son ennemi formât contre sa personne tant de complots, résolut de lui déclarer la guerre. Il envoya supplier le prince des Asturies, qui s'était obligé de l'aider et secourir de tout ce qui était en son pouvoir, contre qui que ce fût, de tenir ses promesses en cette occasion. La réponse du prince fit connaître au comte qu'il ne devait pas compter alors sur lui. Stuniga pensa à communiquer sa résolution à quelques-uns des principaux seigneurs du royaume, surtout à don Pedro de Velasco, comte de Haro, à Inigo-Lopez de Mendoça, marquis de Santillana, et à Alfonse de Pimentel, comte de Bénévent. Il leur fit voir les détestables pratiques du connétable pour achever de ruiner la noblesse, et de se rendre ensuite maître de l'État. Il leur représenta les uns bannis, les autres misérables; et ceux qui restaient dévoués au connétable trop faibles pour résister à sa puissance absolue.

Ces seigneurs furent très-contens de se joindre au comte, et ils avisèrent aussitôt aux moyens de se défaire de leur ennemi; ils formèrent le complot de le surprendre dans Valladolid, où il était avec le Roi, et de le tuer, puis de dire tout haut par la ville que l'exécution avait été faite par ordre du prince des Asturies. Pendant ce temps, le Roi pensait également à se défaire

du connétable. Il en parlait souvent à la Reine; mais les affaires se disposèrent de telle sorte qu'il ne put rien exécuter qu'au commencement de l'année 1453, temps où le connétable découvrit les desseins de ces seigneurs. Cette découverte lui fit conseiller au Roi de sortir de Valladolid et d'aller à Burgos.

La Reine, suivant ce qui était convenu entre le Roi et elle, appela la comtesssé de Ribadeo; elle lui dit, en grand secret, que le Roi avait résolu de se défaire du connétable; qu'il fallait, pour cela, qu'elle allât trouver son oncle le comte de Plaisance, avec une lettre de créance de la main du Roi: la comtesse se rendit en effet auprès de lui, le 12 avril. Le comte, qui était au lit retenu par la goutte, reçut à grand honneur le commandement du Roi; cependant il eut un déplaisir très-sensible de ne pouvoir l'exécuter en personne; mais il fit venir aussitôt son fils aîné, don Alvarès de Stuniga. Après lui avoir fait part du sujet du voyage de la comtesse, il lui tint ce discours: « Si « j'étais en état d'exécuter ce commandement, je n'en « donnerais le hasard ni la gloire à personne qu'à moi; « mais puisque Dieu m'a voulu affliger au point que « je suis entièrement incapable des moindres actions, « je ne puis témoigner au Roi que j'ai envie de le « servir, qu'en lui offrant mon fils: c'est pourquoi je « vous commande de partir présentement pour Cu- « riel, avec Diego de Valera, le secrétaire Sancho « et un page. Là, vous leverez des gens tant que « vous jugerez en avoir besoin; je mettrai ordre au « reste. Je prie Dieu que l'étoile qui conduisit les ma-

« ges vous serve de guide, et que vous vous com-
« portiez en cavalier qui ne craint point le péril, quand
« il y và du service du Roi. La comtesse vous expli-
« quera l'affaire. »

Alvarès de Stuniga partit et fit ce qui lui était ordonné. Le jour de Pâques, dernier d'avril, il reçut un écrit de la main du Roi, portant que, laissant toutes choses, il allât à Burgos pour exécuter ce qui était à faire. Celui qui porta la lettre du Roi, dit à Stuniga qu'Alonzo Pérès de Bivero avait été tué par ordre du connétable. Cette nouvelle étonna fort Stuniga ; il craignit que l'entreprise ne fût découverte : néanmoins, résolu à faire ce qui lui était ordonné, il partit de Curiel la nuit qui suivit le jour de Pâques, et se dirigea vers Burgos. Lorsqu'il fut près de la ville, il s'arrêta hors du grand chemin, et rassembla ses gens ; il leur dit son dessein, et qu'il était nécessaire qu'il allât seul à Burgos sur une mule, assisté de celui qui lui avait apporté le dernier ordre du Roi. Il laissa le commandement de ses gens à Valera, lui recommandant que si, par hasard, on lui demandait à qui étaient ceux qu'il conduisait, il répondît qu'ils étaient au connétable ; il lui ordonna, de plus, de mesurer le temps de telle sorte, qu'il arrivât de nuit à Burgos, et ne se présentât point au château qu'il n'eût de ses nouvelles. Stuniga, en y arrivant, ayant vu l'évêque d'Avila à la porte, se retira dans une tour, et y resta tout le temps que l'évêque s'entretint de choses inutiles avec la sœur de la femme de Inigo de Stuniga. Ce retard fut

cause qu'Alvarès ne put donner avis à ses gens, qui étaient à la campagne, de ce qu'ils avaient à faire.

Cependant, le connétable envoya quelques cavaliers, sous la conduite de Fernand Galindo, pour découvrir ce qui viendrait de Curiel. Heureusement les gens de Stuniga s'étaient écartés du grand chemin, et ne furent pas rencontrés par Galindo; mais le connétable, sur quelque léger avis qu'il eut de ce qui s'était passé à Curiel, chargea l'évêque d'Avila de savoir quelles troupes on avait vues sur le chemin. L'évêque alla voir la sœur de la dame Inigo de Stuniga, pour savoir d'elle où était Alvarès, et ce qu'il voulait faire. La dame répondit qu'il était à Curiel, où il se fortifiait contre le connétable, qui avait dessein de l'aller assiéger, et qu'il avait fait sortir quelques gens de guerre pour escorter des munitions. L'évêque le crut, et rapporta cela au connétable, qui fut très-rassuré. La nuit du lundi suivant, Stuniga envoya secrètement avertir ses amis qu'ils eussent à prendre les armes, et à se trouver cette nuit même avec lui à la porte du château : ils s'y trouvèrent au nombre d'environ douze cents. Le Roi était dans une continuelle perplexité sur la réussite de l'entreprise. Voyant le connétable sur ses gardes, il écrivit un mot à Stuniga, pour lui dire que ne jugeant pas qu'il pût exécuter ce qui avait été résolu, il lui conseillait de retourner à Curiel. Alvarès, étonné de l'irrésolution du Roi, répondit qu'étant dans un péril imminent, il n'y avait plus lieu de revenir sur ses pas; qu'il ne sortirait point de Burgos sans prendre ou tuer le con-

nétable, ou perdre la vie; que les intelligences qu'il avait dans la ville lui faisaient espérer de sortir heureusement de son entreprise. Le Roi fut fort aise de cette résolution; il assura Stuniga qu'il lui donnerait tout le secours possible, et il lui envoya un écrit de sa main, conçu en ces termes : *Don Alvarès de Stuniga, mon grand-alguasil, je vous commande de prendre au corps don Alvaro de Luna, maître de Saint-Jacques, et de le tuer, s'il veut se défendre.* Stuniga mit le billet dans son gantelet de la main gauche, lorsqu'il alla faire l'exécution. Le Roi donna l'ordre aux magistrats de la ville et aux échevins de mettre, au point du jour, le peuple en armes, et de se trouver sur la place de l'évêché. Le mercredi, Stuniga sortit du lieu où il se tenait caché, et accompagné de gens résolus, il alla droit où était le connétable. Alvaro de Cartagena, qui était avec ce dernier, apercevant des hommes armés, l'en avertit; le connétable commanda à ceux qui étaient en bas de se défendre, et leur promit d'être incontinent à eux. Stuniga reçut, pendant son expédition, deux ou trois ordres du Roi d'assiéger seulement la maison du connétable, et d'empêcher qu'il se sauvât, lui et les siens. Stuniga, fâché de ces ordres, n'en poursuivit pas moins son entreprise, et fit crier par ses gens qui étaient près de la maison du connétable : *Castille! Castille! c'est pour la liberté du Roi!* A l'instant, le connétable parut sans armes à la fenêtre, et dit : *Mon Dieu! que voilà de belles troupes!* Un des gens de Stuniga lui tira un coup d'arbalète, qui donna

dans la fenêtre. Le connétable commanda aussitôt aux siens de tirer ; ce qu'ils firent, sans que les autres, à cause de l'ordre du Roi, osassent riposter. Stuniga, affligé de voir ses gens par terre et plusieurs blessés, fit prier le Roi de lui permettre d'attaquer la maison du connétable ; et il ne put l'obtenir. Le Roi reçut en ce moment deux ou trois lettres d'Alvaro de Luna ; mais l'on ne put savoir ce qui se traitait. Alvaro parut ensuite à la porte de son logis, armé de toutes pièces, monté sur un bon cheval, et donnant à son chapelain plusieurs dépêches qu'il venait de faire. Pendant qu'il y était, le Roi lui manda de se rendre ; et, pour l'y déterminer, il lui envoya l'évêque de Burgos et son majordome, qui, après quatre ou cinq allées et venues, lui portèrent, de la part du Roi, une patente signée de sa main et scellée, par laquelle on lui promettait qu'il ne lui serait fait aucune injustice, ni en sa personne, ni dans ses biens. Le connétable reconnut que cette lettre n'avait pas toutes les formalités nécessaires, mais qu'il n'était plus temps de contester : il se rendit prisonnier. Stuniga vint aussitôt en avertir le Roi, qui lui ordonna de faire marcher et placer tous les gardes aux environs de la maison, de peur que le connétable ne voulût sortir de force. Il voulut ensuite aller dîner dans cette maisou même où le connétable était arrêté. Alvaro, lorsque son maître y fut entré, l'envoya supplier de lui permettre de le voir ; le Roi lui fit répondre qu'il savait bien que, d'après son conseil même, il ne parlait jamais à ceux qu'il faisait prendre.

Après le dîner, le Roi se fit apporter les clefs des

coffres du prisonnier, et en fit tirer l'or, l'argent et les pierreries ; il chargea don Ruydias de Mendoça, son majordome-major, de bien traiter le connétable, et Ruydias en confia la garde à son parent Jean Hurtado.

A la nouvelle de la prise du connétable, l'amiral écrivit au Roi pour lui en témoigner sa joie. Il vint aussitôt en Castille ; mais le Roi ne le trouva pas bon et lui ordonna de se retirer de son royaume. Le connétable fut conduit à Portillo. Pendant sa prison il fut assez hardi pour écrire au Roi qu'il y avait quarante-cinq ans qu'il était à son service, et qu'il l'avait quelquefois tiré de captivité. Le Roi lui fit répondre qu'à la vérité il y avait long-temps qu'il était à lui, et que s'il lui avait rendu de bons services il en avait reçu de grandes récompenses; mais qu'en beaucoup de ses actions il avait excédé les bornes du respect; qu'on savait bien que toutes les guerres et misères que son Etat avait souffertes avaient été occasionées par lui-même; qu'enfin la cause de sa prison était juste. La résolution de faire son procès ayant été prise, le Roi nomma douze docteurs de son conseil pour y travailler; ils jurèrent de juger selon leur conscience et les lois de l'Etat. Au bout de deux jours un des juges dit au Roi : « Sire, tous ceux de votre conseil qui ont vu et considéré le procès fait au connétable, ont jugé qu'il a « commis beaucoup de choses contre le service de Sa « Majesté et le bien public; qu'il a été usurpateur de « la couronne; qu'il a usé tyranniquement de son pouvoir et volé votre domaine; que pour ces crimes le

« conseil est d'avis qu'il doit avoir la tête tranchée, « puis attachée à un poteau où elle demeurera quelque « temps pour servir d'exemple aux grands de votre « royaume. » Le Roi confirma ce jugement et commanda qu'il fût exécuté aussitôt. Don Diégo de Stuniga qui avait la garde du connétable à Portillo, reçut ordre de l'amener à Valladolid. Alvaro reçut la nouvelle de sa condamnation avec assez de courage. Arrivé à Valladolid, il fut conduit dans la maison d'Alonzo Perez de Bivero, qu'il avait fait tuer depuis peu de jours. Il eut à essuyer là les injures de la femme et des serviteurs de ce Bivero, injures qui parurent le troubler plus que la mort même. De cette maison il fut conduit dans celle d'Alonzo de Stuniga; il eut toute la nuit des religieux qui l'exhortèrent à mourir comme un bon chrétien. Le lendemain il entendit la messe, communia, puis but un verre de vin pur et mangea quelques cerises. Il fut mené au lieu du supplice sur une mule, escorté d'un grand nombre de gens de guerre; un trompette marchait devant lui criant à haute voix : *c'est la justice que le Roi a commandé être faite de ce cruel tyran, usurpateur de l'autorité royale. Pour punition de ses crimes, il est condamné à avoir la tête tranchée.* Arrivé au lieu de l'exécution, il descendit de sa mule, la donna à son page, monta sur l'échafaud, où étaient une croix et deux cierges, se mit à genoux, adora la croix, puis se leva, remit une bague et son chapeau à son page qui fondait en larmes; et voyant le bourreau qui tenait une corde pour lui lier les mains, il le pria de ne pas s'en servir, mais bien d'un cordon qu'il avait sur lui.

Ensuite il se dépouilla lui-même et reçut le coup mortel. Sa tête fut attachée au poteau, où elle resta neuf jours. Son corps fut trois jours sur l'échafaud, puis porté à l'église de Saint-François de Valladolid.

Le roi, pour faire connaître combien cette sentence était juste, fit publier des lettres-patentes le 20 juin de cette année, dans lesquelles il rappela tous les maux que le connétable avait faits à son royaume. Ainsi finit cet homme qui, outre l'éminente dignité qu'il possédait, réunissait sur sa tête une infinité d'autres titres, comptait environ vingt mille vassaux, et jouissait de cent mille pistoles de rente, indépendamment de ses états et appointemens. Il amassa ces grands biens pendant une faveur extraordinaire de trente-deux années, faveur la plus aveugle et la plus prolongée dont l'histoire offre l'exemple.

LE COMTE DE SARNO,

ET

ANTONELLO PETRUCCI,

SOUS FERDINAND Ier, ROI DE NAPLES.

(1458.)

FERDINAND D'ARRAGON, Roi de Naples, eut pour ministres Antonello Petrucci et François Coppola, comte de Sarno, qui s'élevèrent d'une basse condition à un si haut point de grandeur, qu'ils allaient de pair avec les

princes et les barons les plus considérés du royaume. Petrucci était né à Teano, et fut nourri à Aversa, où son père, qui remarqua en lui de l'esprit, le mit chez un notaire. Celui-ci le trouvant spirituel, l'instruisit, et le donna ensuite à Jean Olzina, secrétaire du Roi Alphonse Ier. Petrucci eut là occasion de faire paraître son esprit et de s'avancer. Olzina le recommanda à Laurens Valla, qui était auprès de lui. Valla l'instruisit dans les lettres et les sciences ; Olzina l'employa dans les plus grandes affaires ; il le fit approcher du Roi, qui en fit cas, et lui donna des charges et des biens. Alphonse étant mort, et Ferdinand, qui lui succéda, ne voulant pas confier le secret des affaires à plusieurs, comme avait fait son père, choisit Petrucci parmi tous les autres, le fit son secrétaire, c'est-à-dire son principal ministre, et ne fit rien que par lui, ne répondit que par sa bouche, ne dispensa de faveurs que par son entremise. Cette grande autorité procura à Petrucci des biens immenses, et le lia aux plus puissantes familles de l'Etat. Il prit une femme de la maison des Arcamoni, et en eut plusieurs enfans : l'aîné fut comte de Carinola ; le second, comte de Castro ; le troisième, archevêque de Tarente ; le quatrième, prieur de Capoue ; et le dernier, après la mort de son père, devint, par son mérite, évêque de Muro. Outre ces nombreux emplois dont Petrucci fit pourvoir ses enfans, il avait de vastes palais qu'il avait fait bâtir, et il donna aux églises des ornemens si magnifiques, qu'on eût cru qu'il était issu d'une grande et ancienne maison.

François Coppola, quoique noble et d'une illustre

famille de Naples, se voyant peu de bien, se mit à faire le commerce. Il y fut si heureux et si prévoyant, qu'il gagna de grands biens en fort peu de temps. Ferdinand, reconnaissant son industrie, voulut s'associer avec lui; il fit défense que personne ne débitât ses marchandises avant que Coppola eût vendu les siennes, et que personne n'achetât avant que Coppola se fût pourvu. Celui-ci parvint, par ce moyen, à amasser des richesses immenses. Cette société dura jusqu'à ce que le Roi l'admît dans son conseil. Coppola acheta plusieurs navires, et même le comté de Sarno, qui était dans la maison des Ursins. L'autorité qu'il eut auprès du Roi et ses richesses le firent rechercher de tous les seigneurs et barons du royaume. Le crédit qu'il avait dans toutes les parties du monde et auprès de tous les maîtres de navires, dont il était le protecteur et l'arbitre, le rendait formidable. Il avait, outre cela, un grand magasin plein de voiles, d'ancres, d'armes, d'artillerie et de toutes sortes de munitions de guerre. Son palais était spacieux et magnifique, et fréquenté des plus grands seigneurs et de toutes sortes de personnes.

Ces biens et ces faveurs produisirent sur Petrucci et sur Coppola des effets différens. Le secrétaire conserva une modestie incomparable; le comte, au contraire, mettant toute sa confiance en ses richesses, se rendit insupportable. Le duc de Calabre, fils aîné du Roi, qui faisait des dépenses plus fortes que ne le comportaient les revenus de son père, et qui était fâché de voir que les moyens lui manquaient, s'en prit à ces deux ministres. Il se plaignit d'eux au Roi; mais le Roi ne tint compte

de sa plainte. Le comte de Sarno et le secrétaire, qui eurent avis que le duc, excité par plusieurs barons, avait dessein de les abattre, se consultèrent sur les moyens de prévenir leur ruine. Ils résolurent de parler au Roi et de lui rappeler leurs services. Le comte, plus exposé à la calomnie parce qu'il avait manié les finances, devait porter la parole, et le Roi, qui communiquait toutes ses affaires au secrétaire, ne manquerait pas de lui rapporter ce que le comte lui aurait dit, et le secrétaire prendrait de là occasion de se défendre. Le comte choisit son temps. Un jour que le Roi revenait de la chasse, il lui représenta ses services, et lui dit que les barons du royaume avaient excité le duc de Calabre contre lui, à cause des faveurs que ses bons services lui avaient procurées; qu'ils étaient envieux de sa fortune; que le Roi avait pour témoins de sa fidélité l'état florissant de ses affaires, et l'éloignement des ennemis jusqu'aux extrémités du royaume. Ferdinand fut surpris de ce discours; il répondit que ce n'était point de lui que son fils entendait parler, mais de ceux qui avaient volé ses finances; que ce serait de sa part une action inique et tyrannique de rechercher le comte, et qu'au contraire il n'oublierait jamais ses services. Cette réponse satisfit le comte, et lui fit croire qu'il n'avait rien à craindre pendant le règne du Roi. Ferdinand ne manqua pas de rapporter ce discours au secrétaire. Celui-ci dit au Roi que si le comte avait mérité quelque châtiment pour s'être enrichi, il en méritait bien davantage, lui qui avait peu contribué à l'augmentation de ses finances; qu'on ne pourrait pas reconnaître la différence qu'il y avait entre

les serviteurs du Roi et les particuliers, si les uns et les autres restaient pauvres; que la recherche pour les biens serait très-injuste; que les Rois nouvellement établis, comme lui, devaient s'attacher à élever dans leurs Etats des créatures qui ne reconnussent qu'eux seuls pour auteurs de leur fortune; qu'il n'y avait aucun pays au monde où cette maxime dût être plus pratiquée que dans ce royaume, où les révolutions étaient très-fréquentes, et où il n'y avait point de lieu plus étroit que celui des richesses.

Quoique le Roi eût donné à ces deux ministres toutes sortes d'assurances, ils ne laissèrent pas de travailler à leur sûreté, tant présente que future; ils prêtèrent de l'argent au Roi pour quelques affaires pressantes; ils firent des alliances; ils tinrent des assemblées de leurs amis les plus dévoués, et rendirent le duc de Calabre suspect à plusieurs, afin de devenir assez forts, non-seulement pour s'opposer à lui, mais aussi pour l'attaquer. Le comte qui se voyait puissant sur mer, sollicita la commission d'assiéger Otrante, tenu par les Turcs; il l'obtint, et il eut un succès si prompt et si heureux, qu'il fut nommé le conservateur du pays et de la religion. Le secrétaire, de son côté, prêtait souvent de l'argent au Roi; l'on s'en moquait publiquement dans Naples, où l'on disait qu'il achetait la faveur à deniers comptans; il contracta alors alliance avec les Ursins, qui étaient fort puissans auprès du Roi et du duc; il fit épouser à son fils, le comte de Carinola, une fille de cette maison.

Pendant que le comte et le secrétaire prenaient leurs

sûretés ; le duc de Calabre pressait de nouveau le Roi, son père, de lui fournir de l'argent pour se venger des Vénitiens qui avaient envahi sur lui Gallipoli, Nardo et autres places, et qui, ne pouvant s'en tenir au traité conclu, avaient fait la guerre au duc de Ferrare, son beau-frère. Le Roi répondit au duc de Calabre qu'il n'était pas en son pouvoir de lui donner de l'argent. Le duc lui proposa de se défaire du comte, du secrétaire et de quelques autres barons peu obéissans ; il dit même à plusieurs que, *si le Roi ne se résolvait pas là-dessus, il exécuterait son dessein.* Le comte et le secrétaire eurent avis de ses discours ; ils jugèrent qu'il leur fallait rechercher les moyens de se garantir, surtout remarquant que le Roi ne se familiarisait plus tant avec eux, et qu'il approchait au contraire de sa personne les comtes de Matalone, de Marigliano, et les Caraffes, leurs ennemis.

Pour se gagner des compagnons de leur défiance, ils firent courir le bruit que le duc, qui revenait de Calabre, avait résolu de dépouiller plusieurs barons de leurs Etats, pour ne l'avoir pas aidé dans la guerre d'où il était de retour depuis peu. Ces barons, qui avaient entendu les plaintes du duc, et qui étaient d'ailleurs mécontens et désireux de nouveautés, crurent sans peine à ce bruit. Le comte de Sarno se fit leur chef, avec Antonello de Saint-Séverin, prince de Salerne. Celui-ci avait reçu du Roi et du duc plusieurs mauvais traitemens, que le comte et le secrétaire avaient exagérés au point que le prince de Salerne n'osait se présenter devant le Roi. L'élection du Pape Innocent VIII augmenta de beaucoup le courage des mécontens, à cause

de l'inimitié que ce Pape portait au Roi et au duc son fils, même avant son élection. Le refus que fit le Roi de reconnaître le Pape pour suzerain de Naples, ajouta encore au mal. Enfin, plusieurs autres petits différends amenèrent une prise d'armes en Italie; le Pape, les Vénitiens et les Génois, d'un côté; le Roi de Naples, le duc de Milan et les Florentins, de l'autre. Au parti du Pape se joignirent le comte de Sarno et le prince de Salerne. Le comte, pour fortifier son parti, fit en sorte que le prince de Salerne maria la fille du comte de Cappacia Saint-Séverin avec Trajan, fils de Jean Caraciolo, duc de Melfe. Ce fut à ces noces que les grands s'assemblèrent. Le grand-amiral, le connétable, le camerlingue, le grand-sénéchal et autres s'y trouvèrent. Le grand-sénéchal parla fort haut du duc de Calabre et de son naturel farouche; il dit qu'assistés comme ils étaient du duc de Melfe, il fallait lui résister. Les barons, au contraire, lassés des guerres passées, représentèrent le peu de moyens que le Pape avait de les secourir, son prédécesseur Sixte ayant tout épuisé. Ils dirent qu'il n'y avait pas d'apparence de compter ni sur le secrétaire, ni sur le comte de Sarno, qui étaient intéressés avec le Roi, et non avec eux. Sur ces difficultés, on ne conclut rien, sinon que le comte de Bisignano irait à Naples, et saurait du secrétaire et du comte, des comtes de Carinola, de Castro et d'autres, la vérité du dessein du duc de Calabre, et ce qu'ils feraient, en cas que les barons prissent les armes. Bisignano conféra avec le comte, et trouva que leur affaire était désespérée. Toutefois les barons, persuadés par

le prince de Salerne et autres grands, résolurent de se joindre au Pape; mais tout cela se faisait si lentement, que le comte, impatient et ennuyé de la froideur du prince de Salerne, avec lequel il ne pouvait conférer librement, se fit envoyer par le Roi auprès de lui. Il alla donc à Salerne, parla en secret au prince, lui fit considérer l'état où l'insatiable avarice du duc de Calabre les avait réduits, lui représenta le mécontentement des peuples et des barons, le désir des princes d'Italie de voir le duc de Calabre ruiné, et la faiblesse de ses alliés. Il lui dit que lui, qui avait passé sa vie au service du Roi et du duc son fils, ne les avait jamais vus si aisés à être opprimés; que quant au secrétaire, il était si craintif, qu'il avait voulu se retirer en Espagne et abandonner sa femme et sa famille; mais qu'il l'avait retenu. Le prince, entraîné, se décida à ce que le comte voulut. Ils députèrent vers le Pape un des Bentivoglio, pour le disposer à faire la guerre, et ils se servirent du cardinal de Saint-Pierre pour l'y déterminer. Ils lui firent voir ce qu'ils pouvaient, et les avantages qu'ils avaient pour conquérir le royaume, si le Pape trouvait bon que le comte eût une armée de mer vers les terres de l'Église, afin d'empêcher les communications avec la ville de Naples. Il fut convenu que le comte et le secrétaire fourniraient aux barons cent mille ducats pour faire la guerre; que le comte fortifierait Sarno, et le secrétaire Carinola. Ils prétendaient, avec toutes ces dispositions, assiéger Naples; et, après que le Roi serait chassé, le comte devait avoir, pour récompense de ses services, le comté de Nole, Ischia et Lumiera; sa fille

épouserait le fils du prince de Bisignano, avec 50 mille ducats de dot; et le comte de Policastro, fils du secrétaire, épouserait la fille du comte de Lauria.

Le comte de Sarno, de retour de son voyage, dit au Roi que le prince de Salerne était très-affecté des mauvais rapports qu'il savait qu'on avait faits de lui; que néanmoins il était parvenu à le calmer, et qu'il était sûr qu'un second voyage le ramènerait à son devoir. Le Roi crut le comte; mais, quelque temps après, ayan su qu'il avait parlé de nuit au prince de Salerne, il entra en défiance; et, sur l'avis qu'il eut que les barons avaient envoyé au Pape, il tâcha de faire surprendre le député. Mais le comte y mit ordre. Cependant les soupçons du Roi l'étonnèrent; et craignant d'être surpris, il fit mettre sur un navire tout ce qu'il avait de plus précieux à Naples; et, par le moyen d'Antoine Coppola, son frère, qui commandait quelques navires, il le fit conduire à Sarno. Il donna ensuite avis de tout au comte de Carinola, fils du secrétaire, et un des principaux instrumens de la conjuration. Ce Carinola, par de faux bruits, débaucha le marquis de Bitonto, auquel il fit croire que le duc de Calabre avait dessein de le faire mourir avec les principaux barons. Il fit aussi tout ce qu'il put envers les Ursins, ses alliés; il alla jusqu'à conseiller d'empoisonner le Roi; et, par ses menées, le prince de Salerne refusa des conditions de paix. Son père ne trouvait pas bon qu'il se mêlât ainsi de toutes ces intrigues, et il le reprenait souvent de ce qu'il parlait trop librement de ses maîtres. Le comte de Sarno, qui n'ignorait pas cela, communiquait

plus souvent avec lui qu'avec le secrétaire; surtout celui-ci ayant déclaré qu'il ne se prononcerait que lorsque le Pape et les barons auraient fait quelques progrès. Le comte de Carinola, voyant la retraite du comte de Sarno, s'embarqua pour s'éloigner aussi; mais celui-ci, l'ayant rencontré, l'obligea à revenir et à couvrir leurs mauvais desseins par leur prompt retour.

Dans ce temps la femme du prince de Salerne accoucha, et le duc de Calabre, pour s'éclaircir du soupçon qu'il avait de son affection et de sa fidélité, lui fit dire qu'il voulait présenter l'enfant au baptême: cette offre mit le prince dans un grand embarras, car il avait dessein de réunir sous prétexte de ce baptême tous ses parens et amis pour aviser à leurs affaires. Toutefois le prince fit semblant de se sentir honoré de cette proposition, mais il fit savoir au duc qu'étant obligé de tenir une grande assemblée de parens et d'amis à cette occasion, ce qu'il ne pouvait faire sitôt, il serait forcé de différer cette cérémonie de quelque temps et qu'il lui en donnerait avis. Il traîna ainsi cette affaire en longueur, parce qu'il savait que le duc serait contraint d'aller dans l'Abruzze. . . . .

Le comte de Sarno, qui voulait prévenir les desseins du duc, alla de nuit à Salerne où il trouva le prince dormant; il le réveilla et lui dit que le duc ne voulait le visiter que pour l'arrêter: il l'engagea à réfléchir sur ses perfidies et à profiter de l'occasion pour l'arrêter lui-même et en délivrer le monde: il lui fit offre de tout son pouvoir. Le prince rejeta le projet du comte comme injuste et plein de perfidie. Cependant l'agent

des barons continuait de traiter avec le Pape et le pressait de les secourir en s'obligeant à leur envoyer le duc de Lorraine. Mais plusieurs causes détruisirent alors la ligue, d'abord les difficultés qui se présentèrent sur les moyens d'attaquer le royaume, ensuite les différentes vues des uns et des autres, et l'autorité que chacun des barons voulait avoir dans le parti. L'emprisonnement du comte de Montorio que le duc de Calabre fit arrêter avec sa femme, ses deux enfans et quelques barons de l'Abruzze, et qu'il envoya liés et garottés à Naples, les obligea bientôt à reprendre les armes et à fortifier leurs places. Les divisions des factions angevine et arragonoise, qui se renouvelèrent, mirent tout le royaume en désordre. Les barons voyant que c'était à eux qu'on en voulait signèrent la ligue avec le Pape. Le comte de Sarno demanda à être député lui-même vers le S. Père; mais le prince de Salerne s'y opposa en disant que le comte voulait sous ce prétexte se séparer d'eux, parce qu'il voyait que le secrétaire avait peur de la puissance formidable du duc de Calabre, et qu'à son exemple il commençait à trembler. Pour empêcher cette députation, le prince fit écrire par l'agent des barons, que le Pape voulait bien avoir auprès de sa personne un ambassadeur de leur part, mais qu'il désirait qu'il fût de l'ancienne noblesse; le comte voyant qu'on lui reprochait sa nouveauté, s'en offensa et en conçut contre le prince une inimitié qui fut cause de leur ruine commune. Il fut donc arrêté que le grand-sénéchal ferait le voyage de Rome, et qu'il communiquerait avec le prince de Salerne ce qu'il aurait à faire. Le Pape, de

son côté, ennemi du duc de Calabre, sollicitait vivement les Vénitiens de se joindre à lui pour la conquête du royaume de Naples. Robert de St.-Séverin, général des Vénitiens, quitta leur service pour celui du Pape, qui lui donna le commandement de son armée, déjà entrée en campagne.

Le Roi et le duc, étonnés de ces armées ésrangères, et de celle qui se préparait au-dedans, résolurent d'appaiser les mécontens, et tentèrent, par le moyen du comte de Sarno, de parler au prince de Salerne à Sarno même. Le comte, qui avait le projet d'arrêter le père et le fils, approuva leur résolution puisqu'elle lui offrait le moyen d'exécuter ce qu'il avait conseillé au prince de faire, quelques années auparavant. Cependant le Roi ne voyant aucune apparence d'accommodement, leva une armée pour l'opposer à celle de l'Eglise et écrivit à ses amis qu'ils eussent à l'assister en cette pressante nécessité. Le prince de Salerne et le comte de Sarno étaient alors entièrement divisés. La promesse du Pape avait rendu le prince si insolent, qu'il méprisait et le comte et le secrétaire, sur lesquels on lui faisait des rapports à toute heure. Cette division fut cause que les barons demandèrent la paix au Roi : il les écouta volontiers, et leur envoya le comte de Sarno, le secrétaire et un Catalan son conseiller. Le comte et le secrétaire, à qui la paix était nécessaire pour couvrir leurs déportemens passés, étaient d'avis de la faire ; mais les barons se défiaient d'eux, et le comte même courut risque de la vie. Sur ces défiances les barons dirent qu'ils voulaient que le Roi vînt en personne signer les

articles de la paix : le Roi dans la crainte de l'orage qui le menaçait, sans égard pour sa dignité ni pour le danger où il s'exposait, alla, suivi de sa femme et de son fils le duc de Calabre, signer la paix. Le grand-sénéchal, intime ami du comte de Sarno, étant de retour de Rome, voulut savoir de lui ce qu'il pensait de cette paix ; il le prit dans un temps où le comte avait reçu quelque disgrâce du Roi, et il lui dit que cette paix n'avait été faite que pour donner au Pape le loisir de faire venir le duc de Lorraine et de s'armer puissamment. Le grand-sénéchal vit bien que le comte désirait la paix avec passion ; il le pressa de lui déclarer s'il avait toujours intention de persévérer dans son premier dessein, ou s'il désirait se retirer d'avec les barons : à cette demande le comte demeura confus et interdit ; il dit enfin qu'il croyait que cette paix serait utile à tous, mais que s'il y avait guerre il ne manquerait pas d'exécuter ce qu'il avait signé. Le grand-sénéchal comprit que le comte ne voulait point se dédire plustôt par honneur que par affection pour le parti ; mais voulant savoir si les injures que le comte avait reçues du prince de Salerne, auraient plus de pouvoir sur lui qu'une généreuse magnanimité, il prit l'écrit du comte, où était sa signature, et le tenant à deux mains comme s'il eût voulu le déchirer, il lui dit : j'ai toujours jugé que là où il va de la vie, des biens et de l'honneur, comme dans cette occasion, on ne doit jamais forcer personne : s'il y a quelqu'un d'entre nous qui ait été porté de bon gré à cette affaire et qui même en ait été cause, c'est vous qui avez conseillé l'union, c'est vous qui l'avez

faite, parce que vous craigniez la perte de vos biens; mais puisque je vous vois en suspens et répondre froidement que vous y êtes obligé par écrit, à Dieu ne plaise que la crainte de ce peu de lignes vous porte où l'amour de votre bien et la conservation de votre personne ne vous appellent pas : et à l'instant le sénéchal déchira l'acte. Le comte fut bien aise de se voir délivré d'un pareil témoignage ; toutefois il dit qu'il n'entendait pas pour cela être dégagé de sa parole ni de la ligue des barons, et qu'il n'avait parlé de l'écrit que pour faire entendre qu'il n'était engagé qu'autant que l'écrit l'engageait lui-même, et pas plus avant. Le sénéchal termina l'entretien en conjurant le comte de ne se point séparer d'eux et en lui remontrant qu'il ne pouvait pas espérer d'être jamais bien avec le Roi et le duc. Le comte continuant de dissimuler parut attaché plus que jamais au parti, et les barons le caressèrent comme auparavant.

Après s'être ainsi accordés avec le Roi, les barons le supplièrent de passer par Salerne pour faire ratifier le traité au prince, ce que le Roi promit de faire ; mais il eut avis en chemin que les habitans d'Aquila s'étaient révoltés, qu'ils avaient tué leur gouverneur et s'étaient déclarés pour le Pape : cette nouvelle étonna le Roi et plut fort aux barons. Ferdinand résolut d'envoyer le comte de Sarno, le secrétaire et le conseiller catalan à Salerne, avec ordre d'arrêter le prince. Au lieu d'exécuter cet ordre, le comte se voyant éloigné du Roi se retira à Sarno et s'y fortifia. Les autres barons allèrent trouver le prince de Salerne qui avait avec lui le comte

de Carinola, et déclarèrent qu'ils ne voulaient pas ratifier la paix. Ils obligèrent le secrétaire d'écrire au Roi qu'il y avait quelques articles qu'il fallait changer, et de plus qu'ils voulaient que le prince Frédéric, son second fils, les vînt trouver pour jurer le maintien des articles. Le prince de Salerne, non content de cela, voulut obliger le secrétaire à se déclarer à l'exemple du comte de Sarno; et sur son refus, il le fit arrêter avec le Catalan. D'autres disent que le secrétaire voulut bien être arrêté, afin d'avoir prétexte de demeurer auprès du prince pendant la guerre; ce qui paraît certain, c'est qu'il avertit le prince Frédéric de ne pas venir, parce qu'il n'y faisait pas bon pour lui. Ce don Frédéric était un prince très prudent et habile, et d'un caractère bien différent de son frère, le duc de Calabre. Le dessein des barons était, lorsqu'ils l'auraient avec eux, de le reconnaître pour leur Roi, afin d'exciter une guerre civile entre les deux frères.

Malgré l'avis du secrétaire, don Frédéric résolut, du consentement de son père, d'aller trouver le prince de Salerne. Il fut reçu des barons comme l'aurait été le Roi lui-même. Ces honneurs inespérés l'étonnèrent et lui firent espérer qu'il pourrait faire consentir les barons à la paix; mais il n'y put réussir. Ils le supplièrent d'accepter la couronne et d'être leur roi, pour les défendre contre Ferdinand et contre le duc. Cette proposition extraordinaire le surprit; il demanda la nuit pour en délibérer. Le prince de Salerne fit préparer la salle pour le lendemain. Le siége de don Frédéric fut un peu plus élevé que celui des autres, pour lui faire entendre qu'il était plus qu'eux et

comme leur roi. Le prince de Salerne parla le premier; il exagéra le mauvais naturel du duc de Calabre et le bon caractère de don Frédéric. Il ajouta que les barons désiraient celui-ci pour leur roi, et détestaient l'autre comme un tyran, et il supplia don Frédéric de ne point refuser ce qui lui était si franchement offert. Le prince parla avec tant de chaleur et de véhémence, que l'assemblée crut qu'il serait impossible à don Frédéric de s'empêcher d'accepter ses offres. Mais don Frédéric leur remontra par un long discours le danger que renfermait cette proposition, tant pour lui que pour eux, et l'impossibilité qui se rencontrerait dans l'exécution, parce que la chose était si injuste en elle-même, qu'ils seraient les premiers à s'en repentir. Les barons, étonnés de cette réponse, et prévoyant les maux qui leur arriveraient après ce refus, ne savaient plus que dire. Enfin ils résolurent d'arrêter ce même prince qu'ils venaient de nommer leur roi. Cependant on disait tout haut à la cour que le secrétaire était de la faction des barons, qu'il était traître et ingrat. Ses enfans qui entendaient ces discours voulurent se retirer. Ils supplièrent le Roi de ne point croire à ces mauvais bruits, et de leur permettre d'aller trouver leur père pour en savoir la vérité. Le Roi le leur permit. L'arrivée de ces enfans répandit la joie parmi les barons. Ils crurent que leur père, en les voyant hors de danger, ne manquerait pas de se déclarer contre le Roi, surtout pendant qu'ils feraient le mariage de son fils, le comte de Policastro, avec la fille du comte de Lauria. Mais le secrétaire se comporta dans cette occasion de manière qu'il ne parut pas seu-

lement avoir désiré ce mariage. Parmi ceux qui étaient arrêtés avec le prince don Frédéric, était ce conseiller catalan, homme fort timide, auquel les barons firent dire, par un ecclésiastique, que s'il pouvait engager le prince don Frédéric à décider le secrétaire à une alliance avec les Saint-Séverin, ils les délivreraient tous. Don Frédéric qui ne désirait rien tant que la liberté, en parla au secrétaire qui fit semblant de refuser; mais le prince insistant sur ce mariage, et disant qu'il y allait du service du Roi, le secrétaire parut obéir; le mariage fut conclu et les noces se firent avec toutes sortes de magnificences.

Le Roi voyant d'un côté l'obstination des barons, de l'autre les préparatifs du Pape, résolut de se défendre contre les uns et les autres. Il en arrêta plusieurs et leur surprit quelques places. Comme il ne pouvait venir à bout du comte de Sarno, il trouva moyen de le détacher entièrement d'avec les autres. Il lui donna avis que les barons lui avaient mandé qu'il s'était ligué avec eux, et même qu'il les avait excités à faire cette union; mais qu'il s'était piqué et retiré, parce que le prince de Bisignano n'avait point voulu de son alliance. Le Roi lui dit que la prudence et la fidélité qu'il avait montrées à Salerne le faisaient douter de ce rapport, et qu'il l'estimait assez digne de son alliance pour promettre à Marc, son fils aîné, sa nièce, la fille du duc de Melfe. Il le pria de faire garder diligemment Sarno et une autre terre qu'il avait. Ces promesses détachèrent entièrement le comte du parti des barons. Durant toute la guerre il resta avec le Roi. Cependant le comte de

Carinola excita contre le Roi don Fulvio Ursino, en lui faisant croire qu'il voulait lui ôter le comté d'Albi. Le Roi résolut de lui faire la guerre ainsi qu'à ceux qui se servaient du nom du Pape. Il fit prendre les armes aux Colonnes et aux Savelles contre les Ursins, ce qui causa dans Rome une grande division entre ces deux familles, et plusieurs combats dans lesquels il resta beaucoup de morts sur la place. Le Pape, pour s'opposer aux Colonnes, manda Robert de St.-Séverin, et pressa le duc de Lorraine de venir conquérir le royaume de Naples, dont il voulait, disait-il, lui donner l'investiture. Le duc de Lorraine voyait toutefois fort peu d'apparence à l'exécution de cette offre. Robert de St.-Séverin eut contre les Colonnes quelques avantages dont il ne put profiter, car le Pape fit bientôt un accommodement avec eux, ce dont il fut fort mécontent.

Les barons ne demeuraient pas sans rien faire dans le royaume; voyant que Cerretto était perdue pour eux, et Sarno révolté, ils quittèrent la terre de Labour, et se retirèrent dans la Pouille pour faire la guerre. Ils y traitèrent avec le duc de Melfe, et eurent quelques succès qui furent contrebalancés par l'évasion de don Frédéric. Ce prince leur échappa en se laissant glisser le long d'une corde dans une barque de pêcheur, qui le reçut au pied de la tour où il était prisonnier. Après cette évasion, le secrétaire eut permission des barons d'envoyer au Roi le comte de Carinola, qui fut assez bien reçu, mais entendu avec défiance; car on disait qu'il n'était auprès du Roi que pour épier ses actions et pour attendre sa ruine. Carinola craignant d'être arrêté fit transporter

tout ce qu'il avait de plus précieux à Carinola et se retira de nuit. Le Roi envoya après lui son grand-écuyer pour le faire revenir et pour l'assurer de sa bonne volonté; mais n'ayant pu réussir, il le fit menacer d'envoyer des gens de guerre pour le contraindre à son devoir; la crainte avait eu le pouvoir de le faire fuir; les menaces eurent celui de le faire revenir. Le secrétaire, étonné de ce changement, voulut y mettre ordre. Il demanda à être envoyé près du Roi, sous prétexte de traiter de la paix, et promit de leur donner pour otage le comte de Policastro son fils. On le laissa partir; il se présenta au Roi, se purgea de tout ce qui pouvait lui être imputé, et cita, pour témoin de son innocence, le prince don Frédéric qui était présent. Le Roi, fort dissimulé, reçut le secrétaire avec bienveillance et lui confia ses affaires comme auparavant. D'un autre côté, le duc de Calabre, sans argent, et abandonné du comte de Sarno qui en avait, se trouva fort embarrassé dans une conjuration si puissante, dirigée contre lui et contre son père.

Cependant le Roi, qui croyait avoir apaisé le comte de Sarno, s'être assuré de la terre de Labour, et qui voyait son fils Frédéric hors des mains des barons, résolut de se retirer à Naples, et de faire général de son armée qui était nombreuse, le prince de Capoue, fils aîné du duc de Calabre. Ce prince était encore jeune, mais il avait auprès de lui les comtes de Fondi, de Matalone et de Marigliano pour conseils. Le duc de Calabre qui ne pouvait plus souffrir tant d'ennemis près de lui, résolut d'attaquer Robert de St.-Séverin, qui commandait

les forces du Pape, et il mit son armée en déroute. Le prince de Capoue, commandant l'armée du Roi, assiégea de son côté le fort de St.-Séverin; mais il fut contraint de lever le siége. Robert de St.-Séverin ayant rassemblé de nouvelles troupes, attaqua le duc de Calabre; le combat fut long et douteux. Mais le champ de bataille resta au duc, qui, fier de ce succès, voulut presser le Pape jusque dans Rome. En effet, il entra dans les terres de l'Eglise. Il envoya d'un côté Virginio Ursino et le comte de Petigliano, ravager le pays, et lui s'approcha des murs de Rome, quoiqu'il eût derrière lui les troupes de St.-Séverin. Ces troupes entrèrent dans Rome et en vinrent souvent aux mains avec les assiégeans. Le pape se voyant bientôt réduit à de grandes extrémités, tant par ses amis que par ses ennemis, se résolut à faire la paix. Les conditions furent que le Roi de Naples reconnaîtrait l'Eglise pour suzeraine, et payerait le tribut ordinaire; de plus qu'il cesserait de poursuivre les barons. Ceux-ci, après avoir hésité quelque temps, souscrivirent enfin avec ardeur à la paix qui leur fut proposée. Ils quittèrent leurs places fortes et furent rétablis dans leurs états. Le prince de Salerne seul, ne voulant point se soumettre, se retira du royaume, ne croyant pas y être en sûreté sans ses places.

Après ce traité, le Roi résolut de se défaire du comte de Sarno, du secrétaire et de ses enfans, sur lesquels les barons avaient rejeté toute la guerre passée; mais n'en voulant pas faire à deux fois, et désirant les prendre tous ensemble, il s'avisa de cet artifice: le comte de Sarno, pendant la guerre, s'était retiré

dans la forteresse de Sarno avec ses enfans et ses biens; il s'y était fortifié, et venait rarement voir le Roi. Ferdinand pressait le comte de conclure le mariage de son fils avec la fille du duc de Melfe, sa nièce. Il avait cette fille auprès de lui; il fallait donc que les noces se fissent chez lui. Le comte n'eut aucun soupçon; il fut, au contraire, très-content, parce qu'il espérait se rétablir à la cour par cette alliance. Il vint donc à Naples avec ses enfans, et fit apporter tout ce qu'il avait de plus précieux; il alla trouver le Roi, qui était au Château-Neuf, occupé de grands préparatifs pour les noces. Mais le jour de la cérémonie, pendant que le comte attendait la mariée et le Roi, Pascal Carlonne se présenta avec ordre de l'arrêter, lui et tous les siens, jusqu'aux femmes : le secrétaire, ses enfans et leurs femmes parées pour les noces furent aussi arrêtées. Anello Arcamone, comte de Burello, cousin du secrétaire, et le seigneur catalan furent arrêtés, l'un, pour avoir été ambassadeur à Rome, et n'avoir pas révélé que le secrétaire était de la conjuration, ce qu'il avait appris du pape; l'autre, pour avoir eu intelligence avec les barons de Salerne. Le Roi se montra si avide du bien de ces prisonniers, qu'il fit prendre jusqu'à leurs mulets, qu'il fit mettre dans ses écuries. On tira du château de Sarno de très-grandes richesses et quarante-sept pièces de canon en très-bon état. Les prisonniers furent mis dans des cachots; on ôta même au secrétaire un Maure qui le servait. Le Roi voulut qu'ils fussent jugés suivant l'ancienne loi du royaume, et que tous les juges fussent

barons. Ces juges, ayant vu les charges, condamnèrent à mort le secrétaire Antonello Petrucci et ses deux enfans, Jean-Antoine Petrucci, comte de Policastro, et François Petrucci, comte de Carinola, et le comte de Sarno, François Coppola, comme tous coupables, de leur aveu, de la conjuration contre le Roi et le duc de Calabre, et contre l'Etat. Les sentences furent lues aux condamnés dans la salle du château, les barons assis en leur tribunal avec tous les juges de la ville, dont ils avaient demandé l'avis. Le comte de Burello et le Catalan, bien que coupables, ne furent ni condamnés, ni absous : le Roi ne voulut pas faire mourir tous ces prisonniers dans un jour. Le 13 novembre 1486, le comte de Carinola fut traîné dans un chariot attelé de deux bœufs, et eut la tête tranchée ; son corps fut divisé en plusieurs parties, qui furent mises aux principales portes de Naples. Le comte de Policastro eut aussi la tête tranchée ; mais son corps fut remis aux Dominicains : ces deux frères moururent fort lâchement. Le 15 mai 1487, le secrétaire et le comte de Sarno furent menés au supplice. Le Roi avait fait dresser, dans la cour du château, un échafaud si élevé, qu'on pouvait le voir de la ville. Le secrétaire, monté sur cet échafaud, vit tout ce peuple qu'il avait gouverné si long-temps avec tant d'autorité et de prudence, se découvrit, et le salua ; il ne parut nullement touché des marques de compassion qu'il en reçut ; et, sans craindre la mort, il livra courageusement sa tête au bourreau.

Après le secrétaire, le comte de Sarno parut sur l'échafaud, un livre de prières à la main et une chaîne

au cou ; il demanda à voir ses enfans avant de mourir : on les lui amena. Sitôt qu'il les vit, il se leva à peine, leur tendit les bras, et les embrassa étroitement; il leur tint un assez long discours; il les exhorta à vivre chrétiennement et à servir fidèlement le Roi, dans le cas où il leur rendrait leurs biens et leurs titres; il leur remit son livre de prières, leur donna sa bénédiction, et le bourreau lui trancha ensuite la tête.

Telle fut la fin de ces deux favoris, dont les grandes qualités semblaient mériter un autre sort.

PIERRE LANDAIS,

BRETON,

SOUS FRANÇOIS II, DUC DE BRETAGNE.

(1475.)

Pierre Landais, de Vitré en Bretagne, était fils d'un pauvre tailleur. Il montra, dès son jeune âge, une vivacité d'esprit extraordinaire et le désir de parvenir. Il entra au service du tailleur du duc de Bretagne, François II; il y apprit parfaitement son métier, et eut, par ce moyen, entrée dans la chambre du duc. Il se rendit si agréable à ce prince, qu'il le servit dans ses plus secrets plaisirs : ce fut par ce moyen que Landais parvint au comble de la grandeur. Il fut d'abord valet de garde-robe, puis valet de chambre, puis maître de la garde-robe, charge très-lucrative,

où il gagna tout-à-fait les bonnes grâces de son maître. Le dernier des honneurs où il parvint, fut la dignité de grand-trésorier, premier office de Bretagne, comme en Angleterre. Il y acquit une telle autorité, qu'il mania lui seul toutes les affaires, non-seulement des finances, mais de la justice et de l'Etat. Cette charge lui donnait le droit de disposer, sans ordre du duc, des offices de finances. Il approchait, éloignait, et favorisait ceux qu'il voulait : nul n'arrivait au duc que par lui; il répondait aux ambassadeurs, et entretenait les intelligences avec les princes voisins, avec plus de finesse et de ruse que de sincérité : ce qui fut cause que son maître fut en défiance continuelle avec eux, et fut haï de ses sujets. Dans sa vieillesse, le duc, devenu pesant de corps et d'esprit, se laissa mener par les passions de Landais. Ce grand crédit rendit cet homme arrogant et superbe; non-seulement il méprisait les gentilshommes, mais même les princes, qui n'osèrent jamais lui résister, tant ils redoutaient d'offenser cet esprit impitoyable et cruel.

Louis XI régnait alors en France : le duc et ce Roi eurent long-temps des démêlés, qui éclatèrent enfin par une guerre ouverte : cependant la paix se fit en 1475, dans l'abbaye de la Victoire, près de Senlis; mais cette paix n'empêcha pas le duc d'être toujours en défiance de Louis XI, qui envoyait souvent vers lui, pour le tenir dans le devoir, et découvrir s'il ne négociait point avec le Roi d'Angleterre : ce que le duc faisait en effet, y ayant envoyé trois fois son chancelier. Comme cette paix était très-agréable aux

Bretons, le duc était obligé de traiter secrètement avec le Roi d'Angleterre, qui était son seul refuge contre les desseins du Roi de France. Il envoyait donc souvent en Angleterre, par le moyen de Landais, qui se servait d'un jeune garçon, nommé Bromel, pour aller et venir. Ce jeune garçon, peu fin, se découvrit à un Français, qui en donna aussitôt avis à Louis XI. Ce Roi, pour profiter de cette menée, défendit de l'arrêter, et promit cent écus de chaque lettre dont il serait porteur. L'affaire fut si bien conduite, qu'il tomba entre les mains du Roi de France vingt-deux lettres originales, tant du duc que du Roi d'Angleterre : Bromel ne portait à l'un et à l'autre que des copies contrefaites avec tant d'art, que jamais il ne fut découvert. Le duc, pour mieux couvrir son traité avec le Roi d'Angleterre, envoya son chancelier, nommé Chauvin, et six membres de son conseil vers le Roi Louis XI, qui était en Artois, pour l'assurer de sa fidélité. Le Roi fit arrêter ces ambassadeurs, et les fit mettre en diverses prisons : ils y restèrent douze jours, sans savoir le motif d'un si rude traitement. Enfin, le Roi fit venir le chancelier, et lui demanda s'il ne pouvait pas imaginer la cause du traitement qu'il éprouvait; le chancelier, que Louis XI savait homme de bien, répondit qu'il n'en pouvait point imaginer, et qu'il croyait que son maître ne lui en avait donné aucun sujet : il supplia le Roi de vouloir lui dire ce qu'il y avait contre lui. Louis XI reprocha au chancelier que, plusieurs fois, le duc l'avait assuré n'avoir aucune intelligence avec le Roi d'Angleterre; le chance-

lier jura, sur sa vie, que cela était vrai. Alors, Louis XI le tira à part, et lui montra les vingt-deux lettres, dont douze étaient écrites de la main de Gueguen, secrétaire, et signées par le duc, et les dix autres du Roi d'Angleterre : le chancelier les lut; et comme elles contenaient de grandes preuves de trahison contre la France, il resta muet et tout confus. Enfin, il dit au Roi qu'il n'avait jamais eu part à cette menée, et que s'il en avait le moindre soupçon, il pouvait faire de lui ce que bon lui semblerait. Le Roi l'assura qu'il ne croyait pas qu'il se mêlat de telles perfidies, et qu'il savait que tout se passait entre son neveu le duc de Bretagne, son trésorier Landais, et son petit secrétaire Gueguen. Il lui commanda de s'en retourner promptement, et le chargea de ces lettres, pour les faire voir au duc.

A son retour, le chancelier fit un rapport fidèle de tout ce qui lui était arrivé en France, et montra au duc les vingt-deux lettres. Le duc, étonné et se voyant trahi, fit venir Landais, qui ne fut pas moins surpris que le duc. Comme il avait à cœur de prouver sa fidélité envers son maître, il fit arrêter Bromel, qui confessa sa trahison et déclara qu'il avait remis les lettres à un homme de Cherbourg.

Landais, tiré de ce mauvais pas sans que sa faveur en fût diminuée, pensa à se venger du chancelier, qui, selon lui, avait trop fait éclater cette affaire, et que, d'ailleurs, il n'aimait pas. Le chancelier était homme de bien et jouissait d'une bonne réputation. Landais l'accusa d'être pensionnaire du Roi de France, et d'avoir de grandes intelligences avec lui. Il prétendit que

tout ce que le Roi avait découvert ne venait que du chancelier, et que son fils aîné était en France et touchait des appointemens du Roi. Le duc, violenté par Landais, envoya un gentilhomme de sa maison, confident du ministre, pour arrêter le chancelier, qui fut mis en prison à Boussay. Le duc commanda qu'on lui fît son procès. Le procureur-général de Bretagne, à l'instigation de Landais, accusa le prisonnier de plusieurs crimes. Des commissaires affidés furent nommés pour travailler à l'instruction du procès. Landais fit choisir un autre chancelier, nommé Chrétien, qui était du conseil du duc, et fit traîner de châteaux en châteaux le chancelier Chauvin. Comme on ne trouvait aucun fondement à tout ce qu'on lui reprochait, Landais en devint plus cruel pour lui. Il résolut de le faire mourir en prison, à force de mauvais traitemens. Il fit mettre des gardes à sa porte, et saisir tous ses biens, ceux de sa femme et de ses enfans, sans leur laisser un seul lit. Personne, pas même les parens de Chauvin, n'osèrent parler au duc en sa faveur. Le pouvoir de Landais était si grand, qu'il opprimait tous ceux qui voulaient secourir le chancelier, qui fut tellement exténué de misère, de faim et de soif, que ses gardes, émus de compassion, et qui craignaient qu'il ne mourût entre leurs mains, présentèrent pour lui une requête à la cour de Vannes. Après une longue délibération, la cour, soit que l'autorité de Landais fût grande sur elle, soit que le chancelier ne fût pas en prison par ordre de la justice, mit sur la requête : *Nihil ad curiam*; et le lendemain, le chancelier mourut, après deux ans et

demi de prison. Ses biens furent confisqués, comme s'il eût été convaincu du crime de lèse-majesté, et donnés à François d'Avaugour, fils bâtard du duc. Il n'y eut personne, en voyant le corps du chancelier après sa mort, qui le pût reconnaître, tant il était changé et décharné. Il fut porté en terre par quatre pauvres, et aucun de ses parens, de peur de Landais, n'assista à ses funérailles.

Le chancelier ayant été ainsi accablé, Landais eut plus de facilité pour le reste. Il pensa à faire tomber dans sa maison l'évêché de Rennes, qui était tenu par Jacques d'Epinay. Il accusa cet évêque de plusieurs crimes, tels que d'hérésie, de sodomie et de trahison contre l'État. Il obtint commission du Pape pour lui faire faire son procès. L'évêque fut arrêté, ses biens furent saisis. Son argent montait à trente mille livres, dont Landais disposa. On donna l'évêché à gouverner à Guybé, neveu de Landais. Cependant l'évêque mourut en prison, sans aucun secours des siens, qui néanmoins étaient en grand crédit en France, et Guybé fut évêque de Rennes.

Pendant que Landais gouvernait ainsi les affaires de Bretagne, il y avait au conseil du duc, Jean de Chaalons, prince d'Orange, son neveu, et le maréchal de Rieux, qui tenaient les premiers rangs. Les barons, offensés de l'arrogance et de la fierté de Landais, résolurent, quoi qu'il en pût arriver, de se saisir de sa personne et de lui faire faire son procès. Le mécontentement du peuple, que la mort du chancelier avait redoublé contre lui, les y avait plus facilement en-

gagés. Leur projet fut conduit si secrètement, que Landais n'en sut rien. Il alla, un jour, pour se distraire des affaires, se promener à une de ses maisons, et mena avec lui le secrétaire Gueguen. Les seigneurs et barons, incertains s'il était au château avec le duc, ou en sa maison, comme ils en avaient quelque avis, se partagèrent en deux troupes; l'une, pour entrer au château, où les principaux devaient être en personne avec leurs armes; l'autre, pour aller à la maison de campagne. Ils espéraient l'avoir par l'une ou l'autre voie; mais ils manquèrent leur coup : car, étant entrés trop brusquement dans le château de Nantes, où était le duc, ils se saisirent des portes avec une grande violence, fouillèrent jusqu'aux lieux les plus secrets, et ne trouvèrent point Landais. Le duc fut si surpris de ce procédé extraordinaire, qu'il craignit que l'on ne vînt jusqu'à lui. Un de ses domestiques, le voyant dans cette perplexité, monta sur la muraille du côté de la ville, en criant que l'on forçait le duc. A ce cri, les archers de sa garde se levèrent, tous les gentilshommes de la maison et les habitans de la ville coururent au château en criant : *Alarme! on tue le duc!* Les armes et l'artillerie qui étaient sur le port furent aussitôt en état ; le château fut investi de toutes parts, et l'on dressa une batterie pour y entrer de force ; ceux du dedans se fortifièrent de tout ce que le péril présent leur pouvait fournir : mais ils étaient dans une telle extrémité, qu'ils ne trouvèrent pas de meilleur expédient que de faire voir le duc au peuple, par-dessus la muraille. Le duc parut, et assura ceux qui assiégeaient le château, qu'il n'y avait aucun des-

sein sur sa personne. On convint que deux du dehors entreraient pour voir ce qui s'était passé et le rapporter à ce peuple furieux de ce que le duc était en péril. Philippe de Montauban, depuis chancelier de Bretagne, y entra accompagné de deux autres, qui firent entendre au prince d'Orange et au maréchal de Rieux qu'ils ne voyaient d'autre moyen d'apaiser cette populace que par la retraite de ces seigneurs hors du pays ; le lendemain ils sortirent, et se retirèrent à Ancenis, qui appartenait au maréchal de Rieux.

De l'autre côté, ceux qui furent envoyés à la maison de campagne, ne firent pas mieux. Landais, défiant, tenait la porte fermée : ceux qui y vinrent frappèrent lourdement ; un des domestiques voulut voir ce que c'était : il aperçut un nombre d'hommes armés ; il en avertit Landais, qui soupait. Aussitôt Landais se lève de table, voit ces hommes qui forçaient sa maison, et trouve moyen de se sauver par les jardins, seul, à pied, à travers les champs. Il s'évada à la faveur de la nuit, et avec le secours d'un guide, il arriva à Pouancé, où il fût caché plusieurs jours, attendant à savoir d'où lui pouvait venir cette attaque. Il fit avertir le duc de sa position et du lieu où il était : le duc lui envoya quelques gens de guerre pour le faire revenir. Il ne fut pas sitôt près de son maître, qu'il commanda plus absolument qu'auparavant : il irrita si fort le prince contre les seigneurs, qu'il crut n'avoir d'autres ennemis qu'eux. Landais le décida à leur faire la guerre ; et ce fut alors qu'on vit, d'un côté, le duc et Landais, et, de l'autre, toute la noblesse de Bretagne travailler à la

ruine les uns des autres, pour perdre ou pour soutenir un favori qui commandait en maître. Landais fit expédier une commission à tout ce qu'il y avait d'officiers et de gens de conseil en Bretagne, pour venir vers le duc; il envoya jusqu'en Italie consulter sur la violence faite au duc en son palais par ses sujets. Les officiers étant assemblés, on leur présenta le fait avec toutes les circonstances que Landais voulut y mettre; on leur demanda quelle punition méritait ce crime : ils répondirent tous que c'était un crime de lèse-majesté au premier chef. Sur cet avis, on dressa un arrêt sous le nom du duc, par lequel ces seigneurs furent condamnés à mort, et leurs terres confisquées; il fut ordonné que leurs châteaux seraient rasés, les bois de haute fûtaie coupés par le milieu, comme appartenant à des traîtres; et défenses furent faites de les assister de vivres, d'armes et de munitions : les saisies furent exécutées, et les bois dégradés. Le pays se divisa en factions : les seigneurs ruinés cherchèrent de l'appui en France, où madame de Beaujeu et le duc d'Orléans se disputaient alors le gouvernement du royaume. Ces seigneurs bretons, sans parler de leur querelle contre le duc, mais se plaignant seulement de la tyrannie insupportable de Landais, offrirent leurs services à cette dame, et sollicitèrent sa protection : ces offres offensèrent le duc d'Orléans. Landais sut tirer parti de l'occasion : n'ayant rien pu gagner près de cette dame, il trouva moyen de faire faire un voyage secret en Bretagne au duc d'Orléans, sur l'espérance de lui faire épouser une des filles du duc de Bretagne. Les deux princes se virent donc;

le duc breton fit au duc français toutes les caresses que son âge lui permettait ; il lui conta tout le mal qu'il avait reçu de ses barons, et les desseins qu'ils avaient : il lui demanda secours contre eux. Le duc d'Orléans qui reconnut la faiblesse du duc de Bretagne, pour ne pas l'affliger, lui promit toute assistance.

Cependant, l'armée du duc grossissait, et celle des barons aussi : leurs principaux chefs étaient le prince d'Orange, le frère du comte de Comminges, le maréchal de Rieux, et autres. Landais fut d'avis de commencer par Ancenis, afin de le ruiner. Les seigneurs, avertis de ce dessein, se mirent en campagne. Les armées étaient prêtes à en venir aux mains; quelques seigneurs de l'un et de l'autre parti, indignés de cette brutale résolution entre gens de même pays et de même sang, connaissant aussi la cause de tant de maux, conférèrent ensemble ; et, attendu que le duc n'avait nul usage de raison, ils conclurent qu'il n'y avait plus moyen de laisser à Landais le maniement des affaires. Il fut décidé que les seigneurs se retireraient vers le duc, et mettraient ordre à ce que le gouvernement de l'Etat fût conduit par un conseil composé des princes, seigneurs, parens et amis du duc ; et que Landais serait forcé de rendre compte de son administration. Le conseil, qui était pour la forme auprès du duc, fut très-content de cette résolution ; Landais, au contraire, jugeant sa ruine imminente, en fut très-alarmé : mais il voulut prévenir le coup par une voie extraordinaire. Il fit dresser une lettre sous le nom du duc, par laquelle il déclarait tous les seigneurs et capitaines de son armée,

qui avaient traité avec les barons révoltés, criminels de lèse-majesté, et leurs biens confisqués. Landais envoya cette lettre au chancelier Chrétien, pour la sceller; le chancelier, qui prévit le mal qu'elle pouvait causer, la refusa : il reçut aussitôt un second ordre de la sceller, sous peine d'être disgracié. Ces lettres hâtèrent la ruine de Landais; car les seigneurs unis résolurent de ne plus souffrir sa tyrannie, de le saisir au corps, de lui faire son procès sur ses concussions, violences, pilleries, homicides, et autres crimes dont ils avaient les preuves. Pour poursuivre sûrement cette affaire, ils députèrent le seigneur de Pont-Château à Nantes vers le chancelier, pour le sommer de faire justice de Landais, de lui nommer des juges, et de le contraindre à se présenter en personne. Le décret de prise de corps fut décerné; le peuple, qui le sut, courut de joie au château, pour voir Landais mis à la raison; mais Landais, qui avait eu avis de tout, se retira dans la chambre du duc, comme dans un lieu de franchise. Le chancelier fut tellement pressé par ces seigneurs, qu'il fallut partir sur l'heure pour aller au château exécuter le décret, nul autre ne l'ayant osé faire. Le duc, averti du tumulte qui s'était élevé, envoya le comte de Foix et le cardinal son frère pour apaiser le peuple et le faire retirer; mais ce fut inutilement : ils furent même si pressés, qu'ils furent en danger d'y perdre la vie. Le chancelier entra alors dans la chambre du duc avec trois gentilshommes; après avoir fait part au prince de la fermentation qui régnait autour du château, il le pria de lui livrer Landais. Le duc prit son favori par la main,

et le délivrant au chancelier, il lui dit : *Je vous le baille, et vous défends, sur votre vie, que vous ne souffriez que, sous couleur de justice, il lui soit fait tort.* Le chancelier sortit aussitôt, ayant Landais entre lui et le seigneur de Pont-Château ; le peuple, en le voyant, se mit à crier contre lui, et on eut beaucoup de peine à le mener jusqu'à la tour de la porte de Saint-Nicolas de Nantes. Les seigneurs, ayant appris que Landais était arrêté, coururent à Nantes faire leur révérence au duc, et lui offrir leurs services par l'organe du comte de Comminges, qui traita pour eux, et obtint une bonne réconciliation. On donna ensuite des commissaires à Landais, et on fit venir, à cet effet, des officiers du duc. Ses deux valets, Jean de Fontenailles et Jean de Vitré, qui avait eu la garde du chancelier Chauvin, furent pris : Vitré fut condamné à mort, pour avoir maltraité le chancelier, quoique par ordre de son maître ; Jean de Fontenailles fut déchargé par son compagnon et absous. Landais fut interrogé : on lui reprocha d'avoir calomnieusement accusé le chancelier, le rude traitement qu'il lui avait fait essuyer, et enfin sa mort misérable. Landais reconnut d'abord sa basse extraction et la haine qu'il portait au chancelier ; il avoua que c'était par son ordre que la mort de ce magistrat avait été avancée ; que, de son propre mouvement, et sans en avoir eu charge du duc, il avait commandé au lieutenant du prévôt des maréchaux de lui faire trancher la tête. On l'accusa d'avoir pris cinquante mille écus à l'évêque de Rennes ; d'avoir fait mettre plusieurs personnes en prison de son autorité pri-

vée ; d'avoir tiré d'elles leurs héritages pour la moitié de ce qu'ils valaient ; d'avoir contraint les membres du conseil de bannir trois prisonniers qu'un premier jugement avait absous ; d'avoir employé de faux acquits dans ses comptes ; d'avoir donné des représailles ou marques, droit qui n'appartient qu'aux princes ; d'avoir fait abattre les bois des barons, et destituer le procureur du duc, qui y procédait trop lentement à son gré : Landais reconnut ces crimes ; mais il se couvrit des ordres du duc.

Enfin, après avoir été plusieurs fois interrogé, il fut condamné à être mené par le bourreau, la corde au cou, jusqu'au gibet, puis à être pendu et étranglé : tous ses biens devaient être acquis et confisqués au profit du prince. Le duc voulut en vain faire grâce à son favori ; le jugement fut exécuté, au grand contentement des seigneurs et du peuple. Le corps de Landais, à la prière de sa fille, madame de la Bouvardière, fut porté dans l'église de Notre-Dame de Nantes, et mis dans une chapelle qu'il avait fait bâtir : ses terres demeurèrent à ses héritiers, et la confiscation n'eut pas lieu. Après cette exécution, les princes et seigneurs de Bretagne se rapprochèrent du duc, et rentrèrent tous en grâce. Ils furent remis en possession de leurs biens ; et il fut ordonné que tout ce qui leur avait été ôté leur serait rendu de l'épargne du duc ; mais Landais l'avait épuisée, et il ne s'y trouva rien.

GEORGIUS MARTINUZIUS,

CARDINAL HONGROIS,

SOUS ISABELLE, REINE DE HONGRIE.

(1552.)

Le Roi Jean de Hongrie avait pour confident un nommé George Martinuzius de Croatie, né gentilhomme, mais très-pauvre. Cet homme avait été élevé dans la maison de la mère du Roi, lorsqu'il n'était encore que vaivode de Transilvanie. Martinuzius avait servi aux plus vils ministères, et n'avait pu s'avancer à une plus haute fortune que la charge d'allumer les poëles du palais. Ce peu d'avancement le fit résoudre à entrer chez les Bénédictins, au couvent de Saint-Paul, près de Bude en Hongrie; là il fut chargé de distribuer la nourriture aux religieux, et les aumônes aux pauvres. Après être resté quelque temps dans ce monastère, il jugea que sans études il lui était impossible de s'avancer; il apprit donc à écrire, et assez de langue latine pour parvenir à la prêtrise. Alors il entra au service du Roi Jean qui, dans ce temps, était réfugié en Pologne, et il lui donna des moyens de se soulager dans sa misère. Le Roi l'employa dans plusieurs voyages qui lui réussirent parfaitement; lorsqu'il fut rétabli dans ses Etats, Jean se ressouvint des services de Martinuzius; il l'appela auprès de lui, et

quoiqu'il ne lui donnât pas tout ce que Martinuzius aurait désiré, le Roi fut si content de son affection et de sa dextérité dans les affaires, qu'il le fit ensuite son trésorier, son conseil, et enfin évêque de Waradin. Cette dignité donna tant de pouvoir à Martinuzius, dans le gouvernement, que Jean, en mourant, le désigna comme tuteur de son fils, et coadjuteur de la Reine, sa femme, dans l'administration de l'Etat; mais Martinuzius, qui souffrait avec peine le partage de l'autorité, fit tourner les affaires de manière que tout dépendait de lui.

Ferdinand, Roi de Bohême, qui, selon le traité fait avec Jean, devait succéder à sa couronne, nonobstant les enfans qu'il pourrait avoir à sa mort, demanda l'exécution de ce traité. La Reine Isabelle, veuve du Roi Jean, était résolue à s'y soumettre; mais Martinuzius considérant le misérable état où serait réduit le petit prince, et que lui se trouverait sans emploi, n'y voulut jamais consentir. La Reine n'osait faire que ce qu'il voulait. Martinuzius entretenait Ferdinand de paroles, et avertit le Turc de ce qui se passait; il lui demanda du secours, dans le cas où Ferdinand le presserait. Ferdinand se voyant amusé, envoya une armée de quarante mille hommes et quarante pièces de canon, sous la conduite de Rokendolf, avec ordre de prendre Bude, et de se saisir de Martinuzius, qui était dedans. Rokendolf ayant battu la place, mais ne voulant pas la ruiner, fit dire à la Reine, qui y était aussi renfermée, qu'elle ne devait pas croire les pernicieux conseils de cet homme, et qu'elle aurait à traiter avec Ferdinand, prince dont la parole était sûre. Martinuzius, de son

côté, disait à la Reine qu'elle serait dépourvue de jugement si elle changeait son royaume pour la principauté qu'on lui offrait, et si, de Reine, elle consentait à devenir simple dame. Pendant que Rokendolf continuait à battre la place, et que ceux du dedans, encouragés par Martinuzius, se défendaient, on apprit que Soliman était à Andrinople, et qu'il avait commandé à Mahemet Bassa de secourir la Reine, et de faire lever le siége de Bude. Rokendolf, à l'arrivée de l'armée turque, se retira, et Bassa envoya saluer la Reine dans Bude. Martinuzius, pour hâter la ruine de Rokendolf, fit mettre le feu aux écuries du Roi, dont ce général ennemi s'était rendu maître. Les armes de Bassa furent si heureuses, et sa conduite si habile, qu'il défit Rokendolf en plusieurs rencontres, lui prit trente-six grosses pièces d'artillerie, lui tua vingt-cinq mille hommes, et lui fit un nombre infini de prisonniers; Rokendolf, lui-même mourut de misère et de chagrin. Soliman, averti de ces succès, vint en diligence dans le pays, entra dans Bude où il exerça de grandes cruautés, néanmoins envoya de riches présens à la Reine, et lui fit dire qu'il voulait voir son fils, et qu'il le recevrait avec tout l'honneur qu'elle pouvait désirer. La Reine étonnée, et craignant de commettre son fils unique à la foi de Soliman, était décidée à n'en rien faire, quand Martinuzius la supplia de se rendre au désir du Grand-Seigneur, et lui représenta le danger qu'elle courrait en le refusant, d'éprouver la colère d'un prince cruel et impitoyable; il s'offrit de mener le petit prince lui-même, et promit de le ramener. La Reine suivit ce conseil qui lui fut

donné avec véhémence ; elle habilla richement son fils, et l'envoya à Soliman, qui le reçut magnifiquement, et le renvoya. Cependant il retint quelques jours ceux qui étaient venus avec lui, tels que Martinuzius, Petrowitz, parent du Roi, et autres.

Sur ces entrefaites, Soliman s'assura de Bude, et contre la foi donnée, il commanda à la Reine de se retirer avec son fils en Transilvanie, pour y demeurer jusqu'à ce qu'il fût en âge de gouverner le royaume; il nomma Pierre Vie gouverneur du comté de Temeswar; fit proclamer le petit Roi, Jean-Etienne, vaivode de Transilvanie; confirma la Reine dans la tutelle et l'administration; et suivant la volonté du feu Roi, dont il voulait, disait-il, être l'exécuteur testamentaire, il lui donna Martinuzius pour coadjuteur et trésorier.

La Reine exécuta l'ordre de Soliman, et se disposa avec mille incommodités à aller en Transilvanie; mais en arrivant sur la frontière, elle eut avis que les principaux du pays ne voulaient point la recevoir; elle s'arrêta à Lippa, d'où elle envoya Martinuzius négocier avec eux. Celui-ci fit si bien qu'ils reçurent la Reine et son fils, déclarant qu'ils leur obéiraient comme au feu Roi, que la Reine serait régente et tutrice de son fils, et Martinuzius gouverneur général. La Reine entra en Transilvanie, prit sous le nom de son fils l'administration de la province. Mais Martinuzius se rendit bientôt si puissant que la Reine n'eut aucune autorité : sa charge de trésorier lui donnait le maniement de tous les deniers de l'Etat, et il ne fit part à la Reine que de ce qu'il lui fallait pour vivre ; il caressa les grands, et après les avoir

attirés à lui, il les traita en esclaves. La Reine supportait avec une patience merveilleuse, la tyrannie de cet homme, qui ne pouvait souffrir que les grands fissent la cour à Isabelle et à son fils, et qui les persécutait, à cause de cela, jusqu'à la mort. Enfin, accablée et vaincue par tant d'injures et de cruautés, elle se plaignit au Grand-Seigneur, et le supplia, que puisqu'il avait bien voulu lui laisser ce pays, il voulût bien aussi la délivrer d'une captivité beaucoup plus cruelle que celle de ses ennemis découverts. Soliman ne put faire autre chose que d'écrire à Martinuzius qu'il eût à vivre d'une autre façon avec la Reine, qu'autrement il y mettrait ordre. Cette lettre ne produisit aucun effet, et Martinuzius n'en continua pas moins ses violences. Cependant il pensa à se fortifier du côté de Ferdinand, alors couronné Roi des Romains; il voulait l'opposer à la violence du Turc, et se délivrer en outre d'une infinité de tributs qu'il était contraint de payer tous les ans, et qui l'obligeaient à recourir à plusieurs exactions dont le peuple souffrait. Pour sonder les dispositions de Ferdinand, il trouva moyen de s'aboucher, à Tokai, avec le comte de Salens, général pour Ferdinand, en Hongrie; il lui remontra que Petrowitz avait résolu de rendre le Turc maître de la Transilvanie, et d'en chasser la Reine et le jeune Roi; que cette province était pour un ennemi si puissant, une ouverture facile pour entrer dans l'Autriche; qu'il savait qu'il n'était pas aisé de lui résister, quand une fois il avait mis le pied en Allemagne, et qu'il fallait rompre les desseins de Vié; il demandait pour cela du secours, et fit sentir que l'entreprise était sainte et

juste. Il chargea donc le comte d'expliquer à Ferdinand tout ce qu'il venait de lui dire, et de l'assurer qu'il ferait en sorte que la Reine soutînt ce qui avait été traité quelques années auparavant.

Après cette entrevue, Martinuzius retourna en Transilvanie, et le comte alla à Vienne trouver Ferdinand. La reine fut aussitôt avertie de ce traité. Elle sut aussi le dessein qu'avait Martinuzius de la rendre misérable. Elle eut une telle appréhension de ses menées, que, ne pouvant supporter l'idée qu'il triomphât d'elle, elle implora le secours du Turc. Elle envoya à Constantinople un des principaux de sa cour, pour se plaindre à Soliman des desseins de Martinuzius. Cet envoyé n'eut pas de peine à exciter le ressentiment du Grand-Seigneur, et le bassa de Bude eut incontinent l'ordre d'envoyer Martinuzius mort ou vif. Ceux de Transilvanie eurent également ordre d'assister le chiaoux qui devait l'arrêter et qui était porteur des patentes par lesquelles Soliman le privait de toutes ses charges, dignités et offices, faisait défense de lui obéir, et ordonnait de le tuer au cas qu'il refusât de se rendre à ses commandemens. Soliman chargeait les vaivodes de Moldavie et de Valachie, et le bassa de Bude d'assister la Reine contre lui. Le chiaoux ne fut pas plutôt parti de Constantinople, que Martinuzius en fut informé. Il se retira de la cour et alla s'enfermer dans Sebesse, place forte qu'il avait munie de tout ce qui était nécessaire pour se bien défendre. Il leva quatre mille hommes des plus belliqueux du pays, et leur fit jurer de le bien servir. A ceux-ci s'en joignirent plusieurs autres qui croyaient que

son dessein était de se rendre maître d'une partie de la province. La Reine, craignant d'être surprise, demanda du secours au bassa de Bude et aux autres vaivodes; et, secondée de quelques palatins hongrois, elle amassa des troupes avec lesquelles elle assiégea des places qui tenaient pour Martinuzius. Elle eut l'avantage en plusieurs rencontres. Dans une affaire elle tua quinze cents ennemis, fit quatre mille prisonniers et un grand butin.

Martinuzius de son côté ne s'endormait pas. Il partit de Sebesse pour aller à Mèges, à dessein de s'approcher des Ciculiens dont il espérait beaucoup, quoiqu'il eût avis que les principaux d'entr'eux fussent pour la Reine; mais depuis que le chiaoux leur avait commandé de la part du Grand-Seigneur qu'ils eussent à abandonner Martinuzius pour assister la Reine, autrement qu'ils seraient ruinés par le bassa de Bude, ils avaient été si indignés de cette violence qu'ils avaient abandonné la Reine sans vouloir la secourir d'un seul homme. La présence de Martinuzius servit encore beaucoup à les éloigner d'elle et à les attacher à son parti; surtout quand il leur eut représenté que les desseins de la Reine étaient d'introduire le Turc dans leur pays. Martinuzius fit un corps d'armée avec lequel il campa devant Alba-Julia, où la Reine demeurait ordinairement.

Les Ciculiens, voyant qu'on restait en présence de l'ennemi sans rien faire, se mutinèrent. Martinuzius s'arma de toutes pièces, monta sur un bon cheval, se mit au milieu des mutins et leur représenta le sujet de ce retard. Il leur dit qu'il espérait les renvoyer dans peu de jours chez eux, parce qu'il traitait avec la Reine.

Ces hommes, quoiqu'impatiens, s'apaisèrent. Martinuzius conclut son traité avec la Reine, parce qu'il vit l'orage inévitable qui le menaçait; le bassa de Bude et les vaivodes de Valachie et de Moldavie venaient fondre sur lui avec trois armées. La Reine de son côté, appréhendant autant le secours que le mal présent, ne pouvant se fier au Turc et se voyant sans argent, sans armes et sans supports, accepta les conditions que Martinuzius voulut lui accorder et licencia ses troupes. Cependant le bassa de Bude et les vaivodes s'avançaient avec leurs armées, quand ils eurent avis de ce traité et que la Reine n'avait plus besoin de leur assistance. Le bassa, sans avoir égard au traité, dit qu'il était résolu d'entrer en Transilvanie avant de se retirer. La reine étonnée de cette résolution, et craignant de cette paix plus de mal que de la plus grande guerre et d'être privée et chassée de ses états, fit dire à Martinuzius de porter prompt remède à ce mal pressant, et de faire en sorte que les armées se retirassent. Elle promit d'envoyer des présens aux chefs pour les y faire consentir. Martinuzius, affectant du mépris pour la Reine, répondit froidement, et sans se troubler, que c'était à ceux qui les avaient appelés à les renvoyer; qu'il n'était pas accoutumé à donner des présens à des infidèles, mais bien à des chrétiens. Cette réponse n'était que pour irriter la Reine, comme avait coutume de faire Martinuzius; car il ne laissa pas de mettre ordre à une si pressante nécessité. Il leva des troupes en si peu de temps, qu'au grand étonnement de tout le monde on le vit à la tête de cinquante mille hommes. Il en donna une partie à

Jean Chandi pour marcher contre le vaivode de Valachie, qui fut si complétement défait, que de longtemps il n'osa reprendre les armes. Il envoya une autre partie contre les Molaves, et il alla en personne contre le bassa de Bude. Il le força, non sans beaucoup de perte, à tourner le dos et à sortir de Transilvanie. De là il s'avança sur le Moldave, qui ravageait les terres des Ciculiens et l'obligea à se retirer chez lui, quoiqu'il eût trente mille combattans. Ces succès assurèrent l'autorité de Martinuzius; et en effet, il avait si bien conduit les affaires, qu'il avait chassé de la Transilvanie trois puissans ennemis. Il vint trouver la Reine, qui le reçut à bras ouverts; et il l'obligea, non sans résistance de sa part, à écrire au Turc pour le décharger de tout ce dont elle l'avait accusé l'année précédente. Le Grand-Seigneur, sachant que la Reine avait été violentée et le pouvoir qu'avait Martinuzius, n'eut pas grand égard à ces lettres. Toutefois il écrivit aux principaux du pays qu'ils eussent à obéir à cet homme. Cette paix dura peu. La Reine se plaignit que Martinuzius n'observait pas ce qui avait été convenu. Elle prit occasion de son absence pour lui débaucher une partie de ses confidens. Elle avertit ses amis, leur représenta l'inconstance de cet homme, les cruels traitemens qu'elle en recevait tous les jours, et la mauvaise foi qu'il montrait dans ses promesses et ses conventions. Elle leur fit comprendre quelle était son ambition, comment il avait dessein de la chasser elle et son fils, unique héritier de celui qui avait été leur Roi; qu'il serait honteux pour eux, après avoir obéi à un Roi tel

que Jean, son mari, d'être esclaves d'un moine perfide, le plus ambitieux de tous les hommes. Ce discours anima tellement les grands, qu'ils résolurent de ne plus obéir à Martinuzius et de le chasser de l'État. Ce traité ne fut pas tenu si secret que Martinuzius n'en fût averti. Mais comme il avait licencié ses troupes depuis son accord avec la Reine, il n'osa pas se rendre sitôt à la Cour. Ce changement si subit et si périlleux le fit résoudre à traiter avec Ferdinand, et à conclure enfin ce qu'ils avaient projeté il y avait long-temps.

L'ambition et la vengeance portaient Martinuzius à ce traité. Il espérait devenir enfin maître de la Transilvanie, qu'il affectionnait tant, qu'il disait souvent que le pontificat et l'empire n'étaient rien, pour lui, auprès de ce pays-là, et que jamais il ne pourrait se résoudre à en sortir. Pour se défendre de la Reine et des grands qui la secondaient, Martinuzius envoya secrètement vers le Roi Ferdinand pour renouer le dernier traité. Il lui demanda non-seulement de quoi se défendre, mais aussi un homme avec lequel il pût librement traiter, l'assurant qu'il exécuterait ce qui serait convenu; qu'il se rendrait maître du pays, et qu'il le mettrait en possession des places qu'il tenait, et qui en faisaient une bonne partie. Ferdinand, qui connaissait la légèreté de cet homme, vit bien d'où partaient ces propositions. Il ne laissa pas de les écouter, de peur que les Turcs, faisant leur profit de ces divisions, ne se rendissent maîtres du pays. Il lui envoya mille chevaux hongrois pour quatre mois, et quelques pièces de canon. Il voulait gagner du temps, jusqu'à ce qu'il pût former un corps

d'armée raisonnable, qu'il promettait de faire marcher sous la conduite de quelque grand capitaine. Ferdinand, résolu à la conquête de ce pays, qu'il croyait lui appartenir par succession, par élection et par traité, envoya vers l'empereur Charles V, son frère, pour le prier de vouloir lui choisir un capitaine propre à la conduite de cette entreprise. L'Empereur, qui était engagé dans la guerre d'Allemagne, contre l'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse, jugeait ce dessein grand et difficile. Néanmoins, ne voulant pas manquer à son frère dans une si belle occasion, il fit partir Jean-Baptiste Castalde, comte de Piadena, marquis de Cassan, et un aide-de-camp-général de son armée. Ce seigneur jouissait d'une grande réputation parmi les gens de guerre.

Ferdinand reçut Castalde avec beaucoup de joie, et ne le garda auprès de lui qu'autant de temps qu'il fallait pour l'instruire de la manière avec laquelle il aurait à se conduire envers Martinuzius; c'est-à-dire qu'il lui recommanda d'user d'artifice avec lui, et de lui accorder tout ce qu'il pourrait demander pour assouvir son avarice. La Reine, instruite que les troupes conduites par Castalde entraient dans le pays, convoqua une diète des grands à Agria, pour aviser aux moyens de chasser Martinuzius de la province. Celui-ci, en étant informé à Waradin, où il était, monta en carrosse et partit avec tant de hâte, que le carrosse versa dans la rivière et qu'il faillit perdre la vie. Ses gens, regardant cette chute comme d'un mauvais augure, lui conseillèrent de ne pas passer outre; mais il se moqua d'eux, et dit que c'était faiblesse que de prévoir de bons ou de mau-

vais présages dans de pareils accidens. Il avança donc et écrivit aux grands qui étaient près de la Reine, qu'ils prissent garde à ce qu'ils allaient faire sans lui, et qu'il se trouverait avec bon nombre de gens de guerre à la Diète. La Reine, étonnée de la hardiesse de cet homme, rompit l'assemblée, pas un des grands n'osant s'y trouver. Les desseins d'Isabelle s'en étant allés en fumée, elle se retira à Alba-Julia avec quelques troupes; mais ne s'y trouvant point en sûreté, elle alla à Sebesse, résolue d'y attendre l'issue de cette guerre. Martinuzius, voyant la fuite de ses ennemis, et que le secours de Ferdinand approchait, alla assiéger Alba-Julia, place importante pour ses desseins. Il l'attaqua avec fureur, fut repoussé de même; et, par une étrange inconstance, ne voyant point arriver le secours de Castalde, il fit dire à la Reine de penser à elle: ce qu'elle fit; car elle apprit que dix mille hommes de pied espagnols, et quelque cavalerie, venaient au secours de Castalde, et qu'ils étaient déjà entrés dans le pays. Quand elle sut que Dalmas, château important, était assiégé, elle se troubla et jugea sa ruine et celle de Martinuzius inévitables. Elle fit alors tout ce qu'il désira, et commanda à ceux d'Alba-Julia de lui ouvrir les portes. Martinuzius y étant entré, en donna avis à Castalde, et lui conseilla de loger son armée à Agria. Castalde suivit ce conseil et attendit Martinuzius, qui ne vint pas si tôt; il était allé trouver la Reine pour lui apprendre l'arrivée de Castalde, et lui persuader de demander à ceux de Dalmas de se rendre, afin d'éviter la ruine de la place. La Reine crut Martinuzius, et Dalmas se rendit.

Castalde, informé que Martinuzius venait à lui, alla à sa rencontre bien accompagné. Il le trouva dans un carrosse attelé de huit chevaux, selon sa coutume, avec quatre cents hommes de sa garde, composée de chevaliers et des principaux du royaume, et deux cents arquebusiers. Martinuzius, en voyant Castalde, sortit de carrosse et monta sur un des quatre grands chevaux de parade qui le suivaient en campagne. Ils se firent des complimens et se rendirent toutes sortes d'honneurs. Castalde lui communiqua le pouvoir qu'il avait de Ferdinand, et l'ordre de lui obéir. Il lui dit qu'il avait, comme par le passé, tout le pouvoir dans le pays, et qu'il ferait et ordonnerait tout à sa volonté. Martinuzius fut très-content de cette assurance; il reconnut par là combien son autorité était grande, et quel honneur c'était pour lui d'avoir cette sorte de supériorité sur Castalde. Deux jours après leur entrevue, Martinuzius prit son quartier à Alba-Julia, et de là alla trouver la Reine pour lui rendre compte de ce qu'il avait fait. La Reine envoya visiter Castalde par un gentilhomme polonais. Mais elle, Martinuzius et Castalde ne pensaient, tous trois, qu'au moyen de se trahir. Castalde avait exécuté l'ordre de Ferdinand, qui voulait se rendre maître du pays. Martinuzius prétendait l'être; et la Reine voulait conserver la province. Castalde, après avoir été quelques jours sans recevoir des nouvelles de Martinuzius, en eut enfin par un exprès qui le pria, de sa part, de se trouver, le sixième jour, à Alba-Julia, pour conférer avec lui. Castalde partit aussitôt, avec peu de gens et sans gardes, quoique ses amis l'eussent averti

de ne pas se fier à cet homme. Ils lui conseillèrent de mener au moins ses gardes, pour prévenir les effets de sa mauvaise volonté. Castalde répondit que si Martinuzius avait quelque dessein perfide contre lui, ses gardes ne l'empêcheraient pas de l'exécuter, puisqu'il était plus fort que lui au lieu où il allait, et que s'il lui montrait de la défiance, il lui donnerait sujet de rompre. Il alla donc à Alba-Julia; mais il n'y trouva point Martinuzius, qui était allé à Sebesse voir la Reine, sans l'en avoir averti. Castalde résolut de les aller trouver, sous prétexte de lever quelques difficultés importantes à la conservation de l'Etat. Il exposa à la Reine le sujet de son arrivée dans le pays; il la pressa d'exécuter le traité qui avait été fait avec son mari, traité par lequel la Transilvanie devait retourner à Ferdinand, qui, de son côté, était prêt à exécuter ce qu'il avait promis. Il lui représenta la situation où elle se trouvait réduite; combien ce pays était important au repos de la chrétienté; qu'elle ne pouvait pas le défendre contre l'effort des Turcs, et qu'il ne serait jamais entre les mains d'un prince plus puissant et plus capable de s'opposer à la violence d'un ennemi si barbare. Castalde ajouta que, pour avancer cette affaire, il était chargé d'offrir à son fils la fille de Ferdinand, avec cent mille écus d'or de dot; de payer les dettes de la Reine, et d'exécuter tout ce qui avait été promis. Martinuzius trouva ces offres très-considérables et faites pour contenter Isabelle; et, sur ce qu'elle témoigna un peu de répugnance, il se fit fort de les faire accepter. La Reine, pour se délivrer de la tyrannie de Martinuzius, trouva ce parti bon sous

certains rapports ; mais elle demanda qu'il fût examiné en détail. On fut quinze jours à négocier. L'inconstance de Martinuzius arrêtait la conclusion du traité, et ses intérêts particuliers embarrassaient tout. La Reine, pendant ce temps, trouva le moyen de parler à Castalde seul. Elle commença par se féliciter du choix que Ferdinand avait fait de lui pour l'investir d'un pouvoir absolu qui lui faisait espérer que, dans peu de temps, elle pourrait voir la fin de ses misères. Elle dit que Martinuzius était le seul auteur de tout le mal qui avait été fait ; que c'était lui qui l'avait empêchée d'exécuter le traité fait avec Ferdinand, et l'avait contrainte, par mille injures et mille violences, de se jeter entre les bras des Turcs, maîtres très-cruels, mais beaucoup plus supportables que la tyrannie d'un vassal ; qu'elle se repentait de ce qu'elle avait fait ; mais que tout, néanmoins, n'avait pas si mal réussi que les choses ne fussent bien disposées pour ce que Ferdinand pouvait désirer ; qu'elle le suppliait de considérer que son fils était Roi, jeune et orphelin ; qu'il avait besoin d'appui : elle le priait de le prendre sous sa protection ; pour elle, elle ne songeait plus à ses intérêts particuliers ; depuis qu'elle s'était vue, par les menées de Martinuzius, chassée de Bude, emportant son fils entre ses bras, suivie de ses domestiques, et laissant la ville au pouvoir des Turcs, elle n'avait plus eu de joie en son âme, et elle ne pouvait goûter désormais d'autre plaisir que celui de voir la Transilvanie tomber entre les mains d'un si grand prince. Castalde promit à la Reine tout ce qu'elle pouvait dé-

sirer, l'assistance du Roi son maître, et toutes sortes de consolations.

Cependant Martinuzius conclut le traité avec Castalde; les principaux articles étaient : que le Roi Ferdinand donnerait au petit Roi et à ses successeurs vingt-cinq mille écus de rente à prendre sur la Silésie; que la Reine aurait pour son douaire cent cinquante mille écus, et pour sa retraite la ville de Cassovie. Après avoir stipulé les intérêts de la Reine et de son fils, Martinuzius traita des siens. Il demanda la dignité de vaivode avec une pension de quinze mille écus, ce qui lui fut accordé. On voulut lui associer André Battori, mais il s'y refusa en disant qu'il avait toujours commandé seul et qu'il ne pouvait souffrir de partage dans le gouvernement. Castalde, après quelques contestations, céda sur cet article. Martinuzius demanda ensuite la charge de trésorier, qu'il avait long-temps exercée, et quatre mille écus d'appointement par an; et qu'on lui entretiendrait, tant en paix qu'en guerre, quinze cents chevaux pour sa garde, avec les mines de sel de Torde. Martinuzius avait fait cette dernière demande dans le dessein de rompre la négociation sur le refus qu'on lui en ferait; car il avait coutume de dire que *celui qui voulait régner devait donner à tout le monde de bonnes paroles, promettre beaucoup et tenir peu*. Ce fut à la conclusion de ce traité qu'il fit voir l'inconstance de son esprit, et que Castalde ne put s'empêcher de lui dire que, par *son inconstance, il recherchait les occasions de prendre ses avantages.*

Un jour qu'ils discouraient ensemble, Martinuzius parut désirer d'être cardinal. Castalde lui dit que le Roi, son maître, obtiendrait facilement un chapeau pour lui. Il en écrivit à Ferdinand, qui pria le pape Jules III avec de vives instances, et fit valoir les qualités de Martinuzius et les services qu'il avait rendus à la chrétienté contre les Turcs. Pendant qu'on négociait cette affaire à Rome, l'archevêque de Strigonia mourut. Son bénéfice valait plus de cinquante mille écus de rente. Martinuzius le demanda à Castalde, qui en écrivit à Ferdinand. Il le supplia de lui en envoyer promptement les expéditions, de peur que l'esprit de cet homme bizarre et changeant ne se portât à d'autres entreprises. Ferdinand envoya aussitôt ces provisions et tout ce qu'il avait desiré. Martinuzius se décida alors à signer le traité; mais, toujours constant dans ses inconstances, il persuada à la Reine de ne pas signer. Il lui inspira mille défiances de Ferdinand; lui promit de trouver des moyens de la délivrer de tant de gens qui la tenaient comme captive, et lui dit que cet état lui convenait bien mieux à elle et à son fils qu'à Ferdinand. Mais la Reine ne lui répondit pas un seul mot, et tint bon. Martinuzius vit enfin qu'il n'avait pas de meilleur parti à prendre que de faire exécuter le traité. La Reine devait sortir dans six jours de la Transilvanie pour se retirer à Cassovie. Castalde, voulant faire les choses avec toutes les solennités requises, désira que l'on convoquât une diète à Colosvar, où tous les grands furent mandés. La Reine devait y renoncer aux prétentions qu'elle avait sur l'État et le résigner au Roi Ferdinand. Elle partit

donc de Sebesse accompagnée des principaux du pays, de George Martinuzius et Castalde.

Isabelle remit, en présence de toute l'assemblée de Colosvar, la couronne et les autres ornemens entre les mains du lieutenant de Ferdinand. Dès-lors les peuples ouvrirent les portes des villes à Castalde. Petrowitz rendit Lippa et Temeswar, deux places importantes de la Hongrie. Martinuzius demanda au Roi le revenu des salines de ces deux villes, revenu qui montait à plus de trois cent mille florins. Ferdinand ne le refusa pas absolument; mais il y mit des conditions qu'il ne put accepter. Il se contenta du tiers de ce revenu.

Cet homme inquiet ne put long-temps rester en repos. Après l'exécution du traité, il avait une joie extrême d'avoir chassé la Reine de son pays. Mais, considérant qu'il avait offensé le Turc sans aucun espoir de réconciliation, en faisant tomber la Transilvanie sous le pouvoir de Ferdinand, et prévoyant qu'il aurait un jour le Grand-Seigneur sur les bras, il s'avisa, pour se mettre bien avec lui, de lui persuader qu'il avait été forcé de faire ce qu'il avait fait. Il s'imagina en outre que son esprit pourrait lui fournir le moyen de se maintenir également bien avec l'un et l'autre, et que, pendant qu'il entretiendrait le Turc de l'espoir de le rendre maître du pays, il rassurerait Ferdinand sur les moyens de le lui conserver.

Sur ces entrefaites arriva un chiaoux chargé de retenir le tribut que la province payait tous les ans au Grand-Seigneur. Martinuzius l'obligea à le venir voir

dans son château de Vivar, où il lui fit des caresses extraordinaires. Castalde, informé par lui de la venue de ce chiaoux, s'y rendit aussi; et ils résolurent ensemble de payer le tribut au Turc. Castalde y consentit d'autant plus volontiers que, n'étant pas encore bien sûr de l'affection de ces peuples, naturellement inconstans, il ne voulait point s'attirer le Turc sur ses bras. Pendant qu'ils étaient ensemble, ils eurent avis que le bassa était en campagne avec trois mille chevaux pour prendre la Reine et son fils, qui se retiraient. Heureusement que la Reine s'était éloignée du chemin ordinaire et qu'elle ariva à Cassovie sans aucune mauvaise rencontre. Le bassa n'ayant pu exécuter son dessein, se mit en devoir de chasser, selon l'ordre de son maître, les gens de Ferdinand de la Transilvanie. Castalde en ayant eu avis exhorta Martinuzius à faire des levées. Martinuzius fit semblant de se préparer à la résistance; mais, sous main, il fit dire au bassa qu'il n'avait point consenti à tout ce qui avait été fait; que c'était la Reine seule qui avait traité; qu'elle avait fait le mariage de son fils avec la fille de Ferdinand, et qu'elle s'était retirée à Cassovie; mais que pour lui il ferait tout ce qu'il pourrait pour faire sortir de la Transilvanie les gens de Ferdinand, et pour faire continuer le paiement du tribut. Le bassa ne s'arrêta pas beaucoup à ses protestations et alla toujours en avant. Castalde fit des levées et pressa Martinuzius d'en faire autant. Celui-ci agit si lentement qu'il donna à soupçonner qu'il était de connivence avec le Turc. Castalde fut plus particulièrement informé de ses desseins par un de ses domestiques qu'il avait gagné

et qui lui découvrit l'inquiétude de son maître, tourmenté par son ambition et son avarice. La grande autorité que Martinuzius avait dans le pays, le crédit qu'il s'y était acquis, obligèrent Castalde à dissimuler et à le caresser, de peur de l'effaroucher et de lui donner prétexte de se jeter du côté des ennemis. Il le confirma de nouveau dans la charge de trésorier avec des appointemens de quatre mille florins d'or, et dans celle de vaivode de Transilvanie avec quinze mille florins de pension, et pouvoir d'entretenir en temps de paix et en temps de guerre huit cents chevaux et cinq cents hommes de pied pour sa garde, et deux cents autres chevaux pour celle de quelques châteaux.

Cependant le Turc faisait de grands progrès dans la Transilvanie, et avec une armée de quatre-vingt mille hommes, suivie de cinquante pièces de canon, ravageait tout le pays par où il passait. La résistance qu'il trouva devant quelques places donna le temps à Castalde et à Martinuzius de joindre leurs troupes, qui montaient à plus de quatre-vingt-dix mille hommes, suivis de cinquante pièces d'artillerie. Martinuzius avait seul levé soixante-dix mille hommes. Le pouvoir de Martinuzius et de Castalde était égal; ils commandaient alternativement. Quand l'un menait l'avant-garde, l'autre conduisait l'arrière-garde. Mais Martinuzius faisait surtout voir l'inconstance de son esprit dans les conseils de guerre : il y changeait si souvent d'avis que Castalde, voyant que tous ses desseins tendaient à n'offenser point l'ennemi et à lui donner le temps de se fortifier, ne put s'empêcher de lui en faire reproche. Néanmoins, le

bassa ayant eu avis que cette grande armée, conduite par Martinuzius et Castalde, approchait, se retira d'auprès de Temeswar. Cette fuite plut beaucoup à Martinuzius, qui fut d'avis qu'on allât aussi lever le siége de Lippa. Ce fut là qu'il reçut la nouvelle de sa promotion au cardinalat. Castalde, afin d'engager cet homme plus avant au service de Ferdinand, fit tirer le canon en signe de réjouissance; mais tous ces bienfaits et tous ces artifices ne purent changer l'esprit de Martinuzius, arrogant et superbe, méprisant tout le monde et Castalde même, qui, outre la défiance que ses actions lui inspiraient, conçut contre lui une grande haine. Sur ces entrefaites arriva un gentilhomme de la part de Ferdinand, portant ordre de ne point quitter la Transilvanie, de peur que Martinuzius n'empêchât d'y rentrer et de le faire tuer le plus tôt qu'il serait possible. Ferdinand avait avis de la Pologne et autres lieux que Martinuzius traitait avec le Turc pour le faire maître absolu de la Transilvanie. Castalde se gouverna dès lors avec lui d'une manière en apparence pleine de franchise, et lui fit croire que son maître espérait beaucoup en lui. Ils allèrent ensemble devant Lippa, qui était tenue par les Turcs. Le siége dura long-temps. Martinuzius y fit paraître son courage aux rencontres hasardeuses. Il allait souvent aux batteries couvert d'une hongreline verte qui cachait son habit religieux et l'empêchait d'être reconnu des ennemis. Ceux-ci furent enfin contraints de se rendre. Martinuzius fit tout ce qu'il put pour sauver ceux qui étaient dans le château, entre autres un nommé Oliman, envers lequel il voulut qu'on usât de ména-

gement. Castalde s'y opposant, Martinuzius s'échappa jusqu'à dire qu'il ne voulait point se faire ennemi du Turc; qu'il fallait donner à Oliman la liberté, ses armes, ses chevaux et son équipage, et qu'il était résolu de contraindre celui qui ne voudrait pas faire en cela sa volonté. Castalde, pour ne rien prendre sur lui, dit qu'il fallait assembler les principaux de l'armée et les consulter, ce qui fut fait. Martinuzius parlant le premier, représenta la puissance du Turc, les quarante mille hommes que le bassa conduisait, et qui vengeraient la mort d'Oliman. Il dit qu'il n'y avait rien de plus glorieux que de sauver son ennemi, qui n'avait d'autre but que l'honneur, ni de marque d'un plus haut courage que de laisser la vie à celui à qui on peut l'ôter. Castalde reprit aussitôt qu'il n'était pas besoin de promettre à l'Empereur d'être ennemi irréconciliable du Turc, ni de demander du secours contre lui, quand, avec le moyen de le détruire, on ne le faisait pas; que ce n'était pas d'aujourd'hui qu'il avait reconnu l'esprit brouillon et inconstant de Martinuzius, et qu'il se reprocherait à jamais de laisser en liberté ceux qui ne pouvaient sortir qu'à discrétion. Castalde parla avec tant de véhémence contre l'inconstance de Martinuzius, que tous ceux du conseil furent de son avis, de ne point faire de grâce à Oliman.

Le cardinal, indigné de se voir contredit, dit à Castalde que, malgré lui et pour le bien de la Transilvanie, il délivrerait Oliman. En effet, il lui manda aussitôt d'envoyer deux de ses capitaines pour faire sa capitulation. Oliman, qui était pressé, accepta l'offre et con-

clut son traité avec le cardinal. Il en obtint un sauf-conduit pour sa personne et pour toute la garnison, qui était de mille Turcs, et qui sortit avec armes et bagages. Cette capitulation fut faite à l'insu de Castalde, et les Turcs quittèrent de nuit la place. Le lendemain, Oliman vint parler secrètement au cardinal, qui le renvoya avec une escorte de mille chevaux. Ce procédé fut cause que Castalde résolut de hâter l'exécution des ordres de Ferdinand pour se défaire de Martinuzius. Afin d'éviter les difficultés qu'il pourrait y recontrer, il usa d'une plus profonde dissimulation, et se remit, en apparence, dans ses bonnes grâces. Ils entrèrent ensemble dans Lippa, dont ils firent réparer les ruines. Castalde reçut alors un nouvel ordre de Ferdinand, de ne plus différer à se défaire du cardinal dont la trahison était trop visible. Il se servit pour cela du voyage que Martinuzius faisait à Bins, château qu'il avait fait bâtir dans un lieu très-agréable. Jugeant qu'il pourrait y demeurer quelques jours pour se reposer, il crut que ce lieu serait très-commode pour l'exécution de l'entreprise. Il le suivit avec ses troupes espagnoles, qu'il fit avancer en diligence de peur que le cardinal ne changeât d'avis. Les Espagnols étant arrivés, Martinuzius leur donna leur quartier, logea Castalde dans le château et ses gardes dans le village. Castalde donna ordre à ses troupes de se tenir prêtes au cas qu'il en eût besoin; et, s'étant résolu à l'exécution, il fit appeler le marquis Sforce-Palavicin, lui fit part des ordres de Ferdinand, des motifs qui les avaient dictés et des instructions qu'il avait à lui donner. Le marquis jura de faire tout ce qui

lui serait commandé. Castalde, pour préparer toutes choses, alla trouver le cardinal, sous prétexte de lui demander l'ordre pour le logement de quelques soldats; il le rencontra qui allait entendre la messe. Après la messe, il fit venir le capitaine André Lopez, et lui dit comment il était décidé à faire tuer cette nuit le cardinal; que le Roi Ferdinand le voulait ainsi, et qu'il l'avait choisi, comme homme de résolution, avec le capitaine Monin, le chevalier Campeggio et le marquis Palavicin. Il lui commanda de choisir vingt-quatre Espagnols des plus résolus de l'armée, et de leur ordonner de se glisser dans les quatre tours du château, six dans chacune pour faire ce qui leur serait commandé. Le capitaine Avila eut ordre de se trouver au point du jour, avec ses troupes rangées en bataille devant le château, pour attendre les ordres qu'il recevrait. La nuit où l'entreprise fut exécutée était affreuse par le vent qui soufflait, et la pluie extraordinaire qui tombait. Néanmoins le cardinal se proposait de partir le lendemain, du matin. Les heiduques de sa garde firent ouvrir de très-bonne heure les portes pour faire partir le bagage. Lopez prit ce temps pour faire entrer les vingt-quatre Espagnols, vêtus de longues robes à la turque. Il alla ensuite trouver Castalde, qui l'attendait avec Pallavicin, chef de l'entreprise, et qui en savait l'ordre. Il avait aussi avec lui quatre gentilshommes Italiens, Monino, Campeggio, Scaramuccia et Piacentino, très-hardis et vaillans. Lopez avait de même choisi quatre Espagnols déterminés. Au point du jour, Palavicin alla avec tous ses gens à la chambre du cardinal, qui ne se doutait de

rien. Son secrétaire soupçonna sur l'heure qu'il y avait quelque dessein de nuire à son maître; mais il fut adroitement détourné de ses soupçons par quelques-uns. Le secrétaire de Castalde, choisi pour conduire les assassins, fit dire qu'il y avait quelques lettres à faire signer au cardinal avant le départ du marquis de Pallavicin, qui s'en allait à Vienne et qui désirait aussi prendre congé et les ordres du cardinal. Ce secrétaire était aimé de Martinuzius, qui, ayant à traiter souvent avec lui, avait commandé de le laisser entrer dans sa chambre à toute heure de jour ou de nuit, à cause des affaires importantes qu'il avait à lui communiquer. Castalde, pour mieux couvrir son jeu, et pour qu'on ne refusât point la porte à son secrétaire, l'avait envoyé depuis quatre ou cinq heures, à toutes les heures les plus incommodes, pour parler au cardinal. Le secrétaire ayant donc conduit les soldats jusqu'à la porte de la chambre, et ayant fait dire que c'était lui qui voulait parler au cardinal, le camérier le fit entrer, mais repoussa Palavicin qui le suivait de près; celui-ci mit son genou entre la porte, de manière qu'elle ne put être fermée. Le secrétaire s'approcha du cardinal qui était en chemise, couvert seulement d'une robe fourrée, appuyé sur une table où étaient son bréviaire, une horloge et quelques papiers. Il lui dit que le marquis de Pallavicin, étant sur son départ pour Vienne, était là pour recevoir ses ordres, et le pria de signer les lettres qu'il tenait à la main. Le cardinal prit les lettres, lut, et, comme il se disposait à les signer, le secrétaire lui donna un coup de poignard dans le sein. Comme le coup n'était pas

mortel et que le cardinal voulut crier, le secrétaire lui donna un si grand coup de poing dans le ventre qu'il le renversa par terre. Pallavicin entra au bruit, et porta sur sa tête un coup de sabre qui la lui fendit. En même temps, les autres assassins arrivant, lui déchargèrent leurs pistolets dans le ventre.

Ainsi mourut Martinuzius, l'homme le plus superbe qui fut jamais. Dès que Castalde fut assuré de sa mort, il descendit, fit sortir les heiduques et entrer à leur place les troupes qu'il avait fait tenir prêtes. Les deux mille hommes de la garde du cardinal voulurent faire quelque effort; mais, voyant le bon ordre que Castalde avait mis, ils se retirèrent laissant le corps de leur maître sans sépulture. Il resta plusieurs jours tout nu. Le froid le saisit tellement qu'il semblait un marbre mutilé et tronqué de la tête et des bras, et si défiguré par le sang qui était gelé sur les plaies, que la vue en était horrible et pitoyable. Enfin, quelques-uns de ses amis l'enlevèrent et le portèrent dans un sépulcre de pierre, au milieu de la nef de l'église d'Alba-Julia, tout près du tombeau du Roi Jean Hunniade Corvin.

DAVID RIZ,
PIÉMONTAIS,
SOUS MARIE D'ÉCOSSE.

(1553.)

Marie, Reine d'Ecosse, mère de Jacques Ier, Roi d'Angleterre, avait parmi ses domestiques un nommé David Riz, Piémontais d'origine, et de basse naissance. Son père n'avait eu pour entretenir sa famille, qui était nombreuse, d'autre ressource que d'enseigner les élémens de la musique, et n'avait laissé à ses enfans d'autres biens que son art. David Riz avait la plus belle voix. Aussi son père avait-il mis en lui toute son espérance; et jugeant qu'il parviendrait à quelque haute fortune, il lui avait donné une éducation plus soignée qu'aux autres. Il l'avait envoyé à Nice, où était la cour du duc de Savoie. David n'y ayant pas reçu l'accueil qu'il avait espéré, était entré, comme par désespoir, au service du comte de Morette, nommé ambassadeur en Ecosse. Le comte, qui n'avait pas une grande fortune, étant arrivé dans ce pays, dit à David qu'il ne lui était pas utile dans sa maison; il lui conseilla de chercher quelque parti à la cour de la Reine; et, pour l'y déterminer, il lui apprit que Marie aimait beaucoup la musique, et qu'elle y était même habile. David, s'étant lié avec les musiciens de cette princesse, qui étaient tous Français, eut occasion de

l'approcher, et le bonheur de se faire entendre seul deux fois. La Reine fut si charmée de sa voix, qu'elle l'admit dans sa musique. David était fin et adroit : il ne fut pas long-temps sans connaître les inclinations de la Reine; et, soit en la flattant, soit en calomniant ceux qui l'approchaient, il gagna ses bonnes grâces et s'attira en même temps la haine de ses domestiques. Il ne s'en tint pas là. Voyant que la fortune lui tendait les bras, après avoir desservi ses égaux et éloigné les autres par mille artifices odieux, il en vint à traiter les plus grandes affaires; et la Reine, afin de pouvoir l'entretenir souvent et secrètement, le nomma son secrétaire.

Cette intimité donna, comme on s'en doute bien, matière à discourir. On ne parlait que de l'étranger qui, réduit à la mendicité, s'était élevé tout à coup à une fortune supérieure à son mérite, se montrait arrogant et dédaigneux avec ses égaux, et allait de pair avec les grands. Il est vrai que ceux-ci l'entretenaient dans sa folie, en le flattant, en recherchant son amitié, en le courtisant servilement, en épiant toutes les occasions de lui plaire par les plus basses soumissions. Il n'y eut dans toute cette cour, que le comte de Morray, frère bâtard de la Reine, qui eût assez de fierté pour ne pas courtiser ce favori, et pour lui faire voir, au contraire, un grand mépris de sa personne. La Reine ne témoigna pas moins de déplaisir de cette conduite que David même. Celui-ci travailla à prévenir les effets d'une haine qui commençait à naître, et qui pouvait éclater un jour. Il crut faire beaucoup que d'attirer dans son parti Henri Stuart d'Arlay, fils du comte de Lenox, gentilhomme

jeune et beau, que la Reine avait dessein d'épouser. Il n'oublia rien pour se faire aimer de lui. Il lui communiqua tout ce qu'il savait; il l'admit dans les entretiens secrets qu'il avait avec la Reine, et lui fit sentir que ce n'était que par son moyen qu'il participait à une si grande faveur et que la Reine lui faisait bonne mine. Il fut aisé, après cela, à David de semer la division et la défiance entre ce jeune seigneur et le comte de Morray; et il se persuada que celui-ci n'étant plus à la cour, tout lui serait facile.

Le comte, qui entendait les mauvais bruits qui couraient à la cour, non seulement sur le futur mariage de la Reine et sur les privautés qu'elle laissait prendre à Henri, mais encore sur la trop grande familiarité qui existait entre elle et David, résolut de se retirer, ne voulant pas par sa présence paraître approuver tout ce qui se passait. Il jugea bien que la Reine dont il se montrait le trop sévère censeur, ne serait pas fâchée de sa retraite, surtout dans un temps où elle tramait une ligue contre lui : car elle venait de rappeler de France Bothuel, qui avait été banni d'Ecosse, et George Gourdon comte de Suntherland qui était en Flandre. Elle venait de délivrer de prison le fils du comte de Humtley et lui avait rendu sa première dignité. Le comte de Morray ne tarda pas à poursuivre Bothuel qu'il accusa d'avoir nouvellement conspiré contre lui. Quelques gentilshommes français avaient été témoins de cette entreprise. La chose alla si loin que la Reine pria son frère de cesser cette poursuite; mais après l'éclat qu'il avait fait, il y allait de son honneur de ne pas céder.

L'action de Bothuel était si méchante, et les gens de bien étaient si puissamment ligués contre lui, que pressé par sa conscience et poursuivi par la voix publique qui le condamnait, il n'osa se présenter au jour assigné.

L'affection qu'on montrait pour le comte de Morray, offensa tellement la Reine qu'elle résolut d'avancer sa perte qu'elle méditait depuis long-temps : elle lui mande donc de venir à Perthe où elle se trouverait ; le seigneur d'Arlay devait s'y entretenir avec lui ; et comme le comte parlerait librement, à son ordinaire, ils viendraient à des paroles vives et offensantes ; alors David lui porterait le premier coup et les autres achèveraient de le tuer.

Le comte averti de ce complot, n'en partit pas moins ; il avançait, lorsqu'il lui vint, de la part de Rethwin, un avis qui le fit arrêter dans une de ses maisons, où il tomba malade. Quelques-uns de ses amis vinrent l'y voir, et aussitôt il courut un bruit qu'il s'était arrêté dans ce lieu avec un grand nombre de personnes intimes, pour se saisir de la Reine et de d'Arlay : ce bruit les fit retourner à Edimbourg, et la Reine, quoique l'avis fût reconnu faux, se retira en toute hâte et fort effrayée.

Cependant, elle voulait conclure son mariage, et comme elle désirait qu'il y intervînt quelque consentement public, elle assembla une bonne partie de la noblesse à Sterlin, surtout ceux qui devaient consentir librement ou qui n'oseraient contredire ses volontés. Plusieurs de ces députés consentirent en effet, à condi-

tion qu'il ne serait rien innové dans la religion du pays. D'autres ne mirent pas cette condition. Le comte de Morray voulut qu'on demandât l'avis et le consentement de la Reine d'Angleterre, et qu'on observât pour ce mariage certaines règles par dessus lesquelles on voulait passer; mais on n'eut aucun égard à ses représentations non plus qu'à celles des deux ambassadeurs de la Reine d'Angleterre qui s'étonnait qu'on précipitât tant une affaire si importante, et qui ordonnait sous peine de bannissement au comte de Lenox et à son fils le futur époux de s'en retourner chez eux. Rien n'arrêta Marie, qui avait résolu de passer outre. Pour qu'on ne lui objectât pas la grande inégalité qui existait entre elle, Reine, possédant un royaume, et veuve d'un grand et puissant Roi, et lui simple gentilhomme, qu'aucune dignité n'élevait au-dessus du commun, elle le déclara duc de Rhetezan et comte de Rossan. David, qui la gouvernait absolument et qui se promettait par ce mariage un grand appui pour sa fortune et une grande protection pour les catholiques du royaume, pressa l'accomplissement de ce mariage : malgré les incertitudes de la Reine il fut consommé, et les proclamations en faveur du nouveau Roi furent publiées. Ceux qui désapprouvaient cette union y trouvèrent plusieurs grands défauts; ce qui augmenta leur censure fut l'absence des principaux seigneurs, entre autres du comte de Morray : ces grands, sommés de venir et ne comparaissant pas, furent bannis du pays : leurs ennemis furent rappelés à la cour, ce qui fut la source des grands troubles qui agitèrent ce royaume.

David Riz ne s'endormit pas ; voyant la cour délivrée des grands et des principaux de l'État, il chercha à augmenter son autorité. Il fit entendre à la Reine et au Roi qu'il fallait réduire ces seigneurs, qui s'étaient retirés dans de mauvaises intentions ; qu'ils étaient rebelles, et qu'en punissant le chef, on rangerait les autres au devoir et à l'obéissance. Pensant que les Gardes Écossaises de la Reine ne se porteraient pas volontiers à la ruine de la noblesse du pays, il lui conseilla de les changer : il fit appeler à leur place des Italiens sur lesquels il comptait beaucoup, tant parce qu'ils étaient de son pays, que parce qu'ils étaient pauvres et misérables. Mais, pour que ce changement se fît sans éclat, il les fit venir peu à peu, et les uns après les autres. Le mépris de la Reine pour son mari augmenta en proportion que l'autorité et le crédit de David croissaient auprès d'elle : car, comme Marie avait fait ce mariage fort légèrement, elle s'en repentit aussitôt, et ne s'en cacha point. Dans la première proclamation qu'elle avait faite, elle avait placé le nom du Roi avant le sien ; mais ensuite, pour lui ôter l'autorité dont elle l'avait honoré d'abord, elle eut soin de se faire nommer la première : sous prétexte que les affaires languiraient pendant qu'il se livrerait au plaisir de la chasse et à d'autres passe-temps, elle fit décider qu'elle seule répondrait pour eux deux à toutes les requêtes. Ce Roi imaginaire se vit donc ainsi dépouillé de toute l'autorité, sans en faire paraître aucun ressentiment ; ce qui enhardit à aller plus loin. Pour les plus légères causes, on lui ordonnait

de se retirer dans ses maisons, afin de lui ôter toute espèce de connaissance des affaires, et d'en laisser tout le soin à la Reine. Mais ce qui fut plus avilissant pour lui, ce fut de voir David Riz substitué à sa place par le moyen d'une griffe du Roi qu'il apposait à toutes les lettres qu'il devait signer. Ce pauvre prince, privé de tout pouvoir, fut à la fin relégué dans un château avec peu de suite; il y fut réduit à de grandes extrémités: sans le secours d'un de ses amis, il aurait été en danger de mourir de faim, à cause des neiges, qui empêchèrent, pendant plusieurs jours, le transport des vivres qui lui étaient nécessaires.

La Reine, qui recherchait toutes les occasions d'élever David, après avoir ainsi rabaissé son mari, s'avisa pour faire manger son favori avec elle, sans exciter trop de murmures, d'y faire manger plusieurs personnes: voulant aussi le rendre capable d'assister aux États du pays, et d'y avoir suffrage, elle le combla de toutes sortes de biens et de dignités, et pensa à lui donner des immeubles. Elle voulut contraindre quelques gentilshommes à lui vendre leurs terres qui étaient près d'Edimbourg; ils la refusèrent, et la Reine et David s'en tinrent offensés. La noblesse supporta impatiemment de se voir ainsi forcée à enrichir de ses dépouilles un homme si indignement élevé. Le peuple murmurait d'un avancement si extraordinaire, et de ce que la Reine montrait de jour en jour plus de familiarité avec son favori; ces murmures vinrent jusqu'aux oreilles du Roi, qui croyait une partie de ce qu'on disait, mais qui voulut en être le témoin lui-même. Un jour, ayant eu avis que David

était dans la chambre de la Reine, il se présenta pour y entrer, et, contre la coutume, il trouva la porte fermée en dedans; il frappa deux ou trois fois, sans qu'on vînt ouvrir: dès ce moment, il résolut de se venger de David. Il fit part de son projet à ses plus secrets confidens; car la plupart de ses domestiques étaient corrompus par la Reine. La résolution fut prise, mais l'exécution en parut difficile. Quelques-uns, qui n'étaient pas dans le secret, soupçonnèrent ce qui se tramait, en donnèrent avis à la Reine, et s'engagèrent à faire surprendre le Roi avec ceux à qui il avait communiqué son dessein. Ce qui se fit ainsi : la Reine, faisant semblant d'aller dans sa chambre, entra dans une salle où le Roi était avec ses confidens; ils furent si surpris et si confus, qu'ils ne purent faire aucune excuse, et la Reine, au contraire, parla au Roi avec aigreur et rudesse; elle lui déclara qu'elle savait son dessein, et qu'elle y avait mis bon ordre.

Le Roi, se voyant ainsi maltraité, fit part à son père de l'état où il était réduit; tous deux jugèrent qu'ils n'avaient d'autre moyen de faire changer de face aux affaires, que d'apaiser la noblesse mécontente, et de rappeler ceux qui étaient bannis : mais il fallait se hâter; le temps où la Reine avait résolu de condamner les absens était proche. Dans ce même moment, il vint de la part de la Reine d'Angleterre, des lettres remplies de bons avis sur la manière dont Marie devait se gouverner. Cette princesse, pour contenter la noblesse, voulut lire les lettres en assemblée; elle n'eut pas plutôt commencé, que David lui arracha les lettres des mains, et l'empê-

cha d'aller plus avant. Cette arrogance extrême fut remarquée de tous, et fit croire ce qu'on disait dans le public de l'autorité et de l'empire que David avait sur la Reine. Cependant, le favori visitait ceux qui devaient juger les bannis; il intimidait les uns qu'il savait contraires à ses desseins, et fortifiait les autres qui s'y montraient favorables. Le Roi, sentant le mal croître de jour en jour, communiqua à Douglas et à Lindeson, ses proches parens, le dessein qu'il avait: pour l'exécuter, ils appelèrent Patric Rethwin, parent du Roi, gentilhomme courageux et hardi, mais alors très-faible, parce qu'il relevait de maladie. Le Roi reconnut devant ces seigneurs la faute qu'il avait faite de souffrir que ce méchant David Riz chassât de la cour ses parens et ses amis; ce qui avait été la cause de son prodigieux avancement. La conférence se termina par la promesse que leur donna le Roi de ne rien faire à l'avenir sans l'avis de la noblesse; mais comme on connaissait son humeur et le pouvoir que la beauté et les attraits de la Reine sa femme avaient sur son esprit, on lui fit signer trois articles, l'un, pour le maintien de la religion du pays; le second, pour le rappel des bannis; et le troisième, pour la mort de David, dont le Roi devait se reconnaître l'auteur. Après l'avoir ainsi lié, ces seigneurs résolurent d'exécuter l'entreprise; ils choisirent le temps où David et la femme du comte d'Argathel dînaient à l'ordinaire dans le cabinet de la Reine, qui ne tenait que peu de personnes. Douglas et le comte de Morton, accompagnés d'un bon nombre de domestiques, se promenaient dans l'antichambre; le Roi, sortant de sa chambre, monta

dans celle de la Reine : il était suivi de Rethwin, qui était bien armé et accompagné de quatre ou cinq hommes déterminés. Ils entrèrent ainsi dans le cabinet où la Reine dînait : étonnée à la vue de Rethwin, encore tout pâle et défait de sa maladie, mais résolu à exécuter l'entreprise, elle lui demanda ce qu'il y avait de nouveau : car à le voir, on eût cru qu'il avait la fièvre et l'esprit troublé. Rethwin, sans répondre, commanda à David de se lever de table et de le suivre, parce que ce n'était pas là le lieu où il devait être. La Reine se leva aussitôt et se mit au-devant de ceux qui le voulaient enlever; le Roi embrassa la Reine, l'assura qu'elle n'aurait aucun mal, et lui dit qu'il avait résolu de faire mourir ce méchant, cet infâme, et rien de plus. David fut donc tiré de force du cabinet, puis tué dans l'antichambre où était Douglas, qui ne put l'empêcher : car l'intention du Roi était de le faire pendre publiquement. Ceux qui voulurent accourir au bruit, furent arrêtés par les gens apostés en bas, et la chose se passa sans autre violence.

Rethwin, exécuteur de cette entreprise, voyant David par terre, retourna dans la chambre où était la Reine; et comme, par suite de sa maladie, les forces lui manquaient, il fut contraint de s'asseoir, et demanda à boire. La Reine, en fureur, lui dit tout ce que la colère et la rage pouvaient lui inspirer; elle lui reprocha le peu de respect qu'il lui portait, en s'asseyant en sa présence. Rethwin s'excusa sur sa faiblesse, et exhorta la Reine à prendre dorénavant, dans les affaires de l'Etat, l'avis de sa noblesse, plutôt que d'étran-

gers infâmes et méchans, qui n'avaient rien pour répondre de leur fidélité.

Quand cette exécution fut sue par la ville, le peuple prit les armes et accourut au palais. Le Roi se présenta à la fenêtre, assura au peuple que la Reine n'avait point de mal; que rien n'avait été fait que par son ordre, et qu'on saurait bientôt ce qui s'était passé. Le peuple se retira. La Reine reprit ses esprits; et feignant de vouloir suivre une autre conduite pour l'avenir, elle obtint une plus grande liberté; elle en usa pour communiquer avec ses confidens intimes. Ils résolurent de la sortir d'Edimbourg. Elle emmena de force le Roi avec elle, menaçant de le tuer, s'il voulait faire résistance. Quand elle se vit en pleine liberté et avec quelques troupes, elle ne pensa qu'à se venger de ceux qui avaient fait mourir David Riz; elle fit exécuter les plus coupables, et bannit les autres. Elle déposa tous ceux d'entre les magistrats qui avaient su la moindre chose de cette entreprise; elle fit défendre, sous de grandes peines, que personne dît que le Roi eût été instruit de la mort de David, ou y eût participé. Enfin, passant toutes les bornes de la modestie, et laissant croire d'elle tout ce qui peut s'imaginer de plus honteux, elle fit déterrer le corps de David, et le fit porter de nuit dans le tombeau du feu Roi son père. Ce fut un grand sujet de scandale de voir qu'un misérable étranger, qui avait mis le désordre dans le royaume, fût placé, après sa mort, avec des Rois, et reçût les mêmes honneurs.

LE MARECHAL D'ANCRE,

SOUS LOUIS XIII.

(1610.)

Concini ou Concino, connu sous le nom de maréchal d'Ancre, était fils d'un simple notaire de Florence, qui devint secrétaire-d'Etat. Marie de Médicis, femme de Henri IV, l'amena en France en 1600. Il fut d'abord gentilhomme ordinaire de cette princesse, et par le crédit de sa femme, Galigaï, qui était fille de la nourrice de Marie de Médicis, il s'éleva à la plus haute faveur. Ce fut sans doute un malheur pour lui d'avoir uni son sort à cette femme insolente et insatiable : car, suivant les historiens contemporains, Concini n'était pas sans mérite et sans qualités : il avait un bon jugement, un cœur généreux ; il était de bonne compagnie et d'un accès facile. Sa conversation était pleine de saillie et de gaîté. Dans les commencemens il se fit aimer du peuple, par les spectacles, les fêtes, les tournois, les carrousels, qu'il donna, et dans lesquels il brillait, parce qu'il était beau cavalier et adroit à tous ces exercices.

Après la mort d'Henri IV, il acheta le marquisat d'Ancre, fut fait premier gentilhomme de la chambre, et obtint le gouvernement de Normandie. Peu de temps après il fut fait maréchal de France, sans avoir jamais

tiré l'épée, et il devint ministre sans connaître les lois du royaume. Cette haute fortune enfla son cœur, et fit naître la jalousie des principaux seigneurs. Galigaï, sa femme, montra encore plus d'insolence et de bizarrerie dans son humeur. Elle refusait sa porte aux princes, aux princesses et aux plus grands du royaume. Concini leva sept mille hommes à ses dépens, pour maintenir contre les mécontens, que la conduite de sa femme et la sienne avait suscités, l'autorité du Roi ou plutôt celle qu'il exerçait sous le nom d'un prince encore tout jeune.

La crainte qu'il avait que son pouvoir, déjà si bien établi par la confiance que la Reine-mère avait en lui, ne vînt à diminuer, l'engagea à éloigner tous les anciens ministres du feu Roi; et il mit à leurs places d'autres personnes intéressées à servir son ambition. Ce n'était pas assez de chasser ces vieux conseillers, il détacha des gardes du Roi les compagnies qu'il jugeait lui être le plus affectionnées, et les brigades mêmes des Chevau-légers, où il ne laissa auprès du prince que ceux dont l'espérance de quelque bienfait de sa part lui assurait le dévouement. Par ce moyen, la personne du Roi se trouva entre ses mains et à sa disposition, comme l'était déjà le reste du royaume.

L'éloignement des princes suivit de près celui des ministres. Comme ils pouvaient être un obstacle à sa grandeur, il suscita divers moyens de rendre leur conduite criminelle, et les ayant ainsi contraints de se jeter dans quelques places éloignées, il jouit paisiblement de l'autorité qu'il avait usurpée. Mais autant son ambition

lui faisait concevoir d'espérance, autant le mécontentement qu'il voyait naître partout lui donnait de crainte. Il appréhendait surtout que le Roi ne se portât à quelque résolution qui lui fût désavantageuse, et la défiance qui accompagne ordinairement les mauvaises consciences, agitant son esprit de mille inquiétudes, le détermina à s'assurer de la personne du Roi, en lui ôtant la liberté qu'il avait d'aller visiter ses belles maisons des environs de Paris, et en réduisant ses divertissemens à la seule promenade des Tuileries.

Un traitement si extraordinaire donna au Roi de grands soupçons. Il commença à tout craindre d'une personne qui tentait tout pour s'agrandir. Comme il se voyait peu en état de beaucoup entreprendre, il parut céder avec complaisance dans les choses où il ne pouvait résister, et ne pensant qu'à sa liberté qu'il avait perdue, il tâcha de la recouvrer par des actions qui ne pussent donner ombrage. Une conduite si innocente aurait dû produire dans l'esprit du maréchal de justes sentimens de repentir, et lui faire perdre l'opinion que le Roi, pour éviter l'oppression dont il était menacé, pourrait s'aller jeter dans les bras des grands de son royaume; elle ne servit, au contraire, qu'à accroître davantage ses soupçons et sa surveillance. Louis XIII se voyant donc esclave au milieu de ses Etats, et craignant que des desseins si violens ne menaçassent sa vie, résolut de sortir de Paris pour aller à Amboise. Cette résolution lui fut dictée par M. de Luynes, un de ceux en qui il avait le plus de confiance. Ce seigneur avait toujours conservé une intelligence particulière avec les princes

que la tyrannie du maréchal avait chassés de la cour, et il espéra que le Roi, en se rendant à Amboise, dont il avait le gouvernement, les y verrait bientôt arriver, pour lui renouveler les vœux de leur fidélité et de leur obéissance. Comme on n'osait, pour l'exécution de ce dessein, se servir des troupes mêmes qui gardaient le Roi, on obligea M. de Chaulnes, un des frères de M. de Luynes, de demander au maréchal que la compagnie des Chevau-légers et une des gardes, qu'il commandait, et qui étaient à Amboise, pussent aller servir dans l'armée. Par là on espérait que le Roi, sous prétexte d'aller voir ces compagnies lorsqu'elles passeraient près de Paris, pourrait s'en servir pour se faire accompagner. Mais, soit que le maréchal eût eu quelque avis, soit qu'il eût quelque défiance, le projet ne put s'exécuter. Le Roi pensa alors à faire arrêter le maréchal dans sa chambre, par son capitaine des gardes, à le faire conduire à la Bastille, et à ordonner au parlement d'instruire son procès. Mais ce dessein parut faible et incertain. La Reine-mère était trop intéressée dans cette affaire, pour espérer qu'elle consentît à la perte d'une de ses créatures, qu'elle avait élevée si haut. Comme il était très-dangereux d'entreprendre ce projet sans l'exécuter, le Roi, pour mettre sa vie en sûreté et son royaume en repos, craignant d'ailleurs que tout autre moyen dont l'exécution serait difficile, venant à la connaissance du maréchal, ne le portât à quelque violente extrémité contre sa personne, prit une dernière résolution. Ce fut que, lorsque Concini viendrait visiter le Roi, il le mènerait dans le cabinet de ses armes, et

que, sous prétexte d'ordonner au baron de Vitry, capitaine des gardes-du-corps, de lui faire voir le plan de la ville de Soissons, qui était assiégée, il exécuterait sur sa personne l'ordre qu'on lui donnerait.

Cette résolution, qui ne fut prise qu'entre le Roi et M. de Luynes, et dont la suite pouvait être fort incertaine, tant à cause de la jeunesse du Roi, qu'à raison du pouvoir de la Reine-mère, n'avait pour tout fondement que la seule autorité légitime qui réside essentiellement dans la personne du Roi. Comme on ne prit aucune précaution contre les accidens qui pouvaient survenir, Louis XIII s'en remit à la Providence. M. de Luynes, qui n'avait personne auprès de lui à qui il pût confier les ordres, dans une affaire de cette importance, manda à M. de Chaulnes, qui était à Amboise, de venir en diligence. Dès que celui-ci fut arrivé, le Roi l'instruisit de sa résolution, et il fut convenu que le baron de Vitry serait chargé de l'exécuter.

Tout ayant été arrangé et le jour pris, le baron de Vitry plaça dans le Louvre diverses personnes aux aguets, pour l'avertir de l'arrivée du maréchal. Pour lui, il resta long-temps dans la salle des Suisses, assis sur un coffre, et ne faisant semblant de rien. Sur les dix heures, on vint lui dire que le maréchal sortait de sa maison, et venait accompagné de cinquante à soixante personnes. Il sortit aussitôt de la salle des Suisses, et alla à la porte, où quinze hommes à ses ordres l'accompagnèrent. Quand le maréchal eut traversé le passage qui était entre la basse-cour et le pont-levis, et fut arrivé à l'entrée du pont-dormant

du Louvre, le baron de Vitry se trouvant à côté de lui, lui porta la main sur le bras droit, et lui dit : *Le Roi m'a ordonné de me saisir de votre personne.* Le maréchal, qui lisait alors une lettre, témoigna un grand étonnement, et faisant un pas en arrière, voulut mettre la main sur la garde de son épée, et dit : *A moi? Oui, à vous*, répartit Vitry; et l'empoignant de plus près, il fit signe à ceux qui le suivaient de charger. Tous lâchèrent en même temps leurs pistolets, dont un porta à la tête, un autre au cou, et un troisième à la joue du maréchal. D'autres lui donnèrent des coups d'épée, et il tomba sur les genoux, appuyé contre la barrière du pont. Vitry cria aussitôt : *Vive le Roi*, et lui donna un coup de pied qui l'étendit par terre. Aussitôt la porte du Louvre fut fermée; et les gardes mises en bataille. Quelques-uns de ceux qui avaient accompagné le maréchal, mirent l'épée à la main, et percèrent le manteau de Vitry; mais quand on leur eut dit que c'était les ordres du Roi qu'on venait d'exécuter, ils reculèrent et demandèrent pardon. Cet événement arriva le 24 avril 1617.

Le cadavre de Concini fut enlevé et enterré sans cérémonie; mais quelques jours après, la populace furieuse l'exhuma et le traîna par les rues jusqu'au bout du Pont-Neuf; là on le pendit par les pieds à une des potences qu'il avait fait dresser pour ceux qui parleraient mal de lui. On le traîna ensuite à la Grève, et en d'autres lieux; on le coupa en mille pièces; on jeta ses entrailles dans la rivière, et ses restes sanglans furent brûlés devant la statue de Henri IV; on vendit ses cendres un

quart d'écu Ponce. La fureur de la vengeance alla si loin qu'un homme lui arracha le cœur, le brûla sur des charbons et le mangea publiquement.

Le Parlement procéda contre sa mémoire; sa femme fut condamnée à perdre la tête et leur fils déclaré incapable de tenir aucun état dans le royaume. On trouva, dans les poches de Concini, la valeur de 1,985,000 livres en papier, et dans sa petite maison pour 2,200,000 liv. d'autres rescriptions. Galigaï avoua qu'elle avait pour plus de 120,000 écus de pierreries; elle fut condamnée comme sorcière, à être brûlée, au lieu d'être jugée comme concussionnaire. L'arrêt fut exécuté le 8 juillet de la même année. On la traîna dans un tombereau à la Grève, comme une femme de la lie du peuple : toute la grâce qu'on lui fit fut de lui couper la tête avant de livrer son corps aux flammes. Cette malheureuse Italienne et son époux ne furent ni soutenus ni regrettés par aucun courtisan.

NASSOUF-BASSA,

SOUS ACHMET, EMPEREUR DES TURCS.

(1614.)

NASSOUF était de Serez près de Salonique; son père et sa mère étaient chrétiens; son père fut même prêtre grec et marié. Nassouf fut emmené du lieu de sa naissance par ceux qui s'en vont recueillant les *enfans de tribut*, et

conduit à Constantinople du temps du sultan Murat. C'est la coutume de vendre au premier venu, pour deux ou trois écus, ces enfans de tributs, dont on se sert jusqu'à ce qu'ayant appris la langue turque, ils puissent être reçus et plus commodément nourris et instruits dans le sérail du Grand-Seigneur. Nassouf fut vendu à un eunuque noir nommé Mehemet-Aga. Celui-ci étant sorti du sérail pour aller à la Mecque, et ne pouvant y rentrer, fut nommé, par le Grand-Seigneur, un de ses moucachils, c'est-à-dire familiers qui sont chargés de l'entretenir de discours amusans.

Mehemet, à cause de son office, avait de l'autorité et on n'osa lui ôter Nassouf; il s'en servit plusieurs années, et lui ayant reconnu beaucoup d'esprit, il le destina pour son héritier, et lui fit apprendre à lire et à écrire, ce qui est toute la science des Turcs. Cette affection dura jusqu'à ce que Mehemet fût averti que Nassouf était rapace et avare, et qu'au lieu de lui faire des amis par l'autorité qu'il lui donnait, il vendait son crédit pour de l'argent, et ne s'employait pour personne, sans en tirer quelque gain. Mehemet, justement irrité, fit châtier Nassouf, et voulut le chasser honteusement; mais ses amis s'entremirent pour lui, et ils obtinrent qu'il serait mis au sérail, où Mehemet le fit recevoir parmi les baltagis, qui sont les serviteurs des pages, des eunuques et des sultanes du Grand-Seigneur.

Nassouf, en entrant au sérail, eut le bonheur d'être mis au service de Kisler-Aga, ou chef des filles. Son maître l'employa quelquefois à faire des messages pour la sultane, vers Roustein-Aga, son maître d'hôtel; et

voyant qu'il s'acquittait fort bien de ce qu'il lui commandait, il le prit en affection, de même que Roustein. Celui-ci le retira du sérail, et le fit son lieutenant; il se conduisit si bien dans cette charge que Roustein lui fit avoir la surintendance du bâtiment de la mosquée que la sultane faisait construire.

Nassouf, dans cette place, gagna les bonnes grâces de la sultane; elle prit une telle confiance en lui, qu'elle le fit vaivode et sou-bachi des pays que le Grand-Seigneur lui avait assignés, aux environs d'Alep, pour son entretien. Ces pays sont en grande partie habités par des Arabes qui changent de demeure selon les saisons. Nassouf avait affaire à ces peuples; il avait besoin de finesse et d'esprit pour leur faire payer le tribut qu'ils devaient; il sut si bien les manier, que le revenu de la sultane s'accrut de beaucoup sous son administration; elle en fut si contente, qu'elle le fit, à quelques années de là, capigilar-kelujaci du Grand-Seigneur, c'est-à-dire lieutenant des huissiers, charge fort belle, et qui conduit immédiatement à celle de beglerbegh. Comme ses nouvelles fonctions lui donnaient de l'autorité, Nassouf devint insolent, et commença à faire paraître un orgueil si insupportable qu'il encourut la haine de tous les grands. Toutefois la sultane, femme du sultan Murat, et mère du sultan Achmet, alors régnant, obtint de son fils, sur lequel elle avait tout pouvoir, et contre la volonté du grand-vizir, le gouvernement d'Alep pour Nassouf. Ce fut dans l'exercice de ce gouvernement que, se voyant ainsi caressé de la fortune, il s'abandonna à toutes sortes de vices et de brigandages. Les janissaires de Damas,

auxquels la garde de la ville est confiée, s'opposèrent à ses extorsions et menacèrent de le chasser. Nassouf pensa qu'il fallait les prévenir, et qu'on ne pouvait plus endurer cette milice qui avait gourmandé tous ceux qui l'avaient précédé. Il fit donc entrer secrètement dans Damas un grand nombre de soldats, et en chassa tout à coup, par force, les janissaires; ce qui donna lieu à une guerre, entre Alep et Damas, qui dura quelque temps. Cependant Nassouf resta maître absolu de cette dernière ville, y véout comme dans une ville de conquête; et y commit de grandes extorsions. En voici quelques exemples :

Un des siens avait acheté, d'un pauvre Maure, une très-belle jument; il fit venir ce pauvre homme, l'injuria pour ne lui avoir pas vendu sa jument, et le fit étrangler. Celui qui l'avait acheté, craignant la fureur de son maître, acheta un harnais de grand prix, et le lui présenta avec la jument. Un Persan avait vendu pour 40,000 écus de soie à un Français; Nassouf en fut instruit; il envoya prendre cet argent, disant qu'il en avait besoin pour faire la guerre, et que les soies ne manquaient pas dans son pays. Un Arménien lui offrit 30,000 écus pour avoir le droit de tuer son maître qui était douanier du Grand-Seigneur, à Alep, afin d'avoir sa place; Nassouf le lui accorda; mais il manda le douanier, lui découvrit la trahison de son esclave, et lui dit que s'il voulait sauver sa vie il fallait qu'il lui donnât la somme que son esclave lui avait promise. Le douanier le fit; mais Nassouf le fit aussitôt jeter dans l'eau, puis manda ses frères, auxquels il reprocha de l'avoir fait

évader avec l'argent du Grand-Seigneur, prit leurs biens et les rendit fort misérables.

Les plaintes de tant de vols atroces parvinrent tout à coup à la Porte. Le vizir n'eut pas grand'peine à révoquer Nassouf; mais se doutant qu'il ferait résistance à celui qui le remplacerait, il donna le gouvernement à Hussein qui avait grande autorité dans la province. Le vizir avait prévu juste; car il fallut en venir à la force contre Nassouf, et lever une armée, pour l'attaquer dans Alep, où il s'était retiré, méprisant les ordres du Grand-Seigneur, à l'insu duquel il disait qu'on le traitait injustement. Ceux de Damas vinrent au secours de Hussein, qui avait déjà vingt-cinq mille hommes de guerre. Hussein assiégea Alep; Nassouf s'y défendit à l'extrémité, et ne se rendit à composition qu'après avoir mangé les chevaux et les alimens les plus extraordinaires. On crut qu'il irait se joindre aux rebelles qui ravageaient alors l'Asie; mais il partit au contraire pour Constantinople, et fit tant de diligence qu'il arriva au sérail et se fit présenter au Grand-Seigneur par le bostangi-bassi, ou chef des jardiniers, avant que le vizir eut avis qu'il eût eu envie de venir.

Le lendemain qui était le jour que le grand-seigneur donne audience et reçoit les requêtes, les vizirs se présentant, il demanda à chacun d'eux en particulier leur opinion sur Nassouf; tous répondirent qu'il était rebelle et qu'il ne viendrait jamais à aucun de ses commandemens; le Grand-Seigneur fit signe alors à Nassouf de se montrer, et Nassouf parut inopinément devant ces vizirs qui restèrent muets et confus. Le

Grand-Seigneur au contraire conçut bonne opinion de Nassouf, qui, profitant de cette disposition, osa dire à son maître qu'il avait été mal servi; que tant qu'il resterait au sérail, les rebelles n'auraient aucune crainte de sa puissance, qu'ils mépriseraient sa jeunesse et le regarderaient comme un enfant; que s'il prenait au contaire quelque soin de sa grandeur et de sa conservation, il fallait qu'il laissât pour quelque temps les délices de Constantinople, et fît un voyage à Bursia, où ses ennemis qui tenaient la ville bloquée se jetteraient à ses pieds et le reconnaîtraient pour un digne rejeton de la glorieuse tige de ses ancêtres.

Ce conseil assez proportionné à l'ardeur de la jeunesse du prince, fit une telle impression sur lui qu'il commanda au vizir de faire préparer sous trois jours tout ce qui était nécessaire pour son voyage : ce qui fut exécuté malgré les avis contraires que voulurent lui donner les vizirs. Le Grand-Seigneur partit dans une si mauvaise saison et avec un temps si peu favorable, que la tempête fit périr quelques galiotes dans le trajet. L'arrivée du Grand-Seigneur ne fut pas plus heureuse que son passage, les rebelles venaient tous les jours l'attaquer jusqu'aux portes de Bursia où ils le tenaient comme enfermé. Le vizir qui commandait, ne put trouver de meilleur expédient que d'essayer de gagner par argent ceux qu'il ne pouvait vaincre par les armes, et avec trois cent mille sequins qu'il leur fit donner, il les remit dans le devoir. Nassouf fut choisi pour être le général de ces rebelles réconciliés et envoyés contre d'autres rebelles : mais il eut de mauvais succès, et for-

cé de s'échapper avec peu des siens, il s'enfuit à Damas, désespéré de sa fortune. Dans ce moment il reçut ordre du Grand-Seigneur d'aller prendre possession du gouvernement de Bagdad: ce nouvel honneur fit renaître ses espérances, il dressa un bel équipage, leva une bonne armée, et alla où sa charge l'appelait; mais le peuple de Bagdad et tout le pays qui avaient ouï parler de ses tyrannies, se décidèrent à ne pas le recevoir et à perdre plutôt la vie en combattant contre lui qu'à être dépouillés en le recevant. On se battit donc de part et d'autre avec beaucoup de courage; ceux de Bagdad emportèrent la victoire, et Nassouf fut contraint de se retirer : il mit sur pied de nouvelles forces, tenta plusieurs fois la fortune inutilement et fut enfin honteusement repoussé.

Le Grand-Seigneur instruit de ces rébellions, l'envoya gouverner le Diarbekir, qui est l'ancienne Mésopotamie; il y fut reçu sans résistance, et s'y établit de telle sorte qu'il y demeura cinq ans, commettant de grandes exactions. Il fut pendant ce temps rappelé plusieurs fois, et comme il n'obéit pas, on soupçonna à la Porte qu'il s'entendait avec les rebelles; c'est pourquoi Murat Bassa, allant en Perse en 1609, eut ordre du Grand-Seigneur de le faire mourir; mais Nassouf se présenta si bien accompagné, que Murat eut peur de lui et n'osa exécuter ce qui lui avait été commandé. On rapporta à la cour qu'il avait si bien gagné le bassa par ses artifices et ses feintes soumissions, que celui-ci commençait à se fier à lui: et ce fut en effet là la cause de la mort du bassa, qui fut empoisonné dans un festin. Il n'eut pas

plutôt rendu l'esprit, que Nassouf fit arrêter tous ses esclaves, et après avoir tiré d'eux par tourmens les biens de Murat, il les fit mourir. Ses propres esclaves trouvant cette conduite étrange, et lui ayant remontré qu'après sa mort ils couraient pareil risque, Nassouf leur répondit, qu'il désirait qu'après sa mort, il ne restât homme vivant au monde.

Nassouf écrivit alors au Grand-Seigneur, qu'il avait cru que le commandement de l'armée lui appartenait après la mort de Murat, puisqu'il était mort dans son gouvernement, et qu'en attendant l'élection d'un grand-vizir, il s'était emparé du sceau de l'empire. Le Grand-Seigneur tint conseil avec ses vizirs et avec le mufti, pour savoir à qui il pourrait conférer cette grande charge. Mehemet-Bassa, lieutenant du premier vizir, et Achmet-Bassa qui avait été dix ans surintendant des finances, y prétendaient et offrirent leurs services. Le mufti seul rompit cette brigue, il représenta au Grand-Seigneur qu'il n'était pas prudent de faire peur à Nassouf; mais qu'il fallait l'attirer par de belles paroles; qu'il était à craindre s'il n'était élu vizir, qu'il ne troublât l'Asie et ne liât quelque intelligence avec le Roi de Perse; qu'au contraire, en lui donnant cette charge, on l'obligerait de venir à la cour, où le Grand-Seigneur pourrait exécuter le dessein qu'il avait depuis long-temps de le faire mourir. Ce conseil fut suivi; Nassouf fut élu premier vizir, il eut la promesse d'épouser la fille que le Grand-Seigneur avait de la sultane.

Ces honneurs extraordinaires éblouirent Nassouf, et l'enhardirent à venir trouver son maître; ce qui aug-

mentait son assurance, c'est qu'il avait auprès de lui un ambassadeur du Roi de Perse qui demandait la paix, et il savait que le Grand-Seigneur la désirait avec ardeur. Nassouf, pour faciliter ses affaires, envoya un de ses confidens avec de grands présens pour la sultane et le kisler-aga, et lui-même arriva peu après le 19 septembre 1612. On croyait généralement qu'il serait étranglé à son arrivée ; mais il en fut tout autrement, il obtint un tel crédit auprès du Grand-Seigneur, que tous les autres vizirs ne furent plus considérés, et que toutes les affaires dépendirent de lui : mais il agit avec tant de violence, qu'il se fit haïr de ceux mêmes à qui il faisait du bien, et ceux-là étaient en bien plus petit nombre que ceux à qui il faisait du mal. Il faisait mourir les uns pour avoir leur bien, il dépouillait les autres de leurs charges, puis les vendait au plus offrant ; il chassa sur de fausses accusations d'auprès du Grand-Seigneur tous ceux dont il était jaloux. Un mois après son retour, il fit ôter la charge de vizir à Mehemet-Bassa, qui avait été lieutenant du grand vizir, et sollicita souvent le sultan de le faire mourir, pour avoir, disait-il, ordonné de rebâtir le bastion d'Alger, ce qui était mettre le pays du Grand-Seigneur entre les mains du grand-vizir. Il fit chasser de la Porte le surintendant des finances, Achmet-Bassa, et pour l'éloigner, le fit gouverneur d'Alep ; il se défit ainsi de ceux qu'il regardait comme ses ennemis, parce qu'ils avaient brigué la place de grand-vizir. Il fit envoyer à Bude, le vizir Hassem-Bassa, qui avait épousé la tante du Grand-Seigneur, et à qui il ne pouvait pardonner d'avoir dit souvent qu'il

avait de la peine à obéir à Nassouf, qu'il avait vu baltagi, c'est à dire dans les derniers emplois du sérail, tandis qu'il était sélictar ou porte-épée du Grand-Seigneur, une des plus hautes dignités de l'Empire. Il tâcha aussi d'ôter sa charge au mufti, il en présenta requête au Grand-Seigneur, qui ne l'eut pas pour agréable et qui la renvoya au mufti même. Il dépouilla de la charge des galères Mehemet-Bassa, son beau-père et son compétiteur en crédit et en puissance, et qui fut depuis premier vizir.

Nassouf ajouta à ses actions si violentes des manières qui le rendirent insupportable. Il ne put même se comporter avec modération envers le kisler-aga, qui l'avait insinué dans les bonnes grâces du Grand-Seigneur. Jaloux de son crédit, il essaya, par ses impostures, de le faire chasser du sérail, sans avoir égard aux obligations qu'il lui avait. Il fit entendre au Grand-Seigneur que ce kisler-aga voulait aller à la Mecque, mais qu'il n'osait demander congé, et que cependant il fallait le lui accorder. Le Grand-Seigneur, étonné de ce dessein, ne fit pour lors aucune réponse; mais il en parla à Kisler-aga, qui assura n'y avoir jamais pensé, et jura qu'il voulait mourir auprès de Sa Hautesse en la servant. Ainsi la fourbe de Nassouf fut découverte.

Il fut souvent surpris dans de pareilles impostures, et par là fit naître contre lui une mauvaise opinion, qu'entretenaient ceux qui entouraient le Sultan et qui haïssaient à mort le grand-vizir. Mais la faveur de la Sultane le maintenait, non parce qu'il avait épousé sa fille, mais par l'espérance qu'elle nourrissait que la mort du Grand-

Seigneur arrivant, Nassouf ferait, par son autorité, succéder son fils à l'empire au préjudice de l'aîné, qui était issu d'une autre Sultane.

Cependant les avis venaient de jour en jour des hostilités que les Perses commettaient sur les frontières. On eut ensuite la nouvelle de la conquête qu'ils avaient faite des Géorgiens, et qu'ils avaient emporté de force quelques places de l'empire du Grand-Seigneur. Nassouf déguisait tout cela à son maître pour ne le point fâcher. Mais ses ennemis ne s'endormirent pas. Ils remontrèrent au Sultan que son vizir souffrait que le Persan se rendît maître de ses tributaires; qu'il empiétât sur ses frontières et s'emparât des places importantes; qu'il y avait apparence qu'il avait des intelligences secrètes avec le Persan, puisqu'il ne faisait aucun préparatif pour s'y opposer, espérant, sous un faux nom de paix, s'en pouvoir exempter et tromper son maître, pour qu'il ne vît point la ruine de son empire; qu'enfin, s'il voulait plus de lumière, il n'avait qu'à commander à Nassouf d'aller faire la guerre en Perse, à la prochaine saison, et qu'il verrait clairement les difficultés qu'il ferait naître pour empêcher ou retarder ce dessein.

Nassouf, étonné de cet ordre, en demanda la cause, et représenta la paix qu'il avait faite avec le Roi de Perse. Le Grand-Seigneur répondit qu'une telle paix était pire que la guerre. Nassouf, voyant cette ferme résolution, et qu'il fallait obéir, dit que pour son service il s'était rendu toute la milice ennemie; qu'elle n'attendait que l'occasion de le pouvoir tuer, et qu'il

serait besoin que Sa Hautesse vînt en personne, afin de tenir tant de gens de guerre dans le devoir.

Dans le même temps arriva de Bagdad le fils de Cigale, qui, étant allé visiter les vizirs, avait été particulièrement interrogé par eux sur l'état des affaires aux frontières. Il n'avait répondu que vaguement, disant qu'il était inutile qu'il donnât de plus grandes informations, puisqu'ils ne pouvaient traiter avec le premier vizir, qui ne les écouterait pas, et qu'ils ne devaient pas même en parler au Grand-Seigneur, qui les abandonnerait ensuite à la fureur de Nassouf, dont personne ne les délivrerait. Il ajouta que cependant si le Grand-Seigneur l'appelait et lui commandait absolument de lui dire la vérité, il hasarderait sa vie pour son service, ne lui cacherait rien, et lui donnerait connaissance de plusieurs choses qu'il était sûr que Sa Hautesse ignorait. A quelques jours de là, le Grand-Seigneur fit appeler Cigale dans un de ses jardins, et lui demanda comment le Roi de Perse observait la paix sur la frontière. Cigale répondit qu'on ne parlait de paix qu'à la Porte, mais qu'aux frontières on faisait la guerre. Pourtant, dit le Grand-Seigneur, le roi de Perse m'a envoyé ici un ambassadeur pour me demander la paix et me donner en tribut cent charges de soie. « Cet ambassadeur, « reprit Cigale, avait été envoyé à Murat-Bassa lors- « qu'il hivernait en Diarbekir et s'apprêtait à renouveler « la guerre au printemps. Il lui apporta ces soies en « présent de la part du Roi de Perse, et le supplia de « s'entremettre pour faire la paix avec Votre Hautesse. « A la mort de Bassa, qui est arrivée comme chacun

« sait, Nassouf trouva cet ambassadeur et ses soies. Il « vous manda que les soies et l'ambassadeur vous étaient « envoyés, et il l'amena avec lui, jugeant que sa pré- « sence à la Porte lui serait utile pour se mettre dans « vos bonnes grâces. Mais il se souciait peu de pacifier « les affaires. Il voulait seulement vous faire croire « qu'elles l'étaient. » Alors Cigale montra au Grand-Seigneur une lettre du vizir de Perse, écrite à Nassouf, et conçue dans des termes d'amitié. Il le priait de faire trouver bon au Grand-Seigneur que les frontières vers Bagdad fussent rapprochées d'une petite demi-journée. J'ai fait, ajouta Cigale, des représentations à Nassouf sur cette affaire, et Nassouf m'a mandé de ne point m'y opposer. Je n'ai point voulu obéir à son premier commandement. Il m'a ordonné de nouveau de ne pas m'y opposer. En achevant ces mots, Cigale mit à la main du Grand-Seigneur la lettre même que Nassouf lui avait écrite, et à la fin de laquelle il lui demandait quatre-vingt-dix mille sequins s'il voulait être continué dans son gouvernement de Bagdad.

Le Grand-Seigneur fut si transporté de colère qu'il ne put s'empêcher d'en dire quelque chose à la Sultane. Elle avertit Nassouf, qui alla sur l'heure voir le Sultan. Il le trouva de très-mauvaise humeur; et il eut une audience si courte et si fâcheuse qu'il ne put savoir la cause de cette réception. Le lendemain il envoya la Sultane au Grand-Seigneur, son père, pour le supplier que, puisqu'il était mécontent de Nassouf, son mari, il le fît mazoul, c'est-à-dire qu'il le privât de sa charge, et qu'il essayât s'il se trouverait mieux d'une

autre. Elle lui dit que Nassouf serait toujours prêt à le servir fidèlement quand il voudrait le remettre en charge. Le Grand-Seigneur répondit qu'il n'était pas mécontent de Nassouf, qu'il l'aimait, qu'il avait éprouvé sa fidélité, et qu'il voulait s'en servir à jamais. Il assura la Sultane de sa bonne volonté, et lui dit qu'elle ne devait pas se mettre en peine.

Cependant les ennemis de Nassouf travaillaient à sa perte. Ils firent entendre au Grand-Seigneur qu'il faisait des préparatifs de tentes, de chevaux et de vêtemens pour son train, qu'il voulait se retirer; ce qui exciterait en Asie d'étranges rébellions qu'il serait difficile d'apaiser, vu l'état des affaires avec le Roi de Perse. On n'eut pas de peine à émouvoir l'esprit du Grand-Seigneur contre Nassouf. Sa Hautesse envoya demander au mufti s'il était permis de le faire mourir, et s'il savait quelque chose du dessein de sa fuite. Le mufti répondit que si les plaintes du Grand-Seigneur contre Nassouf étaient prouvées, il méritait la mort. Quant au dessein de la fuite, il ne pouvait rien en dire de particulier, sinon que c'était l'opinion de tous, et que d'un méchant esprit on ne devait rien attendre que de méchant.

Ce fut le 17 octobre que le mufti envoya cette réponse au Grand-Seigneur, qui résolut aussitôt la mort de Nassouf; et, pour ne pas différer plus long-temps, il lui manda qu'il voulait aller sur le midi à la mosquée. Il espérait qu'il y viendrait à l'ordinaire avec les autres vizirs pour le servir. Il se proposait de le faire étrangler à l'entrée de son sérail. Mais Nassouf, soit qu'il eût eu

avis de la résolution de son maître, soit qu'en effet il fût malade, supplia le Grand-Seigneur de le vouloir excuser pour ce jour-là. Ce refus augmenta l'irritation du Sultan, et fut cause qu'il ne se rendit pas à la mosquée pour savoir s'il était réellement malade et le lieu où il était. Le Grand-Seigneur lui envoya un médecin avec des sirops et des confitures. Le médecin trouva Nassouf chez lui, et lui dit de quelle part il venait le voir. Nassouf lui donna une bourse de cinq cents sequins. Le médecin alla faire son rapport au Sultan. Sur le soir, le prince dit qu'il voulait aller à la mosquée seul avec ses eunuques. On tendit comme à l'ordinaire des toiles dans les rues par où il devait passer, et la maison de Nassouf, joignant la mosquée, se trouva ainsi toute enceinte de toiles, et gardée.

Cependant le Grand-Seigneur envoya demander au kisler-aga par qui il ferait étrangler Nassouf. L'aga proposa le bostangi-bassi. Celui-ci fut mandé, et reçut aussitôt deux chati-humaion, c'est-à-dire deux ordres écrits de la main du Sultan. L'un était pour redemander à Nassouf le sceau de l'Empire, et l'autre pour lui demander sa tête. Le bostangi-bassi alla, avec ces deux billets, chez Nassouf, qui fit dire qu'il était malade, et de plus avec la Sultane. Il ajouta qu'il tenait la visite pour faite, et priait le bostangi-bassi de s'en retourner. Le bostangi-bassi insista, en disant qu'il ne pouvait s'en retourner sans lui avoir parlé, et qu'il avait ordre exprès du Grand-Seigneur de le voir, et de rendre compte au juste de l'état de sa santé. Il promit de ne pas retenir long-temps Nassouf. Le vizir, qui ne croyait pas sa fin

si proche, ni qu'elle dût être annoncée par le bostangi-bassi, qui n'avait qu'un muet avec lui et cinq ou six de ses bostangis, renvoya ses femmes, et ordonna de faire entrer le bostangi-bassi et sa suite.

Celui-ci entra donc, et demanda au vizir l'état de sa santé; puis voyant quelques eunuques noirs qui étaient restés dans la chambre, il leur fit signe de se retirer. Ces eunuques ne voulaient pas obéir; le bostangi-bassi s'en offensa, et leur commanda avec injures de sortir, ce qu'ils firent. Les autres bostangis fermèrent aussitôt la porte sur eux. Nassouf commença à se troubler, et demanda au bostangi-bassi s'il avait un ordre de mort. *Non*, dit-il, *mais j'ai ordre de vous demander le sceau;* et il présenta le premier chati-humaioun. *Le Grand-Seigneur*, reprit alors Nassouf, *a-t-il trouvé un homme plus capable que moi de gouverner l'Empire?* Et en disant cela, il prit le sceau, le mit dans un mouchoir, le scella et le donna au bostangi-bassi, qui montra aussitôt l'autre chati-humaioun, ainsi conçu: *Toi qui es mon bostangi-bassi, va et étrangle Nassouf, mon nourricier;* c'est ainsi que le Grand-Seigneur a coutume d'appeler le premier vizir. Lorsque Nassouf eût jeté les yeux sur ce billet, il s'écria: *Est-il écrit, bostangi-bassi, que je doive mourir par tes mains? J'ai toujours bien cru que le Grand-Seigneur me ferait mourir, mais je ne pensais pas que c'était par tes mains. Je consens à ne plus vivre, puisqu'il veut que je meure. Mais qu'ai-je fait? quelle est ma faute? Permettez que je lui parle encore une fois! Il n'est plus temps*, répondit bos-

tangi-bassi, *de lui parler. Je ne sais rien de votre faute; j'ai seulement ordre de vous faire mourir. Priez Dieu et vous y préparez.* Nassouf demanda alors qu'on le laissât aller dans une chambre voisine pour s'y laver; car les Turcs croient qu'en se lavant, leurs péchés s'en vont avec les ordures du corps. Mais le bostangi-bassi répondit que Nassouf était assez propre. *Venez donc*, s'écria Nassouf en colère aux bostangis, *faites votre devoir.* Et ôtant lui-même son turban et sa robe, il présenta son cou. Il était si gros et si gras que les bostangis ne purent l'étrangler. Il fallut qu'un d'eux lui coupât la gorge. Pendant ce temps-là les gens de Nassouf, effrayés du bruit qui se faisait dans la chambre, vinrent à la porte et essayèrent de l'ouvrir. Comme les bostangis la tenaient fermée, ils passèrent leurs épées au travers des fentes et blessèrent un bostangi; mais, voyant que leurs efforts étaient inutiles et que leur maître était mort, ils s'enfuirent. Quelques-uns échappèrent, d'autres furent pris par les vizirs qui se trouvèrent aux environs du sérail de Nassouf, avec trois cents bostangis qu'on y avait aussi envoyés.

Le Grand-Seigneur, ayant appris que son vizir était mort, voulut voir le corps tel qu'il était. Il se le fit apporter dans un mauvais tapis. En le voyant, il commanda qu'on lui coupât la tête, *de peur*, dit-il, *que ce chien de mécréant ne ressuscite.* Il fit porter ce corps dans l'égout de son sérail, et ensuite ordonna qu'on le jetât dans la mer. On dit que sa fille, femme du mort, supplia son père de permettre qu'il fût enterré dans une maison qu'il avait à Scudaret, et que le Grand-Seigneur

lui répondit : *Je ne veux pas même que mort il passe en Asie*. Toutefois il fit retirer le corps de la mer, et le fit enterrer, sans aucune espèce de cérémonie, dans un cimetière public parmi les pauvres. La nuit un des siens mit un morceau de marbre sur une des extrémités de la tombe, afin qu'on pût la reconnaître. Le Grand-Seigneur en fut offensé, fit ôter le marbre et rechercher celui qui l'avait mis, pour le punir exemplairement.

Les Turcs, les Juifs et les Chrétiens, tous témoignèrent une joie extrême de cette mort. Personne ne regretta Nessouf, tant il était insolent et son gouvernement insupportable.

ROBERT CAR,

COMTE DE SOMMERSET,

SOUS JACQUES Ier, ROI D'ANGLETERRE.

(1616.)

Jacques n'était encore que Roi d'Écosse, lorsqu'il prit pour page un jeune gentilhomme de ce pays nommé *Robert Car*. Lorsqu'il parvint à la couronne d'Angleterre, il l'emmena avec quelques autres de sa maison. Robert Car se lia d'étroite amitié avec un Anglais nommé *Thomas Overbury*, homme sage, qui lui donnait d'utiles avis dont il sut profiter dans les commencemens. Vers l'an 1609, Car, âgé de vingt ans, faisait ses exercices en présence du Roi, lorsqu'il tomba de cheval et

se cassa la jambe. Le prince fut si touché de cet accident, qu'il prit un soin particulier de ce gentilhomme. Il le visita tous les jours, et restait quelquefois une heure ou plus avec lui. Dans ces visites, il reconnut l'esprit de son page, le jugea propre pour le former à ses volontés et le rendre capable des affaires de l'Etat. Car ne fut pas plutôt guéri que le Roi le fit chevalier et gentilhomme de sa chambre; il prit même la peine de lui apprendre le latin. Car, qui avait de l'esprit, fit en peu de temps assez de progrès. Il s'exerça aussi à jouer du luth. Mais il s'appliqua surtout, d'après les avis de son ami Overbury, à conserver les bonnes grâces du Roi, qui l'instruisait aux affaires.

Dans ce temps le comte de Dombar, grand-trésorier d'Ecosse, qui maniait une partie des affaires de ce royaume, vint à mourir. Jacques donna sa charge à Robert Car; peu après il le fit lord d'Angleterre, puis baron de Brandespeth, vicomte de Rochester et chevalier de la Jarretière. Le prince de Galles, qui vivait alors, voyait avec peine l'avancement de ce gentilhomme, et faisait tout ce qu'il pouvait pour le traverser, et tant qu'il vécut, Robert Car n'eut pas toute l'autorité qu'il obtint après sa mort. Il trouvait encore un obstacle à sa grandeur dans le comte de Salisbury, premier secrétaire d'Etat et grand-trésorier d'Angleterre. Cet homme arrogant, ambitieux, méchant enfin, fâché de voir un jeune homme nouveau dans les affaires, et qui n'avait d'autre mérite que la faveur du Roi, l'égaler en pouvoir, le contrariait dans tout. Mais la mort de ce comte et celle du prince de Galles, qui arriva peu de temps

après, aplanirent la route au vicomte de Rochester. Il devint absolu dans plusieurs grandes charges, et la faveur dont il jouit fut si grande qu'il eût la griffe du Roi, dont la garde est d'ordinaire entre les mains du premier secrétaire d'Etat. Les paquets des ambassadeurs lui étaient adressés, et il y faisait les réponses. Il était, par le fait, secrétaire d'Etat; mais comme il visait à quelque chose de plus grand, il ne voulait pas en porter le titre. Dans cette haute faveur, le vicomte songea à s'allier à quelque illustre maison d'Angleterre, afin de se faire un appui contre la haine qu'on porte aux étrangers parvenus. Il fit part à son ami Overbury des vues qu'il avait sur la fille du comte de Suffolk, alors grand-chambellan, avec laquelle il vivait depuis long-temps, quoiqu'elle fût mariée depuis six ou sept ans avec le comte d'Essex. Overbury, qui ne pouvait souffrir que son ami fît une faute aussi lourde, lui représenta le peu de délicatesse qu'il y aurait à épouser une femme mariée et de mauvaise vie, dont lui-même avait abusé. Il lui dit que ce dessein, s'il pensait à l'exécuter, serait la cause de sa ruine. Il y eut entre eux deux de très-grandes disputes à ce sujet, et le vicomte, dans un moment de colère, dit à Overbury que, s'il ne consentait à son projet, il l'en ferait repentir. Non content de cette menace, il en parla à la comtesse d'Essex, qui l'aimait passionnément, et qui ne pouvait supporter son mari. On dit qu'elle avait fait empoisonner deux fois le comte, sans que le poison eût produit d'autre effet que de lui faire tomber le poil et les ongles, et lui rendre l'haleine mauvaise, ce qui avait augmenté le dégoût de sa femme. La

comtesse d'Essex fit part à son père et à son oncle, le comte de Northampton, grand-écuyer, de l'intention où elle était d'épouser le vicomte de Rochester. Elle leur fit connaître le peu d'amitié qu'elle avait pour son mari, qu'elle disait impuissant. Elle fit aussi sonder le comte d'Essex sur le projet de divorce, qui ne pouvait être fondé que sur ce défaut. Le comte, pour se défaire d'une méchante femme, consentit à avouer cette impuissance.

Le vicomte, afin d'éloigner Overbury, lui fit proposer par le Roi l'ambassade de Flandre, comme un moyen de parvenir à de plus hautes dignités. Overbury s'excusa sur son peu de capacité, quoiqu'il fût fort en état, et sur ce qu'il ne savait pas la langue du pays. Le Roi, irrité de ce refus, et craignant qu'il ne traversât le mariage du vicomte, mais ne voulant toutefois rien précipiter, lui fit insinuer par quelqu'un du conseil d'accepter l'ambassade. Elle lui fut ensuite proposée en plein conseil; et Overbury l'ayant refusée avec audace, fut envoyé à la Tour de Londres pour avoir méprisé l'honneur que le Roi avait voulu lui faire. Peu après on entama l'affaire du divorce du comte d'Essex. Le Roi ordonna à l'archevêque de Cantorbéry, aux évêques de Londres et de Wincestre et autres prélats de le prononcer. L'archevêque de Cantorbéry s'y opposa ouvertement, ce qui lui attira pour quelque temps la disgrâce du Roi. Les autres évêques obéirent. Le mariage fut donc cassé par cause d'impuissance, et le Roi éleva Robert Car à la dignité de comte de Sommerset. Il lui donna en outre vingt-sept grandes seigneuries qui avaient

auparavant appartenu au comte de Westland, et qui valaient environ un million d'or.

La cérémonie du mariage du comte de Sommerset avec la comtesse d'Essex, fut brillante. La màriée parut les cheveux épars comme une vierge, quoiqu'elle ne fût rien moins que vierge. Les ballets et les fêtes furent d'une magnificence qui égala presque celle qu'on avait vue au mariage de la fille unique du Roi. Les mariés étaient superbement vêtus et couverts de pierreries. La couronne seule que la comtesse avait sur la tête, était estimée quatre cent mille écus, et le comte en avait employé quarante mille, seulement pour les étoffes de soie et broderies d'or et d'argent.

Quelque temps après ce mariage, Overbury écrivit au comte qu'il avait refusé l'ambassade de Flandre par amitié pour lui, et pour ne pas l'abandonner; qu'il l'avait toujours aimé, et qu'il n'avait rien eu plus à cœur que de lui donner de salutaires conseils, qui servissent à assurer sa fortune. Il le priait donc de lui procurer sa liberté, lui promettant de faire la volonté du Roi. On lui répondit seulement qu'il fallait prendre patience, et attendre que la colère du Roi fût apaisée.

Le comte de Sommerset fit aussitôt donner, au comte de Suffolk son beau-père, la charge de grand-trésorier d'Angleterre, et prit pour lui celle de chambellan : ce qui augmenta la haine qu'on lui portait, et contribua beaucoup à sa ruine. La comtesse sa femme se souvenant des traverses qu'Overbury avait mises à son mariage, et des termes insolens qu'il avait employés contre elle, résolut d'empêcher sa délivrance. Elle craignit

qu'étant en liberté, Overbury ne maniât l'esprit du comte son mari à sa volonté, comme il avait fait de tout temps, ou qu'il ne lui fît quelque mauvais parti, par la connaissance qu'il avait des malversations, dont il s'était rendu coupable en plusieurs affaires que le Roi lui avait confiées. Il avait souvent ouvert les lettres du Roi d'Espagne avant d'en avoir la permission. Il avait de même écrit les résolutions du Roi son maître, au Roi d'Espagne, avant qu'elles eussent été communiquées aux ambassadeurs, Pour réussir dans son dessein contre Overbury, la comtesse se servit de la veuve d'un médecin nommé Torner, qu'elle avait auprès d'elle en qualité de demoiselle. C'était une femme propre à exécuter une criminelle entreprise. La comtesse s'étant consultée avec elle, il fut résolu qu'il fallait empoisonner Overbury. Pour cela, elle fit mettre au service du lieutenant de la Tour, un vieux domestique qu'elle avait chez elle, et qui, feignant d'être homme de bien, servit quelque temps ce lieutenant, et gagna sa confiance. A force de ruse, il obtint la garde du prisonnier Overbury; mais il vit bientôt qu'il n'était pas aisé de l'empoisonner, parce qu'étant prisonnier du Roi, la nourriture qu'on lui donnait se préparait dans la cuisine du capitaine et du lieutenant de la Tour.

Il fallait donc gagner ce lieutenant, et pour cela, agir finement, et s'aider de l'autorité de quelque grand. La comtesse en conféra, dit-on, avec son oncle, le comte de Northampton, qui parla au lieutenant, et lui fit entendre le désir qu'il avait de se défaire d'Overbury; il le lui représenta comme un méchant et un in-

solent, qui avait grièvement offensé sa maison, et il l'assura que ce serait chose très-agréable au Roi, de le faire mourir. Le lieutenant, timide et irrésolu, se trouva dans une grande perplexité, car il s'imagina que s'il en parlait au Roi, et que le Roi n'eût pas ce projet pour agréable, le comte de Northampton, qui était puissant, le perdrait : mais que s'il l'exécutait, et que cela fût découvert, il courrait risque de la vie. Il résolut enfin de suivre les intentions du comte, espérant qu'il serait appuyé, et qu'il ne lui arriverait aucun mal.

On mit donc en œuvre diverses personnes pour empoisonner Overbury. On s'arrêta à un poison lent, qui lui fut donné à diverses fois, sans produire d'effet que de lui causer quelques incommodités. Au commencement de sa maladie, il écrivit au comte de Sommerset, l'état où il était. Le comte lui envoya d'une poudre blanche, en l'avertissant qu'elle l'incommoderait quelque temps, mais qu'il en recevrait ensuite du soulagement et que pendant son mal, il aurait plus de motifs de presser le Roi de le délivrer. Overbury prit la poudre, qui était un vrai poison, et qui le rendit très-malade ; mais comme il était fort et robuste, il y résista. Un chevalier de ses amis étant venu le visiter, le prisonnier lui dit, entr'autres choses : *Le comte de Sommerset est un homme de bien, il m'a tenu parole, car il m'a dit qu'il me ferait repentir de n'avoir pas voulu consentir à son premier dessein ; il n'y a pas manqué, car je me sens empoisonné.* La comtesse, passionnée contre lui, eut encore recours à un médecin qui lui donna un lavement empoisonné, dont il mourut.

Peu de temps après, mourut aussi le comte de Northampton; et le comte de Sommerset ajouta aux charges qu'il avait, celles de l'oncle de sa femme, savoir : la garde du sceau privé du royaume, et la maîtrise des cinq ports; mais comme il craignait l'envie des grands, qui commençait à naître contre lui, il se contenta des émolumens et de l'autorité de ces charges, sans en prendre le titre. Cependant elles enflèrent son orgueil, et le rendirent plus insolent. Ce fut alors qu'il se forma contre lui une forte ligue. Le Roi avait reçu de bons services d'un chevalier nommé Rodolphe Winwood, son ambassadeur en Hollande; pour le récompenser, il le fit secrétaire-d'Etat. Le comte parut se conformer à la volonté de son maître; mais le pouvoir de ce secrétaire fut si limité, qu'il n'était que le premier commis du comte; il ne pouvait ouvrir ni fermer aucune lettre sans son ordre, et le comte le traitait fort indignement. Le chevalier ne fut pas long temps sans se jeter dans le parti contraire à Sommerset; parti à la tête duquel était la Reine. Pour le chasser avec plus de facilité, les ennemis du comte introduisirent à la cour un jeune gentilhomme anglais, nommé Georges Villers, qui fut depuis duc de Buckingham. Ce jeune homme s'insinua si avant dans les bonnes grâces du Roi, que dans l'année même il fut fait chevalier et gentilhomme de la chambre, peu après grand-écuyer et chevalier de la Jarretière. Dans la suite il parvint au plus haut degré de faveur et de puissance. Avant cette nouvelle amitié, il n'eût pas été possible de rien persuader au Roi contre le comte de Sommerset, qu'il aimait à

l'excès; mais le nouveau favori causa du refroidissement envers le premier. La Reine et d'autres ennemis du comte réussirent alors, peu à peu, à faire connaître au Roi les fautes dont il était coupable, et à le ruiner entièrement dans son esprit. Ils l'accusèrent d'avoir détourné quelques bagues de la couronne. Sommerset, qui dans son âme se sentait encore plus criminel, supplia le Roi de lui accorder un pardon général pour toutes les fautes qu'il avait commises dans ses charges, et qui lui étaient échappées plutôt par ignorance et jeunesse, que par malice et à dessein. Le Roi, qui ne voulait pas le perdre, et qui voyait ses ennemis animés contre lui, dit qu'il n'avait pas bâti un tel édifice pour le ruiner. Il ordonna qu'on lui expédiât le pardon, et croyant se garantir contre toutes sortes d'inconvéniens, il y fit mettre des clauses extraordinaires. Mais les grands s'opposèrent à l'expédition du pardon; et bien que le Roi la voulût avec ardeur, elle n'eut pas lieu, la Reine y ayant opposé tout son crédit. C'était là en effet le seul moyen de perdre le comte, car si le pardon général eut été expédié, il n'aurait plus été permis de le rechercher, pour quelque crime qu'il eût commis.

Pendant que cette affaire se débattait, le valet de l'apothicaire qui avait fait le lavement empoisonné, et à qui la comtesse avait donné quelque argent pour se retirer, était à Flessingue, malade à la mort; il confessa toute l'histoire, qui vint à la connaissance particulière du secrétaire Winwood. Celui ci en fit part à ceux de la ligue, qui était très puissante. On s'y prit si adroitement pour découvrir tout le secret de cet

empoisonnement, que tout fut su. Les complices du comte et de la comtesse furent soudain arrêtés; eux-mêmes le furent presque aussitôt, et leur procès fut instruit. Un nommé Waston, âgé de cinquante ans, la dame Torner, le lieutenant de la Tour et le médecin, furent condamnés à mort et exécutés. Le comte et la comtesse furent aussi condamnés à être pendus et étranglés; mais l'exécution fut sursise, et l'un et l'autre furent mis dans la Tour, où ils restèrent long-temps; puis ils furent envoyés en Ecosse, avec défense de jamais retourner en Angleterre.

CALDERON,

SOUS PHILIPPE III, ROI D'ESPAGNE.

(1621.)

Roderic Calderon était fils d'un pauvre soldat espagnol, qui voulut s'en défaire lorsqu'il n'avait encore que quelques mois; pour cela, il le descendit dans un sac le long des murailles d'Anvers, où il était alors en garnison. Cet enfant, destiné à une autre fortune, n'éprouva aucun mal. Son père le voyant sauvé contre son désir, le retira et l'éleva. La mère de Roderic étant morte, François Calderon alla à Valladolid, en Espagne, d'où il était issu d'une famille honnête, mais pauvre. Quelque temps après, il se remaria, et voyant que Roderic était maltraité par sa belle-mère, il chercha à le

placer hors de chez lui; il le mit d'abord chez le vice-chancelier d'Arragon, en qualité de page; mais comme Roderic n'y faisait pas grande fortune, il trouva moyen de l'envoyer chez don François Sandoval, alors marquis de Dénia, et depuis duc et cardinal de Lerme. Sandoval était le plus aimé des ministres du Roi Philippe, et tout le poids du gouvernement reposait sur lui. Roderic gagna ses bonnes grâces, et parvint à de grandes charges; d'aide de la chambre, il devint secrétaire-d'état, et mania lui seul les affaires les plus importantes qui passaient auparavant par les mains de plusieurs. C'était par ses soins et par son ordre que les grâces, les bienfaits et même les récompenses s'expédiaient. Roderic Calderon était d'un fort bon esprit, d'une belle taille, et avait d'agréables manières. Quoique altier et superbe envers ceux qui étaient auprès de lui, il était fort serviable et soigneux de contenter ceux à qui il voulait plaire, ou dont il recherchait l'amitié. Au commencement de sa grande fortune, il épousa, en Estramadure, une femme qui se nommait Inès de Vargas, dame de la Oliva. Il fut ensuite fait chevalier de St.-Jacques, puis commandeur d'Ocanna, peu après comte de la Oliva, titre qui passa à son fils aîné François Calderon, enfin, marquis des Sept-Eglises et capitaine de la garde allemande. Le père, qui se défiait de ces rapides avancemens, prédit plusieurs fois à son fils, dont il remarquait le naturel, que sa fin serait misérable. Roderic le traita, à cause de cela, avec tant de rudesse et de mépris, qu'il avait peine à le reconnaître pour son père. Il voulut faire croire qu'il était issu de la maison d'un grand seigneur, qui,

lors de sa naissance, gouvernait en Flandre les Etats du Roi d'Espagne. Cependant il crut, pour son honneur, devoir le tirer de la nécessité où il avait été toute sa vie; il l'éleva à quelques dignités : comme il était veuf pour la seconde fois, il le fit chevalier de St.-Jean, puis châtelain de Consuegra, chevalier de St.-Jacques et son lieutenant de la garde allemande; enfin, il lui fit donner la grande commanderie d'Arragon, dignité que ce père, en homme sage et prudent, accepta pour borner sa fortune.

Cependant, la faveur de Calderon, la privauté qu'il avait avec le duc de Lerme, et l'autorité dont il jouissait dans le gouvernement, furent connues de tous les Etats de l'Espagne. Calderon s'en prévalut au point de devenir insupportable et d'un accès difficile; il méprisait les grands, et parlait insolemment à ses semblables et à ses domestiques. Les immenses richesses qu'il acquit par divers moyens licites ou illicites, lui permirent de se livrer à toutes sortes de plaisirs et de délices. Pour fournir à ses dépenses, il recevait des présens de toute espèce, et il commit des crimes si grands et si énormes, qu'il fut obligé d'en obtenir un pardon général du Roi. Lorsque le duc de Lerme se retira des affaires, ces crimes, nonobstant l'abolition qu'il avait obtenue, furent de nouveau publiés à la cour; la voix du peuple l'accusait et le chargeait d'assassinats, d'empoisonnemens, de faux, de sorcelleries et de concussions.

Calderon, pour détourner l'orage, alla à Valladolid: il y resta quelque temps, sans pouvoir rien résoudre; enfin il communiqua son intention à une sainte religieuse

qui était au monastère de Portaceli. Il lui dit qu'il voulait éviter la fureur du Roi offensé ; la religieuse lui répondit que, s'il voulait se sauver, il devait attendre la fin de cette affaire : elle lui donna à entendre qu'il fallait qu'il sauvât son âme. Calderon, ne la comprenant pas, s'arrêta à Valladolid ; et croyant assurer là sa vie, il mit à couvert, chez ses meilleurs amis, ses meubles les plus précieux, ses pierreries, son argent, ses papiers les plus importans ; et attendit la tournure que prendraient ses affaires.

Il ne fut pas long-temps dans l'attente ; car le 20 février 1619, à une heure après minuit, don Fernand Ramirès Farinas, conseiller au conseil royal, l'arrêta chez lui par l'ordre du Roi ; trois jours après, il fut mis dans une litière et conduit, par quarante arquebusiers, au château de Montachès, sur les frontières du Portugal. On nomma des commissaires pour lui faire son procès ; et après la publication de plusieurs mandemens, jussions et censures ecclésiastiques, on eut révélation des lieux où il avait déposé ses biens et ses principaux papiers. Les commissaires firent, à Madrid et à Valladolid seulement, des inventaires qui montaient à des sommes immenses ; on découvrit aussi quelques lettres et mémoires qui servirent à convaincre Calderon de plusieurs grands crimes. Après un assez long temps, on le transféra dans la forteresse de Santorças, de là dans sa maison même, où il fut fort étroitement gardé jusqu'à sa mort. On apprit, par la procédure, qu'il y avait entre les mains d'un de ses parens deux paquets de papiers, qui jetèrent une grande lumière sur toutes les accusa-

tions dirigées contre lui. Calderon fut appliqué deux fois à une question violente, qu'il endura avec constance. Enfin, après plusieurs interrogatoires, et formalités, on prononça, le 9 juillet, deux sentences contre lui, l'une criminelle, et l'autre civile : par la première, il fut convaincu d'avoir fait assassiner François de Xuara, et d'avoir fait mourir Augustin d'Avila, huissier de la cour de Madrid, ainsi que d'avoir obtenu du Roi, par de mauvais moyens, des lettres d'abolition de tous ses forfaits. Il fut condamné à être promené par la ville de Madrid, sur une mule, précédé d'un crieur qui publierait ses crimes, et à avoir la tête tranchée sur la place publique. Par l'autre sentence, il fut condamné à un million deux cent cinquante mille ducats, et à perdre tous ses offices, titres et bienfaits. Calderon supporta courageusement ce coup ; il présenta, toutefois, requête contre la sentence criminelle, et obtint d'autres commissaires, qui le déclarèrent non recevable, et confirmèrent la sentence de mort.

Calderon se disposa à la subir avec tous les sentimens d'un chrétien. Le jour de l'exécution, qui fut le 21 octobre, tous les alguazils se trouvèrent à cheval sur la grande place, à huit heures du matin. Le criminel descendit, accompagné de quatre cordeliers, quatre augustins, quatre mathurins, quatre carmes chaussés et autant de déchaussés. Il était vêtu d'une soutane, d'un manteau de deuil et d'un capuchon de frise. Il se montra au peuple avec un air très-calme, ayant à la main un crucifix qu'il baisait souvent. Il était monté sur une mule, escorté des alguazils à cheval. Il s'étonna de voir

tant de peuple par les rues. Il resta quelque temps les yeux fixés vers le ciel; puis s'inclinant devant la croix, il n'en détourna plus les yeux qu'il ne fût arrivé sur l'échafaud. Tous les religieux qui l'accompagnaient y montèrent après lui. Calderon fit paraître beaucoup de constance et de gravité; il se recommanda aux prières du peuple; puis congédiant tous ceux qui étaient avec lui sur l'échafaud, il s'assit sur la chaise et s'abandonna au bourreau. Celui-ci, après lui avoir demandé pardon, lui lia les bras, lui banda les yeux, et lui ayant fait baisser la tête sur le dos de la chaise, il lui coupa le cou. Le peuple, qui l'avait vu dans sa grande prospérité, parut dans la consternation. Après l'exécution, le corps fut mis sur une pièce de frise, avec une croix sur l'estomac et quatre torches aux côtés. Plusieurs archers le gardèrent. Il fut fait défense d'enlever ce corps, jusqu'à ce que le président l'eût ordonné. Sur le soir, il fut permis de l'enterrer.

Calderon, par la faveur du Roi, avait acquis d'immenses richesses. Ses rentes se montaient à plus de 200 mille ducats, et ses meubles furent estimés 400 mille. Deux jours avant sa mort, son père, ses deux fils, deux filles et sa femme se retirèrent à Oliva, après avoir tenté inutilement de lui sauver la vie.

OLIVARÈS,

SOUS PHILIPPE IV, ROI D'ESPAGNE.

(1636.)

GASPARD DE GUSMAN, comte d'Olivarès, duc de Sanlucar, était d'une illustre famille d'Espagne. Il naquit à Rome, où son père résidait comme ambassadeur auprès du Pape Sixte-Quint. S'il est vrai, comme on en soupçonna le père Olivarès, qu'il empoisonna le Pape dans une lettre, on conviendra qu'il fut mal récompensé de ce service atroce, puisqu'il resta peu riche, et qu'il eut à peine de quoi payer la pension de son fils à Séville, puis à l'université de Salamanque. Le jeune Olivarès montra de bonne heure toute son ambition; on raconte qu'il dit, un jour, à un de ses parens qui étudiait avec lui : *J'apprends ici, mon cousin, à gouverner le royaume, me destinant un jour à gouverner les Rois.* A peine fut-il présenté à la cour, qu'il acquit la faveur de Philippe IV, en lui procurant le moyen de satisfaire son goût pour les femmes. Il fut quelque temps son favori, et devint ensuite son premier ministre, par l'adresse qu'il eut à supplanter le duc d'Uzeda. Pendant vingt-deux ans qu'il occupa cette place, il jouit d'une autorité presque absolue. Les commencemens de son ministère furent marqués par des règlemens utiles; il favorisa la population, en exemptant, pour quatre ans de char-

ges publiques, les nouveaux mariés, et, pour la vie, de tout impôt, quiconque aurait six enfans mâles. Il permit même les mariages sans le consentement des parens; et une pareille permission ne pouvait trouver d'excuse que dans l'extrême dépopulation où était alors l'Espagne. Il défendit, sous peine d'une amende considérable, aux habitans des provinces d'aller à Madrid ou à Séville, sans y avoir des affaires importantes; enfin, il promit exemption de taxe aux artisans et aux laboureurs étrangers qui s'établiraient en Espagne.

Ces réglemens étaient politiques, sans doute; mais, pour en assurer les heureux résultats, il aurait fallu faire fleurir le royaume par le commerce; et Olivarès ne s'occupa que des moyens de tirer de l'argent, pour soutenir la guerre avec les puissances voisines. Son inflexible dureté fit révolter la Catalogne, à laquelle il voulut enlever ses priviléges; elle fut cause aussi que les Portugais, poussés à bout, secouèrent le joug de sa cruelle domination, et reconnurent pour Roi le duc de Bragance. La manière dont Olivarès s'y prit pour annoncer cette révolution à Philippe IV, prouve jusqu'à quel excès d'impudeur les favoris se portent pour déguiser la vérité aux Rois. « Sire, lui dit-il, en l'abordant, je viens « féliciter Votre Majesté : la tête a tourné au duc de « Bragance; il vient de se faire couronner en Portugal; « et, par ce moyen, ses biens immenses vous appartien« nent ». Philippe n'était pas assez inepte pour donner dans un piége aussi grossier; il sentit toute la perte qu'il faisait, et rejeta les singulières félicitations de son ministre. La guerre eut lieu : les Portugais se défendi-

rent avec courage; et les Espagnols ayant été battus sur terre et sur mer par les Français et les Hollandais, et n'éprouvant de tous côtés que des revers, s'en prirent à la négligence du ministre; leurs plaintes arrivèrent jusqu'au Roi, qui renvoya Olivarès, en 1643, au moment où il aurait pu rétablir les affaires, n'ayant plus pour rival le redoutable cardinal de Richelieu. Il fut sur le point d'être rappelé; mais il publia un écrit dans lequel, en cherchant à se justifier, il offensa plusieurs personnes puissantes. Leur ressentiment fut assez fort pour décider le Roi à éloigner davantage Olivarès. Il le confina à Toro, où il mourut bientôt de chagrin. Sa cruauté donna lieu à ses ennemis de remarquer qu'il avait pris naissance à Rome dans l'ancien palais de Néron, et de le comparer à ce barbare empereur. Outre cette mauvaise qualité et l'avarice qu'on lui a reprochée, on l'a accusé d'avoir fait empoisonner, dans un festin, l'archiduc Léopold, oncle du Roi, qui venait en Espagne pour le faire chasser du ministère; de s'être montré plein de crédulité pour l'astrologie, et de s'être entouré de fourbes qui prétendaient avoir des connaissances en magie. On appela le duc d'Olivarès le Richelieu de l'Espagne; mais ce fut plutôt parce qu'il fut son antagoniste et jouit comme lui d'un pouvoir absolu, que pour l'avoir égalé par son génie.

LA PRINCESSE DES URSINS (1),

SOUS PHILIPPE V, ROI D'ESPAGNE.

(1698.)

La princesse des Ursins, qui joua un si grand rôle en Espagne, était fille de Noirmoustiers, qui figura dans les troubles de la minorité de Louis XIV. Elle épousa d'abord Blaise de Talleyrand, qui se faisait appeler prince de Chalais, et qui fut obligé de sortir du royaume, par suite du fameux duel contre les Laffette. Madame de Chalais alla joindre son mari en Espagne, d'où ils passèrent en Italie. Elle alla ensuite à Rome, où la mort empêcha son mari d'aller la trouver. Les cardinaux de Bouillon et d'Estrées prirent soin d'elle, en faveur de son nom et de sa nation, et, bientôt après, pour des raisons plus touchantes. Comme elle était sans biens et sans enfans, ils écrivirent en France qu'il serait bon d'acquérir au Roi le duc de Bracciano, grand d'Espagne, qui était alors à Rome, veuf aussi et sans enfans, en lui faisant épouser madame de Chalais. Ce projet fut approuvé, et le mariage se fit en 1675.

Madame de Bracciano étala à Rome son esprit et ses

(1) Nous avons mis la princesse des Ursins au rang des maîtres-favoris, parce qu'elle en a eu toute l'influence, sans en avoir le titre.

charmes ; elle se fit une cour du palais des Ursins, où son mari était compté pour bien peu de chose ; elle entreprit des voyages en France, dont le dernier fut de quatre à cinq ans. Le cardinal de Bouillon la nomma sa légataire universelle, et don Livio Odescalchi, neveu d'Innocent XI, acheta pour deux millions le duché de Bracciano, à condition qu'elle en quitterait le nom; ce qui lui fit prendre celui des Ursins.

Le Roi d'Espagne ayant épousé une princesse de Savoie, on chercha pour la Reine une *camarera-major*. Une dame de la cour de France ne pouvait convenir; une Espagnole n'était pas sûre, et eût pu déplaire à la Reine : on crut avoir trouvé ce qu'il fallait dans la princesse des Ursins, qui avait des amis à la cour de France, des liaisons à Turin et en Portugal, et qui avait demeuré en Espagne et à Rome.

Ce fut le cardinal d'Estrées qui conseilla ce choix : ce qui l'y détermina, c'est qu'il apprit que Portocarrero avait été fort amoureux de la princesse à Rome, et que depuis il avait subsisté une grande liaison d'amitié entre eux. C'était avec lui qu'il fallait tout gouverner ; et cet heureux concert le décida pour faire donner à madame des Ursins une place si importante et d'un rapport si nécessaire et si continuel avec lui.

La princesse était une femme plutôt grande que petite; brune avec des yeux bleus, qui disaient tout ce qui lui plaisait; elle avait une taille parfaite, une belle peau, un visage charmant, sans beauté, et l'air noble. Elle avait quelque chose de majestueux dans son maintien, et des grâces naturelles jusque dans les plus petites

choses; elle était flatteuse, caressante, mesurée et séduisante. Sa conversation était délicieuse, intéressante et fort amusante; sa voix et son parler étaient très-agréables. Elle avait fait un choix des meilleures compagnies, et avait un grand usage pour les tenir. Elle s'y distinguait par une extrême politesse et beaucoup de dignité. A tant de qualités elle joignait un grand talent pour l'intrigue, de l'ambition, mais une ambition vaste, fort au-dessus de son sexe, et le désir de gouverner.

La princesse des Ursins avait beaucoup de finesse et de profondeur d'esprit, et l'art de connaître son monde, de le prendre et de le mener. Elle était haute, fière, et allait à ses fins sans s'embarrasser des moyens. Elle ne voulait rien à demi : il fallait que ses amis fussent à elle sans réserve. Aussi était-elle excellente et ardente amie, comme elle était ennemie cruelle et implacable.

Une femme d'un tel caractère n'eut pas de peine à capter les bonnes grâces de la Reine. Quand elle fut assurée de sa faveur, elle pensa à la faire entrer dans toutes les affaires, afin de les gouverner elle-même par son moyen. Elle s'attacha un Français nommé Orri, homme de beaucoup d'esprit et versé dans les finances, et avec lequel elle devint maîtresse de celles d'Espagne et de son commerce. Elle associa bientôt à cet homme d'Aubigny, fils d'un procureur au châtelet de Paris, beau et bien fait, qui la servait depuis long-temps sous le nom d'écuyer. Madame des Ursins et Orri, disposant de tout sans contradiction, s'élevèrent en Espagne à la plus haute puissance, et la princesse ne songea qu'à écarter tout ce qui pouvait la troubler ou la partager.

Elle la perdit cependant un moment. Pendant la guerre de la succession en Espagne, et lorsque la campagne était ouverte en Portugal; madame des Ursins employa son crédit et celui de la Reine pour empêcher le Roi d'Espagne de se rendre sur le théâtre de la guerre, comme il en avait manifesté l'intention; et si elle ne pouvait y réussir, elle voulait du moins que la Reine accompagnât son époux. Louis XIV avait mandé à son petit-fils qu'ayant été chercher ses ennemis jusqu'en Lombardie, et lui, ayant son compétiteur sur le continent d'Espagne, il serait honteux qu'il ne se mît pas à la tête de son armée. Il le soutint donc fortement dans la résolution où il était, et s'opposa nettement à ce qu'il se fît accompagner de la Reine, dont l'embarras et la dépense seraient préjudiciables. Il rompit ainsi le voyage, et pressa tellement le départ du Roi, son petit-fils, que celui-ci parut à la tête de son armée. C'était où Louis XIV en voulait venir. Dès que cela fut exécuté, il écrivit au Roi d'Espagne sur l'éloignement de madame des Ursins, de manière à lui en faire sentir la nécessité et le parti qu'il avait pris de ne rien écouter. Il écrivit en même temps avec plus d'autorité à la Reine, et envoya un ordre à la princesse des Ursins de partir de Madrid, de sortir des Espagnes et de se retirer en Italie.

Ce fut un coup de foudre pour la princesse; mais elle le supporta avec un courage mâle, réfléchi, sans hauteur et sans bassesse. Quinze jours après avoir reçu l'ordre, elle s'en alla à Alcala, petite ville à sept lieues de Madrid. Elle y tint bon contre tous les ordres réitérés qui lui

vinrent de partir. Enfin, au bout de cinq semaines d'un séjour opiniâtre dans ce lieu, après avoir ourdi et assuré toutes ses trames avec une présence d'esprit qu'on ne peut trop admirer, dans l'accablement d'une chute si subite et si profonde, elle s'avança vers Bayonne à petites journées, et en faisant les plus fréquens séjours qu'elle put ou osa faire. Le roi d'Espagne lui envoya mille cinq cents pistoles, quoiqu'il eût plus besoin d'argent qu'elle. La princesse s'avança toujours à pas lents, insistant sur la permission de venir se justifier à la Cour : ce n'était pas qu'elle osât s'en flatter ; mais elle voulait à force d'instances et de cris éviter l'Italie, et obtenir un exil en France, d'où avec le temps elle saurait peut-être se tirer.

Cependant la Reine d'Espagne, outrée de la chute de la princesse des Ursins, était venue à bout de persuader au Roi, son mari, de choquer en tout les conseils de son grand-père, et de négliger ses volontés avec affectation. Toutes les affaires, en Espagne, périssaient entre ses mains. Louis XIV s'en plaignit avec amertume. Mais le but était de le lasser et de lui faire concevoir qu'il n'y avait que madame des Ursins, bien traitée, toute-puissante et de retour, qui pût remettre les choses dans le premier état, et le faire obéir en Espagne, comme dans les premiers temps. Harcourt d'une part, et madame de Maintenon de l'autre, lui représentèrent peu à peu le pouvoir sans bornes de la Reine d'Espagne sur le Roi, son mari ; l'opposition qu'elle témoignait sans cesse pour tout ce qui venait de Louis XIV, opposition qui nuisait à ses propres affaires.

et le peu d'inconvéniens qu'il y avait d'ailleurs à permettre à madame des Ursins de venir à la Cour y dire tout ce qu'il lui plairait pour sa justification. Louis XIV, fatigué des contradictions qu'il éprouvait, inquiet du désordre qui en résultait, dans un temps où l'union parfaite des deux couronnes était si nécessaire, lassé des instances et des réflexions qu'on lui présentait, accorda la grâce qu'on lui demandait avec tant d'importunité.

La joie de la princesse des Ursins surpassa les espérances qu'elle avait eues. Mais, toujours maîtresse d'elle-même, elle conserva l'air humilié d'une disgraciée. Elle avait prévenu ses amis de s'en tenir à ce ton. Elle ne se précipita point de partir, et partit néanmoins aussitôt. Elle arriva à Paris le 4 janvier, et l'accueil qu'elle reçut des grands et des courtisans eut lieu de la surprendre. Au milieu de son triomphe, elle resta modeste, suppliante et presque honteuse; mais elle en vit et en apprit tant, que d'accusée qu'elle paraissait, elle crut pouvoir devenir bientôt accusatrice, et demander justice contre ceux qui, abusant de la confiance du Roi, lui avaient attiré un traitement si fâcheux, et l'avaient donnée en spectacle aux deux monarchies.

Après plusieurs entretiens particuliers et secrets avec le Roi, madame de Maintenon et madame la duchesse de Bourgogne, il fut déclaré que madame des Ursins demeurerait à la Cour jusqu'au mois d'avril, pour donner ordre à sa santé et à ses affaires. Pendant ce temps, elle sut s'attirer les attentions continuelles du Roi. Sous le voile de la simplicité et du naturel, elle déploya tant d'éloquence, de grâces et d'adresse, que le grand

monarque fut séduit, et que le retour de la princesse des Ursins à la Cour d'Espagne fut résolu et déclaré publiquement. Elle obtint plus encore : ce fut le retour d'Orri, retour auquel sa grande connaissance dans les finances servit de prétexte.

La princesse, revenue à Madrid, y reprit tout l'empire qu'elle avait eu sur l'esprit de la Reine. Mais elle ne se contenta pas de régner en Espagne en toute autorité et sous le nom d'un autre ; elle songea à régner en effet par elle-même. Elle saisit l'occasion du don que le Roi d'Espagne fit à l'électeur de Bavière de ce qui était resté sous son obéissance dans les Pays-Bas, pour lui faire stipuler que l'électeur lui donnerait à elle-même des terres en ce pays, jusqu'à la valeur de cent mille livres de rente, pour en jouir, sa vie durant, en toute souveraineté. Mais le projet de cette souveraineté, qui dura long temps et prit diverses formes, se dissipa à la fin en fumée.

Louis XIV ne put lui pardonner l'audace qu'elle avait eue de le concevoir. Plusieurs raisons l'indisposaient déjà contre elle ; son opiniâtreté, qu'elle voilait de celle qu'elle inspiroit au Roi d'Espagne, avait long-tems nui à la paix ; l'autorité sans bornes qu'elle avait prise sur le Roi d'Espagne, qu'elle retenait dans la captivité au palais de Medina-Celi, lui fit craindre que ce prince, qui venait de perdre sa femme, n'épousât la princesse ; et enfin le mariage du duc de Parme, négocié et conclu sans qu'il y eût eu la moindre part, l'avait piqué jusqu'au fond de l'âme.

D'un autre côté, madame de Maintenon, qui n'avait

soutenu et porté madame des Ursins au point d'autorité et de puissance où elle était parvenue, que pour régner par elle en Espagne, sentit vivement l'affranchissement où elle s'était mise, surtout depuis la mort de la Reine, par l'indépendance entière avec laquelle elle gouvernait.. Elle fut encore plus sensible que Louis XIV à la frayeur de la voir Reine d'Espagne, tandis qu'elle-même avait manqué deux fois d'être déclarée Reine de France. Enfin, ce qui la rendait ennemie de la princesse des Ursins, c'était ce projet de souveraineté qui l'aurait laissée si loin derrière elle, et le mariage de Parme fait à l'insu du Roi et d'elle, et qui lui ôtait tout espoir d'influer sur l'Espagne par la princesse des Ursins.

Cette dame avait été la seule consolation de Philippe V, lorsqu'il se trouva veuf de Marie-Louise de Savoie ; peut-être se flatta-t-elle que ce Roi sauvage, mélancolique et scrupuleux, qui avait un besoin impérieux des plaisirs du mariage, et qui était accoutumé à sa compagnie, se déterminerait à l'épouser, quoiqu'elle fût plus âgée que lui ; mais bientôt déchue de cette espérance, elle chercha à lui donner une épouse qu'elle pût gouverner comme la première. L'abbé Alberoni, qui était alors à la cour d'Espagne sous le titre d'envoyé de Parme, lui parla en faveur d'Elisabeth de Farnèse, qu'il lui représenta comme douce, timide, complaisante et toute propre à se laisser subjuguer. La princesse des Ursins crut le rusé Italien, et le mariage fut projeté et conclu à l'insu du Roi de France, qui fut très-irrité contre la princesse.

Cependant la nouvelle Reine s'avançait vers Madrid avec les équipages, la suite et les gardes du Roi d'Espa-

gne, qui étaient allés la recevoir aux frontières. La princesse des Ursins avoit pris auprès d'elle la charge de *camerera-major*, comme elle l'avait auprès de la feue Reine, et avait formé toute sa maison de personnes qui lui étaient dévouées.

Le Roi alla attendre sa nouvelle épouse à Guadalajara, distant de Madrid d'environ quatre lieues. Il fit ce petit voyage accompagné de ceux que la princesse des Ursins avait mis auprès de lui. Elle suivait dans son carrosse pour arriver en même temps, et dès qu'on était descendu, le Roi s'enfermait seul avec elle et ne voyait plus personne jusqu'à son coucher. On arriva le 22 décembre à Guadalajara. Le lendemain la princesse des Ursins partit, avec une très-légère suite, pour aller à sept lieues plus loin à une petite ville nommée Quadraque, où la Reine devait coucher ce même soir. Elle la trouva arrivée, et elle mit pied à terre à un logis qu'on lui avait préparé, et tout près de celui de la Reine. Elle était en habit de cour et parée; elle ne fit que se rajuster un peu et s'en alla chez la Reine.

Elle fut d'abord très-surprise de la sécheresse et de la froideur avec laquelle on la reçut; mais elle l'attribua à l'embarras de la Reine, et tâcha de réchauffer cette glace. Le monde s'écoula, par respect, pour les laisser seules: alors la conversation commença; mais la Reine l'interrompit. Elle en vint sur-le-champ aux reproches, et dit à madame des Ursins qu'elle lui manquait de respect, par l'habillement dans lequel elle paraissait devant elle et par ses manières. Madame des Ursins, qui se croyait bien éloignée de mériter cette sortie, fut étran-

gement surprise et voulut s'excuser; mais voilà que la Reine se met aussitôt à s'écrier, à appeler, à demander des officiers, des gardes, et à commander avec injure à madame des Ursins de sortir de sa présence. Celle-ci voulut parler et se défendre; la Reine, redoublant de furie et de menaces, se mit à crier qu'on fît sortir cetre folle de son logis, et l'en fit mettre dehors par les épaules. A l'instant elle appelle Amenaga, lieutenant des gardes-du-corps, qui commandait le détachement qui était auprès d'elle, ainsi que l'écuyer qui commandait ses équipages : elle ordonne au premier d'arrêter madame des Ursins, de ne la point quitter qu'il ne l'eût mise dans un carrosse, avec des officiers des gardes sûrs et une quinzaine de gardes autour du carrosse; elle ordonne au second de faire venir sur-le-champ un carrosse à six chevaux et deux ou trois valets de pied, de faire partir sur l'heure la princesse des Ursins pour Burgos et Bayonne, et de ne point s'arrêter.

Aménaga voulut représenter à la Reine qu'il n'y avait que le Roi d'Espagne qui eût le pouvoir de donner de pareils ordres; elle lui demanda fièrement s'il n'avait pas un ordre du Roi, de lui obéir en tout sans réserve et sans représentation. Cela était vrai et personne n'en savait rien : madame des Ursins fut donc arrêtée à l'instant et mise en carrosse avec une de ses femmes de chambre, sans avoir eu le temps de changer d'habit ni de coiffure, de prendre aucune précaution contre le froid, d'emporter d'argent ni elle ni sa femme de chambre, et sans aucune sorte de nourriture, ni quoique ce fût pour changer ou se coucher.

Il était alors près de sept heures du soir, la terre était couverte de glace et de neige, le froid extrême, fort vif et piquant, et la nuit si obscure qu'on ne voyait qu'à la faveur de la neige. Il n'est pas aisé de se représenter l'état de madame des Ursins; l'étourdissement suspendit d'abord en elle tout autre sentiment, mais bientôt la douleur, le dépit, la rage et le désespoir se firent place, puis vinrent les réflexions tristes et profondes sur une démarche aussi violente, aussi inouïe et d'ailleurs si peu fondée en cause et en raison.

Jusqu'au moment de la halte, le silence fut profond et non interrompu; pendant toute cette longue nuit, la princesse des Ursins eut le loisir de penser à ce qu'elle dirait et à composer son visage. Les deux officiers des gardes qui l'accompagnaient, accoutumés comme toute l'Espagne à la craindre et à la respecter plus que leur Roi, répondirent ce qu'ils purent à ce qu'elle leur dit; car ils n'étaient pas encore revenus de l'étonnement où ils étaient plongés. A mesure que la princesse des Ursins s'éloignait, que le temps s'écoulait sans qu'il lui arrivât aucune nouvelle du Roi d'Espagne sur qui elle avait compté, elle comprit qu'elle n'avait plus d'espérance à former, et on peut juger quelle rage succéda dans une femme aussi ambitieuse, aussi accoutumée à régner, publiquement et aussi brusquement précipitée du faîte de la toute-puissance, par la main qu'elle avait elle-même choisie pour être le plus solide appui de la continuation et de la durée de toute sa grandeur. Ses neveux qui eurent la permission de l'aller joindre achevèrent de l'accabler. Cependant fidèle à elle-même, il

ne lui échappa ni larmes, ni regrets, ni reproches, ni la plus légère faiblesse, pas même une plainte sur le froid excessif, sur le dénuement entier où elle était, et sur les fatigues extrêmes d'un pareil voyage.

Elle arriva enfin à S. Jean de Luz, le 14 Janvier; elle trouva là un lit d'emprunt, de quoi se déshabiller, se coucher et manger; elle recouvra aussi sa liberté.

Les gardes, leurs officiers et le carrosse qui l'avait amenée s'en retournèrent: elle demeura avec sa femme de chambre et ses neveux. Elle dépêcha aussitôt un courrier de lettres pour Louis XIV, pour Madame de Maintenon et pour ses amis; elle y rendait compte du coup de foudre qu'elle venait d'essuyer, et demandait la permission d'aller à la Cour pour s'y expliquer plus en détail. Louis XIV qu'on a lieu de soupçonner d'avoir été l'auteur de cette disgrâce, ne voulut pas qu'elle se fixât en France, et son petit-fils le Roi d'Espagne témoignant la plus parfaite insouciance sur ce qu'une personne, si chérie encore la veille, pouvait devenir par des chemins pleins de glace et de neige, se contenta de lui écrire une lettre de simple politesse, en l'assurant qu'il lui conservait ses pensions et qu'il aurait soin de les lui faire payer. Ce fut donc par ces deux Rois, que la princesse des Ursins fut chassée d'Espagne. Elle se retira à Rome, où le Pape fit d'abord quelques difficultés de la recevoir: elle y prolongea sa carrière jusqu'à un âge fort avancé, menant une vie obscure, mais exactement payée de ses pensions, les seuls débris de sa grandeur passée.

LE CARDINAL ALBERONI,

SOUS PHILIPPE V, ROI D'ESPAGNE.

(1715.)

Pendant que le duc de Vendôme faisait la guerre en Italie, le duc de Parme eut quelque affaire à traiter avec lui, et lui envoya l'évêque de sa ville. Le prélat fut très-mal édifié de l'audience que lui donna M. de Vendôme, assis sur un siége qui n'était pas fait pour les cérémonies. Fort mécontent des parfums qui s'en exhalaient, il se retira sans terminer sa négociation. Il avait parmi ses clercs le fils de son jardinier, nommé Albéroni, qui s'était fait connaître du duc de Parme par son caractère gai et jovial. Ce prince, dans l'embarras de trouver un député convenable à la circonstance pour remplacer l'évêque, jeta les yeux sur l'abbé. Il le chargea d'aller continuer et finir ce que l'évêque avait laissé à achever. Albéroni, qui savait très-bien quel était Vendôme, et qui n'avait point de morgue à garder, résolut de lui plaire, à quelque prix que ce fût, pour venir à bout de sa commission au gré de son maître, et s'avancer par là auprès de lui. Il traita donc avec M. de Vendôme, assis sur sa chaise percée, égaya son affaire par des plaisanteries qui firent d'autant mieux rire le général, qu'il l'avait préparé par force louanges et hommages. Vendôme en usa avec lui comme il en avait fait avec l'é-

vêque, et se t..... devant lui. A cette vue, Albéroni s'écrie : *O culo di angelo!* et dans l'instant il courut le baiser.

Cette bouffonnerie eut le plus heureux résultat. M. de Parme, qui avait plus d'une chose à traiter avec M. de Vendôme, voyant combien Albéroni avait heureusement commencé, se servit toujours de lui. Albéroni prit à tâche de plaire aux principaux valets, de se familiariser avec tous et de prolonger ses voyages. Il fit, à M. de Vendôme, qui aimait les mets extraordinaires, des soupes au fromage et d'autres ragoûts étranges que le prince trouva excellens, et dont il le fit manger avec lui. De cette sorte, l'abbé se mit si bien avec le duc, qu'espérant plus de fortune dans une maison de Bohême et de fantaisie qu'à la cour de son maître, où il se trouvait de trop bas aloi, il fit accroire à M. de Vendôme que l'admiration et l'attachement qu'il avait conçus pour lui, lui faisaient sacrifier tout ce qu'il pouvait espérer de fortune à Parme. Il changea ainsi de maître, et, bientôt après, sans cesser son métier de bouffon et de faire des potages et des ragoûts bizarres, il réussit à devenir le principal secrétaire du duc de Vendôme, et celui à qui il confiait tout ce qu'il avait de plus secret. Cette faveur ne manqua pas de lui attirer des jaloux. Un jour s'étant querellé dans une marche, il fut poursuivi plus de mille pas à coups de bâton, à la vue de toute l'armée. M. de Vendôme le trouva mauvais, mais ce fut tout. Albéroni n'était pas homme à quitter prise pour si peu de chose; il s'en fit même un mérite auprès de son maître, qui, le goûtant de plus en plus et lui confiant tout, le mit de

toutes ses parties et sur le pied d'un ami de confiance plutôt que d'un domestique à qui ses familiers même et les plus distingués firent la cour. Il l'emmena ensuite en Espagne quand il y fut appelé.

L'abbé Albéroni, ayant persuadé à la princesse des Ursins, qui était alors toute-puissante dans ce pays, de marier Philippe à la fille de son ancien maître; et, ayant été choisi pour aller la chercher à Parme, devint nécessaire à la nouvelle Reine. Celle-ci, pleine d'esprit et de grâces, de hauteur, d'ambition et de volonté de gouverner sans partage, haïssait les Espagnols et en était haïe. Elle n'avait de ressources que dans les Italiens, qu'elle avança tant qu'elle put. Elle ne prit de conseil et de confiance que dans les sujets et dans le ministre de Parme, qui était venu avec elle, et auquel elle s'était accoutumée depuis son voyage. Albéroni fut donc le seul dont elle voulut se servir pour gouverner le Roi et la Monarchie, parce que, n'ayant point d'état, il ne pouvait, à son avis, se passer d'elle, ni jamais lui manquer ou lui porter ombrage. Albéroni, se trouvant sans émule et sans contradicteur, se crut en sûreté pour tout entreprendre au-dedans et au-dehors, pour s'enrichir dans les ténèbres d'une administration difficile à découvrir et impossible à révéler; pour se rendre redoutable, pour ne trouver aucun obstacle; pour commettre sans ménagement le Roi et la Reine d'Espagne à l'occasion de son cardinalat et ensuite de l'archevêché de Séville; enfin pour engager une guerre folle contre l'Empereur, malgré toute l'Europe. Les efforts qu'il fit pour soutenir cette guerre et se maintenir dans le pouvoir et dans les

moyens de s'enrichir par les marchés, fournitures et entreprises dont il disposait seul, achevèrent inutilement d'épuiser l'Espagne et anéantirent sa marine qui venait de se relever.

Le Roi d'Espagne était presque toujours valétudinaire; la Reine et Albéroni le tenaient dans la plus grande solitude. Le marquis de Villena, qui était majordome-major, ayant voulu un jour entrer chez le Roi, comme sa charge lui en donnait le droit, et le cardinal, qui y était alors avec la Reine, le lui ayant fait défendre par un valet, voulut pénétrer d'autorité. Il s'éleva à ce sujet une dispute vive entre le marquis et le cardinal, qui reçut à la fin, sur les oreilles et les épaules, plusieurs coups du petit bâton que le majordome tenait à la main. Le Roi était si mal ce jour-là, qu'il ne s'aperçut de rien. Un quart-d'heure après que le marquis fut rentré chez lui, il reçut l'ordre de se rendre à une de ses terres à trente lieues de Madrid. Cinq ou six mois après, le cardinal lui envoya l'ordre de revenir, sans qu'il eût fait la plus légère démarche. Ce qu'il y eut d'incroyable dans cette aventure, c'est que l'exil et le retour furent ignorés du Roi d'Espagne jusqu'à la chute du cardinal. Albéroni s'était fait donner l'évêché de Malaga, de quatre-vingt-dix mille livres de revenu; mais il ne voulait point quitter la cour, où il jugeait sa présence nécessaire à ses vues ambitieuses et au soutien de la grandeur et de la puissance qu'il avait usurpée. Il sollicita donc du Pape une dispense de résider. Cela était sans exemple, et le Pape, qui voulait obliger le cardinal, ne savait comment s'y prendre. A la

fin, il lui envoya la permission de s'absenter pendant six mois de son diocèse, et il lui écrivit en même temps que la disposition des conciles lui en permettait l'absence six autres mois.

L'Europe entière, victime des forfaits du cardinal, détestait le maître absolu de l'Espagne dont l'ambition, les vues obliques, quelquefois même les caprices et la folie étaient les guides, et dont l'intérêt, continuellement varié, se cachait sous des projets incertains qui étaient, pour la plupart, d'exécution impossible. Accoutumé à tenir le Roi et la Reine renfermés et dans ses fers, sans communication avec personne, et à ne respirer que par lui, il faisait trembler toute l'Europe, et avait, par ses violences, anéanti tout ce qu'il y avait de plus grand. Il ne se proposait rien moins que de tromper toutes les puissances de l'Europe, qu'il brava successivement; puis de les dominer et de les faire servir à tout ce qu'il imagina. Son plan était d'enlever à l'Empereur ce que la paix d'Utrecht lui avait laissé en Italie, d'y dominer le Pape, le Roi de Sicile, auquel il voulait ôter cette île, de priver l'Empereur du secours de la France et de l'Angleterre, en soulevant la première contre le Régent, par les menées de Cellamare et du duc du Maine, et en jetant dans la seconde le Roi Jacques, pour occuper le Roi George par une guerre civile; enfin de profiter pour soi de tous ces désordres, en transportant sûrement en Italie l'argent immense qu'il avait pillé et ramassé en Espagne. Cette excessive folie ne put être comprise, et ce ne fut qu'avec le temps qu'on la découvrit.

Ce qui amena enfin sa chute, ce fut ce qu'il avait toujours redouté. Il tremblait du moindre Parmesan qui arrivait à Madrid. Il ne craignait rien tant surtout que la nourrice de la Reine, que par des ménagemens et des raisons il tâchait de contenir. Cette nourrice était une grosse paysanne de Parme, nommée Laura Pescatori. La Reine, qui l'aimait, l'avait faite sa première femme de chambre. Laura avait amené son mari, que personne ne voyait. Elle avait de l'esprit, de la ruse et des vues, qu'elle cachait sous la grossièreté de ses manières, afin de se laisser moins soupçonner. Elle craignait la faveur d'Alberoni auprès de la Reine, et le regardait comme un ennemi dangereux qui pouvait la faire renvoyer à Parme.

Laura fut gagnée par l'argent du régent de France et par l'intrigue du cardinal Dubois, pour attaquer Alberoni auprès de la Reine, et par elle auprès du Roi, comme un ministre qui avait ruiné l'Espagne et qui était l'unique obstacle à la paix. Elle l'accusa d'avoir, pour ses vues personnelles, sacrifié sans cesse leurs majestés catholiques, et de les avoir commises seules contre toutes les puissances de l'Europe.

Laura réussit. Au moment le moins attendu, Alberoni reçut un billet du Roi, par lequel il lui ordonnait à l'instant, sans voir ni lui ni la Reine, et sans leur écrire, de partir dans deux fois vingt-quatre heures pour sortir d'Espagne. Le cardinal obéit et prit son chemin par l'Arragon. On eut si peu de précautions à l'égard de ses papiers et des choses qu'il emportait, et qui furent immenses, que ce ne fut qu'après les pre-

mières journées que le Roi d'Espagne fut averti que le testament original de Charles II ne se trouvait plus. Ce ne fut pas sans les plus terribles menaces qu'il le rendit ainsi que quelques autres papiers importans qu'on s'était aussi aperçu qui manquaient. La terreur qu'il avait imprimée était si grande que, jusqu'à ce moment, personne n'osa en parler, ni montrer sa joie. Mais après la reprise des papiers, qu'on regarda comme un événement rassurant contre son retour, ce fut un débordement sans exemple de délations et de rapports contre lui au Roi et à la Reine. Mais Alberoni en fut quitte pour quelques mois d'embarras. A l'abri de sa pourpre et de ses immenses richesses, qu'il s'était bien gardé de placer en Espagne, il figura bientôt à Rome dans les premiers emplois, et s'y moqua pleinement de la colère de toute l'Europe, qu'il avait excitée contre lui, et méprisa celle de ses maîtres, qui de la poussière l'avaient élevé au point de ne pouvoir lui nuire, ni se venger de lui.

MENZIKOFF (ALEXANDRE),

SOUS LE CZAR PIERE-LE-GRAND.

(1714.)

Menzikoff était garçon pâtissier sur la place du palais, à Moscou, lorsque le czar Pierre, auquel il eut occasion de parler, fut frappé de la vivacité de son esprit et de la justesse de ses réponses; il l'attacha à son service.

Menzikoff apprit plusieurs langues; et, s'étant formé en peu de temps aux armes et aux affaires, il seconda son maître dans tous ses projets de réforme, et mérita, par ses services, le gouvernement de l'Ingrie, le rang de prince et le titre de major-général.

A la mort de Pierre-le-Grand (1715), l'archevêque de Pleskau, à l'instigation de Menzikoff, déclara que lors du couronnement de l'Impératrice, l'empereur lui avait dit que sa volonté était que Catherine lui succédât. Cette déclaration, signée de l'archevêque et de quelques autres prélats, suffit pour placer une captive à la tête du plus vaste empire du monde!

La noblesse murmura; mais le peuple attendit l'événement en silence, et les soldats s'écrièrent avec enthousiasme : *Nous avons perdu notre père, notre mère nous reste!* Menzikoff ne tarda pas à voir d'un œil jaloux des grands qui ne baissaient pas devant lui leur front humilié. Il les accusa de conspirer contre l'impératrice, d'avoir formé le projet de la renfermer dans un cloître, et de placer la couronne sur la tête du jeune Pierre fils, de l'infortuné Alexis, déjà désigné par Catherine pour son successeur. Tous ceux que sa haine ou son zèle avaient proscrits furent dépouillés de leurs biens et envoyés en Sibérie.

La faveur de Menzikoff allait toujours en croissant, lorsque Catherine, âgée seulement de trente-huit ans, fut atteinte de la maladie qui la conduisit au tombeau. On a prétendu que dans un festin solennel une main ennemie lui avait versé du poison.

Avant d'expirer, elle voulut prescrire à la Russie,

non-seulement le choix successif de ses maîtres, mais la manière dont on devait gouverner pendant la régence. Son testament portait que le grand-duc Pierre Alexiowitz, petit-fils de feu l'empereur, son époux, lui succéderait avec la même souveraineté et le même pouvoir absolu qu'elle avait gouverné la Russie. Elle établit ensuite un conseil de régence pendant la minorité du jeune Pierre. Tout devait s'y décider à la pluralité des voix : il devait être composé de onze membres, dont Menzikoff faisait partie. Ce conseil était maître de faire et d'abroger des lois; mais il ne pouvait rien changer à l'ordre de succession établi par le testament. L'Empereur, parvenu à l'âge de seize ans, devait prendre les rênes du gouvernement. A cette époque, le conseil devait se dissoudre; mais le czar ne pouvait lui demander compte de son administration. Catherine chargeait enfin de malédictions tous ceux qui s'opposeraient à ses dernières volontés.

Menzikoff les brava : cet ambitieux ne voulut point admettre la pluralité des suffrages; il voulut régner seul et traiter ses collègues comme ses ministres. L'impératrice avait à peine les yeux fermés, qu'il s'était déjà emparé de la personne du jeune Czar, et l'avait fait passer du palais impérial dans le sien. Il ne le quittait ni jour ni nuit, écartait les autres conseillers, traversait leurs intrigues, éclairait leurs démarches : cependant il ne put les empêcher de rappeler au jeune prince que son aïeule *Eudoxia-Fdorovna Lapouchin* gémissait au fond d'un cloître, et que les *Lapouchins*, ses parens, languissaient dans l'exil; ils

voulaient opposer la princesse à Menzikoff, et balancer le crédit du favori par le respect, que l'âge, les malheurs, la constance d'Eudoxie, inspireraient à la nation. Pierre était trop jeune pour apercevoir leur politique ; il n'écouta que la voix de la nature, et signala son avénement au trône par cet acte de clémence. Menzikoff en fut alarmé ; mais le goût d'Eudoxie pour la retraite dissipa bientôt son inquiétude. Pétersbourg lui était odieux ; elle fixa son séjour à Moscou.

Menzikoff, marchant à grands pas vers le despotisme, continua à reléguer ses ennemis en Sibérie, fit subir même à un de ses parens le supplice du knout, fiança l'Empereur avec sa fille, força le duc et la duchesse d'Holstein, (fille de Pierre-le-Grand) à sortir de Russie, et conçut enfin le projet d'ouvrir à sa postérité le chemin du trône par le mariage de son fils avec la grande-duchesse Natalie, sœur de l'empereur.

Chargé du fardeau d'un si vaste empire, Menzikoff ne pouvait être sans cesse auprès du Czar ; il l'avait, il est vrai, entouré de ses créatures, et se reposait sur leur fidélité ; mais de tous les ennemis, les ingrats sont les plus redoutables : ceux mêmes qu'il avait comblés de biens et d'honneurs étaient secrètement jaloux de sa grandeur. Il leur fut aisé de faire sentir au prince qu'il était l'esclave de son ministre ; que cet ambitieux, sorti de la poussière, aspirait au trône ; qu'il avait déjà envahi toute l'autorité, et que c'était beaucoup s'il lui laissait le titre de Czar. Ils lui rappelèrent que la perte de son infortuné père était l'ouvrage de ce ministre ; que c'était lui qui, par des calomnies, l'avait rendu

odieux à Pierre Ier; que ses perfides conseils avaient seuls étouffé la nature dans le cœur de ce prince. Pierre, dont la fierté était déjà révoltée par le ton impérieux de Menzikoff, se livra aux ennemis du ministre, et attendit une occasion favorable pour renverser ce colosse odieux à toute la Russie. Elle se présenta bientôt. Le jeune prince avait envoyé à sa sœur une somme de neuf mille ducats, qu'il avait reçue des bourgeois de Pétersbourg. Le gentilhomme chargé de ce message fut rencontré par Menzikoff, qui s'empara de la somme, en lui disant : *L'Empereur est trop jeune encore pour savoir l'usage qu'il faut faire de l'argent.*

Pierre n'ignora pas long-temps la téméraire démarche du favori (qui ne l'était déjà plus); il le fit venir, et lançant sur lui un regard furieux, il demanda pourquoi il avait eu l'audace de s'opposer à l'exécution de ses ordres. Menzikoff s'excusa sur l'épuisement des finances, sur les besoins de l'État; et le prince, s'irritant plus encore par la réparation que par l'offense, frappa du pied, fit un geste menaçant, et s'en alla en lui adressant ces mots terribles : *Va, je t'apprendrai bientôt que je suis Empereur, et que je veux être obéi.*

Menzikoff tomba malade de chagrin. Pendant qu'il était dans les mains des médecins, ses ennemis avançaient sa ruine. Dès qu'il eut repris ses forces et sa santé, il crut regagner la faveur qu'il avait perdue en préparant une fête pompeuse au jeune monarque, dont il connaissait le goût pour la magnificence. Mais Pierre II ne se trouva point à la cérémonie, et l'orgueilleux ministre eut l'impudence de s'asseoir sur le trône destiné

à son maître : ce fut sa dernière faute; on lui en fit un crime capital; il fut arrêté peu de jours après. Il espérait qu'on lui accorderait sa retraite dans Oranienbourg, ville dont il avait jeté les fondemens, sur les frontières de l'Ukraine. Il partit en effet, avec toute la magnificence d'un prince; mais à peine y était-il rendu, qu'on y vit arriver des commissaires chargés de lui faire son procès. Malheureusement, la haine qu'inspirent les favoris, fait qu'on ne met pas en balance le bien et le mal qu'ils ont faits : on ne voit que leurs crimes. Ceux de Menzikoff étaient son orgueil, son élévation subite : ce sont ceux qu'on pardonne le moins. Il fut condamné à passer ses jours à Besorowa, au fond de la Sibérie. On borna les frais de sa subsistance à dix roubles par jour. Il partit suivi de sa famille. Son épouse, aussi fière que lui, mais moins résignée, versa tant de larmes qu'elle en perdit la vue; elle ne put même résister aux fatigues d'un si pénible voyage : elle succomba avant d'arriver à l'épouvantable désert qui devait lui servir de demeure. Le malheureux Menzikoff poursuivit sa route avec le reste de sa famille. On prétend qu'il supporta sa disgrâce avec courage. Il mourut en 1729.

STRUENSÉE (1),

SOUS CHRISTIERN VII, ROI DE DANEMARCK.

(1767.)

Jean-Frédéric Struensée naquit à Hall, le 5 août 1737, d'Adam Struensée, qui fut depuis nommé, par le Roi de Danemarck, surintendant-général des deux duchés, place qui donne dans le clergé un rang presque égal à celui d'évêque. Jean-Frédéric étudia la médecine, fut nommé médecin du district de Rantzau et de Pinneberg, et résida à Altona. Au mois d'avril 1768, il obtint la place de médecin du Roi Christiern VII, et accompagna, en cette qualité, le monarque dans son voyage en Angleterre et en France. Il eut bientôt occasion de donner des soins assidus à la santé de ce prince, délabrée par les plus honteuses débauches et un goût effréné pour des plaisirs infâmes. Struensée ne tarda pas à avoir sur le Roi cette espèce d'autorité qu'obtient sur un homme celui qui tient son honneur entre ses mains, qui

(1) Quoique Struensée ait été plutôt amant que favori, cependant, comme il a joui de l'autorité, nous le plaçons ici à la suite des ministres qui ont abusé du crédit qu'ils ont eu sur l'esprit de leur maître. Cet article est extrait de l'*Histoire des Cours du Nord,* qui vient d'être traduite de l'anglais. (Paris, Arthus Bertrand; 1819.)

est le témoin de ses vices secrets, et qui les lui reproche avec éloquence, mais sans aigreur.

Struensée était déjà déiste à l'université de Hall : on juge bien que ses liaisons avec les philosophes de Paris n'augmentèrent pas son respect pour la religion révélée. Il revint donc en Danemarck athée décidé et épicurien parfait.

Ce fut dans les premiers jours de 1769 que Christiern revit sa capitale. Il y retrouva sa jeune épouse, l'intéressante Mathilde, sœur du Roi d'Angleterre, embellie de nouveaux charmes. Son air était plus noble et plus imposant. Son esprit avait acquis du développement. Dans leur première entrevue, lè Roi tressaillit de surprise du changement avantageux qui s'était fait en elle. Il fit un retour sur lui-même, et ne parut lui adresser la parole qu'avec une certaine confusion.

Victime de ses vices honteux, le jeune Roi portait la corruption dans ses veines. On ne conçoit pas comment on le laissa approcher de Mathilde pour lui communiquer le venin dont il était infecté. Il fut assez faible pour souiller la pureté de son épouse. La contagion ne tarda pas à se manifester. Mathilde fut obligée de consulter un homme de l'art : c'est ce qui décida du sort de Struensée.

Parmi les dames qui formaient la société de la Reine, celle qu'elle distinguait le plus était madame Gohler, femme d'un général, d'une rare beauté, pleine de talens et de charmes, mais d'une conduite plus que suspecte. Cette dame n'avait pu se défendre de tendres sentimens pour Struensée; elle ne cessait de parler de lui à sa

maîtresse, le peignait comme un homme digne de toute confiance; enfin elle arracha de Sa Majesté la permission de faire connaître sa position au docteur, et de le lui présenter.

L'entrevue eut lieu au rendez-vous de chasse du Roi à Travendahl. Struensée se para, pour cette occasion, avec encore plus de recherche que de coutume. Il avait cinq pieds six pouces, de beaux yeux bleus, des cheveux châtains magnifiques, un front élevé, un nez aquilin, de belles dents; tout cela, rehaussé par une santé brillante, formait un contraste parfait avec la personne du Roi son maître. L'on peut juger de l'effet qu'il produisit sur une femme aimante, qui venait de recevoir le plus sanglant des outrages. Struensée se conduisit avec respect, parla peu. A la vérité, la confidente ne lui avait pas laissé beaucoup à dire: elle était entrée d'avance avec la reine dans les détails les plus minutieux des vices de son époux, souillant ses chastes oreilles par la description d'habitudes honteuses dont elle n'avait eu jusqu'alors aucune idée, et dont une femme modeste ne pourrait pas entendre prononcer le nom. Mais la belle Mathilde ne possédait pas cette extrême délicatesse qui porte quelques femmes à mourir plutôt que de révéler à un étranger certaines infirmités. Elle parla, au contraire, de sa santé avec une tranquillité singulière. Mais son cœur se souleva d'indignation, des larmes de colère coulèrent de ses yeux, quand madame Gohler articula contre Christiern des griefs que la pudeur défend de détailler.

Cette entrevue fatale fut la première faute d'une Reine jeune et sans expérience. « Vous me plaignez, dit elle

« au médecin. Madame Gobler m'a assurée que vous « étiez mon ami ; soyez donc à la fois mon conseiller et « mon médecin : tâchez, s'il est possible, de me rendre « en même temps le repos de l'âme et la santé du corps. »

On juge du ravissement de Struensée. « Remplissez, « dit-il à la Reine, la place que vous êtes faite pour « occuper ; bannissez peu à peu les favoris de la cour, et « prenez les rênes du gouvernement. Le Roi a pour jamais « cessé d'être en état de les tenir ; il peut vivre encore « bien des années ; mais jamais il ne recouvrera ses fa- « cultés morales. »

Madame Gobler se joignit à Struensée ; et Mathilde, convaincue, s'écria d'un ton énergique : « Oui, je regar- « derai mes ennemis en face, et je saurai régner ou mou- « rir. — Que Dieu soit loué de vous avoir inspiré cette « résolution ! » dit la belle Danoise, en tombant à ses genoux, et en prenant Dieu à témoin de son inviolable fidélité à sa royale maîtresse. Struensée, réellement touché, sanglotait. Quant à Mathilde, calmée par ces marques d'attachement et de sensibilité, elle tendit la main au docteur, et lui dit : « *Soyez désormais mon « chevalier.* » Celui-ci se mit à genoux, du côté opposé à madame de Gobler ; et baignant de ses larmes la main de la Reine, il lui jura une éternelle fidélité. A compter de ce moment, la liaison de Mathilde et de Struensée fut intime.

La reine ne tarda pas à recouvrer sa santé. Elle était jeune, sensible ; si jamais femme mérita qu'on lui pardonnât une faiblesse, certes, c'était Mathilde. Que l'on considère sa position et l'époux qu'on lui avait donné ;

qu'on réfléchisse qu'elle sortait d'une maladie cruelle; qu'elle ouvrait son cœur à un homme charmant et dans la fleur de la jeunesse : la tentation était trop forte pour l'humaine faiblesse.

Quant à Struensée, la distance infinie qui le séparait de sa souveraine, la sainteté de ses devoirs comme médecin du Roi, l'auraient sans doute retenu dans les bornes du devoir, si Mathilde n'eût laissé connaître ses sentimens, du moment où elle eut pris la résolution de lui donner un cœur auquel son époux avait volontairement renoncé.

Struensée se vit bientôt à la tête des affaires et on ne saurait dire qu'il les conduisit avec habileté. Il associa au pouvoir, son intime ami, Evenold Brandt: c'était un homme à tous égards très supérieur à Struensée, qui, s'il avait été l'amant favorisé, aurait su éviter sans doute la catastrophe dont il fut victime.

Tant que les deux amis gouvernèrent le Danemarck, le Roi demeura dans une espèce de réclusion; il n'avait d'autres sociétés que celles des personnes que la Reine avait placées autour de lui; cependant il dînait toujours en public avec elle et l'accompagnait à la chasse. Il se montrait à la comédie, dansait au bal de la Cour et faisait sa partie de cartes; du reste, on ne prêtait aucune attention à ce qu'il disait, à moins qu'il ne demandât quelque chose. Les employés subalternes du château, ainsi que les domestiques, avaient ordre de ne jamais lui adresser la parole.

Il est cependant probable que l'infortuné Christiern avait plus de momens lucides qu'on ne lui en supposait;

voici ce qui donne lieu de le penser. Dans l'été de 1769, la cour alla faire un voyage dans les duchés de Schleswig et de Holstein ; à cette occasion la Reine honora le comte de Rantzau d'une visite à sa terre d'Aseberg. Il ne fallut pas beaucoup de temps au pénétrant Rantzau pour se mettre au fait de l'état des choses. Il trouva un jour moyen de mettre en défaut la surveillance de Struensée et de Brandt, et obtint une heure de conversation avec son souverain. Le comte connaissait trop bien la faiblesse de son esprit pour commettre la moindre imprudence : il n'avait d'autre intention que de s'assurer du véritable état de la santé du monarque ; il contempla d'abord le prince énervé avec un regard expressif, des larmes sillonnèrent ses joues ridées. Christiern parut s'émouvoir, son ancienne sensibilité vint animer un instant son œil éteint, et colorer ses joues blafardes : il prit la main du comte et lui dit : « vous avez été l'ami « véritable de mon père et ne serez jamais mon ennemi. « Jamais Sire, s'écria Rantzau, je n'hésiterai à sacrifier « ma vie pour vous défendre. » Tombant alors à ses genoux, il tira de son doigt un antique anneau et le mit au doigt du monarque, puis il ajouta d'un ton solennel : « Si jamais Votre Majesté se croit en danger, « qu'elle m'envoye cet anneau, je volerai à son se« cours. » Il n'eut pas le temps d'en dire davantage, le Roi entendant approcher quelqu'un retomba dans son état d'imbécillité. Depuis ce moment jusqu'au jour mémorable du 18 janvier 1772, le Roi ne parla jamais du comte de Rantzau ; mais la bague ne quitta pas son doigt.

Struensée se laissait aller au torrent de la prospérité, il fit reléguer dans leurs terres, les Molkt, les Bernstorf, afin d'accumuler tout le pouvoir dans ses mains.

Pour Mathilde, sa personne, son caractère, ses manières, ses principes avaient subi un changement total; malgré l'exercice journalier qu'elle prenait, soit à la chasse, soit à cheval, sa corpulence était devenue si forte, sa taille si élevée qu'elle était vraiment méconnaissable; sa mise cependant était toujours élégante et gracieuse; elle avait toujours la peau d'une blancheur éclatante, mais sa beauté souffrait de l'usage qui la forçait à cacher ses beaux cheveux sous un amas de poudre et de pommade; elle avait une gorge que peu d'hommes pouvaient regarder sans émotion, et peu de femmes sans envie. Les gens âgés censuraient dans la jeune Reine une mode si contraire à celle de l'ancienne Cour. Mathilde connaissait bien l'art du manége; Struensée l'engagea à monter à la manière des hommes. Si elle fut par là exposée à moins de dangers, d'un autre côté ses culottes de peau, ses bottes, ses éperons lui firent peut-être plus de tort dans l'opinion publique que l'imprudente préférence qu'elle montrait à Struensée.

Quelques dames suivirent l'exemple de la Reine, en portant des habits d'hommes pour monter à cheval; d'autres portant des culottes et des bottes, se servaient cependant de selles de femmes. Il est certain qu'on ne peut rien imaginer de plus voluptueux que la cour de Danemark pendant les années 1770 et 1771. Christianborg était le temple du plaisir et Mathilde sa grande-prêtresse; tout y semblait calculé pour exciter et satis-

faire les désirs les plus sensuels. La plupart des femmes attachées au palais, étaient de jeunes voluptueuses, choisies par Struensée et par Brandt. Les domestiques faisaient la cour à ces femmes, belles et immodestes; ils avaient aussi leurs bals, leurs mascarades, leurs concerts et leurs soirées, d'où la décence et la retenue étaient entièrement bannies.

Les courtisans rendaient à Struensée les mêmes hommages qu'ils avaient rendus autrefois au Roi. Quant à lui, ses manières changèrent; il devint hautain et impérieux. Rantzau s'efforçait, dans ses lettres, de le rappeler à ses devoirs et de lui inspirer de la modération; car il recevait des avis fréquens sur les traitemens qu'éprouvait le Roi, dont la vie lui inspirait des craintes sérieuses. On répandait, dans le palais, que Brandt devait faire mourir le monarque, afin que la Reine pût être régente pendant la minorité de son fils. Struensée avait déjà commis un si grand crime (1), qu'il ne lui restait pas beaucoup à faire pour devenir assassin. Il possédait la puissance souveraine; il est donc naturel de supposer qu'il désirait la retenir; et il n'ignorait pas que tant que le Roi vivrait, il était en danger d'être ren-

(1) Le 4 juillet 1771, la Reine accoucha d'une princesse qui fut tenue sur les fonts de baptême par la Reine douairière et par son fils le prince Frédéric, politesse calculée dont le but était d'endormir les soupçons : car la Reine Julie, instruite de la conduite indiscrète de Mathilde, songeait déjà aux moyens de perdre Struensée, Brandt et leur imprudente protectrice.

versé. Sans doute qu'il eût préféré mettre fin à l'existence d'un être misérable, déjà mort politiquement et moralement, plutôt que de voir Mathilde précipitée du trône, et lui-même traîné sur l'échafaud. Mais tout cela n'est que conjectural; et il faut convenir que, pour le condamner sur ce fait, il a fallu forcer indignement la loi.

Rantzau aimait bien mieux que l'autorité fût dans les mains de Mathilde, que dans celles de la Reine douairière; mais il était trop habile et trop prudent pour risquer sa vie et sa réputation à la défense d'un homme aussi imprudent que Struensée, et dont la conduite à l'occasion des marins de Norwege en 1771, avait fait fortement soupçonner son courage (1).

Quoi qu'il en soit, ce fut alors que la Reine douairière Julie (2) reparut sur la scène : ses espérances se rani-

---

(1) Il avait été si alarmé à cette occasion, que Mathilde lui avait fait honte de sa pusillanimité. Tremblant, demi-mort de peur, il avait supplié la Reine de lui permettre de quitter le royaume, ce qui était, selon lui, le seul moyen de sauver leur vie. La Reine le regarda avec mépris, et lui dit qu'il était le maître de quitter celle à qui il avait enlevé sa réputation et ses amis, et de l'abandonner à la merci de ceux qui voulaient la perdre. On croit que ce fut l'amertume de ses reproches à cette occasion, et sa fermeté à repousser toute espèce de projet de départ, qui portèrent Struensée à faire, après son arrestation, des aveux nuisibles à cette infortunée princesse.

(2) La Reine douairière Julie-Marie, fille de Ferdinand-Albert, duc de Brunswick-Wolfenbuttel, seconde femme du

mèrent ; elle vit avec joie les germes du mécontentement fermenter dans toutes les provinces ; et quoiqu'elle dût renoncer à l'idée de procurer la couronne à son fils Frédéric, alors âgé de dix-neuf ans, elle se flatta du moins de parvenir à exercer seule le pouvoir souverain durant la vie de Christiren VII.

Elle feignit d'éprouver la plus grande compassion pour l'état du Roi et des craintes pour sa sûreté ; ses agens répandirent des bruits alarmans sur les desseins de la *cabale du docteur*. Elle portait une haine implacable au comte de Rantzau ; mais ayant su qu'il était furieux contre Struensée et Brandt, elle le fit sonder par son confident Guldberg. Celui-ci eut ordre de persuader au comte qu'elle ne voulait que sauver la vie du Roi, sans aucun désir du pouvoir ; qu'en conséquence, son intention était de faire nommer, pour gouverner l'Etat, un conseil formé des chefs de la noblesse, à la tête duquel le comte de Rantzau serait naturellement placé. La négociation réussit au gré des désirs de l'ambitieuse douairière.

Pendant que l'orage grondait sur la tête des coupables amans, la cour prolongeait son séjour à Frédérisborg. Mathilde et Struensée sentaient vaguement le péril où ils s'étaient précipités ; ils délibéraient à toute heure sur leur position, et leurs entretiens se terminaient toujours par l'espoir de voir quelque événement heureux écarter

---

Roi Frédéric V. Elle avait voulu empoisonner Christiern, lorsqu'il était encore enfant ; et c'est la connaissance de cette action qui avait conduit son époux au tombeau.

la source de leurs craintes, sans qu'il leur vint jamais à l'idée aucun moyen efficace.

Tandis que l'effroi régnait dans le palais de Mathilde, la confiance et l'espoir brillaient sur le visage de Julie, à Frederisborg; le comte de Rantzau s'était joint à elle, comme nous l'avons dit. Ils se rejoignirent à Copenhague, où Julie était arrivée avant Mathilde, afin de préparer les machines. Après les premiers complimens, Julie dit : « Struensée ne sait prendre que des demi-« mesures; il est inévitablement perdu : il devait m'or-« donner de rester à Frederisborg, et reléguer votre « excellence dans ses terres. » C'est dans cette conférence que la perte de Struensée et de Brandt fut résolue. La Reine donna sa parole de ne point attenter à la sûreté personnelle de Mathilde. Aussitôt que Rantzau fut parti, le prince Frédéric, qui avait gardé le silence pendant cet entretien, demanda à sa mère comment elle pouvait témoigner tant d'amitié à un homme pour lequel son cœur éprouvait une si grande haine : « C'est « que je médite sa perte, répondit-elle. »

La bague que Rantzau avait donnée à Christiern VII, à Aseberg, hâta le coup qui abattit Struensée. Cette bague mystérieuse lui fut rapportée par le colonel Kölher Banner : « Le Roi, lui dit cet officier, vous envoie ce gage, et réclame l'exécution de votre promesse. » A mesure que le moment décisif approchait, les bruits les plus horribles se répandaient contre la Reine Mathilde et contre ses ministres; on assurait que la vie du Roi était menacée, et l'on accusait le comte de Brandt de battre et de fouetter son souverain. Le peuple se

rappelait que Christiern lui avait été bien cher; la conduite licencieuse de Mathilde et de sa cour lui avait fait perdre la considération des classes élevées, et rendait les classes inférieures furieuses contre elle et contre son amant.

L'ancien attachement du peuple pour le Roi se réveilla, et Julie elle-même acquit une espèce de popularité, parce que l'on voyait en elle l'ennemie de Mathilde, de Struensée et de Brandt. Combien la scène était changée depuis six ans! Julie, alors, était abhorrée, et forcée de se cacher dans une profonde retraite; tandis que la jeune et belle Mathilde, l'objet du respect et de l'amour universels, n'entendait que des bénédictions dans tous les lieux où elle paraissait. Julie était cependant plus coupable que Mathilde, puisque les erreurs du Roi provenaient de sa haine invétérée; et que, si l'infortunée n'avait pas eu pour époux un homme dont le corps et l'esprit étaient également faibles, elle aurait probablement vécu sans reproche.

Ce fut la réputation de courage et de générosité du comte de Rantzau, la splendeur de son nom, son influence sur les soldats, bien plus que l'exemple de Baner et d'Eichstedt, qui déterminèrent les officiers subalternes et les soldats à prêter leur secours à une entreprise qu'ils croyaient être dans l'intérêt de leur monarque captif. Dans la nuit du 16 au 17 janvier 1772, Rantzau leur montra la bague que le Roi lui avait fait remettre, et leur raconta, avec une vive émotion, à quelle occasion il avait mis cette bague au doigt du monarque : cette circonstance les décida. Rantzau, les voyant déterminés à agir, en

fait prévenir Julie; puis, ayant placé ses troupes dans les postes convenables, il envoya un détachement dans l'intérieur du palais, où Mathilde était occupée à faire les honneurs d'un grand bal. Elle dansait avec le comte Struensée, avec le prince Frédéric; elle causait avec sa perfide belle-mère, qui se montrait plus que jamais polie et attentive. Le Roi faisait une partie de quadrille avec le conseiller Struensée, frère du comte, le général Kolher et sa femme. Dès que le comte de Rantzau parut, la Reine douairière et son fils suivirent avec inquiétude chacun de ses mouvemens, chacun de ses regards. En passant devant le monarque, Rantzau fit un profond salut, mais n'essaya pas d'approcher, pour n'inspirer aucun soupçon. Le Roi se mit à rire et à sauter, et courant à son chien favori, il dit assez haut pour qu'on pût l'entendre : *Min fort rorliagte ven!* (Mon plus fidèle ami!) Le vrai sens de ce mot n'échappa pas à Rantzau; cependant, plus d'une fois, le cœur fut prêt à lui manquer, quand il contemplait la Reine, Struensée et Brandt, et qu'il songeait à l'horreur dont, dans quelques heures, ils allaient être enveloppés; mais le sort en étant jeté, il n'y avait plus à reculer. La Reine termina le bal en dansant avec le prince Frédéric; elle se retira ensuite, accompagnée de Struensée, et se rendit à son appartement. Struensée entra certainement chez la Reine, puisque ce fut là, comme nous le verrons plus bas, que l'on trouva sa pelisse. La Reine descendit ensuite, par l'escalier dérobé, dans la chambre de Struensée, où ces coupables amans eurent leur dernier tête-à-tête, et où ils se séparèrent pour ne plus se revoir.

Struensée sonna ensuite son valet Ernest, qui, en entrant dans la chambre de son maître, entendit fermer la porte secrète, et distingua les pas de la Reine. Le comte avait encore ses habits de bal; la santé et le plaisir brillaient sur sa figure, qui paraissait plus belle qu'à l'ordinaire; il se coucha, et, selon son habitude, il prit un livre pour s'endormir : c'était l'épître d'Héloïse à Abailard, par Pope. Son valet de chambre, qui avait un passe-partout, ferma la porte en dehors, et alla de son côté se mettre au lit.

Sur les deux heures, Rantzau arriva à la chambre à coucher du Roi, avec la Reine douairière et le prince Frédéric. Le Monarque, effrayé par l'éclat des lumières qui l'avaient éveillé en sursaut, parut avoir perdu tout souvenir de Rantzau, tandis que la présence de Julie et de son fils lui rappelaient l'effroi et la haine qu'il avait toujours ressentis pour eux. Il se détourna avec des marques de colère et d'aversion de cette femme insidieuse et cruelle qui venait de se mettre à genoux devant son lit. Le comte de Rantzau vit le péril qui le menaçait. La Reine et son fils paraissaient pétrifiés. Le comte leur fait signe de s'éloigner du lit; puis s'approchant, il dit au Roi qu'il obéissait à ses ordres et qu'il accourait à son secours. Le Roi, toujours faible et irrésolu, ne cessait de répéter : « Que puis-je faire? que puis-je faire? — Pour sauver votre vie, Sire, il faut faire arrêter Struensée et Brandt. » Après une courte pause, pendant laquelle le Roi renouvela ses exclamations, il finit par signer les ordres que Guldberg avait préparés. Il paraît que la destinée de Mathilde avait été l'objet de discussions très-

vives entre la Reine douairière et le comte. Elle voulait agir avec la plus grande rigueur. Mais Rantzau déclara qu'il était résolu à ne se mêler de rien, si la Reine n'avait d'autre but que de satisfaire sa haine. Il consentit seulement à ce que Mathilde fût arrêtée pour l'empêcher de secourir ses favoris, et peut-être même pour la mettre à l'abri du danger pendant la tempête.

Il était essentiel d'amener le Roi à ce point nécessaire pour la sûreté commune, mais on courait risque d'être refusé. Christiern craignait Mathilde plus que toute autre personne; c'est pourquoi, quand Rantzau présenta au Roi l'ordre de l'arrestation de la Reine, il ne négligea rien pour convaincre ce prince inquiet et irrésolu que cet emprisonnement était aussi nécessaire à son propre salut qu'à celui de l'Etat. Christiern rejeta loin de lui le papier avec une vive émotion; et si dans ce moment l'infortunée Mathilde avait paru en sa présence, il n'y a pas de doute que la scène eût changé et que les conjurés eussent rempli les cachots destinés à leurs victimes. Après une longue hésitation, le faible Roi signa le fatal papier.

Le valet de chambre de Struensée, qui dormait dans la chambre attenante à celle de son maître, crut entendre des voix étrangères et le bruit des pas de personnes qui allaient et venaient. Au bout de quelque temps il s'aperçut, à ne pouvoir s'y méprendre, que l'on s'efforçait d'ouvrir la porte extérieure de sa chambre avec un instrument de fer. Il saute à bas de son lit et s'approche de la porte pour écouter ce qui se passe; mais, quelque précaution qu'il prenne pour marcher dou-

cement, il est entendu; on lui ordonne d'ouvrir la porte à l'instant, de la part du Roi, et sous peine de mort. Il obéit à cette sommation effrayante. En un instant Banner et le capitaine Dissentin et deux autres officiers se présentent devant lui : on lui tient le pistolet sur la gorge, en le menaçant de la mort s'il profère un seul cri; on le force d'ouvrir la porte du comte. Celui-ci dormait si profondément, que ni le bruit ni l'éclat des lumières ne purent le réveiller. Il était couché sur le côté droit, la tête appuyée sur le bras. Son livre était par terre. Après une courte pause, Banner le réveilla. Il est plus facile de concevoir que de décrire la consternation de Struensée. Il se mit sur son séant, et, la terreur dans l'âme, il s'écrie : « Qu'est-ce donc, au nom « de Dieu, qu'est-ce donc? » Le colonel Banner lui dit d'une voix sévère : « Vous êtes le prisonnier du Roi, « voici l'ordre de votre arrestation; habillez-vous sur-« le-champ et suivez-moi. — Permettez-moi du moins « de prendre des vêtemens convenables. » Banner dit au valet de chambre d'aller prendre ce qu'il fallait dans la garderobe de son maître : il apporte en hâte un frac avec une veste; mais, dans son trouble, il ne peut trouver le reste du vêtement, et le comte est obligé de mettre la culotte couleur de rose qu'il avait portée au bal. Le domestique, touché de l'état de son maître (on était dans le cœur de l'hiver), demande au colonel la permission d'aller à la chambre de la Reine chercher la pelisse du comte. Le capitaine Dissentin y alla avec lui, portant d'une main une torche et de l'autre son épée nue. En arrivant chez la Reine, ils y trouvèrent le

comte de Rantzau et le général Eichstedt et plusieurs autres militaires, avec des épées nues et des flambeaux à la main. Ils avaient tous la tête découverte. La Reine leur tournait le dos; une de ses femmes était occupée à la lacer. Quand la princesse eut reconnu la voix du valet de chambre de Struensée, elle se tourna de son côté et lui dit : « Dites à votre maître d'imiter la Reine, « et de repousser l'insulte par le mépris et la fermeté. » Elle rougit beaucoup en parlant, et ses traits parurent altérés par la colère et la douleur. Ses beaux cheveux flottaient en désordre sur ses épaules et retombaient jusque sur ses reins. Ses femmes étaient dans le désespoir. Le domestique contempla douloureusement cette scène; il allait répondre, lorsque le comte de Rantzau s'écria avec force : « Silence! si vous parlez vous êtes mort! » Le jeune homme effrayé salua respectueusement la Reine, et fut ramené auprès de son maître, qu'il trouva habillé. Struensée s'étant aperçu que son domestique n'avait que sa chemise et son haut de chausses, dit au colonel Banner : « Pourquoi mon pauvre serviteur doit-« il rester nu? Au nom du ciel, permettez qu'il mette « ses habits. » Cette permission lui fut accordée; et pendant que Banner et ses officiers conduisaient Struensée au corps-de-garde du palais où Brandt était déjà, le fidèle valet trouva moyen de mettre de côté la montre à répétition de son maître, ainsi que sa bague et son épingle en diamans, toutes trois d'une grande valeur; il prit aussi la bourse que le comte avait laissée sur la table auprès de son lit, et qui contenait environ quatre-vingts ducats en or. Au bout de quelques instans on vint lui

dire de descendre; il se rendit au corps-de-garde, qu'il trouva éclairé, et y vit les deux prisonniers d'Etat gardés séparément. Bientôt deux voitures approchèrent, Struensée fut placé dans la première et Brandt dans la seconde. L'un et l'autre étaient accompagnés de militaires armés de pistolets et d'épées nues. Ils se rendirent à la citadelle. Struensée versait des larmes, se tordait les mains, bien différent en cela de son compagnon d'infortune, qui montra une fermeté et un courage qui ne l'abandonnèrent jamais. Là, les deux prisonniers furent enfermés dans des chambres séparées. Deux officiers, qui étaient relevés d'heure en heure, ne les quittaient pas; des sentinelles étaient en outre placées en dehors de leurs portes.

La Reine, comme on vient de le voir, était prisonnière dans sa chambre, mais vaincue sans être soumise. Rantzau craignait de voir naître le jour avant qu'elle ne fût emmenée. Mathilde lui entendit dire à Eichstedt: « Il faut nous hâter, le jour va paraître! » Et se tournant tout à coup vers lui: « Misérable, lui dit-elle, « c'est avec raison que vous craignez la lumière. Ce que « vous venez de faire cette nuit obscurcira à jamais votre « gloire; mais votre chute suivra de près la mienne. » Puis à peine habillée et enveloppée d'une large pelisse, elle descendit jusqu'à la porte du palais, où une voiture à quatre chevaux l'attendait pour la conduire au château de Cronenbourg, sous une forte escorte.

Revenons au malheureux Struensée. La première journée de son emprisonnement il parut accablé, ne mangea pas, et but seulement un verre de vin et d'eau; il pleura,

mais modérément, jusqu'à l'instant où il vit entrer son fidèle valet de chambre, dont la présence lui fit verser des larmes abondantes qui le soulagèrent. Le comte, à qui personne n'osait parler, fut si touché de la douleur que lui témoignait son jeune domestique, qu'il l'embrassa et lui dit : « Pauvre garçon ! mon intention était de te « faire un sort heureux. J'ai différé trop long-temps, je « ne pouvais me décider à me priver de tes services, « et maintenant te voilà compagnon de ma captivité ! » Le jeune homme sanglotait; il se jeta aux pieds de son maître et s'écria : « Mon Dieu, si je n'avais pas ouvert « la porte, vous auriez pu vous échapper ! » Les officiers qui étaient présens avaient de la peine à retenir leurs larmes. A la fin, Struensée soulagé releva son domestique, et se laissa persuader par lui à prendre une tasse de café. Les officiers ne comprenant pas l'allemand, Ernest dit au comte en cette langue qu'il avait mis en sûreté quelques-uns de ses bijoux, ainsi que sa bourse, qu'il lui glissa dans la main. Il lui apprit en même temps que Brandt était dans une chambre à côté; que la Reine avait été conduite à Cronenbourg; que les frères et les amis du comte étaient tous arrêtés; que les émeutes dirigées contre ses partisans avaient eu lieu dans la ville. Le comte fut excessivement agité au récit de ces nouvelles, quoiqu'il eût dû s'y attendre. Dans la crainte que son fidèle domestique ne manquât d'argent, il voulut lui donner quelques ducats; la bourse fut alors découverte par les militaires qui le dépouillèrent de son argent, et le domestique ayant été également fouillé, on lui prit les bijoux qui appartenaient au comte.

Le lendemain, au milieu de la nuit, on vint réveiller le malheureux Struensée pour l'enchaîner à un énorme crochet de fer fixé dans le mur. La chaîne passait par des anneaux dont l'un fut rivé au bas de sa jambe droite, et l'autre au poignet gauche; elle était si courte, qu'il pouvait à peine atteindre à une table de nuit placée au pied de son lit, ou s'asseoir sur le bord.

Qui croirait que cet homme, habitué à toute la mollesse d'un sybarite, surmonta en peu de jours l'horreur de se voir ainsi enchaîné? Il commença à manger avec quelque appétit; son domestique lui découpait les viandes qu'il mangeait avec une cuiller d'argent: il ne lui était pas permis de se servir de couteau. Mais on ne tarda pas à lui ôter son fidèle Ernest, et à le transférer dans une chambre plus petite et plus basse que celle qu'il occupait. Sa chaîne fut raccourcie, de sorte qu'il ne put plus s'asseoir qu'avec difficulté sur le bord de son lit. Ce traitement était dû à l'impitoyable Julie, qui plus d'une fois satisfit sa haine en venant, sous divers déguisemens, contempler sa victime.

Les procédures contre Struensée et Brandt avaient commencé; et l'on publia des aveux tellement monstrueux, que si l'on pouvait y ajouter foi, il faudrait convenir que Struensée était réellement le scélérat le plus dépravé, le plus lâche et le plus vil qui ait jamais existé.

Il eut la faiblesse d'accuser la Reine de l'avoir séduit, et ne cacha rien de ce qui s'était passé entre eux. Cette lâcheté ne le sauva pas, mais acheva de perdre Mathilde: le triomphe de la douairière fut complet. Elle voulait

faire faire le procès à la Reine pour adultère et pour trahison. On ne sait ce qui la retint.

Struensée déplora trop tard la faiblesse qui l'avait porté à faire des aveux sincères à des personnes envoyées par ses plus mortels ennemis. Il s'aperçut que les espérances de pardon dont on le berçait n'avaient d'autre but que de l'enlacer dans les filets qu'on lui avait tendus. Plus d'une fois il remplit d'effroi ceux qui le gardaient, quand, secouant ses chaînes avec fureur et grinçant des dents, il maudissait sa propre bassesse et la perfidie de ses ennemis.

La terrible sentence contre Struensée et Brandt fut exécutée le 28 avril 1772.

L'échafaud avait été construit près de la porte orientale de la ville; les malheureux amis furent conduits au lieu de l'exécution dans deux voitures différentes, au travers d'un concours immense de peuple. Ils arrivèrent vers les onze heures. Brandt descendit le premier, et monta sur l'échafaud d'un pas lent et d'un air assuré. Il entendit la lecture de son arrêt et vit briser l'écusson de ses armes sans aucune émotion. Il pria ensuite pendant plusieurs minutes, et adressa quelques paroles au peuple. Quand le bourreau s'approcha et voulut l'aider à se déshabiller, il lui dit avec fermeté, mais avec douceur : *Éloignez-vous, ne me touchez pas*. Il ôta lui-même sa pelisse et se mit en position de subir son sort; il étendit d'abord la main, et dit à l'exécuteur de faire son devoir. La main fut coupée et la tête abattue presque au même instant.

Pendant cette scène affreuse, Struensée était resté

dans la voiture, au pied de l'échafaud; le prêtre priait et conversait avec lui. Il fut saisi d'un tremblement universel, quand il vit ruisseler le sang de Brandt. Il ne put monter les marches sans secours. Arrivé sur l'échafaud, il ne proféra aucune parole; l'exécuteur lui ôta son manteau; il leva plusieurs fois la tête avant de donner le signal, et retira sa main qui fut horriblement mutilée avant d'être coupée; enfin l'on fut obligé de le tenir pendant que le bourreau le décapitait.

L'exécuteur ayant ôté les entrailles des deux corps, les partaga en quatre quartiers. Ces entrailles furent jetées dans des baquets, préparés sur l'échafaud pour les recevoir; les têtes, les mains droites et les quartiers sanglans, furent exposés à la vue du public pendant le trajet qu'on fit pour les transporter dans un champ situé à l'extrémité opposée, où ils devaient être abandonnés aux oiseaux de proie. On planta en terre quatre poteaux pour chaque corps; un cinquième poteau plus élevé fut placé au milieu. Les entrailles furent enterrées dans un trou creusé au pied du grand poteau. Sur la pointe on planta la tête, la main fut clouée à une planche placée transversalement au-dessous de la tête. Sur chacun des quatre autres poteaux on attacha horizontalement une roue de charrette, et chaque roue reçut un des quartiers du corps qui y furent liés par des chaînes.

Telle fut la fin tragique de ces deux ambitieux. Leur exemple ne retiendra aucun de ceux qui seront tentés de les imiter.

LE PRINCE DE LA PAIX,

SOUS CHARLES IV, ROI D'ESPAGNE.

(1792.)

Don Manuel Godoï naquit à Badajoz, en 1764, d'une famille noble, mais pauvre; il vint très-jeune à Madrid avec don Louis Godoï son frère aîné; il avait pour réussir dans le monde de grands avantages, une belle taille, une figure intéressante, une fort jolie voix, et il jouait habilement de la guitare. Dans les premiers temps de son séjour à Madrid, il vécut assez retiré; mais ayant été introduit plus tard dans des sociétés distinguées, il y trouva des protecteurs puissans qui le placèrent lui et son frère dans les gardes-du-corps. Les ressources de ces deux jeunes gens se bornèrent long-temps à leur modique solde d'une piécette (un franc) par jour; et don Manuel, dit-on, se vit souvent obligé de garder le lit dans le jour pour attendre qu'on eût blanchi le seul linge qu'il possédât. Son ami le plus utile dans ce temps, fut le traiteur chez lequel il allait prendre ses repas quand sa bourse le lui permettait; ce traiteur s'intéressa à lui et lui fit crédit pendant plus d'un an, n'exigeant pour paiement que quelques *boleros* que Godoï chantait à ravir en s'accompagnant de sa guitare.

Don Manuel était dans cette situation, lorsque son frère, don Louis, qui chantait et jouait comme lui du

même instrument, fit connaissance avec une femme de chambre de la Reine; celle-ci crut plaire à son auguste maîtresse en lui faisant entendre son aimable musicien : elle obtint aisément la permission de l'introduire, et le garde-du-corps fut si bien accueilli, que toute la cour regarda aussitôt sa fortune comme assurée; mais don Louis ne profita des bonnes dispositions de la Reine que pour son frère qu'il aimait tendrement. Un jour qu'elle applaudissait à son talent, il lui dit : Ah! madame, que dirait votre majesté si elle entendait mon frère! La Reine ordonne aussitôt qu'on fasse venir don Manuel; Manuel vint et fit oublier son frère aîné qui ne reparut plus : il intéressa tellement sa souveraine, que dès les premières entrevues, elle s'occupa de sa fortune avec un zèle extraordinaire. Le Roi n'entendit plus parler autour de lui que des talens du jeune garde; il voulut aussi l'ouïr et fut comme la Reine dans un ravissement inexprimable; il lui adressa plusieurs fois la parole; Godoï répondit avec assez d'adresse. Les courtisans applaudirent et le Roi applaudit encore plus; enfin il conçut pour lui une affection si grande, qu'il n'y eut aucun emploi qui lui parût assez élevé pour Godoï.

Aussi le vit-on passer subitement de l'état de simple garde à la place de major d'un corps dont le Roi était le colonel, et à peine en fut-il pourvu qu'il devint conseiller d'état. Pour qu'il ne parût pas trop neuf dans cette carrière, la Reine qui connaissait les ressorts de l'administration et les secrets de l'Etat, eut soin de le mettre sur la voie. Godoï avec un mérite très vulgaire avait ce qui séduit au premier abord, de la facilité dans

l'expression, ces grâces qu'on prend pour de l'habileté et qui se rencontrent rarement avec elle, et surtout un grand talent pour l'intrigue. Séduit par ces dehors et entraîné par sa bienveillance, Charles IV accorda au favori tout ce qu'on lui demanda.

Le Roi ayant inutilement entamé une négociation avec les révolutionnaires français, pour sauver Louis XVI captif et mis en jugement, résolut d'avoir recours aux armes. Dans le conseil où cette résolution fut discutée, le ministre d'Aranda la combattit avec chaleur; Godoï au contraire la soutint avec vivacité, et son opinion était peut-être plus raisonnable que celle du vieux comte; mais celui-ci irrité du peu d'égards que le favori avait pour lui dans cette discussion, lui parla avec une aigreur dont le Roi parut très mécontent; le comte s'en aperçut, prit la poste en sortant du conseil et se retira dans ses terres d'Arragon. Un capitaine des gardes alla redemander son porte-feuille qui fut remis par son secrétaire. Le lendemain 15 décembre 1792, Godoï fut nommé secrétaire d'Etat, et peu de jours après premier ministre, avec le titre de duc d'Alcudia. Une faveur si haute et si extraordinaire indisposa toute la nation, et Godoï devint dès-lors l'objet de la haine publique.

La Convention nationale de France ayant, quelque temps après, déclaré la guerre à l'Espagne, la politique de Godoï fut de s'unir avec l'Angleterre qui venait aussi d'être obligée d'entrer dans la coalition; mais on a eu raison de reprocher au ministre espagnol de s'être séparé de cette coalition en 1795 pour conclure la paix

avec les régicides français. Ceux qui avaient blâmé les projets guerriers de Godoï, ne censurèrent pas avec moins d'énergie ses dispositions pacifiques, et la haine des Espagnols s'en accrut davantage contre lui. Le Roi au contraire trouva son favori plus digne de ses bonnes grâces; il lui déféra le titre de prince de la Paix, le fit grand d'Espagne de première classe, lui donna un domaine du revenu de 60,000 piastres, et le décora de l'ordre de la toison d'or. Tant de bienfaits étourdirent Godoï. Comme son traité de paix avec la république française lui avait valu le titre de prince, il crut aller plus loin en signant, le 19 août 1796, un traité d'alliance offensive et défensive avec cette même république contre laquelle il avait d'abord montré un zèle si guerrier.

Dès ce moment le commerce d'Espagne fut anéanti, les escadres anglaises interceptèrent toute communication avec ses colonies; et tandis que la nouvelle alliance nécessitait des dépenses énormes, l'or de l'Amérique n'arrivait plus au trésor royal. Cet état de choses augmenta la haine qu'on portait au présomptueux favori; mais les plaintes n'arrivaient pas jusqu'au Roi. Godoï tenait toutes les avenues du trône fermées, son palais était devenu le dépôt de toutes les richesses et le séjour de toutes les voluptés. Son faste et son orgueil indignèrent l'héritier de la couronne, mais Godoï le brava avec insolence; il l'entoura d'émissaires et le tint pour ainsi dire prisonnier dans son palais. Le prince des Asturies ne put faire entendre ses plaintes à ses parens, mais du moins il ne fléchit pas devant le favori. Le

prince héréditaire de Parme, qui vint pour épouser l'infante Marie-Louise, montra plus de docilité : il voulut d'abord conserver la dignité de son rang, mais on lui insinua qu'il ne pouvait être agréable à la Reine, qu'en témoignant des égards au prince de la Paix, et il prit le parti de se soumettre ; il rechercha Godoï, il fit plus, il devint son ami.

Les Espagnols qui ont accusé avec sévérité la politique du prince de la Paix, n'ont pas plus ménagé ses mœurs particulières ; à les en croire, il comptait pour rien le mérite dans la distribution des places les plus importantes ; il les accordait à l'intercession des femmes galantes, en échange des faveurs qu'il en obtenait. Ses aventures avec mademoiselle Tudo, fille d'un ancien militaire et la plus belle femme de l'Espagne, ont fait le plus grand bruit dans ce pays. Depuis six mois le père de cette demoiselle sollicitait en vain une audience : on lui conseilla de la faire demander par sa fille ; celle-ci fut admise avec son père qui obtint bientôt la place de gouverneur du *Retiro*, maison royale, où Godoï allait l'honorer assiduement de ses visites. Il s'établit un commerce de galanterie entre le ministre et la demoiselle, qui sut si bien ménager la passion qu'elle avait inspirée, que le favori se décida à l'épouser en secret. L'épouse continua à demeurer au *Retiro* où l'époux allait mystérieusement tous les jours. La Reine instruite de cette aventure, feignit de l'ignorer ; Godoï avait acquis tant d'empire sur cette princesse et sur le Roi, qu'il était à l'abri de toutes les attaques ; il savait d'ailleurs que le monarque fasciné aurait sévèrement

puni celui qui aurait osé élever en sa présence la moindre accusation contre son favori.

Godoï croyait s'être assuré une sauve-garde contre la haine de ses compatriotes par l'appui du gouvernement français, qui secondait puissamment sa politique. Le nonce du Pape lui ayant remis en 1797 une note officielle dans laquelle Sa Sainteté demandait la protection du Roi en faveur de la religion catholique, si persécutée dans un état voisin, le ministre dans sa réponse reprocha au chef de l'Eglise d'avoir violé l'armistice avec la France, et l'exhorta à se détacher des biens de ce monde pour ne s'occuper que de sa personne. Cette réponse indécente fut imprimée et causa une telle effervescence à Madrid, que Godoï crut qu'il lui importait de la retirer; au bout de deux jours tous les exemplaires avaient disparu.

On pense bien que Godoï avec ses principes n'était pas le protecteur du Saint-Office; il n'osa cependant pas le détruire, mais il se moqua du grand-inquisiteur, fit mettre en liberté ceux qui étaient arrêtés par ses ordres, et brûla les papiers des procédures. Il était alors intimement lié avec l'ambassadeur de France et il proposa au Roi de déclarer la guerre au Portugal; le Roi s'y refusa; et ce fut la seule fois qu'il n'entra pas dans les vues de son ministre. Dans le voyage que fit la cour en Andalousie, dans l'année 1800, Godoï eut à Cadix, avec une jeune personne de distinction, une nouvelle aventure qui causa un grand scandale en Espagne: comme il ne put cacher les fruits de cette intrigue, il résolut de marier la jeune personne à un de ses oncles

que jusqu'alors il avait oublié ; l'oncle était vieux, sourd, presqu'aveugle et de l'humeur la plus difficile ; la jeune personne n'avait que dix-sept ans et était charmante ; le vieillard sentit le ridicule d'une pareille union ; mais son neveu insista en maître et il reçut avec sa jeune épouse le titre de maréchal-de-camp. Celle-ci ne connut son époux que le jour des noces : accablée par les mauvais traitemens d'un vieillard jaloux et rebutant, elle mourut quelques mois après dans les convulsions les plus douloureuses.

Godoï vendu au parti français, n'ayant pu réussir à faire déclarer la guerre au Portugal, quitta le ministère, mais conserva toute l'autorité d'un premier ministre. Il eut pour successeur, don Saavedra, homme éclairé, qui n'eut pas le bonheur de lui plaire, et fut bientôt remplacé par don Urquijo. Celui-ci élevé en Angleterre parut vouloir se rapprocher de cette puissance : il acquit un certain crédit sur l'esprit de la Reine, mais ce crédit même fut cause de sa chute.

L'ascendant du prince de la Paix était toujours le plus fort ; Urquijo pensa différemment que lui, il se permit même quelques plaintes contre lui. L'ancien protégé feignit de tout ignorer ; il invita le ministre à dîner et l'obligea de donner sa démission ; il le remplaça par don Pedro Cevallos, son parent.

Cependant le Roi, qui venait de nommer Godoï grand'croix de l'ordre de Charles III, et de celui de Malte, crut n'avoir pas encore assez fait pour lui : il résolut de l'allier à sa propre famille, en lui donnant pour épouse une de ses cousines issue d'un mariage se-

cret de l'infant don Louis, son oncle, avec dona Vallabriga, demoiselle de haute distinction, mais n'appartenant pas à la maison régnante. Pour couvrir l'inconvenance d'une pareille union on chercha et l'on trouva des généalogistes complaisans, qui firent descendre Godoï de l'empereur Montezuma, et l'on fit répandre dans le public qu'une cousine du Roi pouvait sans déroger épouser le petit-fils de l'empereur du Mexique. Quelques-uns ont prétendu que ce mariage fut l'ouvrage de la jalousie, et qu'on voulait par là détacher Godoï de mademoiselle Tudo, à laquelle il continuait ses visites assidues ; on le voyait même se promener publiquement avec les enfans qu'il en avait eus. Les cardinaux Despuig et Lorenzana, qui le regardaient comme marié, refusèrent de bénir son union avec mademoiselle de Bourbon : ils furent exilés et se retirèrent à Rome. Le patriarche des Indes, le cardinal Semanat fut plus docile, il maria Godoï dans la chapelle du palais, en présence de la famille royale..

Cette nouvelle épouse n'avait que quinze ans, et était douée des plus aimables qualités. Mademoiselle Tudo, qui avait ignoré jusque-là la résolution de son infidèle, courut, la veille du mariage, hors d'elle-même, à son palais, et pénétra dans les appartemens, en s'écriant : « Il est mon époux, le père de mes enfans ! Je réclame « la justice de Dieu et des hommes. » Godoï, qu'elle cherchait partout, s'enfuit par son jardin ; l'infortunée s'évanouit, et ne reprit ses sens que pour tomber dans le délire : on ne put la transporter chez elle que le lendemain. Toutefois, le prince de la Paix se raccommoda

quelques jours après avec elle, en lui persuadant qu'il n'avait fait qu'obéir aux ordres du Roi.

A cette époque, le consul Buonaparte, déterminé à faire la guerre au Portugal, avait envoyé en Espagne son frère Lucien, en qualité d'ambassadeur extraordinaire. Le prince de la Paix le reçut parfaitement, et se livra à lui sans réserve. L'ambassadeur et le favori employèrent des moyens si puissans, qu'enfin le Roi déclara la guerre au Portugal, sous prétexte qu'il fournissait des secours à l'ennemi commun. Il nomma Godoï général en chef de l'armée. Le général Urutia fut désigné pour commander sous ses ordres; mais Urutia, ayant refusé, fut exilé en Biscaye, où il mourut de chagrin. La campagne s'ouvrit en 1800, et fut si courte que huit mille hommes envoyés par la France n'eurent pas le temps d'arriver. La guerre finit par la prise d'Olivenza. On était dans la saison où les orangers, si abondans dans ce pays, étaient couverts de fruits; le galant général, pour informer la Reine qu'elle possédait une nouvelle province, lui envoya un rameau d'oranger, qui arriva à Aranjuez aussi frais qu'au moment où il avait été détaché de l'arbre. Le courrier qui l'apporta ne mit que huit heures à parcourir quarante lieues. Un autre courrier porta un présent semblable à mademoiselle Tudó. La princesse Charlotte écrivit une lettre touchante au Roi son père; celui-ci, attendri, ordonna à Godoï de cesser les hostilités : forcé d'obéir, le favori instruisit Lucien de la volonté du Roi, et la paix fut conclue, mais à de dures conditions. La princesse Charlotte se vit obligée de faire le sacrifice de ses diamans, que Godoï

et Lucien se partagèrent : ce dernier quitta Madrid, comblé d'honneurs et de richesses. Le prince de la Paix vit ses revenus augmentés de cent mille piastres ; il fut nommé généralissime des armées de terre et de mer, grand-amiral de Castille, et eut une garde d'honneur pour sa personne.

A quelque temps de là, la Reine montra de l'intérêt pour un garde-du-corps, nommé Mallo, d'une belle figure, studieux, instruit et capable d'avancer rapidement. Godoï paraissait moins reconnaissant des bontés de la Reine, mais il ne voulait pas qu'elle en eût pour un autre ; il prévit les succès que pouvait avoir un rival aussi dangereux : il résolut de s'en défaire. Il était, un jour, à une des fenêtres du palais avec la Reine et le Roi, lorsque le jeune Mallo passa dans un brillant équipage : *Quel est ce beau jeune homme ?* dit le Roi au favori. — Un Américain, Sire. — Il est donc bien riche ? — Non, Sire ; mais une vieille folle l'entretient, et lui fournit les moyens de paraître en cet équipage. — Cette vieille est-elle mariée ? — Oui, Sire, et elle a plusieurs enfans. — Ils sont donc deux mauvais sujets, l'un et l'autre. Les questions et les réponses finirent là ; et l'ordre fut expédié pour envoyer Mallo en Amérique ; mais la Reine, par un autre ordre secret, le retint à Osma, où l'évêque le traita long-temps avec magnificence.

L'Espagne avait acheté sa neutralité par des sacrifices qui la conduisaient à sa ruine ; mais cette neutralité ne fut pas long-temps observée : les Anglais la rompirent, en s'emparant de quatre frégates qui revenaient d'Amé-

rique, et dont la riche cargaison devait être partagée entre Napoléon et Godoï. Cette attaque fut suivie d'une guerre maritime, dont le résultat fut l'anéantissement de la marine espagnole. Buonaparte, qui avait ses vues sur l'Espagne, et qui voulait lui ôter tous les moyens de résistance, fit demander à Godoï les troupes dont il pouvait disposer. Le favori, qui avait alors à se plaindre de quelques oublis de Buonaparte à son égard, fit répandre une proclamation, dans laquelle il appelait les Espagnols aux armes pour la défense de leur patrie. On parut répondre à cet appel; mais la bonne intelligence se rétablit, et l'on ne parla plus de guerre. Godoï accorda ensuite les troupes demandées : 16,600 hommes furent envoyés dans le Nord, sous les ordres du marquis de la Romana.

Sur ces entrefaites, le prince des Asturies devint veuf. M. de Beauharnais, ambassadeur de France, essaya de lui insinuer de demander directement en mariage une des nièces de Buonaparte, sans l'intervention de Godoï. Celui-ci avait déjà fait au prince une proposition pareille, qui avait été repoussée. Irrité de ce refus, Godoï peignit le prince des Asturies au Roi son père avec des couleurs si noires, que le monarque ordonna d'arrêter son fils. Cette rigueur exaspéra tellement la nation contre le favori, qu'il craignit enfin pour sa personne. Il se vit accablé de lettres anonymes et des plus terribles menaces. Il résolut alors, pour conjurer l'orage, de se rendre médiateur entre le père et le fils, et fit remettre ce dernier en liberté; mais ce fut à condition que toute sa maison serait renouvelée; et Godoï

la composa d'hommes dévoués à sa personne et chargés d'observer toutes les démarches de leur maître. Ce fut dans ce temps qu'on signa à Fontainebleau (1807) le partage du Portugal entre la France et l'Espagne. Par ce traité, Godoï devait avoir en toute souveraineté les provinces des Algarves et de l'Alentejo ; mais les événemens prouvèrent bientôt que tout cela n'était qu'un leurre pour le Roi d'Espagne et son favori. La division que Buonaparte eut soin d'entretenir entre le Roi Charles et son fils, et entre ce fils et le favori, en appuyant tantôt l'un, tantôt l'autre, aurait pu ouvrir les yeux de personnes moins confiantes et moins crédules ; mais ce ne fut qu'au moment où une nombreuse armée française entra en Espagne, que le Roi et la Reine conçurent de véritables alarmes, et que Godoï fut frappé de terreur. Tous ses rêves d'ambition s'évanouirent ; il demanda à Murat une explication, et réclama sa protection auprès de Buonaparte. Murat fit une réponse évasive. L'élite des troupes d'Espagne était dans le Nord ; il n'y avait plus que quelques régimens dans la péninsule, et l'armée française s'avançait à grands pas. Le Roi fit demander le motif de cette marche ; Murat répondit que c'était pour garantir l'exécution du traité de Fontainebleau, et renouvela l'assurance de la constante amitié de son maître pour Charles IV.

Le favori crut alors qu'il n'avait, pour son propre intérêt, d'autre parti à prendre, que de mettre le royaume à la discrétion de Napoléon : il donna des ordres pour que les Français fussent reçus dans toutes les places, et traités comme des amis ; ce qui fut ponc-

tuellement exécuté. Buonaparte se regardait déjà comme le maître de la péninsule; mais, comme il avait besoin de nouveaux prétextes pour le dernier acte de violence qu'il méditait, il écrivit au Roi, et se plaignit, dans les termes les moins convenables, de ce qu'il n'avait pas réitéré sa demande en mariage d'une de ses nièces pour le prince des Asturies. Charles IV n'avait jamais été sincèrement disposé à cette alliance : il témoigna, toutefois, de l'empressement à la voir bientôt contracter; mais il ne reçut aucune réponse. Les troupes avançaient toujours; et Godoï, qui ne voyait rien exécuter de ce qu'on lui avait promis, était dans une cruelle perplexité : elle fut au comble, lorsque son agent Izquierdo arriva de Paris, sans avoir de mission positive de Buonaparte, mais avec le conseil, donné indirectement, d'engager le Roi à suivre l'exemple de la famille de Bragance, et de se retirer en Amérique.

Godoï connut alors toute l'étendue de ses fautes; il craignit une explosion de la part des Espagnols, et pensa à précipiter des événemens qu'il ne pouvait plus empêcher; il pressa le départ de la famille royale pour le Mexique. Mais les préparatifs d'un pareil voyage répandirent bientôt l'alarme; on voulut persuader au peuple que le Roi allait à Séville passer le temps que les Français seraient à Madrid. Mais quand le peuple vit des préparatifs plus grands que ceux qu'exigeait un voyage de quelques jours, l'agitation devint extrême. Ce fut alors que Charles IV fit venir son fils aîné et lui déclara sa résolution. Ferdinand, consterné, dit, en sortant du palais, aux officiers des gardes-du-corps et aux gen-

tilshommes de service : « Nous sommes perdus! mon « père, trompé par Godoï, veut nous faire quitter « l'Espagne et nous emmener en Amérique. » Ces mots volent à l'instant de bouche en bouche, augmentés et commentés par la crainte. A une heure après minuit, les voitures de la cour étaient prêtes et placées à quelque distance du palais. Des gardes apostés arrêtent les domestiques qui y portent les effets les plus précieux. Bientôt ils osent barrer le passage à leurs souverains, qui se trouvent renfermés dans leur propre palais. Tous les yeux se portèrent alors sur celui qu'on regardait comme l'auteur de tant de maux. Le 17 mars 1808, une foule immense se porta au palais du favori en criant : *Vive le Roi! vive la Reine! mort à Godoï!* Plusieurs gardes-du-corps se mirent à la tête du rassemblement, et vomirent contre leur ancien camarade des imprécations que les cris de la multitude rendaient plus effrayans encore. Cent vingt gardes de Godoï voulurent résister, ils furent tous massacrés par les gardes du Roi. La foule se répandit alors dans son palais, le cherchant partout; mais ses gardes, en sacrifiant leur vie, lui avaient donné le temps d'échapper. Déguisé sous un habit grossier, il avait franchi les toits et s'était réfugié dans le grenier d'une maison voisine avec un seul de ses domestiques. Les révoltés, voyant leurs recherches vaines, se mirent à briser les meubles, sans souffrir que rien fût pillé. On porta à la monnaie, avec la plus scrupuleuse exactitude, les caisses remplies de diamans, de lingots d'or et d'argent. Le lendemain, Charles IV signa son abdication, et Ferdinand VII fut proclamé Roi. . . .

Cependant les insurgés voulaient se saisir de Godoï, ils fouillèrent toutes les maisons voisines de son palais. Le malheureux n'avait pris aucune nourriture depuis trente-six heures, et la soif le dévorait. Le domestique, qui ne l'avait pas abandonné, hasarda de sortir pour lui aller chercher un peu d'eau et quelques alimens. Il fut reconnu, et la retraite de Godoï fut bientôt découverte par son moyen. On l'en arracha avec violence pour le traîner dans la rue, où il fut entouré d'une foule immense qui poussait des cris de vengeance et de mort. Godoï avait perdu tout espoir d'échapper; mais la haine voulut le faire souffrir lentement avant de l'immoler, et ce fut précisément ce qui le sauva. La Reine et le Roi, qui, depuis le 17, étaient dans les plus cruelles inquiétudes sur le sort de leur favori, ne furent pas plutôt informés de son affreuse situation, qu'ils supplièrent le Roi leur fils d'aller le secourir. Le prince y alla sur-le-champ. Godoï était alors dans un état épouvantable. Ses habits étaient en lambeaux, ses cheveux arrachés, son visage meurtri était couvert de sang. Il avait reçu deux coups d'épée dans la poitrine. A la vue du prince, les violences cessèrent. Godoï tomba à ses genoux, implorant sa clémence. Ferdinand s'adressa à la multitude et lui dit : « Mes amis, retirez-vous, Godoï sera mis dans « un lieu de sûreté ; il est dépositaire de secrets impor- « tans qu'il doit me révéler. » La foule à ces mots se calma et se dissipa : Godoï était le seul dont elle voulût tirer vengeance. Mlle Tudo, qui avait conçu des craintes, fut constamment respectée ; on se rendit même chez elle pour la défendre. Godoï fut mis dans une prison d'Etat,

et gardé à vue pendant sa détention, qui dura un mois.

L'infant don Carlos et Ferdinand, trompés par les insinuations de Murat et de Savary, étaient déjà à Bayonne. Le Roi Charles et la Reine, engagés, par les mêmes hommes, à faire aussi ce voyage, demandèrent qu'avant de partir on rendît la liberté au Prince de la Paix. Buonaparte, qui avait besoin de leur présence pour mettre fin à ses projets, voulut que Godoï fût retiré de la prison. Murat l'avait demandé plusieurs fois; mais la junte l'avait refusé. Cette fois il renouvela sa demande avec les plus terribles menaces. On craignit qu'une plus longue résistance n'amenât de nouveaux malheurs, et Godoï fut remis au lieutenant de Buonaparte, qui l'envoya aussitôt à Bayonne, sous escorte. Il y arriva le 26 avril 1808; il eut, dit-on, avec Buonaparte, une conférence dans laquelle le sort de l'Espagne fut décidé. Il avait toujours haï le prince des Asturies; il aimait mieux s'abandonner à sa haine et le croire l'auteur de sa disgrâce que de se souvenir qu'il lui devait la vie. Les premières personnes qu'on le laissa voir à Bayonne furent la Reine et le Roi. Il ne cessa de leur peindre Ferdinand comme un fils dénaturé et rebelle, qui avait excité le tumulte d'Aranjuez pour leur ravir la couronne; il leur rappela l'affaire de l'Escurial, leur représenta l'Espagne en proie aux factions, aux guerres intestines sous le pouvoir de leur fils, et s'efforça de leur faire entendre que Napoléon seul pouvait sauver ce royaume. Le Monarque trop crédule se laissa persuader; il exigea de son fils une renonciation à la couronne en faveur de Buonaparte. Ce ne fut que le 6 mars que Ferdinand signa cette renon-

ciation. Dès le 3, Godoï avait rédigé le traité entre le Roi Charles IV et Napoléon, traité par lequel le dernier devenait souverain du royaume d'Espagne.

Ainsi finit la carrière politique de Godoï. Jusqu'au dernier moment, il se flatta qu'en reconnaissance de ses services Buonaparte le ferait régner dans les provinces que le traité de Fontainebleau lui avait assignées. Mais Buonaparte ne tint aucun compte de ses promesses; il abandonna le traître après avoir profité de la trahison. Godoï suivit le Roi Charles en France et à Rome, où il lui a survécu peu de temps. Il est sorti d'Espagne dépouillé des richesses qu'il possédait. On l'a regardé comme le particulier le plus opulent de toute l'Europe; on dit qu'il avait placé quarante millions de piastres en Angleterre, dix millions en France, vingt millions à Gênes, dix millions à la Corogne et au Ferrol; un demi-million dans les mains de Mlle Tudo, un million dans celles du grand-inquisiteur; huit cent mille dans celles d'Espinosa, six cent mille dans le trésor public; en tout quatre-vingt-trois millions quatre cent mille piastres; à quoi il faut ajouter un mobilier immense, de l'or en lingots, des bijoux, des diamans en quantité, des tableaux, châteaux, palais, maisons, etc., en total cinq cents millions tournois; total exagéré sans doute.

LE COMTE BLACAS D'AULPS,

MINISTRE DE FRANCE.

(1814.)

Le comte de Blacas, d'une ancienne famille de Provence, naquit en 1770. Il entra au service dans un régiment de cavalerie, et se trouvait capitaine à la suite au commencement de la révolution. Obligé d'émigrer, il alla à Nice, puis à l'armée des Princes, où il resta fort peu de temps. Il retourna en Italie, et vint à Vérone, où était alors S. M. Louis XVIII. Il se fit connaître de M. le duc d'Avarai, qui était tout-puissant auprès du Roi de France. M. de Blacas sut se rendre utile au ministre, et fut chargé de plusieurs missions qu'il remplit avec zèle. Lorsque Paul Ier entra dans l'alliance de Buonaparte, M. de Blacas alla avec son souverain à Mittau, et l'accompagna ensuite en Angleterre. M. d'Avarai, à qui on a reproché un peu de penchant à l'intrigue, mais en qui tout le monde a toujours reconnu les sentimens d'un vrai chevalier français et les intentions pures d'un royaliste fidèle; M. d'Avarai, disons-nous, forcé pour raison de santé de quitter Louis XVIII, laissa pour le remplacer M. de Blacas, qui devint ainsi le principal ministre du Roi.

Lors de la première restauration, Louis XVIII amena M. de Blacas en France, le nomma ministre de sa mai-

son, secrétaire d'Etat, grand-maître de la garde-robe etc. Comblé des bienfaits de son souverain et chargé d'une administration immense, dans des circonstances qui demandaient beaucoup d'adresse et de fermeté, M. le comte de Blacas ne put porter un si lourd fardeau. Il contraria beaucoup d'intérêts, se fit beaucoup d'ennemis, parmi ceux mêmes dont il rechercha l'alliance, et il excita de nombreuses et vives réclamations. Plusieurs brochures attaquèrent ouvertement son administration; M. de Chabannes, émigré français, lui fit les reproches les plus amers dans deux lettres qu'il fit imprimer à Londres au mois d'avril 1815. La catastrophe du 20 mars acheva de mettre au jour son incapacité; elle attira sur sa tête un débordement général de plaintes, de sarcasmes et de malédictions de tous les partis. M. Froment, sécrétaire du cabinet du Roi, lui adressa de Bordeaux, au mois d'octobre 1815, une lettre qui est imprimée, et dans laquelle il l'accuse d'avoir, par de fausses mésures, éloigné l'armée du Roi et de l'avoir rapprochée de Buonaparte; d'avoir négligé l'organisation de la garde nationale, qui aurait empêché l'arrivée à Paris du débarqué de l'île d'Elbe; d'avoir constamment méprisé les avis de M. de Bouthilier, préfet du département du Var, qui, pendant tout le mois de février, et à chaque courrier, l'informait que des bandes de soldats arrivaient journellement de l'île d'Elbe; de n'avoir pas daigné employer une seule chaloupe de la marine de Toulon pour donner l'éveil sur les points où on annonçait que Buonaparte débarquerait; de n'avoir pris aucune mesure de sûreté, lorsque les seules villes de Marseille, Antibes et Toulon

auraient fourni au premier ordre un nombre suffisant de royalistes pour mettre toute la côte à l'abri de l'invasion; d'avoir, lors du débarquement, égaré l'opinion par des rapports mensongers qu'il faisait insérer dans les journaux, pendant qu'en secret M. de Blacas prenait des mesures pour se sauver de nuit; de s'être joué de tous ceux qui demandaient des armes pour défendre le Roi, et de les avoir exposés à de sanglans outrages, lorsque le ministre favori délogeait sans bruit. M. Froment adresse encore beaucoup d'autres reproches à M. le comte de Blacas; et il faut convenir que le 20 mars était si facile à prévenir, qu'il n'est aucun reproche que cet incroyable événement ne justifie. S'il est vrai, par exemple, qu'un ouvrage qui parut, au mois de janvier 1815, sous le titre de *Réflexions politiques sur quelques écrits du jour et sur les intérêts de tous les Français*, ait été conçu, médité et rédigé pour ainsi dire dans le cabinet de M. de Blacas, on ne pourra s'empêcher d'accuser les vues courtes et l'ineptie politique du ministre. Quand on a écrit ou laissé écrire les lignes suivantes : « Les « créatures, les parens de Buonaparte sont partout : ils « jouissent de la protection des lois. S'ils ont des pen- « sions sur l'État, le Roi les paye scrupuleusement; s'ils « veulent sortir du royaume, y rentrer, porter des lettres « en rapporter, envoyer des courriers, faire des propo- « sitions, semer des bruits et même de l'argent, s'assem- « bler en secret, en public; menacer, répandre des li- « belles, en un mot, conspirer, ils le peuvent, cela ne « fait de mal à personne...... Ce gouvernement de huit « mois est si solide, que, fît-il aujourd'hui fautes sur

« fautes, il tiendrait encore en dépit de ses erreurs. »

Quand on a écrit ou laissé écrire ces lignes, et qu'on les a approuvées, on mérite d'être la victime des événemens qu'on a soi-même précipités, et d'en être déclaré coupable.

M. de Blacas accompagna le Roi à Gand; il y resta tout le temps du séjour qu'y fit ce prince; mais au moment de la seconde restauration, il ne put ressaisir le pouvoir, et fut nommé ambassadeur auprès du Roi des Deux-Siciles. Cette honorable disgrâce fut, dit-on, l'ouvrage des puissances alliées. Quoique le ministère et la faveur de M. le comte de Blacas aient fait beaucoup de mal à la France, sa retraite lui en a peut-être fait davantage. Les alliés n'ont point insisté sans dessein et sans but sur le renvoi d'un ministre qu'ils craignaient de voir réparer ses fautes, revenir sur ses erreurs et adopter une marche toute contraire à celle qu'il avait tenue. M. le comte de Blacas, après avoir coopéré au mariage de M. le duc de Berry avec une princesse de Naples, est passé à l'ambassade de Rome, où il a travaillé, en 1817, à un concordat qui n'a pu recevoir toute son exécution. Il fut créé pair de france le 17 août 1815.

La plaie qu'a faite à la France le 20 mars saignera longtemps; et quoique, nous aimons à le croire, les intentions du ministre-favori fussent droites, l'inexorable postérité ne pourra jamais rappeler cette épouvantable calamité sans accuser sa mémoire.

LE COMTE ÉLIE DECAZES,

PREMIER MINISTRE DE FRANCE.

(1815—1820.)

Le Comte Decazes, né à Saint-Martin-en-Laye près de Libourne, le 28 octobre 1780, est fils de M. Decazes, lieutenant du présidial de cette ville. Depuis la révolution M. Decazes père n'a exercé d'autres fonctions publiques que celles de membre du conseil-général de département. Son fils étudia au collége de Vendôme. Doué d'une figure agréable, d'un esprit fin et délié et d'une grande facilité à s'exprimer, il fut appelé au conseil de Louis Buonaparte, Roi de Hollande, et de Madame mère, Marie-Lætitia Ramolini. Il épousa, en 1805, une des filles de M. Muraire, président de la Cour de Cassation, et il la perdit en janvier 1806. Il se conduisit, dit-on, fort honorablement lors de la faillite de son beau-père.

Le comte Decazes était juge au tribunal de première instance du département de la Seine, lorsqu'en décembre 1810, il fut nommé conseiller à la cour d'appel : il présida trois assises sans y développer des talens extraordinaires; il semblait devoir ne point sortir de la magistrature, lorsque la restauration vint le placer, comme il l'a dit lui-même, *sur les marches du trône*. Au pre-

mier retour du Roi, il se montra zélé partisan des Bourbons, et lors de l'invasion de Buonaparte, il se mit à la tête d'une compagnie de gardes nationales mobiles destinée à le combattre. Cette compagnie, réunie le lundi matin 20 mars, dans la cour de la Bibliothèque, après le départ de Louis XVIII, osa faire encore entendre le cri de *vive le Roi !* et ne se sépara que lorsque son capitaine eut lu la proclamation par laquelle le Roi prenait congé de ses fidèles sujets.

Le samedi suivant, le comte Decazes s'opposa à la réception de M. Gilbert-des-Voisins, nommé, par Buonaparte, premier président de la cour impériale, parce qu'il regardait, dit-il, Napoléon comme un usurpateur. Napoléon l'exila. Le comte Decazes se retira dans sa famille, et revint à Paris quelques jours avant le second retour du Roi. Sur la présentation du ministre Fouché, il fut nommé préfet de police le 7 juillet 1815. Un des premiers actes de son administration fut d'adresser aux rédacteurs des journaux une lettre qui contenait les plaintes du gouverneur prussien de Paris, le général Muffling, lequel demandait que les journalistes cessassent de s'occuper des armées alliées, et qu'il leur fût enjoint de n'en parler *ni en bien ni en mal*. Le nouveau préfet de police leur recommandait expressément de se conformer à cet ordre.

C'est lui qui fit arrêter le colonel Labédoyère, que Fouché voulait faire échapper, et qui l'interrogea lui-même le 18 juillet, jour de son arrestation. Ce fut par ses soins que le maréchal Ney fut également arrêté dans les premiers jours d'août. Dans ce même mois il fut

nommé, par le département de la Seine, membre de la Chambre des Députés; et, dans le mois de septembre, il remplaça Fouché au ministère de la police.

Depuis ce moment jusqu'à ce jour, la fortune et la faveur du comte Decazes, triomphant de ses ennemis, ont toujours été croissant. Il a été successivement créé comte, chevalier de la Légion-d'Honneur, pair de France, et enfin réunissant deux ministères, celui de la police, supprimé, et celui de l'intérieur, il est aujourd'hui président du conseil.

Peut-être est-il aussi difficile d'assigner les véritables causes d'une élévation qui étonne la France et l'Europe, que de dire au juste pour quels intérêts le comte Decazes a travaillé. En comparant l'état du royaume, à la fin de 1815, avec celui qu'il offre au commencement de 1820; en comparant même les discours et la conduite du ministre dans les premiers temps de son administration, avec ses discours, et sa conduite depuis le 5 septembre 1816, il n'est personne qui puisse soutenir de bonne foi qu'il n'a voulu que l'affermissement du trône légitime. Quoique son fils ait eu l'honneur incomparable d'être tenu sur les fonts de baptême par le Roi et par cette princesse, fille si digne du Roi martyr; quoiqu'il ait acheté pour un million cinq cent mille francs de domaines, et qu'il soit riche, dit-on, de plus de six millions; quoiqu'il soit presque duc allemand par son second mariage, il n'en est pas moins démontré qu'en acquérant cette grande fortune il n'a nullement songé à en assurer les fondemens sur la stabilité de la famille royale.

On l'accuse depuis long-temps d'avoir été le provoca-

teur des lois d'exception qu'il a tournées ensuite contre ceux à qui il les avait demandées; d'avoir proposé le bannissement des régicides, dont presque tous ont été rappelés par des ordonnances contre-signées par ce ministre faible et vacillant; d'avoir connu d'avance, et de n'avoir pas prévenu les insurrections de Grenoble et de Lyon, et d'avoir, six mois plus tard, excusé, protégé, fait mettre en liberté les auteurs et complices de ces insurrections. Il n'est que trop vrai qu'il a poursuivi ou laissé poursuivre avec cruauté les généraux qui les avaient étouffées, et qu'il les a privés des emplois où ils avaient servi si noblement la cause du Roi.

On l'accuse d'avoir fomenté ou imaginé des conspirations, pour le plaisir de faire des victimes et de se rendre nécessaire; d'avoir, le premier, mis en usage ce funeste système de bascule et de destitutions qui a réveillé en France tous les partis; d'avoir, depuis l'ordonnance du 5 septembre, proscrit ou repoussé tout ce qui est royaliste; et d'avoir assis le trône sur un volcan, en donnant à la France un mode d'élection qui a rendu aux révolutionnaires toute leur audace et toutes leurs espérances.

On l'accuse encore d'avoir asservi la presse pendant trois ans, et donné le temps aux révolutionnaires de faire filtrer sourdement, dans toutes les parties du royaume, le poison de leurs doctrines et de leurs calomnies, souvent payées des deniers de la police; et de n'avoir rendu la liberté aux écrivains royalistes, que lorsque le mal était fait et presque impossible à réparer.

On l'accuse, enfin, de tous les maux qui pèsent

aujourd'hui sur cette belle France, où le nom des Bourbons ne se prononce plus qu'en secret; où la religion, exilée de nos lois, est insultée dans ses ministres; où des écrits, dignes des époques les plus désastreuses de la révolution, circulent dans la demeure du riche et dans la cabane du pauvre; d'avoir, surtout, laissé s'éteindre le feu sacré du royalisme, et d'avoir flétri l'opinion monarchique, le plus solide appui du trône.

Ce ministre, jouissant toujours de la faveur suprême, mais se trouvant aujourd'hui en butte à ses amis comme à ses ennemis, moins rassuré avec ceux qu'il a caressés, rappelés et placés, qu'avec ceux qu'il a écartés, destitués et signalés; ce ministre a-t-il agi, depuis quatre ans, sans avoir rien prévu, sans avoir rien calculé? ou bien, a-t-il été un instrument docile entre les mains de quelque puissance ennemie? Est-ce par ignorance, par légèreté, par inexpérience, qu'il s'est conduit? ou bien, a-t-il servi les desseins et l'ambition d'un parti ou d'une faction? ou bien encore, comme quelques-uns le prétendent, n'a-t-il cédé qu'à des suggestions secrètes? C'est ce que le temps nous apprendra; et c'est alors qu'on pourra condamner ou excuser M. le comte Decazes......

Laissant à nos descendans le soin de prononcer son arrêt, nous répondrons seulement à ces apologies banales qui séduisent les faibles et ceux qui ne veulent pas raisonner, c'est le plus grand nombre :

M. le comte Decazes est un génie supérieur, répète, sur parole, la foule ébahie, puisqu'il sait comprimer les partis, tenir dans ses mains fermes la balance du

pouvoir; commander à toutes les opinions; triompher d'obstacles qui semblaient insurmontables; et, sans cesse attaqué, sans cesse prêt à succomber, se relever avec gloire, et, victorieux, dominer ses ennemis terrassés.

La postérité, bien moins complaisante que le *Journal de Paris*, et qui commencera, on l'espère, cette année, pour cet enfant gâté de la fortune, dira peut-être, avec sa franchise accoutumée, non pas que ce fut un grand homme, mais qu'il fut aimable, plein d'esprit et de gaîté dans la conversation, doux et insinuant; que bientôt, fier de la faveur de son maître, ses yeux furent éblouis; que l'ivresse du pouvoir l'aveugla; que pour le conserver, pour l'augmenter, tout lui sembla permis. Vivant au jour le jour, sans aucun plan arrêté, cédant aujourd'hui aux royalistes et demain aux révolutionnaires, exilant les fauteurs du régime impérial, et poursuivant, avec un singulier acharnement, les héros de la fidélité; tonnant quelquefois contre les vieux enfans de l'anarchie, qui ont juré sa perte, et n'osant se confier à ces hommes monarchiques, qui ne demandent que sa conversion, tout prêts qu'ils sont de faire, en faveur de la légitimité, le sacrifice héroïque de leur juste vengeance; il a voulu niaisement conserver une sorte de nullité politique, parmi des intérêts si tranchans et si graves; comme si un ministre du Roi de France pouvait garder une neutralité coupable au milieu d'ennemis armés de toutes parts, quand son devoir lui crie de gagner à son Roi tous les Français, et de marcher à leur tête.

Malheureux inventeur du système absurde de bas-

cule, il a flatté et trahi tour à tour tous les partis, exposant le destin du trône et de la France, pour prolonger un ministère qui lui échappe. Selon l'expression de ce noble pair qu'il a abreuvé de tant d'amertumes, « il s'enfonce de plus en plus dans le précipice; il « continuera d'intriguer jusque dans l'abîme, et cet « abîme se refermera jusque sur lui. »

FIN.

TABLE.

FIN DE LA TABLE.

De l'imprimerie d'A. EGRON, rue des Noyers, n° 37.





